

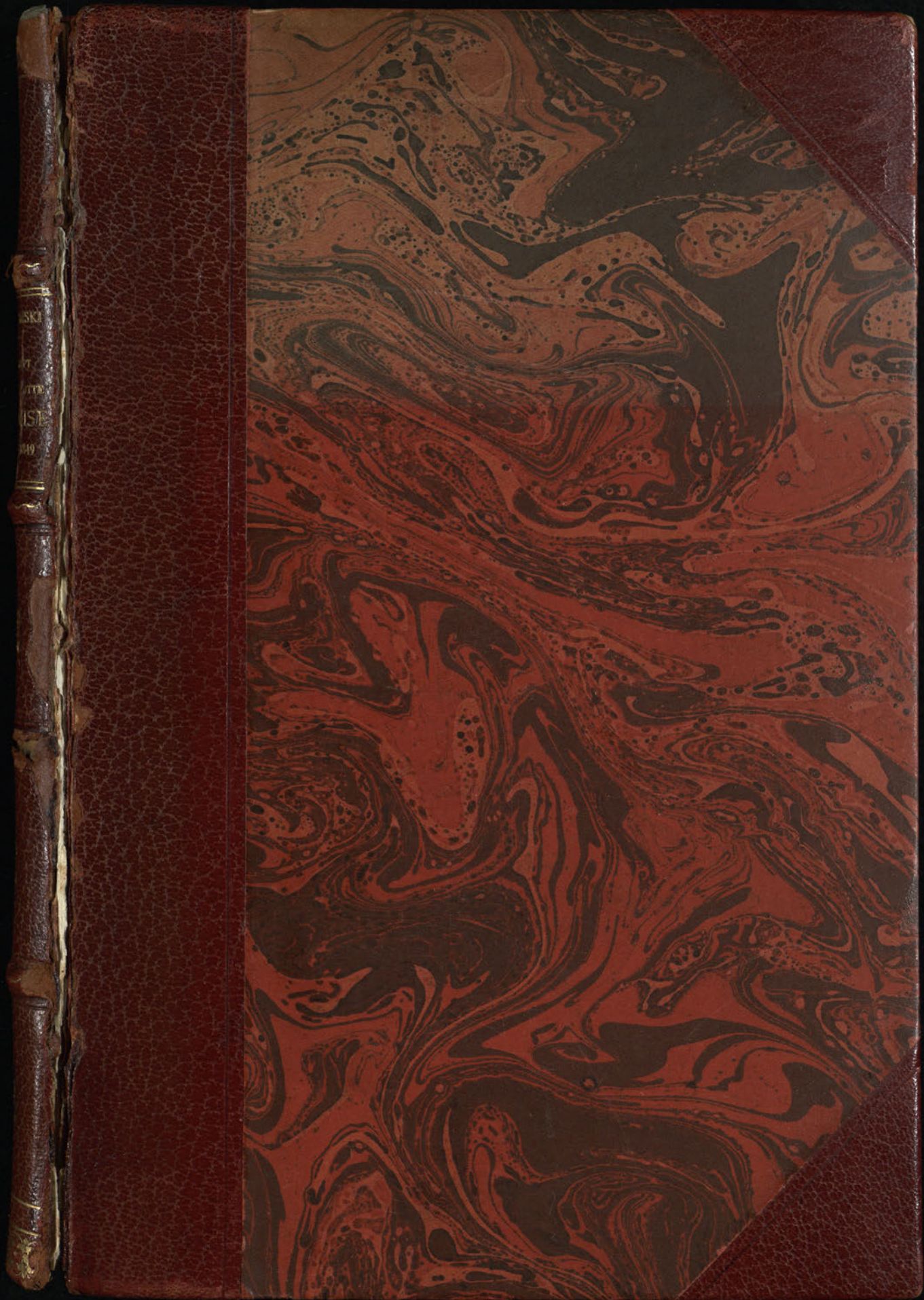


Consiglio regionale del Veneto

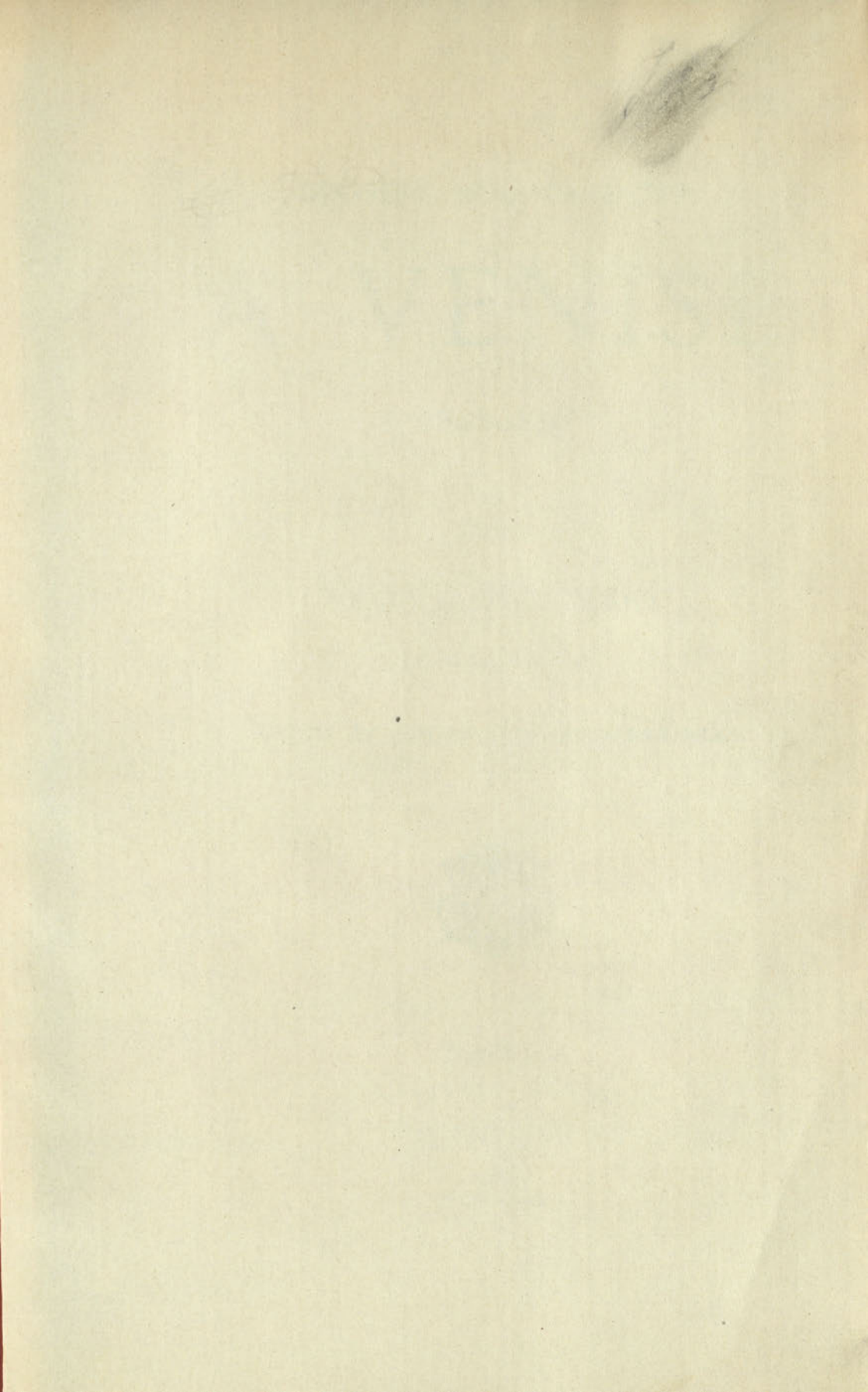
Questo libro proviene dalle raccolte della Biblioteca del Consiglio regionale del Veneto. Il suo utilizzo non commerciale è libero e gratuito in base alle norme sul diritto d'autore vigenti in Italia.

Per ottenerne una versione ad alta definizione a fini editoriali, rivolgersi al seguente indirizzo:

biblioteca@consiglioveneto.it



SKA
TTO
ISTE
149



DIX-SEPT MOIS DE LUTTE

A VENISE

1848-1849

PAR

XAVIER GNOINSKI

NOTES ET DOCUMENTS AUTHENTIQUES



PARIS

LIBRAIRIE CENTRALE

9, RUE CHRISTINE, 9

—
1869

Tous droits réservés

DIX-SEPT MOIS DE LUTTE

PAR M. HENRI DE LAUNAY

A VENISE

DIX SEPT MOIS DE LUTTE

PARIS. — IMPRIMERIE L. POUPART D'AVYLL, 30, RUE DU BAC

A VENISE

DIX-SEPT MOIS DE LUTTE

A VENISE

1848-1849

PAR

XAVIER GNOINSKI

NOTES ET DOCUMENTS AUTHENTIQUES



PARIS

LIBRAIRIE CENTRALE

9, RUE CHRISTINE, 9

—
1869

Tous droits réservés



DIX-SEPT MOIS DE LUTTE

A VENISE

1848-1849

XAVIER GNOINSKI

NOTES ET DOCUMENTS GUTTENBERG



PARIS

LIBRAIRIE CENTRALE

DE LA RUE CONDORCET, 2

1849

1849



A SA MAJESTÉ

VICTOR-EMMANUEL II

ROI D'ITALIE

SIRE,

Prix d'efforts héroïques et d'une lutte glorieuse, Venise vient d'être acquise à la grande patrie italienne, et certes un horizon nouveau s'ouvre devant elle sous l'égide de l'illustre drapeau qu'elle arbore.

Mais c'est justement parce qu'un jour nouveau se lève pour Venise qu'il n'est point permis d'oublier qu'il fut précédé par une aube non moins éclatante, loyalement inaugurée à Pastrengo et à Goito pour être non moins chevaleresquement continuée à travers les champs de bataille de Palestro et de San-Martino, et voilà pourquoi, en en retraçant les souvenirs dans ces pages, j'ose, je crois, être de

mon devoir d'en faire le très-respectueux hommage à la plus Auguste personnification de cette noble entreprise, au premier soldat de la liberté et de l'indépendance italienne, à Votre Majesté, Sire !

L'AUTEUR.

AU LECTEUR

Résolu à évoquer les souvenirs d'une épopée récente, et cependant lointaine déjà, au pas dont nous marchons, nous nous demandâmes si en présence de la vertigineuse rapidité avec laquelle s'accomplissent aujourd'hui les événements les plus graves, du mouvement fébrile et de l'activité tourbillonnante qui agitent les nations, les hommes et les choses, ces pages, marquées au coin de la veille, ne paraîtraient pas jusqu'à certain point, surannées, par trop rétrospectives ; — si, à l'heure où un nouveau jour se lève sur son horizon, il pouvait être intéressant de parler du passé de Venise ?...

Nous nous le demandâmes, et ne nous le dissimulons guère — telle sera peut-être l'impression que produira ce livre ; heureusement mû par des considérations autrement sérieuses que ne l'est la puérile satisfaction d'un succès d'actualité, ce n'est pas ce qui nous préoccupe au moment

où, convaincu d'accomplir un devoir en même temps que désireux de rendre au passé en question un légitime hommage, nous entreprenons cette œuvre.

Brisant les lourdes chaînes du joug étranger, Venise vient de prendre elle aussi sa place naturelle sous le drapeau de l'unité italienne, à l'ombre duquel, certes, l'attendent des jours heureux et prospères.

Préconisé d'avance par le glorieux triomphe du principe même, ainsi que la portée de ses aspirations légendaires, — gage certain de l'auguste bannière qui la couvre désormais, un avenir fécond s'ouvre, nous en sommes convaincu, devant elle ; mais c'est justement parce qu'une aube nouvelle se lève sur la cité de la Lagune, aube à l'éclat de laquelle s'apprêtent à concourir toutes les forces vitales du pays, qu'il est utile, croyons-nous, d'encourager ce dernier dans cette voie en lui rappelant que l'aurore actuelle n'est que la triomphale confirmation d'un passé glorieux qui en fut le premier rayon, l'origine.

C'est ce que nous considérons comme un devoir, et voici maintenant ce à quoi nous entendons rendre hommage, à son tour.

Sans être précisément ce qu'on est convenu d'appeler communément « un âge d'or », il faut avouer néanmoins que l'époque où nous vivons est, sous bien des rapports, remarquable, et pour ainsi dire hors ligne.

En effet, peut-être y aurait-il à lui reprocher quelque chose — peut-être les arts, ce thermomètre de la vie so-

ciale, languissent-ils — peut-être, opprimées par la matière, l'inspiration, l'âme, la pensée, se font-elles péniblement jour, — peut-être enfin nos institutions ne répondent qu'imparfaitement aux besoins du moment, et la vertu antique échappe-t-elle à la recherche des modernes Diogènes — mais il est hors de doute, d'autre part, qu'agents formidables du progrès, puissances inconnues hier encore, ces mille découvertes scientifiques et industrielles, dont nous disposons, changent la face du monde, en faisant de notre époque une ère vraiment prodigieuse, exceptionnelle.

Nous ne marchons plus, nous glissons sur une pente rapide. Hier nous courions — demain volerons-nous peut-être à tire d'aile !

Oui, tout a pris un essor irrésistible ; ce qui, il y a trente années de cela, se faisait doucement, à petits pas, l'espace qu'enjambait l'humanité en un demi-siècle, l'œuvre qu'accomplissait la machine en dix ans, la somme d'activité, de force, de patience, de bonheur et de souffrance que nos aïeux dépensaient durant leur vie entière, nous, nous les accomplissons en un clin d'œil, nous les dépensons en vrais prodiges, en un seul jour.

Y gagnait-on à cette sage lenteur ? y perdons-nous à cette fiévreuse précipitation ? je ne chercherai point à le savoir et discuterai moins encore sur les mérites ou les inconvénients du progrès actuel.

Ce n'est pas là que tendent ces quelques lignes.

Ce que je veux observer, c'est que si le bien ne résulte

pas absolument de notre fébrile agitation, le mal au contraire est dans les inévitables suites de cette existence à fond de train, de cette course vertigineuse qui nous font oublier *le hier* — pour *le demain*.

Hélas! en effet, nous oublions *tout et vite!*

Ainsi, l'herbe n'a pas encore recouvert les tombes fraîches, l'écho n'a pas cessé de répéter un nom sonore, qu'entraînés par le tourbillon du jour, ceux qui courent en avant ne se souviennent plus des amis restés en chemin.

C'est triste pour ceux qui tombent, n'est-ce pas? malheureusement c'est vrai, et en voici une preuve à l'appui de notre dire :

Vingt années viennent de passer depuis qu'une épopée sublime et héroïque s'accomplissait glorieuse aux yeux surpris du monde.

Je parle de la dernière révolution de Venise.

Vingt années sont donc passées sur le cadran de l'éternelle horloge des siècles, depuis qu'ardente et radieuse, la vieille cité des Dandolo et des Faliero se leva du fond de son sépulcre, montrant à l'univers émerveillé ce que peuvent l'amour de la patrie, l'abnégation, le courage.

Eh bien! Venise triomphante, qui est-ce qui de nous n'a applaudi à ses efforts sublimes?... Mais, hélas! Venise vaincue, il n'y eut personne qui s'en souvint, pas une voix qui prononça quelques paroles sur cette auguste tombe.

Personne! est-ce à dire qu'il faut être Homère pour chanter *l'Iliade*?... Non, certes, nous ne le croyons pas, du

moins, pourvu que ce soit le cœur et la justice qui parlent. Or, ce cœur ne nous manque pas, et, en présence des nouveaux destins de Venise, c'est cette justice envers son passé que nous désirons lui rendre.

Non, il suffit déjà que la mort et l'oubli jettent leurs ombres sur ces hommes aux cœurs de lions — héros d'une heure, mais héros antiques, qu'engloutit la chute, que dévora l'exil, — mais il ne faut pas que vingt années suffisent pour faire oublier une tâche glorieuse — mais il ne sera pas dit que, le flambeau éteint, l'on ne doit plus faire revivre le passé, scruter les ténèbres!

Non, il ne faut pas qu'aujourd'hui où tout palpite et se réveille dans son sein à une existence nouvelle, l'on oublie l'héroïque passé de Venise, et voilà pour quel motif j'élève ma voix, voilà dans quel but je prends la plume — si faible que puisse être cette voix, si impuissante que soit cette plume.

L'AUTEUR.

DIX-SEPT MOIS DE LUTTE

A VENISE

CHAPITRE PREMIER

Venise. — Physionomie de la ville. — Sa situation. — Ses particularités. — Ses avantages. — Aperçu général sur son histoire. — Son début, sa grandeur, son industrie, son commerce, ses conquêtes, son dépérissement et sa chute. — Ses institutions. — Conseil des Trois et des Dix. — Police, prisons, lois, arbitraire, inquisition. — Préventions injustes à son égard. — Réalité.

- « La fra le rive Adriaticie
- Vive una gran Mendica,
- « Di lei stupende glorie
- Dice la storia antica!

« MAMELI. »

Venise est une ville à part : — rien ne lui ressemble, rien ne l'égale.

Sans parler de son passé gigantesque, lequel restera un éternel enseignement des siècles, son aspect extérieur, sa physionomie et son ensemble, sa situation et ses avantages matériels sont d'une nature tout à fait hors ligne, sortant, pour ainsi dire, du cadre commun, qu'elle dépasse de toute la grandeur de l'idéal, du sublime!

Certes, si vous vous rapportez aux renseignements positifs de la science, ceux-là vous apprendront peu de chose. La géographie vous dira donc en effet que, située au nord-est de la

péninsule italienne et précisément sur les rivages de l'Adriatique, à l'embouchure de la Brenta, Venise est le chef-lieu d'une province et compte de cent à cent vingt mille habitants ; — l'histoire vous apprendra qu'elle fut jadis capitale d'un État puissant, d'une République rivale de Gênes et maîtresse d'une partie du monde ; — enfin votre guide, si vous voulez y recourir, ajoutera qu'on y remarque le palais des Doges, la cathédrale de Saint-Marc, une foule d'autres palais et force églises. Mais, je le répète, ce n'est point là, ce n'est pas en la contemplant du même œil que nous contemplons le reste du monde, qu'on apprend à connaître Venise.

Qui de nous ne l'a vue aujourd'hui, ou qui de nous n'a rêvé à cette enchanteresse unique, et pourtant combien peu de ceux qui y ont mis le pied la connaissent telle qu'elle est réellement ! car ce n'est ni par l'étude, ni par la science, mais bien par le cœur qu'on apprend à connaître cette ville merveilleuse.

En effet, cent autres cités plus importantes, plus vastes et plus peuplées attirent et captivent notre attention par leur mouvement, leur beauté, les trésors d'art et de grandeur qu'elles renferment, mais aucune d'elles n'exerce l'immense pouvoir d'enchantement que possède Venise, car si là-bas monuments, beautés, trésors d'art et de grandeur restent froids et muets, ici, au contraire, ils vivent, ils parlent.

C'est là l'immortelle, l'incomparable puissance — le langage éloquent de cette ville.

Tout s'effeuille et s'épuise ; le vaste, l'immensité fatiguent à la longue, la grandeur étonne sans émouvoir, le luxe se tarit, la puissance succombe, la beauté se flétrit, la flamme du plus ardent foyer s'éteint et pâlit, mais ce qui ne lasse jamais, ce qui ne succombe, ne s'éteint, ne se flétrit point, ce sont les souvenirs, cette fleur rayonnante et éternellement jeune que réchauffent et vivifient les rayons lumineux de la poésie et de l'amour, du cœur et de l'âme !

Plus que toute autre, Venise a vécu de la gloire et de la grandeur, mais aujourd'hui ce sont les souvenirs qui l'alimentent, qui la font belle, car chaque pierre parle là-bas, chaque monument a sa voix distincte. Elle en est le livre ouvert, et celui qui voudrait en saisir les reflets tour à tour chatoyants et sombres, brillants et funèbres, ardents et pâles, comme furent les événements et les passions qui la traversèrent, n'a qu'à en tourner les pages.

Je le répète, Venise est une ville à part — tout y est étonnement, prodige et merveille !

Ancrée sur ses îles qui dans cette partie du golfe semblent, par leur multitude, former un canevas pour le plus féerique tissu d'une grande ville, Venise sillonnée par ses multiples canaux lui servant de rues, abritée contre les furies de la mer par ce banc de sable qui lui sert de digue naturelle et qu'on nomme successivement Alberoni, Malamocco et Lido, — Venise, trempant ses pieds dans l'eau, comme une naïade, et son front dans l'azur des cieux, comme il convient à une reine, n'a, pour sa situation topographique, point de rivale au monde.

Mais tout n'est pas là.

Bâtie sur un sol presque mouvant et sans base solide, n'ayant de terre ferme que ce qu'elle conquiert pas à pas, et d'espace que celui qu'elle enlève aux flots, — plongeant dans une tourbière et entourée par la vase, — l'on croirait peut-être qu'elle est à l'étroit, que ses édifices sont grêles et faibles, son air pernicieux, insalubre ? Il n'en est rien de tout cela. Venise dispute à la mer, il est vrai, chaque pouce de terrain, mais Venise a des places, et quelles places, — dignes d'avoir le firmament pour plafond, — mais ses monuments sont gigantesques, — mais ses palais formeraient, à eux seuls, une ville superbe, leur marbre remplirait les plus vastes carrières — mais enfin son climat est la douceur, la salubrité même.

Ceci est pour sa situation, sa physionomie, ses avantages et

son côté matériel. Quant au moral, je veux dire quant à son histoire, celle-là « *on ne l'écrit pas, on la chante,* » comme l'a dit si justement Lamartine.

C'est presque un roman, si ce n'est un drame joué à travers douze siècles par des acteurs tels que Boemond Tiepolo, Marino Faliero, Henri Dandolo, Titien, Pétrarque, Véronèse, Victor Pisani et Foscari. Son début tient presque de la légende.

En effet, quoi de plus romanesque et de plus touchant que cette poignée de fugitifs quittant, devant l'invasion barbare, leurs foyers paternels pour chercher un refuge, l'ancre de salut au beau milieu de la mer?

Sans remonter jusqu'aux invasions partielles de Radagaste et d'Alaric, trop peu importantes pour motiver de pareils effets, il semble être acquis à la certitude que c'est à l'envahissement de l'Italie par les Huns, sous Attila, qu'on doit attribuer la fondation de Venise. Chassés par celui qu'on appela « le fléau de Dieu », fuyant leurs paisibles demeures, que ce soient les Padouans ou les habitants du Frioul qui vinrent se réfugier les premiers sur les îlots de l'Adriatique, il n'en est pas moins vrai que cette poignée de proscrits, mue sans doute par le besoin de se créer une nouvelle patrie, forma un groupe distinct dès le début même de son existence sociale. Groupe faible, si vous voulez, circonscrit dans des limites étroites, mais ayant devant lui, autour de lui, la mer, c'est-à-dire l'immensité, l'avenir, un élément entier, un monde à peine connu à exploiter. Cet élément ils l'adoptent, ce monde que le malheur met à leur portée, ils vont le conquérir et cela, voyez un peu, par quels bonds, quels sauts, quelles glorieuses et gigantesques étapes.

Colonie de simples pêcheurs se gouvernant par une espèce de consul, en 503, les habitants de la lagune, soit importation de la voisine Héraclée, gouvernée par un prince, soit besoin propre, ont déjà, en 697, un souverain à eux, et, avant qu'ils ne tendent leurs filets tout autour du globe, prêtent le secours de leurs

barques à Narcisse et Bélisaire, chassant de la péninsule les barbares Ostrogoths.

Mais adolescents à peine, tout cela ne les satisfait plus déjà ; leur avenir, en effet, n'est pas celui de simples auxiliaires mais bien celui d'une puissance grande, indépendante, formidable par elle-même ; aussi tout en prenant part aux luttes de Pépin et de Charlemagne, des trophées desquels ils emportent chaque fois un lambeau, les Vénitiens, après avoir transféré le siège de leur gouvernement d'abord à Malamocco, puis au sein du golfe même, à Rialto, prennent-ils Zara, Arba, Spalato, Liessin, Raguse, en 997, pour leur propre compte, jusqu'à ce que la fameuse querelle de la papauté avec l'empire amène dans leurs murs, en 1176, Alexandre III, posant en vainqueur son pied sur la tête de Barberousse.

C'est depuis cette époque, à laquelle viennent se joindre les Croisades, auxiliaire puissant et inattendu de son destin futur, que commence réellement la prospérité, la gloire de Venise.

Puissance maritime déjà avantageusement connue par ses services et ses armes, riche, entreprenante et ambitieuse, Venise, dont le regard et les aspirations sont tournés vers l'Orient, ce berceau du monde, Venise qui cherche à s'y rattacher par les mille liens de la navigation, du commerce et de l'industrie, voit s'ouvrir devant elle un large chemin de l'avenir que lui semble frayer la Providence elle-même. Placée sur la grande route par où l'Europe délirante de l'enthousiasme religieux va se ruer sur l'Asie pour y ensevelir le moyen âge et en rapporter sa propre transformation, Venise a compris l'immense rôle qui lui est réservé dans cette grande tragédie de trois siècles et va en profiter à son aise.

Que lui importent la Terre-Sainte, Jérusalem et le Saint-Sépulcre, buts vagues et stériles, elle veut bien aider à les acquérir, mais à condition qu'on les lui paye comptant ; aussi s'enrichit-elle de toutes parts, et, tandis que l'Europe s'épuise en efforts in-

fructueux, Henri Dandolo, son capitaine et son doge, prend Constantinople en 1202, afin que ses successeurs y ajoutent plus tard Modone, Négrepont et Athènes. Que leur importent les Génois et les Pisans, leurs rivaux naturels, disputant ces avantages; Morosini battu à Curzola, en 1295, les Vénitiens le vengeront en colonisant Candie, et prenant Trieste, Trévise, Pola, la Dalmatie entière pour les compléter successivement par Corfou en 1383, Feltre, Bellune, Bassano, Vicence, Padoue, Vérone, en 1403, — Bergame en 1427, — Ravenne et Crémone, en 1449, étendant ainsi leurs possessions depuis les Dardanelles jusqu'aux portes de Milan, depuis les gorges du Tyrol jusqu'aux premiers contreforts des Apenmins.

Tandis que ces acquisitions territoriales augmentent démesurément son domaine, tandis que ses vaisseaux sillonnent la mer en tous sens, portant au plus loin sa renommée, ses produits et sa protection, pour lui donner la gloire, la richesse, le luxe et le pouvoir en échange, Venise n'en travaille pas moins ardemment, ne se développe pas moins formidable dans son sein.

Lave envahissante au dehors, elle sera le foyer de toute flamme sacrée à l'intérieur.

Tout ce qui est beau, tout ce qui est noble, sublime, poétique, généreux et puissant dans les arts, la science, le progrès, l'industrie et la législation, tout y trouve non-seulement un asile, mais un champ vaste et libre. Pauvre colonie de pêcheurs tout à l'heure, Venise se fait la reine du progrès; son bien-être est consolant, ses lois exemplaires, ses institutions puissantes, ses richesses inépuisables; quand le monde entier languit dans les ténèbres, la misère et l'ignorance, elle attire vers elle et protège tout ce qui est beau, utile et remarquable.

Ainsi Pétrarque y vient en 1362; ainsi, bien avant Faust et Guttemberg, l'imprimerie y est introduite par Nicolas Jenson, le premier livre imprimé par Aldo Manuzio, le premier sequin frappé en 1283.

Ainsi, après avoir à force de patience, de sacrifices et de courage collectionné une à une toutes ces splendeurs qui forment cette merveille qu'on appelle l'église de Saint-Marc, après avoir franchi le Grand-Canal sur la vigoureuse arche de Rialto, élevé contre la mer cette œuvre gigantesque, qu'on nomme les Murazzi, et bâti cet autre enchantement qui est le palais ducal, sans compter ces mille autres palais dont l'énumération demanderait un volume, Venise donne au monde Sansovino, Palladio, Da Ponte, Véronèse, Bellini, Titien, les Palma et Tintoretto. Ainsi, après avoir vu dans ses murs les dépouilles de l'univers, Venise prodigue, sème ses richesses si largement, dépense si fastueusement ses trésors, que peu à peu elle s'appauvrit elle-même à son tour.

Comme les croisades de l'Europe entière furent le point de départ de sa prospérité et de sa grandeur, de même ses croisades, à elle, contre les Turcs dévastant ses colonies orientales, devinrent le premier motif de sa triste ruine.

Échappée par miracle en 1508 à la formidable ligue de Cambrai, formée pour l'accabler par les puissances jalouses, la République ne détourna d'elle le courroux du monde chrétien, que pour aller se heurter contre le barbare.

Le choc fut terrible, l'écueil s'appela Candie !

Maîtresse d'immenses possessions dans l'Archipel, sur les côtes de la Grèce et de l'Asie Mineure, Venise ne pouvait regarder sans épouvante les rapides progrès des successeurs de Bajazet II, lequel menaçait de faire manger l'avoine à ses chevaux sur l'autel de Saint-Pierre. Peu importait, sans doute, le Vatican à ceux qui sous Paul V se jouèrent si franchement de sa sainte colère, mais beaucoup leurs colonies orientales, dont la perte n'était rien moins qu'une ruine future.

Déjà dépossédée, en 1570, du royaume de Chypre, la République concentra donc ses efforts sur Candie, mais un siècle de lutte terrible, la mort de trois doges à l'armée, les batailles de

Famagosta, des Dardanelles, de Tine et de Canée, l'épuisement général et l'abandon de tout le monde durent la convaincre que l'heure des revers approchait, implacable et fatale.

Candie fut perdue en 1669 ; avec elle Patras, Corinthe, Lépante et la Morée, signalant désormais l'ère de la décadence.

Affaiblie par ces luttes gigantesques, ruinée dans son commerce, réduite à ses possessions du littoral, minée sourdement par une organisation sociale restée stationnaire et dont les défauts commençaient à se faire sentir vis-à-vis de nouveaux besoins du monde, Venise marcha dès lors d'un pas rapide vers sa fin triste et sombre.

Désormais, rien ne lui réussit, — tout lui devient contraire. Douée d'une complexion puissante, l'auguste moribonde s'agite encore sur son lit d'agonie, elle se redresse, se cramponne à la vie, essaye de ressaisir les rênes du char qu'elle a guidé si longtemps, mais tandis que tout l'accable, que les Turcs lui prennent ses dernières possessions de l'Archipel, — le duc de Milan, Crémone et Bergame, — le pape, Ravenne, — que la peste la visite et l'univers l'abandonne, la providence ajoute la dérision à l'infortune, mettant la destinée de ce grand colosse entre les mains d'un simple homme.

Il est vrai qu'autre géant, cet homme s'appelle Bonaparte et représente le flux des idées modernes, marée terrible, marée inconnue au sein de la lagune.

Il ne nous appartient pas de juger les motifs qui déterminèrent le général républicain non-seulement à effacer du nombre des vivantes une institution-sœur de sa patrie, mais de la céder à l'Autriche, son ennemie implacable. L'histoire prononcera mieux que nous sur le traité de Campo-Formio ; quoi qu'il en soit, qu'elle fût coupable ou non, suivant certaines allégations, Venise se vit occupée le 16 mai 1797, par les troupes françaises, lesquelles furent remplacées, à leur tour, par les Autrichiens qui en prirent possession le 18 janvier suivant, 1798.

Semblable donc à Rome l'antique, Venise compta par siècles les fastes d'une gloire et d'une puissance hors ligne, mais si tout le monde en convient, la majeure partie des historiens a pris pour système de l'accabler de reproches qui, disons-le tout de suite, sont aussi erronés qu'injustes et amers.

Certes le gouvernement aristocratique qui se perpétua à Venise, et lequel est si loin d'être conforme à nos principes actuels, n'est pas exempt d'une critique sévère, voire même du blâme. Certes ses institutions bonnes alors, mais discutables aujourd'hui comme le seront les nôtres un jour, peuvent n'avoir pas été parfaites, — certes enfin, Venise fut égoïste, ambitieuse, quelques fois même cruelle, et eut ses torts, ses fautes et ses crimes à elle : — mais quel est le pays où l'on suivit à cette époque les règles d'une justice humaine et impartiale? quel gouvernement n'a pas des reproches à se faire? et combien tout cela est loin encore de l'anathème que la république vénitienne mérite selon les uns, et que d'autres lui prodiguent si largement?

Quoi qu'il en soit, loin d'apprécier ses services rendus à l'humanité, et de lui chercher une excuse dans la rudesse du passé, ainsi que l'insuffisance de la civilisation, il n'y a pas, je le répète, de violence, de terreur, de supplice et de drame qu'on ne mette sur son compte. En effet, de quoi n'accusa-t-on, et de quoi n'accuse-t-on pas encore Venise?... Les puits, les plombs, le canal Orfano, les gueules délatrices des lions, la chambre des tortures, les sbires, les exécutions et les noyades nocturnes. Or, sans en appeler au témoignage des autorités irrécusables qui statuèrent depuis longtemps là-dessus, en prouvant que les prisons de Venise furent reconnues les plus salubres, à tel point que MM. les Autrichiens, qui s'y connaissent pourtant, n'en usaient point, — que les gueules des lions, ces fameuses gueules que l'étranger contemple avec terreur, ne servaient qu'à la correspondance des doges, — qu'enfin les gendarmes de Sa

Majesté apostolique valaient bien les sbires de l'ancienne Venise. — Voici ce que ces assertions, propagées avant tant d'insistance et rendues si communes, ont de véritable.

La vérité c'est, qu'induits en erreur par de faux rapports ou la fécondité de leur propre imagination, non-seulement l'opinion vulgaire, mais des hommes éminents, à preuve M. Daru lui-même, ont donné dans le piège; c'est que saisissant au vol ces sujets émouvants, le romantisme, la poésie, la musique ont brodé d'une couleur de saisissante vraisemblance le canevas de la légende, — c'est qu'enfin le caractère de Venise, sa situation particulière, son aspect et ses formes donnent un cachet de réalité et de force aux teintes lugubres du paysage.

En effet, quel est l'endroit, quelle ville au monde qui aient des apparences aussi romanesques, aussi poétiques et mystérieuses?...

Tout est exceptionnel à Venise. Ainsi, tandis que partout ailleurs le mouvement, le bruit pétillent, tonnent et emportent, ici tout est silence et ombre; — tandis que chez nous la vie éclate dans l'espace, là tout est muet, tout semble funèbre et sinistre depuis le passant solitaire dans une de ces ruelles étroites, jusqu'aux imposantes silhouettes de palais se mirant dans l'eau du canal; — depuis les cris stridents du barcarol, jusqu'à la gondole, glissant silencieuse sur l'onde.

C'est à ces teintes séduisantes que Venise doit sa réputation mystérieuse et sombre; heureusement, dis-je, ce n'est que de la couleur locale qui, une fois la lumière faite, n'appartient plus qu'aux artistes, et, certes, émouvante dans les pages d'un livre, magnifique sur une toile de maître, ne dépasse guère les limites des fables.

Et puis quand même, ce qui n'est pas, toutes ces accusations, tous ces reproches seraient vrais, quoi?...

Mais, sans parler de la catholique Espagne et des bûchers qu'y dressaient Albe et Torquemada, — l'Autriche n'a-t-elle pas

son Spielberg? — l'Angleterre n'eut-elle pas sa Tour de Londres — la France sa Bastille, son donjon de Vincennes, Pignerol et ses îles de Sainte-Marguerite? Mais Bonivard enchaîné au pilier de Chillon, mais le Masque de fer agonisant toute sa vie, mais Latude, le baron de Trenck, Andryane, Pellico et mille autres ne valent-ils pas les prisonniers, les injustices, les cruautés de Venise?...

Non, Venise n'est pas plus coupable ou plus criminelle qu'une autre, et l'aurait-elle été même, cette terre de l'art et des merveilles, qui donna au monde les Dandolo, les Zen, les Foscari, Marco Polo, Calendario, Sansovino, Palladio, Fra Sarpi, Tintoretto, Giorgione, le Titien, Paul Véronèse, Bianca Capello et les frères Bandiera, — l'aurait-elle été même, dis-je, que ses fautes lui seraient remises, grâce aux traits sublimes et aux vertus admirables qu'elle déploya naguère sur un champ glorieux, où nous allons la suivre.

CHAPITRE II

Coup d'œil sur l'état général de l'Europe en février 1848. — Situation de l'Italie.

- Ses aspirations. — Ugo Foscolo, Manzoni, Giusti, Leopardi, Niccolini, Silvio Pellico, Menotti, les frères Bandiera. — Pie IX préparant la révolution italienne.
- Les hommes qui l'inaugurent à Venise. — Manin et Tommaseo.

L'année 1848 venait de sonner sur l'éternelle horloge des siècles; seulement contrairement aux dix-sept anniversaires précédents, tous muets et sombres, cette fois-ci le 1^{er} janvier allait marquer une époque mémorable.

La Pologne étouffée dans le sang, la Belgique donnée, la Grèce rendue au monde, la France changeant de dynastie quand elle croyait changer de destin, les cadavres de Juillet pourrissant tranquillement dans leurs tombes, et M. de Metternich proclamant l'Italie « une expression géographique, bonne tout au plus à arrondir l'Autriche » — l'aréopage de têtes couronnées, morcellant l'Europe, crut pouvoir compter sur une paix profonde. Heureusement, si étouffée qu'elle paraissait l'être, l'idée veillait toujours.

Dix-sept années de silence étaient bien écoulées depuis 1830, mais c'étaient dix-sept années de trêve et non de paix — dix-sept anniversaires d'attente.

Si profondes qu'on creuse les fosses de ceux dont le sang

arrosa, un jour, cette plante qu'on appelle « la liberté » — si corrosive que soit la chaux de l'oubli, et si lourde que puisse être la terre dont on les couvre, il en reste, il se reproduit, il renaît toujours quelque chose, ne fût-ce que cette fleur sauvage qui pousse sur leurs tombes et dont, tôt ou tard, l'acre parfum se volatiliserait, formant de ses émanations inaperçues un nuage grondant et sombre. Ce nuage, dix-sept années l'amassèrent, — 1848 le fit crever en France.

Aurore de tout soleil levant, ce fut encore elle qui donna le branle, inscrivant les journées de Février à côté des glorieuses dates de 1792 et de 1830, et, comme si l'Europe n'eût attendu qu'un mot d'ordre, elle se leva entière, à son tour, sublime et frémissante.

En effet, comme si l'explosion du volcan du 24 Février eût secoué jusqu'aux profondeurs de la terre, tous les trônes vacillèrent à la fois, tous les puissants effarés portèrent, pour les soutenir, la main à leurs couronnes. Ah ! c'est qu'avec la France pour guide, l'on marche sûrement dans les ténèbres, c'est qu'elle tient la torche flamboyante de toutes les aspirations saintes, nobles et généreuses, c'est qu'enfin avec la France, l'on sent battre le cœur de toute entreprise et que, cette fois-ci, les échos de ces battements étaient reproduits par la voix d'hommes tels que Victor Hugo, Lamartine, Cavaignac et Bastide !

Jamais aussi la situation de l'Europe ne fut plus grave, jamais éruption de volcan ne toucha de si près à une masse aussi compacte de matières inflammables.

Divisée entre les torys et les whigs, muselant toujours l'Irlande d'O'Brien, l'aristocratique Angleterre sentait plus que jamais la misère du prolétariat frémir dans ses veines, et accueillit les épaves du terrible naufrage des Tuileries presque à contre-cœur. — Endormie d'un sommeil léthargique qui la laisse insensible aux cataclysmes du dehors, l'Espagne se rou-

lait sous les morsures des partis à l'intérieur; mais si, pour des motifs différents, il est vrai, les deux plus proches voisins de la France restèrent à l'abri du choc de Février, il n'en fut pas de même quant à la Prusse et à l'Autriche, ces deux vieux vautours perchés sur le cadavre de l'Allemagne qu'ils crurent impuissante, morcelée qu'elle était en lambeaux, et qu'ils sentirent, tout à coup, s'agiter convulsivement dans leurs serres.

Complices de 1815, elles avaient bien des dettes à payer, bien des choses à craindre.

Ne s'inspirant, en effet, que du régime autocrate de la Russie, la Prusse, outre les flammes mal éteintes et toujours menaçantes du grand duché de Posen, se trouva en face de sa propre démocratie méconnue jusqu'alors, et surtout en présence de cette ardente jeunesse allemande qui, nourrie des préceptes d'Uhland, d'Arndt et de Hegel, comptait pour ancêtres les Staps, les Koërner et les Sand, et, laquelle, éconduite dans ses aspirations depuis 1813, réclamait un compte-rendu terrible.

Tout ceci n'était rien pourtant en comparaison des périls courus par l'Autriche.

Puissance hétérogène où rien n'était organique, l'Autriche, véritable fantasmagorie gigantesque, espèce de cauchemar fiévreux rendu réalité, agglomération d'éléments dont l'union était basée uniquement sur leur haine réciproque, l'Autriche vit avec effroi le sol trembler autour d'elle, et d'un œil hagard mesura l'abîme qui la menaçait.

L'abîme était un gouffre!

Toute sanglante encore des massacres d'hier, la Gallicie s'agitait au fond de son tombeau. — Hautains, intraitables, presque aussi forts, à eux seuls, que le reste de la monarchie, les Maggyars réclamaient par l'organe de Kossuth des privilèges étendus, presque illimités. — La Bohême, la Transylvanie,

Vienne elle-même murmuraient. — Puis, plus haute que tout cela, dominant toutes les sourdes rumeurs, la voix puissante de l'Italie, cet éternel foyer de révolutions, grondait d'un bout à l'autre de la Péninsule.

Aussi, après la France, fut-ce vers cette dernière que se tournèrent les regards du monde et, si jamais attente put être amplement satisfaite, ce fut, certes, dans cette occasion-là, car électrisée par l'étincelle de Février, l'Italie entière se leva soudain depuis les Alpes jusqu'au cap Spartivento.

Depuis longtemps, du reste, tout s'y préparait pour une formidable levée de boucliers.

Berceau naturel de sectes, depuis celle d'Arnaldo di Brescia jusqu'aux carbonari qui, poursuivis, dispersés peut-être, n'en avaient pas moins pénétré et envahi les plus secrets recoins de son organisation sociale, l'Italie, grâce à son caractère, ses penchants et ses traditions, n'avait jamais cessé de conspirer, tramer des ligues et gémir. Et tout cela n'était que trop naturel ; la force garrotait son action, mais elle donnait un double essor à sa pensée. L'Italie ne pouvait agir, — mais elle rêvait !

Géolière du nord de la Péninsule, l'Autriche avait beau, en effet, fouler de son lourd pied ce sol volcanique, y multiplier ses cordons sanitaires, ses ligues douanières, ordonnant à ses argousins subalternes, les ducs de Modène, de Toscane et de Parme, excitant Grégoire XVI et Ferdinand de Naples à en faire autant ; invisible, mais puissante, l'idée, semblable à la marée haute, marchait en avant, franchissant toutes les entraves.

Toujours prêts à s'en servir, l'Autriche et ses alliés les grands et les petits ducs, morcelant cette belle patrie de Michel-Ange et du Dante, avaient beau user des moyens violents, comprimant, exécutant, exilant, frappant à outrance et sans merci tout ce qui leur était suspect ; Menotti montait sur l'échafaud, Pellico allait au Spielberg, Bandiera mourait fusillé, mais

Manzoni, Leopardi, Niccolini élevaient la voix plus haute que la fusillade, plus sonore que les coups de hache, — mais Giusti chantait ses odes, mais Foscolo parlait du fond de ses « sépulcres ! »

Insaisissable aux griffes du vautour, mais palpitante dans le sein de l'avenir, tantôt arrosée du sang de ses martyrs, tantôt réchauffée par l'haleine de ses poètes, l'Italie germait dans tout ceci.

— « D'où venez-vous ? Qui êtes-vous ? » demandaient à Bandiera les sbires de Ferdinand de Naples.

— « Je suis italien, » répondait le héros des Calabres.

Puis à côté de cet immense travail de régénération poursuivi par tous les cœurs, tous les esprits nobles et élevés d'un peuple, Dieu lui envoya un secours inattendu, presque aussi omnipotent, presque émanant de lui-même. En effet, miné par le tokay et la goutte, Grégoire XVI venait de descendre dans la tombe, et, choisi à l'unanimité par le Conclave, le cardinal Mastai-Ferretti lui succéda sous le nom de Pie IX.

Quand l'exaltation d'un nouveau pontife n'amenait pas pour l'Italie de sanglantes tragédies comme celles d'Alexandre III, de Boniface VIII et de Clément VII, elle ne perpétuait qu'un règne de prêtre scandaleux ou stérile ; cette fois pourtant, il semblait ne pas devoir en être ainsi, car en acceptant la tiare, Pie IX se souvint d'avoir été soldat et citoyen avant d'être devenu pape. Il ne s'en souvint pas seulement, il le proclama hardiment à la face du monde.

Considérant d'un autre point de vue que ne l'ont considéré ses prédécesseurs, les saints et sublimes devoirs de sa mission vis-à-vis des besoins du siècle, Pie IX, dont l'âme était toute abnégation, charité et vertu chrétienne, compta les plaies saignantes de sa pauvre patrie, ses meurtrissures, ses angoisses, se rappela ses rêves à lui, et, philosophe avant d'être prince, italien avant d'avoir été élu pontife, songea à y remédier de

toute l'efficacité de sa double puissance. Elu à la succession de Grégoire XVI dont le règne long et malsain avait jeté tout autour une ombre pesante, Pie IX comprit qu'il y avait un autre usage à faire des clefs de saint Pierre, que celui d'enfermer le monde sous les verroux du moyen âge, et, s'inspirant des généreux préceptes de son âme, ouvrit une ère nouvelle, dont la fameuse constitution de 1848 fut l'éclatante aurore.

Retracer maintenant quels furent la stupéfaction du monde, le courroux des puissants, l'allégresse des faibles que ce véritable saint-père dotait de toutes les largesses de sa charité paternelle, serait sortir de notre cadre. L'univers s'en émut, mais ce fut l'Italie surtout qui frissonna aux nouvelles de Rome.

En effet, habituée depuis longtemps à n'y voir que le fanatisme ou l'impuissance, elle n'en attendait, n'espérait rien, et voilà que lumineux, un nouveau jour s'y lève, que les chaînes tombent, que cette voix qui n'éclatait qu'en éclairs foudroyants et funèbres, appelle l'univers à la régénération, à la liberté commune !

Aussi fut-ce un concert de bénédictions, un hymne de grâce général qui accueillirent les réformes de Pie IX ; — aussi Rome, Naples, Florence, Milan, Bologne, Palerme, Venise frémirent-elles sous l'impulsion d'un élan donné si généreusement, en y répondant par une agitation fiévreuse, unanime. Mais plus que toute autre, Venise fut sensible à la secousse partie du Vatican, car plus que toute autre, le souvenir de son passé, l'orgueil légitime de sa gloire, comparés à son triste état d'alors, le besoin d'une revanche éclatante joint à ses aspirations italiennes, à sa fierté de reine, alimentaient dans son sein la flamme du foyer ardent et lui imposaient le devoir de se lever la première.

Telle était la situation de l'Europe et de l'Italie la veille de sa mémorable révolution de 1848. Voici maintenant quels furent les hommes qui l'inaugurèrent à Venise.

Rarement ou jamais plutôt, un mouvement social ou politique fut l'œuvre d'un seul homme; cependant si nombreux que soient les cœurs et les bras qui travaillent à chacun d'eux, c'est toujours une individualité seule, plusieurs parfois qui, grâce à la force de leur conception et à leur supériorité morale, finissent par planer au-dessus de la masse, en donnant leur nom à l'œuvre manquée ou accomplie, et représentant, pour ainsi dire, cette dernière.

C'est ainsi que Kosciuszko personnifie la Pologne de 1782, — Washington, l'Amérique en 1781, — Mirabeau, la France de 1789, — Danton, celle de 1792, — Manin et Tommaseo les dernières convulsions de Venise; seulement comme chacun de ces mouvements, qui remuent plus ou moins le sol du monde, ont toujours deux puissances qui les font mouvoir, deux courants distincts qui les guident, celui de la pensée et de l'action, du bras et de l'âme, hâtons-nous de dire tout de suite que Manin personnifie le côté actif et Tommaseo le côté poétique de ce grand drame qu'on nomme la révolution de Venise.

Portant par une singulière et presque symbolique coïncidence le même nom que le dernier doge de la république déchue, bien qu'il n'appartint point à cette famille patricienne, Daniele Manin naquit à Venise, le 13 mai 1804, c'est-à-dire six années après la triste chute de sa patrie qu'il devait plus tard relever d'une façon si glorieuse.

L'enfance de Manin, sur laquelle nous avons peu de renseignements, s'écoula donc entre l'aurore et le crépuscule de cet astre lumineux qu'on appelle Napoléon, et qui par son éblouissant mirage et sa fin sombre, était on ne peut mieux fait pour impressionner une âme jeune et sensible, préparer aux futures luttes un esprit à la fois profond et enthousiaste.

Fils d'un patriote sincère, et élève du savant Foramiti, Manin assista au grand drame auquel son pays, subjugué par la puissance du génie colossal, prit une part si large; il vit l'aube

passagère du royaume italien, l'expulsion glorieuse de l'Autriche, puis le retour triomphant de l'ennemi que la coalition de 1815 ramenait après douze années d'absence sur le sol lombard-vénitien, et, témoin du sourd travail et de l'oppression systématique qu'y exerça dès lors l'Empire, il ajouta à sa haine instinctive contre l'étranger, l'ardente soif d'une régénération nationale italienne.

Comprimées cependant comme tant d'autres, ses aspirations restèrent longtemps à l'état de lettre morte, ce qui, du reste, loin de porter un préjudice à la cause qu'il s'appretait à défendre, ne servit qu'à fortifier le futur gladiateur, lequel comprenant de quelle utilité lui seraient les connaissances profondes et sérieuses dans une lutte de principes, s'adonna tout entier aux études fortes.

Suivant donc l'exemple de son père, avocat distingué, Manin choisit la carrière de la jurisprudence et, comme tout devait être surprenant et exceptionnel dans cette organisation remarquable, reçut à dix-sept ans, chose innarrivée dans les fastes universitaires, son titre de bachelier-ès-lettres.

On le voit, l'homme se révélait dès l'enfance.

Tout en se consacrant au code, Manin n'oubliait cependant pas les autres branches de la science, et y ajoutait l'étude fortifiante de l'économie politique, de la philosophie, celle des langues mortes et vivantes. Ainsi, après avoir traduit à l'âge de quinze ans un livre en langue hébraïque, à vingt-cinq il compilait un dictionnaire du dialecte vénitien, traduisait du français l'éminent ouvrage de Pothier, et s'étant marié fort jeune, s'établissait en qualité d'avocat au bourg de Mestre, où bientôt ses lumières et son patriotisme lui attirèrent des amis en foule et une clientèle nombreuse.

Ce fut sur ces entrefaites qu'arriva l'année 1830 et avec elle la révolution si mal réussie des duchés et de la Romagne. Toujours à la poursuite de son but, que ce fût au milieu de

l'arène publique ou dans la solitude de son ménage, toujours à l'affût de l'occasion, Manin saisit au vol cette dernière, et s'étant entendu avec plusieurs amis, allait provoquer un mouvement révolutionnaire à Venise, lorsque la brusque et malheureuse chute de ses compatriotes en Romagne, lui fit interrompre son œuvre et la remettre à une heure plus propice.

La convulsion de 1830 apaisée dans le sang des victimes, tout rentra de nouveau dans l'ombre d'une nuit profonde, et comprenant l'infructuosité de toute nouvelle tentative vis-à-vis de la situation impassible de l'Europe, Manin se retira dans l'intérieur de son ménage, en attendant une occasion plus favorable.

Ce fut alors que, travailleur infatigable, malgré une santé chancelante et toujours faible, Manin luttant contre cette dernière, les ténèbres de l'avenir, les besoins de la vie, la prostration morale de ses concitoyens abattus par tant d'insuccès et de revers, s'affermir dans sa résolution, se fit aux épreuves, acquit enfin ce courage, cette abnégation, cette volonté, cette force d'âme inébranlable, qui firent de lui le plus puissant levier soulevant les masses, l'homme insensible aux dangers, le dernier à succomber dans une lutte terrible.

Ce fut alors qu'il noua des relations avec tout ce qu'il y avait de patriotique et d'éminent en Italie, devint l'ami de Giusti, de Manzoni, d'Ugo Foscolo, l'interprète de leurs voix, de leurs vœux, — qu'en se faisant connaître, il acquit cette popularité qui en fit, dix ans plus tard, le dictateur, l'homme idole de Venise.

Quelque temps avant 1847, Manin rentra dans sa ville natale, pressentant sans doute l'approche du grand drame.

Comme Manin fut le pivot d'action de cette héroïque épopée qu'on appelle la révolution de Venise, et que nous essayerons de dérouler dans les pages de ce livre, de même Tommaseo, son ami, en fut, avons-nous dit, l'âme.

Tommaseo naquit en Dalmatie, à Sebenico, en 1803, et quoique Vénitien par adoption seulement, il s'attacha profondément à sa patrie adoptive, prenant part, dès l'âge le plus jeune, à ses souffrances, à ses espoirs, à ses douleurs, pour apporter plus tard, à sa défense, cette foi, cette persévérance, ce courage stoïque d'un esprit supérieur qui ne doute jamais du triomphe de l'idée, cette modération dans la victoire, ce désintéressement au faite de la puissance, et enfin cette dignité dans l'adversité qui lui acquirent l'estime de tous, la vénération profonde et le souvenir ineffaçable que son nom réveille à Venise.

Après avoir accompli ses études en Italie, Tommaseo séjourna quelque temps à Florence en s'y consacrant uniquement aux travaux littéraires et aux recherches historiques, pour lesquelles il montra toujours une vive prédilection ; mais suspect à la police autrichienne, il dut se retirer, en 1833, en France, et habita successivement Paris et la Corse.

Pendant près de dix années il se renferma, là aussi, dans ses études historiques et littéraires, et c'est là qu'il façonna à la lutte son esprit pieux, conciliateur, mais éminemment patriotique surtout.

Tommaseo écrivit beaucoup, et ses écrits, tels que : *De l'Éducation*, ses *Études critiques*, son *Commentaire du Dante*, son *Duc d'Athènes* et sa *Collection de papiers des Ambassades vénitiennes ayant rapport à l'histoire de France du seizième siècle*, ne manquent pas d'habileté et de vigueur.

A la fin de 1847, de même que Manin, Tommaseo rentra en Italie.

Voilà quels furent les deux hommes sous les auspices desquels s'inaugura la révolution de Venise.

CHAPITRE III

L'Autriche en Italie. — Ses concessions. — Arrestation, procès et délivrance de Manin et Tommaseo. — Formation de la garde nationale. — Collision sur la place de Saint-Marc. — Fermentation des esprits. — Soirée du 21 mars au théâtre de la Fenice.

Nous avons essayé de préciser en quelques lignes, dans le chapitre précédent, la situation de l'Europe et de l'Italie particulièrement, à la veille de 1848; pour mieux comprendre néanmoins les motifs qui amenèrent les mémorables événements de cette année-là, il nous faut remonter, à regret, vers une époque antérieure, c'est-à-dire, vers 1815.

En effet, les traités de Vienne avaient changé la face du monde.

Enrichie du Lombard-Vénitien, dont la diplomatie la dota lors du partage général, l'Autriche en prit possession avec force promesses et projets d'améliorations qui durèrent tant qu'elle ne s'y fut pas assise solidement et qui s'évanouirent en vaine fumée aussitôt que l'empire crut pouvoir agir sans contrainte et librement.

Voulant conserver au pays une espèce d'autonomie dont il avait joui auparavant, M. de Metternich lui accorda, il est vrai, ses congrégations provinciales et centrales, ses députés et sa

représentation qui, prises dans le véritable sens de leurs attributions, pouvaient, certes, lui être utiles, mais qui, une fois l'Europe retombée sous le vieux joug de la brutalité et le spectre de Saint-Hélène descendu dans la tombe, devinrent des largesses éphémères, autant d'institutions dérisoires et vaines.

D'acquises qu'elles étaient, les provinces italiennes devinrent *conquises*, et furent, par conséquent, traitées comme telles.

Simulacres de liberté, la justice, l'inviolabilité personnelle, le droit de propriété et des gens n'y devinrent désormais qu'une parole vide de sens, dont l'application fut laissée au bon plaisir des gouverneurs hautains, intraitables, des juges vénals et d'une police capricieuse et arbitraire, dont les vexations ne furent égalées que par le taux exorbitant des mesures financières.

Ruinée par une lutte de vingt ans, l'Autriche cherchait à se rattraper sur ces riches provinces, dont, semblable au vampire, elle absorbait la sève vitale au moyen de mille impôts, tout en les ruinant dans leur industrie et leur commerce par les faveurs qu'elle accordait à Trieste et à ses autres possessions d'Allemagne.

Écrasés sous le lourd pied du conquérant, menacés du Spielberg et de la colère impériale, les organes représentatifs du pays ne pouvaient ou n'osaient se plaindre, aussi fut-ce avec une stupéfaction sans égale que le comte Palfy, alors gouverneur de la Vénétie, reçut de Manin, simple particulier, une pétition en date du 21 décembre 1847, destinée à saisir les Congrégations Centrales à l'égard des abus commis dans le Lombard-Vénitien.

« *Les Congrégations* », écrivait hardiment Manin, « *ne se sont jamais rendues interprètes de nos désirs et de nos besoins.* » Les Congrégations, aurait-il pu ajouter, sont donc une lettre morte dont nous ne voulons plus, mais sans qu'il ajoutât même

cette conclusion, le gouvernement autrichien comprit si bien où voulait en venir le hardi-innovateur, que, tout en adoptant le mémoire de Manin, il le fit arrêter avec Tommaseo à l'aube du 18 janvier suivant.

Une fois Manin arrêté, la police, à laquelle ce coup de main avait réussi assez habilement, crut pouvoir se flatter de couper court au mal et étouffer l'affaire dans ses cachots, à la longue. Mais il était écrit que le travail de Manin devait se faire jour, et le refus de remettre les prisonniers en liberté sous caution étant venu se joindre au procédé illégal de l'arrestation, la chose prit dès le début même un caractère des plus inquiétants, des plus graves.

L'impression produite par l'emprisonnement de Manin et de Tommaseo fut non-seulement profonde dans le peuple, mais aussi dans les sphères du pouvoir lui-même, à ce point, que n'osant faire juger les inculpés par les tribunaux de Venise, le gouvernement remit leur procès à ceux de Milan. Mais à Milan comme à Venise il ne se trouva pas des juges assez hardis pour condamner les patriotes italiens, et le tribunal Lombard, ayant prononcé un verdict en leur faveur, vint compliquer singulièrement les choses.

Ne pouvant plus sévir contre les prisonniers, mais ne voulant non plus les rendre, M. de Palffy les fit retenir comme suspects dans les cachots de la police, tout en demandant à Vienne leur translation dans quelque forteresse lointaine de l'Empire, et peut-être aurait-elle eu lieu, privant par là Venise de ses défenseurs les plus dévoués, si les événements européens, marchant plus rapidement que les ordres de Vienne, n'étaient venus à leur aide.

En effet, surprise du coup de foudre de Février, voyant le sol s'agiter tout autour d'elle et l'Italie frémir sous la double impulsion du Vatican et de la révolution victorieuse à Naples et en Sicile, suivies bientôt par les constitutions de la

Toscane et du Piémont, l'Autriche comprit que le moment de sévir était mal choisi et chercha à gagner du temps, si non la paix, en s'engageant, elle aussi, dans la voie des concessions libérales.

Ces concessions étaient les libertés accordées à Vienne, et étendues à tout l'empire où elles abolissaient la censure et convoquaient les états des provinces allemandes ainsi que les Congrégations du Lombard-Vénitien ; ces concessions auraient pu, quelques mois auparavant peut-être, calmer les exigences unanimes, cette fois-ci, elles arrivaient heureusement trop tard.

Électrisés par les événements de la France, qui, après dix-sept années de léthargie, se réveillait à une vie nouvelle, réveillés par le tocsin de Naples et des Calabres, mais surtout animés par cette sublime voix du nouveau pontife, proclamant de saintes vérités, les patriotes italiens frémirent à ces appels successifs en se préparant à l'œuvre si longtemps rêvée de la rédemption nationale.

Plein de glorieux souvenirs que froissait brutalement à chaque pas, à chaque instant, une lourde domination étrangère, lésé dans ses intérêts depuis si longtemps, frappé enfin dans la personne de ses défenseurs qu'il voyait au mépris de toute justice retenir arbitrairement au cachot, toujours généreux, toujours dévoué, le peuple de Venise comprit que le moment de seconder ceux qui s'immolaient pour lui était venu, et, compacte, unanime, s'élança dans la voie que, depuis un demi-siècle, lui montraient ses poètes, ses héros et ses martyrs.

Tandis donc que, la main forcée, l'empereur d'Autriche accordait quelques mesquines concessions à ses sujets mécontents et que la nouvelle des réformes s'acheminait lentement vers Milan, à Venise, tout était effervescence, orage et sur-excitation.

Chaque jour, soit sur la place de Saint-Marc, soit ailleurs, de nombreux groupes éclataient en rumeurs de toutes sortes; chaque matin la police trouvait les murailles de la ville placardées de proclamations séditieuses, chaque soir les rues de Venise retentissaient de cris et de chants patriotiques, autant de symptômes d'une tempête prochaine.

Ne résumant désormais toute manifestation que par la demande de mise en liberté de Manin et de Tommaseo, le public résolut de faire une démonstration au théâtre de la Fenice, dans la soirée du 16 mars, mais prévenue du projet, la police contremanda le spectacle et la foule dut y renoncer pour aller, il est vrai, témoigner vivement son mécontentement, jusque dans la nuit, aux abords du palais ducal et de la place où, le 17 au matin, on la trouva plus nombreuse que jamais, plus frémissante d'impatience et plus compacte.

Qu'y venait-elle faire? — Qu'attendait-elle?

Que vient faire le flot du torrent déchaîné, qui approche et monte sur la digue?... Qu'attend la mine pour éclater, sinon l'étincelle qui mettra le feu aux poudres?...

Sans que personne pût dire ce qu'on y était venu faire, ce qu'on attendait surtout, l'impatience, l'agitation extrêmes avaient gagné tout le monde; tous demandaient des nouvelles de Manin, chacun avait son nom sur les lèvres, enfin l'étincelle si longtemps attendue jaillit du nuage, car, pavoisé d'un drapeau inconnu, le bateau de Trieste doublant l'île de Saint-Georges, s'arrêta devant le Môle, et une voix du bord, une voix divine, cette fois-ci, cria à tout ce peuple anxieux, hâletant : « la constitution à Venise! »

Une constitution en Autriche, ne voulait certes pas dire grand'chose, mais, à coup sûr, c'était la liberté des prisonniers politiques, les formes légales, la justice à rendre, aussi, à peine la nouvelle lui parvint-elle que, plus vite qu'on ne met à le raconter, la foule se précipita vers le palais du gouverneur,

et une députation du peuple, ayant toujours pour but la délivrance de Manin et de Tommaseo, se présenta, à cet effet, devant M. de Palffy.

Digne représentant, s'il en fût, de S. M. l'empereur d'Autriche, mais peu fait aux exigences de sa situation difficile, M. de Palffy ne comprit guère ce qu'il y avait de dangereux à jouer avec un mouvement de cette nature et renvoya la députation aux autorités judiciaires, qui la lui renvoyèrent à leur tour.

C'était attendre trop, c'était abuser de la patience populaire!

Ballottée entre M. de Palffy et les tribunaux autrichiens, ou plutôt la police, dont l'inaction ne s'explique que par l'influence fascinatrice du mouvement qu'elle commençait à subir, la foule, toujours plus émue et plus croissante, redemanda une dernière fois la libération de Manin, puis, n'obtenant rien, se rua vers la prison pour le délivrer elle-même.

Ce qui arrive toujours alors, arriva aussi dans cette circonstance.

Torrent auquel rien ne résiste, la colonne franchit l'espace en un clin d'œil, ouvrit les grilles, força les portes, enleva les verrous, repoussa les gardiens et tendit ses mille bras, frémissants et libérateurs, vers Manin et Tommaseo.

Désormais Manin était libre, Manin pouvait sortir, mais fort de son droit, le futur dictateur de Venise ne voulut pas abandonner son cachot avant qu'on lui eût apporté un acte légal de son élargissement, lequel acte, troublé, cédant à la double pression des nouvelles de Vienne et du mouvement de la ville, le gouvernement s'empressa de lui accorder, changeant ainsi une simple sortie de prison en triomphe, s'abaissant aux yeux de ceux qu'il dominait naguère.

Enlevés par les bras de la foule, Manin et Tommaseo furent portés d'abord sur la place Saint-Marc, où M. de Palffy lui-

même fut obligé de paraître et de saluer le cortège libérateur, puis à leurs maisons, le tout au milieu d'une immense clameur d'enthousiasme, présage éloquent de la tempête future, dont les premiers coups devaient se faire sentir dès le soir même.

A peine, en effet, Manin et Tommaseo furent-ils rendus à leurs familles que, plus grondante que jamais, la foule revint vers la place Saint-Marc, demandant à grands cris, pour compléter cette journée, la publication des nouvelles de Vienne.

Peut-être, avouons-le, y avait-il quelque chose d'étrange et d'insolite dans cette façon de parlementer avec Son Excellence M. le gouverneur-général, mais peut-être aussi, eu égard à l'effervescence des esprits, au caractère bruyant et tumultueux de ce peuple si longtemps sevré de liberté, à la situation dans laquelle on se trouvait enfin, eût-il été plus sage de donner à la foule une autre réponse que celle que lui donna M. de Palfy.

Quoi qu'il en soit, au moment où, redoublant de cris, la multitude s'attendait à voir paraître le gouverneur lui annonçant les largesses impériales, ce fut un bataillon de Croates qui déboucha de la rue voisine, et, la baïonnette au bout du fusil, se mit en devoir de chasser la foule.

Lui résista-t-elle, y eut-il de la provocation de sa part, ou les Autrichiens, les premiers, usèrent-ils de leurs armes ? Voilà ce que nul ne saurait dire, comme nul ne peut affirmer de quel côté part le premier coup de fusil dans toutes les émeutes populaires. Seulement, cette fois-ci, le fait est que, plus pressé des autres, un peloton fit feu sur un groupe des plus proches et que quatre hommes morts et sept autres blessés tombèrent sur la place, baptisant ainsi de leur sang la révolution future.

Sans doute, quatre hommes morts dans une rixe entre les soldats et les perturbateurs de l'ordre public, c'était rien ou peu de chose en Autriche, mais cette fois-ci on était dans un mo-

ment solennel et décisif, mais le sang répandu criait vengeance, mais enfin la collision pouvait éclater d'un instant à l'autre. La sécurité de la ville réclamait des mesures sérieuses et promptes, mesures dont le gouvernement ne reconnaissait peut-être pas l'urgence, mû qu'il était déjà par un secret désir de provocation, mais dont les patriotes réclamèrent vivement l'organisation immédiate.

Tandis que loin, en effet, d'être intimidée ou seulement calmée par les événements de la soirée précédente, la foule, toujours plus compacte, se pressait, le matin du 18 mars, sur la place et aux abords du palais du gouverneur, un groupe de citoyens respectables, parmi lesquels les avocats Avesani, Benvenuti, Mengaldo, les notaires Giurati, Lévi et Costi, ayant à leur tête Manin et Tommaseo, se rendait au municipe, induisant ce dernier à obtenir du comte de Palfy l'institution d'une force civique, l'institution, en un mot, de la garde nationale.

Bon patriote, mais homme timide et élevé sous l'ancien régime, sans compter sa qualité de conseiller intime et décoré de la toison d'or, le comte Correr, alors podestat de Venise, essaya quelques observations au sujet de la démarche qu'on réclamait de sa part et qui, pour le moins, lui semblait être une énormité audacieuse; mais les instances de la députation citoyenne et surtout les paroles de Manin devenant de plus en plus pressantes, force fut au corps municipal de se rendre auprès du gouverneur autrichien et lui faire la demande en question. Bien qu'il fût en mesure d'y satisfaire immédiatement, grâce aux ordres reçus la veille de Vienne ainsi qu'aux nouvelles de Milan, où le gouvernement avait autorisé la formation d'une garde nationale, M. de Palfy s'y refusa d'abord, puis objecta son impuissance et, pressé enfin de toutes parts, y consentit, autorisant la formation de deux cents gardes nationaux sous l'immédiate dépendance de la police autrichienne.

Si dérisoire que fût cette concession, Manin et les patriotes vénitiens n'en profitèrent pas moins, et bien que, grâce au manque de fusils, l'on ne pût armer qu'une partie des hommes accourus spontanément aux bureaux d'inscriptions, le noyau des futures forces républicaines se forma avec enthousiasme et, ayant reçu pour commandant en chef le général Mengaldo, sous les ordres duquel vinrent se ranger en qualité de capitaines, les citoyens Giuriati, Ollivier, Correr, Olivo, Gradnigo et Salvi, commença ses fonctions dès le soir même.

Ce fut sur ces entrefaites et tout entiers à l'organisation des compagnies nationales, dont la présence provoquait partout des démonstrations enthousiastes, que passèrent les journées des 19, 20 et 21 mars, calmes en apparence, mais grondantes au fond ; ce fut, grâce à son attitude recueillie, qu'on aurait pu croire la tranquillité rétablie entièrement dans la ville, mais celui qui eût assisté à la représentation du 21 mars au théâtre de la Fenice, illuminé à *giorno* et rempli d'une foule élégante et joyeuse éclatant à tout moment en frénétiques applaudissements et vivats : « à la Constitution » — « à Manin » — « à Tommaseo » — « à la garde nationale » — « aux couleurs italiennes » — « à Pie IX, la gloire du monde chrétien » — eût compris aisément sur quel volcan s'amusait et s'endormait Venise cette nuit-là !

CHAPITRE IV

Réveil. — Déléberations et mesures des patriotes. — Journée du 22 mars. — Mort de Marinovich. — Prise de l'Arsenal. — Panique des Autrichiens. — Démarche du municipe auprès du gouvernement. — Zichy et Avesani. — Capitulation des Autrichiens. — Proclamation du municipe. — L'avocat Benvenuti et le général Culoz. — Départ des troupes autrichiennes. — Gouvernement provisoire. — Proclamation de la république. — Nouvelles de la Lombardie.

Enrayées, en apparence, depuis le 18 mars, par les concessions du gouvernement et l'organisation de la garde nationale, les choses n'avaient, en réalité, marché que d'un pas plus rapide.

Tout paraissait calme à la surface, mais l'orage grondait à l'intérieur de Venise.

En effet, loin de se contenter des promesses et concessions autrichiennes, Manin et ses amis n'avaient cessé d'agir constamment, augmentant le nombre des gardes nationaux, s'assurant de leurs chefs, du peuple et des armes, organisant, préparant tout, en un mot, dans la prévision des événements imminents et graves.

Bien que Manin n'occupât que le grade de capitaine dans les rangs de la milice citoyenne, son caractère résolu, entreprenant, était si bien apprécié, son influence déjà telle que tous les

regards se tournèrent vers lui, que tous les fils de cette vaste conspiration convergèrent, pour ainsi dire, entre ses mains. Du jour de son élargissement déjà, Manin avait associé ses amis les plus influents à son entreprise hasardeuse et, s'étant mis à la tête du mouvement, avait résolu de pousser les choses jusqu'au bout, c'est-à-dire de chasser les Autrichiens de la ville, en s'emparant de l'Arsenal, ce boulevard et ce centre de toute force à Venise.

Cette idée hardie et téméraire sans doute, n'était cependant pas inexécutable, grâce d'abord à la formation de la garde nationale, qui devait être et fut en effet le principal levier de son action, ensuite à la faiblesse, à cette époque-là, de la garnison autrichienne.

En effet, à part un régiment de grenadiers italiens, sympathisant ouvertement avec le peuple, à part un bataillon de chasseurs tyroliens, troupe équivoque et indécise, toutes les forces impériales tenant garnison dans la ville, se réduisaient au régiment Kinsky, commandé par le général Culoz, à un millier de Croates et quelques centaines d'artilleurs allemands, car, quant à la marine, il ne fallait pas même y songer, cette dernière étant vénitienne ou dalmate.

Tels étaient donc les projets de Manin, et, loin de reposer dans le calme, tout au contraire, répétons-nous, concourait à la réalisation des espérances unanimes.

Quelques vagues avis étant parvenus aux patriotes au sujet d'insolites préparatifs que, de leur côté, les Autrichiens faisaient à l'Arsenal, ces premiers se réunirent plusieurs fois en délibération secrète; puis de nouveaux et précis renseignements ayant augmenté leurs appréhensions, le 21 mars au soir eut lieu chez Manin une séance définitive.

Convaincu qu'en cédant à la pression du peuple, le gouvernement autrichien n'attendait qu'un moment favorable pour inaugurer l'ère d'une répression radicale, aussi bien que les con-

cessions faites n'étaient qu'éphémères, tous furent d'accord que l'heure d'agir avait sonné enfin; mais, unanimes sur ce point, les avis se trouvèrent être partagés quant au programme qu'il fallait adopter et au drapeau qu'on devait donner au futur soulèvement de la ville. Plus clairvoyants dans l'avenir, les uns proposèrent le Piémont, avec sa dynastie aussi chevaleresque que patriotique, tandis que moins confiants dans les forces nationales, d'autres avancèrent l'archiduc Ranieri, séparé et indépendant de l'Autriche.

Ce furent encore cependant Manin et Tommaseo qui, après un exposé éloquent et enthousiaste de leurs principes, réunirent à eux la majorité des suffrages, adoptant pour cri de guerre le : « Vive saint Marc! » si cher au peuple de Venise et, pour programme : « La République indépendante et libre! »

Était-ce une idée fausse ou juste que celle de relever de nos jours une institution tombée d'une façon aussi triste? c'est ce que mieux que nous jugera l'avenir; le fait est cependant que vis-à-vis de l'état dans lequel se trouvait alors l'Italie, vis-à-vis des aspirations générales et surtout des principes proclamés par la France, nulle voix, nul drapeau n'eût été plus propre et plus prestigieux pour soulever Venise.

Ceci établi et les dernières mesures arrêtées, voulant savoir à quoi s'en tenir au sujet des dispositions de la garde nationale, seule force armée de la ville, dont l'appui et la coopération devaient tout décider, Manin s'aboucha avec le général Mengaldo, en l'invitant à lui céder, pour quelques heures, le commandement des milices urbaines, qu'il lui avoua vouloir conduire le lendemain à la prise de l'Arsenal, et dont il demandait à disposer pleinement dans cette périlleuse tentative.

C'est alors, qu'heureusement conduite jusque-là, la chose faillit échouer au port même.

En effet, instruit du but téméraire de Manin, excellent pa-

triate, mais ancien officier de l'empire, ne connaissant que la discipline et fort peu confiant dans les forces populaires, Mengaldo hésita d'abord et finit par refuser tout à fait, en objectant, à son tour, qu'il était prêt à sacrifier sa vie s'il le fallait, mais que la prise de l'Arsenal, avec les moyens qu'on avait à sa disposition, lui paraissait être chose impossible, pour ne pas dire insensée.

En vain, usant de toute son éloquence, Manin essaya-t-il de le convaincre du succès de son entreprise, en vain lui représenta-t-il la situation trop avancée pour pouvoir reculer désormais sans péril, Mengaldo répéta son refus, auquel vinrent se joindre ceux des chefs subalternes, compromettant sérieusement les choses.

Un instant, le 21 mars, à onze heures et demie du soir, tout sembla perdu; heureusement un de ces chocs imprévus, dont fourmillent les annales des révolutions, vint le lendemain au secours de la ville des Doges.

Nous voulons parler de la mort de Marinovich, assassiné à l'Arsenal au moment où, désespérant du succès, mais prêt à mourir, Manin, suivi de quelques amis, se rendait le matin du 22 sur la place de Saint-Marc: — assassinat odieux, s'il en fût, mais dont les suites épargnèrent, à coup sûr, les plus grandes calamités à Venise.

Si déplorables et inutiles que soient toujours les barbares excès de la multitude, si attristé pour le genre humain qu'on puisse être en touchant à ces pages sanglantes, les seules, du reste, hâtons-nous de le dire, de cette époque mémorable, il faut convenir néanmoins que, cette fois-ci, la mort d'un individu, coupable d'ailleurs, ne rejaillit qu'en avantages pour la population entière, que ce fut elle qui mit le feu aux poudres. Sans elle, en effet, c'étaient Manin et les patriotes qui succombaient sur la place de Saint-Marc, sans elle Venise reculait d'un quart de siècle les premiers pas vers une régénération glorieuse.

Du reste, nous le répétons, si jamais coupable s'en rendit digne, ce fut Marinovich qui mérita cette fin terrible.

Commandant en second de l'Arsenal, le colonel autrichien s'était fait haïr et mépriser de longue date par toute la population maritime et ouvrière de Venise. Cruel, cynique, grossier et féroce, il était la terreur de ses dépendants, dont la moindre infraction lui servait de prétexte aux peines les plus sévères et brutales. La bastonnade, les garcettes, les soufflets, la dérision, telles étaient ses réponses aux plaintes et doléances de ses subalternes, dont les sourdes menaces, saisissant la première occasion favorable, durent nécessairement prendre, un beau jour, la forme de faits.

Objet d'une haine générale, Marinovich eut le malheur de provoquer encore l'accusation vraie ou fausse — accusation qui perdit en 89 M. de Launay à la Bastille — de préparatifs faits et ordonnés par lui, à l'Arsenal, pour un prochain bombardement de la ville. Doublement désigné donc à l'effervescence des esprits, le malheureux fut condamné d'avance.

Quoi qu'il en soit, averti par les autorités et quelques-uns de ses amis du péril qui le menaçait et dont au tumulte des ouvriers, survenu la veille, il aurait pu juger lui-même, Marinovich quitta l'Arsenal le soir du 21 mars et passa la nuit à bord de la corvette *la Clemenza*, ancrée dans le port, d'où il n'aurait dû certes jamais revenir. Malheureusement la destinée des hommes semble être tracée d'avance, et soit qu'il eût réellement des mesures à prendre, soit que, selon sa coutume, il voulût braver le courroux de la foule, l'imprudent revint le lendemain à son poste. A peine y fut-il, qu'excitée par sa présence, l'exaltation des ouvriers, qui espéraient ne plus le revoir, arriva au comble. Prévenu derechef, et cette fois-ci pouvant s'assurer lui-même du danger qu'il courait à la vue de la foule cherchant des armes et frappant furieuse à sa porte, Marinovich sauta dans une barque, essaya de sortir de l'Arse-

nal et de gagner le large ; malheureusement la chose ne pouvait plus se faire, car, plus furibonds que jamais, les ouvriers l'ayant aperçu, fermèrent toutes les portes et se mirent à poursuivre l'embarcation, qui, ne trouvant plus d'issue, courait et revenait, en insensée, le long du canal interne.

Dès lors, ce fut une chasse terrible. La foule, suivant le canot par terre — ce dernier cherchant un refuge impossible.

Pâle, haletant de terreur, l'œil en feu, Marinovich réussit cependant à aborder à la partie de l'Arsenal dite *la porte Neuve*, et y apercevant l'officier de garde, le supplia de lui sauver la vie en lui donnant les clefs de la tour, où il s'élança à la hâte, en s'y barricadant le mieux que cela lui fut possible.

Si vite cependant que courût la malheureuse victime, si lourds que fussent les verroux du donjon, la foule courait plus vite, et sa furie était plus forte encore, si bien que les portes ayant été brisées à coups de hache, ivre de sang et de colère, la multitude, franchissant tous les obstacles, se rua bientôt dans la tour.

Bien que toute résistance eût été inutile, sans doute, armé qu'il était, Marinovich aurait pu vendre sa vie chèrement ; mais, féroce tout à l'heure, l'homme devint lâche, et détachant son épée, il la présenta aux assaillants en leur demandant s'ils le voulaient mort ou vivant ?

— Vivant ! s'écria un ouvrier en le frappant d'un soufflet, qui devint aussitôt le signal d'une scène atroce.

Renversé à terre, blessé en cent endroits avec de longues verges de fer, dont les ouvriers s'étaient armés, cognant de sa tête sanglante les marches de l'escalier, priant, suppliant, sans être entendu, Marinovich fut traîné par les pieds au bas de la tour, où il arriva expirant et demandant un prêtre.

— La semaine prochaine, lui répondit la foule en paro-

diant ainsi les propres paroles qu'il avait l'habitude de dire lorsqu'on lui demandait quelque chose qu'il ne voulait pas accorder.

Victime de la haine populaire, Marinovich succomba cruellement ; mais, nous le répétons une fois encore, cette fin tragique épargna, certes, à Venise, des tragédies bien autrement terribles, et, terrifiant les Autrichiens, sauva la ville de toute une série de calamités épouvantables.

Tandis cependant que ce drame horrible s'accomplissait à l'Arsenal, en présence de quelques gardes civiques accourus au bruit de la lutte, mais impuissants par leur petit nombre à arrêter les excès de la foule, désespérant du succès, ainsi que nous l'avons dit, mais prêt au sacrifice, Manin, entouré de quelques amis, s'acheminait vers la place Saint-Marc, résolu d'y jouer sa dernière carte, quand la nouvelle de la mort de Marinovich lui parvint tout à coup, et soudain changea sa résolution suprême.

Saisissant, en effet, avec ce coup d'œil pénétrant et rapide qui n'appartient qu'aux hommes de l'action décisive, tout ce que cette nouvelle inattendue changeait dans la face des choses, Manin n'hésita pas un instant sur le parti qui lui restait à prendre, et, faisant appel à ceux qui l'entouraient, s'élança vers l'Arsenal, suivi d'une poignée d'hommes, pour la plupart gardes nationaux, mais presque dépourvus d'armes.

Le cortège, grossi de tout ce qu'il trouvait sur son chemin, se présenta bientôt devant les portes de cette nouvelle Bastille, et, trouvant ces dernières ouvertes, les occupa plus facilement qu'il ne l'avait cru d'abord, facilitant par là l'entrée à d'autres gardes civiques, accourant prendre leur poste de toutes parts, si bien qu'en moins d'un quart d'heure, les abords du gigantesque édifice et ses cours intérieures se trouvèrent remplis d'hommes en armes.

La première personne que Manin, toujours à la tête de la

foule, rencontra en pénétrant dans l'Arsenal, fut le commandant de ce dernier, le vice-amiral de Martini. Lui demander les clefs du dépôt d'armes, l'arrêter impérieusement sur son refus de livrer ces dernières en menaçant de faire abattre les portes si l'on ne s'empressait pas de les ouvrir, faire sonner la cloche d'alarme et occuper toutes les issues de l'Arsenal, dont il nomma commandant le colonel Graziani, tout cela fut pour Manin l'affaire d'un instant.

La périlleuse entreprise s'était accomplie si rapidement, avec une audace, une témérité, un bonheur si surprenants, un entrain si unanime et un succès si général, qu'ébahis, atterrés, le commandant, ainsi que les faibles forces autrichiennes qui s'y trouvaient, n'osèrent seulement élever la voix, protester d'un geste contre ce qu'en d'autres occasions ils n'auraient certes pas manqué de repousser par la force vigoureusement.

Prisonnier de quelques hommes sans armes dans sa propre forteresse, dont il n'avait qu'à faire fermer les portes pour la rendre inexpugnable, de Martini, étourdi du coup, laissa faire, ouvrir les salles d'armes, armer les ouvriers et la foule, sans hasarder une seule objection devant Manin, lequel à chacune de ses hésitations répondait par un impératif : « Je l'ordonne ! » Parqués au milieu d'une cour, les quelques officiers de l'état-major autrichien s'entre-regardaient effarés, tendant leurs armes au premier venu.

Si grand néanmoins que fût le succès de cet audacieux coup de main, personne ne se flattait de voir les choses continuer du même pas à la longue, et, tout en acclamant la victoire, tous saisissaient une arme quelconque pour repousser le retour offensif des Autrichiens, auquel on devait naturellement s'attendre d'un instant à l'autre. Du reste, l'Arsenal même n'appartenait qu'en partie aux vainqueurs, car, gardée par deux compagnies de Croates, sa principale porte, dite *de la Campa-*

gna, était encore au pouvoir de l'ennemi, lequel n'attendait qu'un renfort pour attaquer à son tour.

Ce renfort ne se fit pas attendre. En effet, tandis qu'averti de l'importance de ce poste, Manin envoyait vers la porte de la Campagna le capitaine Stadler, lequel y plaçait quatre canons chargés à mitraille et qui devaient contenir les Croates, deux bataillons, dont l'un de grenadiers et l'autre de la marine, débouchaient sur la place. Heureusement ces troupes étaient italiennes.

La nouvelle des événements dont l'Arsenal était le théâtre, étant parvenue aux chefs militaires, ces derniers firent prendre aussitôt les armes à leurs soldats, dont une partie fut dirigée immédiatement vers le point menacé, et, profitant des ruelles tortueuses et multiples dans ce quartier de Venise, se présenta tout à coup, rangée en bataille. Qui sait quel eût été le sort des compagnons de Manin, pris alors entre deux feux, celui des Croates de la porte occupée et celui de la troupe de grenadiers, — quelle scène de carnage aurait eu lieu entre les soldats armés de tout point, et ces gens inexperts à la lutte, et combien de victimes eût comptées le lendemain Venise, si, heureusement, comme nous l'avons dit, la troupe n'eût été patriote ?

Arrivé à une demi-portée de carabine, le major Bodaï, qui les commandait, ordonna le feu aux soldats, mais un silence solennel d'abord, puis une décharge en l'air, suivie de cris enthousiastes de : *Vive saint Marc ! vive Venise !* furent la réponse des grenadiers qui, jetant loin d'eux leurs insignes autrichiens, rompirent les rangs et se mêlèrent à la foule. En un instant, et plus vite qu'on ne met à le dire, le canal fut couvert de pompons, d'écharpes, de cocardes jaunes et noires auxquelles succédèrent, comme par enchantement, les couleurs nationales ; le major Bodaï, voulant s'y opposer, fut blessé d'un coup de sabre ; les autres officiers rendirent leurs armes et

fraternisèrent avec le peuple; les soldats se répandirent dans l'Arsenal qui resta désormais au pouvoir des vainqueurs.

Cependant, la nouvelle du succès de Manin s'était répandue avec la rapidité de l'éclair dans la ville et y avait produit une fermentation extrême.

Bien que, grâce aux forts, l'île de Saint-Georges, dominant la place et la Piazzetta, ainsi qu'au régiment Kinsky, resté fidèle, les Autrichiens, maîtres de positions importantes, tinssent encore Venise, exalté par une première victoire, le peuple s'armait aussi à la hâte, et la lutte, évitée à l'arsenal, n'en menaçait pas moins d'éclater ailleurs meurtrière et terrible. Comprenant tout cela et voulant la détourner autant que possible, le Municipale, réuni en séance extraordinaire, envoya d'abord auprès de M. de Palfy le général Mengaldo, mais ce dernier n'en ayant obtenu que des reproches et une réponse négative quant à la demande du concours des autorités afin d'arrêter une collision imminente, il fut résolu qu'une députation composée du comte Correr, podestat de la ville, accompagné des assesseurs municipaux, les comtes Luigi Michiel et Dataïco Medin, auxquels vinrent se joindre les avocats Avesani, Pincherle et Fabris, se rendrait auprès du gouverneur, non plus déjà pour en obtenir des mesures conciliatrices, mais l'abandon et l'évacuation de la ville.

Introduite auprès de M. de Palfy, qu'elle trouva entouré de ses conseillers se concertant avec le comte Zichy, commandant militaire de la place, la députation, de même que son prédécesseur M. Mengaldo, eut à essuyer une foule d'observations et de doléances de la part du gouverneur autrichien, lequel ne comprenant pas ou ne voulant point comprendre la gravité de la situation, se répandit en récriminations et menaces, auxquelles, bouillant d'enthousiasme, l'avocat Avesani observa, à son tour, qu'on était venu pour négocier et non recevoir des reproches. Hautain et intraitable toujours, M. de Palfy, blessé de cette

observation, répondit des paroles aigres, disant qu'il n'appartenait à personne d'autre que lui de statuer sur le sort de la ville et refusa d'obtempérer à quelque demande que ce fût, mais ramené à d'autres idées par le podestat Correr, lequel ne lui cacha point l'extrême agitation des esprits et accablé par les tranchantes répliques d'Avesani, il consentit enfin à prêter l'oreille, invitant la députation à formuler sa demande d'une façon nette et positive.

— La demande que nous venons faire à Votre Excellence est celle-ci : « Abdication du gouvernement autrichien, » exclama encore Avesani.

— « S'il en est ainsi, messieurs, je cède mes pouvoirs à qui de droit, c'est-à-dire à Son Excellence M. le commandant militaire de la ville, ici présent, » répondit M. de Palfy en se tournant vers le comte Zichy ; et saluant la députation, il sortit de la chambre.

Alors commença une longue négociation ou plutôt une scène unique dans son genre entre ces hommes hier encore sujets opprimés, aujourd'hui organes tout puissants dictant leurs conditions, et ce pouvoir si fort naguère, aujourd'hui avili, humilié, débattant, acceptant ces dernières.

Brave soldat mais amolli dans l'inaction, sujet fidèle mais sympathisant avec les Italiens qu'il avait appris à connaître durant son long séjour à Venise, homme du monde et cœur loyal par excellence, le général Zichy ne commit point en capitulant, ni une faute, ni une lâcheté, comme on l'en accusa plus tard, mais céda uniquement aux impérieuses nécessités du moment, aux funestes conséquences d'une lutte sanglante, terrible et probablement inutile, qui n'aurait pas même sauvé l'honneur de ses armes.

Reprenant la discussion au point où l'avait laissée M. de Palfy, Zichy essaya d'abord de tourner la question, offrit des concessions, protesta contre celles qu'on réclamait de lui et

finit par invoquer la modération des députés en mettant en avant ses devoirs à lui, son grade, sa responsabilité et son point d'honneur militaire.

Peut-être aussi, timide et hésitante au souvenir de ce qu'elle était hier encore, la députation eût-elle fléchi sous les paroles du général, mais ce fut encore Avesani qui rompit toute hésitation en renouvelant sa demande primitive; or, ce que demandait Avesani c'était la retraite du gouvernement autrichien, l'évacuation de la ville, l'abandon des caisses et du matériel de guerre, en un mot, une capitulation complète.

Débatte pied à pied, point par point, durant trois heures, la discussion menaça d'être rompue et l'accord d'avorter plus d'une fois. Invité à évacuer la ville :

— « C'est impossible, nous nous battons! » exclama Zichy.

— « Soit, nous nous battons, » répliqua froidement Avesani, rappelant ainsi la fameuse réponse du municpe florentin donnée à Louis XII, lorsque le roi français menaça de sa colère la capitale toscane. Comme alors, cette fois aussi, ces fières paroles produisirent leur effet désiré et le général autrichien insistant non plus sur la capitulation, mais sur l'impossibilité dans laquelle il se trouvait, disait-il, d'empêcher que ses troupes ne rejoignissent leurs corps en Lombardie et se plaignant de ce qu'on le demandait lui-même pour otage, de son côté, Avesani s'étant contenté de la parole donnée par Zichy de partir le dernier, les difficultés furent sensiblement diminuées et permirent de conduire les choses au but.

Touché de la chevaleresque franchise d'Avesani aussi bien que convaincu de ne pouvoir obtenir davantage, Zichy ne se défendit plus que pour la forme, cédant sur tous les points que lui imposait la députation municipale; enfin discutée dans quelques détails encore, la capitulation suivante fut rédigée et signée, entre les parties, séance tenante.

CAPITULATION DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN A VENISE.

« Désireux d'épargner à la ville les calamités d'une lutte désastreuse et ayant ouï de la part de S. Exc. le comte Giovanni Correr, podestat de Venise, accompagné à cet effet des assesseurs municipaux et d'autres habitants de la ville, l'impossibilité d'arriver au but désiré sans l'adhésion à ce qui va suivre, S. Exc. le comte Louis de Palffy, gouverneur des provinces vénitiennes, obligé de se démettre et s'étant démis en effet de ses fonctions entre les mains de S. Exc. M. le comte Ferdinand Zichy, commandant militaire de la ville et de la forteresse, s'est empressé de recommander chaleureusement à ce dernier cette belle et monumentale cité pour laquelle il n'a cessé de professer et professe toujours l'attachement le plus vif et l'affection la plus sincère : en conséquence de quoi, pénétré des mêmes désirs ainsi que de l'urgence de la situation actuelle, ledit comte Zichy, d'accord avec les signataires ci-dessous, vient de stipuler la convention suivante :

« 1^o Le gouvernement civil-militaire cesse dès l'instant même et sera remplacé dans ses fonctions par un gouvernement provisoire, en attendant la constitution duquel le pouvoir reste confié aux signataires de la présente.

« 2^o Les troupes du régiment Kinsky, celles des Croates, l'artillerie de campagne, le corps du génie, abandonneront la ville et les forts. Les troupes italiennes, ainsi que les officiers italiens resteront à Venise.

« 3^o Le matériel de guerre de toute espèce restera à Venise.

« 4^o Le transport des troupes s'effectuera immédiatement et par voie de mer à Trieste.

« 5^o Les familles des militaires ainsi que les soldats qui de-

vront partir seront garantis et aidés, en ce qui concerne les moyens de transport, par le gouvernement provisoire.

« 6° Tous les employés civils, italiens ou non, seront garantis dans leurs personnes, leurs biens et leurs familles,

« 7° S. Exc. le comte Zichy donne sa parole de rester le dernier à Venise comme garantie de la présente convention. Un bateau à vapeur sera mis à la disposition de Son Excellence ainsi que de sa suite et des derniers soldats évacuant la ville.

« 8° Toutes les caisses resteront à Venise, ne déboursant que l'argent nécessaire aux frais de transport des employés et des soldats qui recevront trois mois de gages.

« Fait en double, ce 22 mars 1848, à Venise.

« Comte ZICHY, <i>lieutenant-maréchal, commandant de la ville et de la forteresse.</i>	GIOVANNI CORRER, LUIGI MICHIEL, DATAICO MEDIN, PIETRO FABRIS, GIO. FR. AVESANI, ANGELO MENGALDO, LEONE PINCHERLE.	FR. BELTRAME, ANTONIO MUZANI, COSTANTINO ALBERT, <i>témoins.</i> »
--	---	---

Simultanément à la capitulation autrichienne, le nouveau pouvoir, composé, ainsi que nous l'avons dit, de citoyens ayant signé l'acte mentionné, faisait placarder aux angles des rues la proclamation suivante aux habitants de la ville.

PROCLAMATION A LA VILLE.

Vive Venise!

Vive l'Italie!

« Citoyens!

« Vierge de votre sang précieux, la victoire est à nous. Le gouvernement autrichien civil et militaire est déchu. Gloire à

notre brave garde nationale. Les soussignés ont stipulé un traité formel. Un gouvernement provisoire sera constitué, en attendant lequel, vu les nécessités du moment, les soussignés ont dû accepter ces fonctions. Le traité sera publié aujourd'hui même dans un supplément du journal officiel.

“ *Vive Venise!* ”

Vive l'Italie!

“ GIOVANNI CORRER, LUIGI MICHIEL, DATAICO MEDIN,
PIETRO FABRIS, GIO. FRANCESCO AVESANI, ANGELO
MENGALDO, LEONE PINCHERLE. ”

Sept heures du soir sonnaient à Saint-Marc, lorsque ces deux actes mémorables furent rendus publics ; il était temps du reste qu'ils arrivassent à la connaissance de la ville.

En effet, bien que l'Arsenal avec ses dépôts d'armes et de munitions, fût, grâce à la capitulation des Croates occupant la *porta Compagna*, entièrement au pouvoir des insurgés, les Autrichiens, maîtres de l'île Saint-Georges, comme nous l'avons dit, dominaient le centre de la ville, sans compter que, barricadé dans sa caserne de la Giudecca, le régiment Kinsky non-seulement conservait une attitude hostile et menaçante, mais à croire les rapports, s'apprêtait à un mouvement offensif ayant pour but la reprise de l'Arsenal.

Il est vrai que, débordant en manifestations enthousiastes, le peuple, de son côté, ne sommeillait pas non plus, qu'armée de fusils, de piques et de sabres enlevés à l'Arsenal, la foule grossissait à chaque instant, que des barricades s'élevaient aux coins des ruelles étroites, que le tocsin sonnait la générale, qu'enfin l'on était décidé à repousser la force par la force et à combattre ; mais quelles ne pouvaient être les conséquences funestes d'une lutte terrible dans une ville aussi riche, aussi monumentale que Venise, quand même la victoire fût restée au peuple ?... C'est ce que comprit le municpe en hâtant la

publication de la déchéance autrichienne, c'est ce à quoi l'aiderent les hommes les plus influents de la ville en cherchant à calmer l'effervescence des esprits par la colportation de la bonne nouvelle. Si unanimes cependant que fussent ces efforts, si rapide que fût l'action du municpe, uni aux citoyens, l'exaltation générale n'en croissait pas moins à la vue des dispositions agressives que prenait toujours le régiment autrichien, dont le commandant, le général Culoz, brave et vieux soldat de l'empire trépignait d'impatience de venger l'insulte faite au drapeau et objectait ne connaitre que son devoir militaire.

Huit, neuf, dix heures sonnèrent sur ces entrefaites au milieu d'une anxiété générale, et il y eut un instant où tout Venise se crut à la veille d'une lutte nocturne, meurtrière.

Ce fut alors que, bravant tout péril, au risque d'être fusillé cent fois comme rebelle, un homme éminent, dont le nom reviendra plus d'une fois encore dans les pages de ce livre, l'avocat Bartholomé Benvenuti, connu par ses lumières et son patriotisme, s'offrit pour aller porter à l'intraitable général l'acte de la capitulation Zichy, en l'invitant à s'y conformer, à son tour, et à suspendre les hostilités contre la ville.

Tout confiants que nous soyons dans l'irrésistible force d'un élan populaire, disons-le franchement, cette fois-ci, cette dernière n'étant ni organisée, ni disciplinée, Culoz tenait entre ses mains le sort de Venise; aussi n'est-ce pas sans une vive impatience qu'on attendait au municpe les résultats des négociations entamées par l'avocat Benvenuti à cet égard.

Ce dernier ayant trouvé Culoz dans son quartier, gardé par une centaine de Croates remplissant la cour de l'édifice, exposa en effet au commandant autrichien le motif de sa venue et l'invita à reconnaître la capitulation du gouvernement; mais soit scrupules disciplinaires, soit insouciance réelle ou factice du danger que le général Culoz semblait affecter lorsque ses subalternes de tout grade étaient au contraire en proie à une

panique sans égale, le chef impérial répondit que, n'ayant point participé à un conseil de guerre, d'usage dans ce cas, il n'était pas tenu à reconnaître la capitulation du comte Zichy, et ne consentit à donner sa parole de consigner les troupes, cette nuit-là, que sur un vif appel fait par l'avocat Benvenuti à sa loyauté militaire, en rappelant au général qu'il avait été un des témoins du traité rédigé le matin même.

Ce fut donc avec l'assurance que les troupes autrichiennes n'entreprendraient rien cette nuit-là contre la ville que l'avocat Benvenuti revint au municipe. Nous disons tout d'abord, car le nouveau gouvernement, institué sur ces entrefaites, ayant envoyé le lendemain deux de ses membres, MM. Paleocapa et Pincherle auprès du général Culoz, dans l'espoir de l'amener à des sentiments plus conciliants que ne l'était cette trêve temporaire et le général ayant refusé de traiter avec d'autres que l'avocat Benvenuti, ce dernier dut se rendre derechef auprès du commandant autrichien qu'il finit par décider à subir la capitulation Zichy et à évacuer la ville.

Ainsi, grâce à un dévouement louable sous tous les rapports, fut aplanie cette dernière difficulté qui n'était pas la moins grave, et lorsque l'avocat Benvenuti revint du quartier de Culoz, ce ne fut que pour précéder de quelques instants la retraite définitive de la garnison autrichienne.

En effet, dès l'aube du 23, suivant les articles de la capitulation de la veille, les régiments Croate et Kinsky, l'artillerie de campagne, le génie, enfin les ambulances et les employés militaires commencèrent l'évacuation de la ville et des forts, défilant silencieux, mais en ordre parfait, au milieu d'une foule frémissante de joie et pouvant à peine croire à ses yeux.

L'enthousiasme, le délire étaient au comble.

Leurs enfants dans les bras, les visages rayonnants, le sourire aux lèvres, les femmes du peuple, les artisans de Canareggio, les gondoliers, les bourgeois, les riches et les pauvres,

les plus grandes dames, les boutiquiers et les négociants se pressaient sur le parcours des troupes, distribuant du pain, de l'eau-de-vie, de l'argent même aux soldats autrichiens qu'ils avaient hâte de voir partis, et qui, impressionnés eux-mêmes par les faits de la veille et le sublime spectacle du lendemain, pressaient le pas, tout en partageant l'émotion unanime.

Ceci se passait le matin du 23 mars, mais cette journée ne devait point finir sans une autre scène grandiose, et si tout le monde se souvient du 22, il n'y a certes personne qui oublie son lendemain à Venise.

Comprenant, en effet, la nécessité de former au plus vite un gouvernement provisoire, les hommes qui en avaient accepté les fonctions temporairement, transmirent ces dernières, encore dans la nuit du 22 au 23 mars, entre les mains du général Mengaldo en l'invitant à prendre les mesures nécessaires pour y pourvoir le plus tôt possible.

Le général, chargé de cette besogne, convoqua donc, au moyen d'une circulaire, le peuple et la garde nationale sur la place Saint-Marc, ce forum vénitien, et quand, à deux heures de l'après-midi du 23 mars, la milice citoyenne, précédée de son drapeau tricolore, parut au lieu du rendez-vous, encombré par une foule frémissante, rempli de femmes agitant leurs écharpes, pavoisé de couleurs nationales et parsemé de fleurs ; quand, sortant de la superbe basilique, le patriarche entouré de tout son clergé, vint bénir les étendards de la garde nationale et qu'on vit ses bataillons défilé au son des cloches, là où tout à l'heure l'étranger faisait manœuvrer ses troupes, le délire fut au comble et des applaudissements unanimes, frénétiques, des larmes et des cris de joie durent faire frémir dans leurs tombes les cendres de dix siècles, apprenant au monde de quoi était capable Venise.

Jamais, même aux temps de l'exaltation des futures luttes, l'ivresse de l'enthousiasme ne fut plus grande.

Le tumulte apaisé pour donner place au silence le plus profond, Mengaldo proposa la liste suivante du gouvernement provisoire :

Daniele MANIN, aux affaires étrangères et à la présidence ;

Nicolo TOMMASEO, cultes et instruction ;

Jacopo CASTELLI, justice ;

Francesco CAMERATA, finances ;

Francesco SOLERA, guerre ;

Antonio PAOLUCCI, marine ;

Pietro PALEOCAPA, intérieur et travaux publics ;

Leone PINCHERLE, commerce.

Angelo TOFFOLI, artisan, sans portefeuille.

Puis, cette dernière acceptée aux cris mille fois répétés de : « Vive Venise ! », le général proclama la république, accueillie elle aussi par un tonnerre d'applaudissements sans fin, enthousiastes, unanimes.

Le soir, au milieu d'un immense concours de la foule, encombrant toutes les rues mais surtout la place Saint-Marc et ses abords, la ville fut illuminée en signe d'allégresse, il y eut *gala* au théâtre de la Fenice rempli d'un public élégant et choisi, mais ce qui combla la fête universelle ce furent les nouvelles reçues et aussitôt publiées par le nouveau gouvernement, que Trévise, Udine, Padoue, suivant l'exemple de Venise, venaient elles aussi, de chasser l'ennemi en instituant un gouvernement provisoire, et surtout la nouvelle qu'après avoir chassé de ses murs Radetzki, Milan était libre.

C'est ainsi que fut consommé cet événement glorieux, presque incompréhensible ; et maintenant si l'on cherche de quelle façon résumer, comment expliquer des faits surhumains, inconcevables de nos jours, — la prise audacieuse de l'Arsenal, la panique des Autrichiens, le désarmement des troupes, la chute humiliante d'un pouvoir si fort naguère, la faiblesse des

uns, la force des autres, tous ces épisodes qui tiennent du rêve et du prodige, il est impossible de ne pas reconnaître une fois de plus cette éternelle et sublime vérité que, plus formidable que tous les obstacles, la pensée franchit, renverse toutes les entraves, et, brisant les chaînes les plus lourdes, invulnérable aux canons, émoussant la pointe des baïonnettes, se fait jour tôt au tard et triomphe victorieuse !...

CHAPITRE V

Mesures du gouvernement provisoire. — Proclamation de Manin. — Formation de la garde nationale mobile. — Formation de l'artillerie. — Perte de la flotte. — Institution du Comité de défense. — Appel de Manin à la concorde. — Lettre aux représentants de la République française. — Départ de la croisade Grondoni.

Cependant Venise libre, restait à la conserver encore.

La ville rendue à sa liberté pleine et entière, les Autrichiens partis, l'Empire déchu, le gouvernement provisoire établi, restait à conserver cette liberté, à soutenir l'institution naissante, à rendre le retour de la tyrannie et de la domination étrangère impossible.

Tout cela n'était cependant pas chose facile.

L'enthousiasme, la bonne volonté, l'effervescence des esprits, les dispositions généreuses, l'élan général étaient, il est vrai, au comble; mais un échec affaiblit l'enthousiasme, calme l'élan, attédie l'effervescence; mais une lutte sans succès et à la longue épuise, entame, paralyse les meilleures dispositions du monde, et cette lutte, proche ou lointaine, il n'y avait personne qui ne la prévoyait, ces échecs peut-être, devait-on s'y attendre.

Du reste, toute libre qu'elle était, Venise ne se trouvait pas en des conditions outre mesure favorables.

En effet, appauvrie déjà dans son commerce par la systématique malveillance du gouvernement autrichien, héritant de sa haine et n'ayant à lui opposer que son crédit chancelant, sa population décidée mais presque sans armes, fort peu de moyens de défense, à peine 10 millions de zwanrigers quant à l'argent laissé dans les caisses autrichiennes, nulle organisation militaire, nul boulevard extérieur si ce n'est le patriotisme de ses habitants et les sympathies de l'Italie, Venise obligée de songer à l'avenir, de former et assurer ses moyens d'existence, se trouva être bien pauvre et bien faible le lendemain de sa victoire.

Nous le répétons donc, la tâche de ceux qui consentirent à y pourvoir n'était pas des plus faciles ; mais tout ceci n'épouvanta personne, et si l'épreuve était ardue les éprouvés s'en montrèrent dignes ; si jamais des hommes conduisant durant *dix-sept mois* une entreprise aussi rude, méritèrent d'unanimes éloges, ce fut, certes, dans ces instants suprêmes, où tous déployèrent une abnégation, un courage, une activité hors ligne.

Venise délivrée en deux jours, sans une goutte de sang répandu, sans bouleversement, presque sans troubles, est un fait stupéfiant. Mais là où l'on reste surpris, étonné, étourdi, ce devant quoi l'on s'incline et à quoi l'injuste postérité n'a donné qu'une importance secondaire, c'est la grandeur de l'édifice politique que des hommes inconnus hier encore, sortis du sein de leurs tranquilles ménages, ont su élever et soutenir si longtemps ; c'est en face de leur admirable activité cette improvisation d'institutions libérales, militaires et législatives, dignes non pas d'une simple ville, mais du plus puissant état du monde.

A peine établi, le gouvernement provisoire s'occupa de mille choses.

Ainsi, dès le 23 mars au soir, publia-t-il une proclamation garantissant l'inviolabilité et la sûreté des étrangers *quels*

qu'ils fussent, demeurant à Venise. Ainsi, le même jour, prohibait-il la vente des armes ; restituait-il, le 24, le droit de défense ; libérait-il les détenus politiques et invitait-il les marins dalmates à prendre du service sous les drapeaux de la République jusqu'à ce que le 26 mars, Manin adressât au peuple ces paroles sublimes, qui peignent entièrement l'âme du grand homme et qu'on ne saurait citer avec trop d'éloges.

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE VENISE.

Aux Vénitiens.

« Le respect dû au malheur étant non-seulement un devoir de fraternité, mais une partie aussi de notre dogme politique, respectons les vaincus, afin de nous rendre toujours dignes de la victoire et de nouveaux avantages. Quiconque donc, sous prétexte d'opinions ou des faits politiques, insultera un concitoyen ou un étranger, sera provisoirement arrêté par la garde nationale et conduit à la paroisse la plus proche, dont le desservant le réprimandera, remplissant ainsi les vrais devoirs du citoyen et du sacerdoce.

« Quiconque sera convaincu de récidive encourra des peines plus sévères.

« MANIN, TOMMASEO.

« Venise, le 26 mars 1848. »

Ces mesures prises, l'urgence d'une organisation militaire se faisant sentir impérieusement, le nouveau pouvoir s'occupa de cette grave question et publia à ce sujet, le 27 mars, le décret suivant :

GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE VENISE.

« Ordonne :

« 1^o Seront formés à Venise, à l'aide d'enrôlements volontaires, dix bataillons de la garde nationale mobile. Chaque bataillon comprendra six compagnies de la force de 100 hommes, non compris les officiers ;

« 2^o Pourra y être admis tout citoyen de vingt à quarante ans, d'une complexion saine et robuste sans défauts physiques ;

« 3^o Chaque compagnie élira ses propres officiers et sous-officiers jusqu'au grade de capitaine inclusivement ;

« 4^o Les soldats seront nourris et logés. Ceux qui ne voudraient ou ne pourraient servir gratuitement, recevront la paye d'une livre par jour, tant que le service aura lieu en ville, d'une livre et demie sitôt que ce dernier se fera dehors. Les officiers et les sous-officiers seront traités en conséquence ;

« 5^o La durée du service est fixée à une année ;

« 6^o Le général Georges Bua reste chargé de l'organisation et de l'exécution du présent décret.

« MANIN, PAOLUCCI.

« Venise, le 27 mars 1848. »

En même temps que l'ordre de la formation d'une garde nationale mobile, paraissait un égal décret concernant la marine ; malheureusement, de ce côté-ci, son effet ne fut pas le même.

Si courte effectivement que fût la durée du pouvoir exécutif des citoyens ayant souscrit la capitulation autrichienne, une faute grave et irréparable, dans ses conséquences futures, venait d'être commise de leur part. Cette faute, dont les effets désastreux devaient se faire sentir si fort plus tard, était l'im-

pardonnable légèreté avec laquelle on avait agi envers un élément des plus essentiels à Venise, à savoir sa marine.

En effet, cette dernière comptant à peine quelques officiers autrichiens dans ses rangs, et composée principalement de marins vénitiens ou dalmates, dont les sympathies pour la cause italienne n'étaient un doute pour personne, se trouvait ancrée à Pola et n'aurait certes pas hésité un instant à prêter son appui à Venise, si un appel des patriotes l'eût prévenue à temps des événements qui s'étaient opérés dans la ville; malheureusement, soit confiance aveugle dans la loyauté des ennemis, soit extrême confusion des pouvoirs ayant suivi les premiers instants de la déchéance autrichienne, non-seulement on ne prit aucune précaution à son égard, mais la Commission exécutive ayant permis à M. de Palffy, malgré une vive opposition de plusieurs citoyens plus clairvoyants et surtout des officiers de la marine s'offrant de monter à bord du navire chargé de reconduire le gouverneur autrichien, ayant permis à M. de Palffy, disons-nous, de s'embarquer sur le même bâtiment du Lloyd qui devait porter à la flotte l'ordre de rentrer à Venise, fut cause qu'on perdit cette flotte.

A peine, en effet, le bateau fut-il en pleine mer, qu'assumant derechef l'autorité de gouverneur, dont il s'était démis naguère à Venise, M. de Palffy, aidé de sa suite et peut-être même d'accord avec le capitaine Mattei, commandant du navire, fit mettre le cap sur Trieste au lieu de Pola, dont les forts prévenus par une dépêche, empêchèrent la sortie de la flotte vénitienne, si bien que sur onze bâtiments, dont elle se composait, deux seulement, se trouvant au large, purent profiter de la circonstance et regagner la lagune.

Impartial en notre qualité d'historien, ajoutons que la responsabilité de cette grave perte, origine d'incalculables revers à l'avenir, n'est pas tout entière à la charge de la Commission seule, et qu'il est à déplorer que, soit fatigue

réelle de tant d'efforts, soit autre motif personnel, Manin dont l'habileté et l'influence étaient incontestables, ait résisté aux plus vives et réitérées instances de ses amis, de prendre part aux actes de la Commission, lorsqu'il est certain qu'en lui accordant son concours les choses n'auraient certes pas pris cette déplorable tournure.

Quoi qu'il en soit, privé d'un auxiliaire si puissant, le gouvernement provisoire ne s'occupa que plus activement à réparer cet échec que dès le début même lui causait l'imprévoyance de ses prédécesseurs, et ce fut dans ce but qu'il publia, avons-nous dit, un décret concernant l'organisation de la marine.

Le premier noyau de la future armée improvisé, l'appel aux marins publié, tandis que les chantiers de l'arsenal se mettaient à l'œuvre pour réparer les vieux navires de guerre et en construire de nouveaux, on s'occupa d'autres choses.

Le 28 mars suivant, fut donc institué un comité de défense composé du général Bua, déjà commandant de la garde mobile, des capitaines Galeazzo Fontana, Pietro Stecchini, Ermolao Federigo, ainsi que du colonel Lodovico Boniotti, tous hommes spéciaux, doués dans cette matière de connaissances incontestables, mais surtout d'un patriotisme à toute épreuve.

Le même jour fut organisé un corps de gendarmerie; le 29, on publia un avis appelant au service les anciens militaires de l'Empire, le 31, on décréta la formation de l'artillerie sous le commandement du lieutenant-colonel Nicolo Bertacchi, chargé de présider aux enrôlements dans la caserne de San Francesco delle Vigne, enfin les premières effervescences de la liberté ayant donné lieu à quelques manifestations trop bruyantes, Manin s'empessa de les réprimer, en rappelant à l'ordre et à la dignité les esprits turbulents de la ville.

En effet, profitant du nouveau régime, la presse avait fait éclore une foule de petites brochures, d'innombrables feuilles

où souvent à la critique se mêlaient des faits personnels, ce qui n'aurait été rien ou tout au plus un symptôme de l'exubérance vitale, si cette même presse, déjà mal conseillée dans ses aspirations patriotiques, n'avait ouvert un champ à l'envie, à la méfiance, aux soupçons, en un mot à toutes ces calamités adhérentes à chaque mouvement le plus noble, où, à part l'idée primitive, sublime, il y a une infinité d'autres mobiles secondaires, intéressés, s'agitant dans l'ombre et profitant du chaos pour pêcher dans le trouble.

Surexcitée par des événements aussi brusques, toute frémissante encore de la crise passée, Venise était, pour ainsi dire, dans un état de fièvre, et bien des choses, certes, doivent lui être pardonnées. Cependant de sourdes rumeurs croissant chaque jour, de vieilles rancunes se transformant en faits et insultes, Manin saisit cette occasion pour protester contre l'abus d'une liberté, laquelle, selon lui, devait avoir un autre usage. Quelques personnes connues par leurs opinions rétrogrades ayant été menacées, quelques rassemblements exaltés ayant proféré des injures contre des hommes accusés de tiédeur, le président de la République fit publier la proclamation suivante que, malgré son étendue, nous ne pouvons ne pas publier, à notre tour, comme modèle d'une tolérance et d'une modération qui ont fort peu d'égaux.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE VENISE

« Citoyens,

« La méfiance a toujours aggravé nos malheurs, et ce fut de cette arme que se servirent nos ennemis pour nous tenir enchaînés et esclaves. La confiance, au contraire, a été toujours l'emblème d'une liberté véritable. Quiconque se dégrade donc

lui-même en accusant son semblable d'espionnage, méconnaît la dignité de citoyen et continue à être esclave moralement.

« Comme le soleil qui éclaire de ses rayons les nuages et les rend éclatants de lumière, de même doit s'étendre la liberté jusqu'aux indignes, illuminant et effaçant leurs taches sombres.

« Pourquoi assombrir le présent par des évocations d'un passé ignoble ? Pourquoi sévir contre des vaincus désarmés?...

« Que nous peuvent les espions et l'espionnage, et ne serions-nous pas bien arriérés encore, si nous avions à les craindre?...

« Ne les redoutant pas, à quoi bon en parler donc ? Ne sont-ils pas assez punis par cela même, et voulez-vous les rendre orgueilleux de vos dédains, appeler sur eux la compassion du monde ?

« Et puis, si nous nous trompons sur leur compte, si parmi ceux que vous accusez, un seul, un seul était innocent?...

« Pour un innocent, épargnons mille coupables ; soyons généreux, et nous serons vraiment libres.

« Cherchons non pas les tristes, mais les âmes grandes et nobles ; non pas de celles qui nous abaissent, mais de celles qui nous élèvent et dont, après tant de malheurs, a besoin notre sainte cause.

« MANIN. »

La défense de la ville assurée momentanément au moins, l'exaltation des esprits calmée, grâce à cette dernière proclamation si éloquente et si noble à la fois, le président de la République s'empressa, non-seulement de notifier aux puissances européennes les événements de sa patrie, mais encore de les intéresser en faveur de Venise !

Bien que la république fût, pour ainsi dire, son œuvre personnelle, Manin, homme d'Etat par excellence, ne s'illusionna guère un instant sur sa propre force, et moins encore sur l'effi-

cacité de celle que pouvait lui donner l'Italie, morcelée en lambeaux, et impuissante presque elle-même.

Sœur de Venise de par les aspirations communes, Milan, il est vrai, avait presque simultanément secoué son joug. Padoue, Vicence, Brescia, Udine étaient libres et, secondant l'enthousiasme général, Charles-Albert avait adressé son éloquente proclamation aux peuples italiens, et venait d'ajouter le fait aux paroles, en passant héroïquement le Tessin ; — conduites par Durando, les troupes pontificales étaient déjà signalées sur les rives du Pô ; enfin cédant, mais non vaincu, Ferdinand de Naples s'associait lui-même à la délivrance de la patrie commune, et quoique tout cela parût unanime et puissant, loin de se laisser éconduire par le fameux programme « *Italia farà da se,* » Manin, chaud partisan d'une intervention plus efficace, tourna ses regards vers la France.

Seule, selon lui, la nation de 1792 et de 1830 pouvait sauver l'indépendance italienne, seul le gouvernement de Février pouvait s'opposer à l'Autriche, laquelle liée par des liens de politique et de sang aux duchés et à Naples, n'avait presque rien à redouter de leur part, comptant pour unique adversaire sérieux le petit Piémont avec les patriotiques aspirations de sa chevaleresque dynastie, et son armée aussi peu nombreuse qu'intrépide.

Hélas, l'heure de Magenta et de Solférino n'était pas sonnée encore, et la France devait démentir cruellement ces espérances, mais fort de sa conviction, le président de la république vénitienne n'en adressa pas moins à Paris, la lettre suivante :

« *Au ministre des affaires étrangères de la république française.*

« Ce n'est pas en adoptant les termes de l'ancienne diplomatie que nous nous empressons de transmettre nos remerciements à

la République française. Noble et généreuse, elle a pris part à nos souffrances, applaudi à notre résurrection, promis un appui qui ne laisse rien à craindre et nous remplit, au contraire, d'espérance.

« L'heure d'interventions usurpatrices est passée dès longtemps, nul péril ne saurait nous menacer de la part d'un pays qui a Lamartine pour ministre. Venise est toute remplie encore du souvenir des anciennes relations de l'Italie avec la France, et quoique les temps soient changés, les idées ne sont que plus pures et plus nobles.

« Malheureux, nous savons aimer, et c'est en faisant des vœux sincères pour la prospérité et la gloire de la France, que nous lui tendons la main avec un sentiment de reconnaissance, que le temps, loin d'amoindrir, ne saura rendre que plus durable.

« MANIN, — TOMMASEO. »

Tandis qu'aidé par ses intelligents collègues du pouvoir, ainsi que par le zèle unanime de la ville, Manin organisait l'armée, la marine, le corps d'artillerie et celui de la gendarmerie nationale, qu'il faisait appel aux dalmates et assurait, par ses éloquentes paroles, la tranquillité publique, d'autres citoyens apportaient leur concours non moins efficace à la cause commune.

Nous avons dit comment, répondant à l'appel de la métropole, Padoue, Vicence, Rovigo, Trévisse et Udine avaient suivi l'exemple de Venise. En effet, frappés de stupeur et qui plus est de la défaite de Radetzky devant Milan, ainsi que de la capitulation Zichy à Venise, les Autrichiens s'étaient hâtés d'évacuer ces villes, la division Ludolf se retirant en partie à Vérone et à Mantoue, les troupes du Frioul regagnant précipitamment l'empire. Si précipitée cependant que fût cette retraite, si grande que l'on sût être la panique de l'ennemi, et si beaux que

fussent les premiers avantages, personne ne se méprenait à l'égard des futures intentions de l'Autriche, laquelle, ainsi que l'annonçaient ses concentrations de troupes à Vérone et en Styrie, s'apprêtait à un mouvement offensif.

Les plus exposés de tous devaient être naturellement le Frioul et Udine que menaçait le corps du général Nugent ; ce fut donc pour les défendre aussi que, tout en laissant aller ses compatriotes prendre place dans les rangs de corps organisés par Manin, un citoyen courageux, Ernest Grondini fit appel à la jeunesse vénitienne, en l'invitant à se ranger sous le drapeau d'une patriotique croisade.

Tel, en effet, était le titre de la nouvelle légion, et si déplacé que puisse paraître aux uns ce nom au beau milieu de notre dix-neuvième siècle, il résume, selon nous, et caractérise parfaitement cette époque.

Effectivement, avec la haine contre l'Autriche, avec le pontife pour chef, le « *vive Pie IX* » pour cri de guerre, tout devait concourir à une guerre sainte, chaque bataillon devenir une croisade !

L'appel de Grondini parut le 3 avril, et si unanime que fût l'empressement des habitants à prendre du service dans les différents corps organisés par le gouvernement, le 6 avril, soit trois jours après, Venise trouva encore dans son sein plus de deux cents volontaires prêts à aller défendre les gorges du Frioul. A peine organisée, la croisade résolut de partir, et fière de son côté, la ville décida de faire une fête de son départ.

Réunis donc à 10 heures du matin dans la vaste cour du palais Ducal, par une des plus belles journées du printemps, dont les émanations parfumées et tièdes semblaient appeler l'univers à une vie nouvelle, les croisés reçurent leurs chefs, furent armés et passés en revue par le général Mengaldo, lequel leur adressa quelques éloquentes et chaleureuses paroles, puis passant la place et la Piazzetta, au milieu d'une foule émue et attendrie,

le bataillon entra dans la basilique de Saint-Marc, où, après avoir célébré la messe lui-même, le patriarche voulut bénir le drapeau tricolore, et s'avancant sur les degrés de l'autel, harangua les jeunes soldats en les exhortant à rester dignes de la cause qu'ils allaient défendre.

Alors les prêtres bénissaient encore le drapeau italien, aussi fût-ce avec une véritable émotion qu'on écouta les paroles du patriarche, invoquant la bénédiction divine sur ceux qui avaient déjà pour eux les prières du pontife.

— « Mais moi aussi, » ajouta le vénérable vieillard ému, à son tour, « moi aussi je suis votre père, et apprenant le motif qui vous a conduits en ces lieux, je n'ai pu permettre à personne d'autre et ai voulu bénir moi-même le glorieux drapeau que, selon votre devoir, vous saisissez pour défendre notre sainte cause. Allez-donc, enfants intrépides, délivrer cette patrie commune, qui gémit sous le joug; allez, précédés de l'étendard que vous confie la République, et soyez certains qu'en combattant au nom de la croix, vous serez les élus de la victoire ! »

Tout ceci s'était passé au milieu d'une énorme affluence et d'une émotion unanime, mais ce fut à la sortie de l'église et durant leur marche à la gare qu'un triomphe complet, une véritable ovation populaire attendaient les croisés de Grondini.

Tout ceci, jusqu'à présent, était solennel et majestueux, mais quand, encombrant la place, se pressant sous les portiques, aux fenêtres pavoisées de mille couleurs, la foule trépigna d'allégresse, et que dix mille mains battirent à la vue du drapeau national, — quand, dominant la voix de bronze de cent cloches, sonnante à toute volée, éclata l'hymne de guerre, entonné par tout un peuple, — quand, le sein haletant et l'œil humide, les femmes rompirent les rangs des croisés, la mère pour embrasser le fils, la fiancée serrer la main de l'amant, — et que, n'ayant plus de voix, l'émotion, l'attendrissement des adieux, se traduisirent en pluie de fleurs et en larmes; il aurait

fallu être étranger à tout ce qu'on appelle élan, ardeur, jeunesse, patrie et sentiment, pour ne pas rendre un juste tribut d'admiration à cette ville, dont l'âme avait des moments aussi passionnés, aussi nobles.

Musique en tête, précédés de l'état-major de la garde nationale, ainsi que de leur drapeau porté par un prêtre, les croisés ne firent qu'une marche triomphale jusqu'à la gare.

Partout, sur chaque place, le peuple les accueillait par des applaudissements sans fin ; sur chaque porte, les femmes les attendaient, le sourire aux lèvres, des fleurs à la main, — les vieillards les bénissaient de loin. Au couvent des Carmélites, les moines sortirent en masse ; enfin, précédé du saint sacrement, le curé de San Simone alla à leur rencontre, et ce fut peut-être la scène la plus belle, sinon la plus grandiose de cette journée émouvante.

A deux heures de l'après-midi, un convoi du chemin de fer emporta les croisés vers Udine et, certes, après le 18, le 22 et le 23 mars, c'était un des plus beaux jours, — hélas, disons mieux, un des derniers beaux jours de Venise !

Il est donc étrange à l'égard de ces paroles que, dans les
autres parties de l'ouvrage, pour ne pas répéter un mot inutile
l'auteur se contente de dire : « dans les autres parties de l'ouvrage »

Il faut donc en tenir compte, et ne pas se laisser aller à
des jugements hâtifs sur le mérite de l'ouvrage, car, en outre, les
autres parties de l'ouvrage sont fort intéressantes.

Il faut donc en tenir compte, et ne pas se laisser aller à
des jugements hâtifs sur le mérite de l'ouvrage, car, en outre, les
autres parties de l'ouvrage sont fort intéressantes.

Il faut donc en tenir compte, et ne pas se laisser aller à
des jugements hâtifs sur le mérite de l'ouvrage, car, en outre, les
autres parties de l'ouvrage sont fort intéressantes.

Il faut donc en tenir compte, et ne pas se laisser aller à
des jugements hâtifs sur le mérite de l'ouvrage, car, en outre, les
autres parties de l'ouvrage sont fort intéressantes.

Il faut donc en tenir compte, et ne pas se laisser aller à
des jugements hâtifs sur le mérite de l'ouvrage, car, en outre, les
autres parties de l'ouvrage sont fort intéressantes.

CHAPITRE VI

Etat de l'Autriche. — Panique et démoralisation de ses troupes. — Deux lettres interceptées de l'archiduc Ranieri. — Une autre d'un officier autrichien. — Mouvements de Nugent. — Attaque et prise d'Udine. — Envahissement du Frioul. — Occupation du Cadore et de Bellune. — Arrivée des troupes pontificales à Mestre. — Leur marche à la rencontre de l'ennemi. — Combat de Cornuda. — Retraite de Trévis.

Tandis que, partageant ses journées entre l'exaltation légitime du triomphe et les veillées d'une activité fiévreuse, Venise organisait sa future résistance, voici où en était l'Autriche, son ennemie implacable.

Écrasé sous les murs de Milan après cinq jours d'une lutte sanglante, Radetzky, fou de colère et de rage, s'était réfugié à Vérone, où il avait tous les loisirs de méditer une revanche; — intimidés par la capitulation de Venise, les généraux Ludolf à Padoue et Auer à Udine, avaient suivi son exemple, ne conservant ainsi du sol lombard-vénitien que les quatre forteresses du quadrilatère, lesquelles, loin d'avoir leur formidable aspect actuel, étaient à peine en état de fournir un abri aux troupes vaincues du feld-maréchal.

Tout compté, y compris les garnisons de Peschiera, Mantoue et Legnago, l'armée autrichienne ne dépassait guère le chiffre

de cinquante mille hommes, tandis que, victorieuse, au contraire, la révolution augmentait le nombre de ses combattants chaque jour, et qu'à la tête d'une armée fraîche et reconnue pour sa valeur, Charles-Albert venait de franchir le Tessin, marchant vers le centre de la Lombardie d'un pas rapide.

Il est vrai qu'à part les troupes de Radetzky, enfermées dans le quadrilatère, le corps du général Welden s'avavançait à marches forcées du Tyrol et que Nugent descendait d'un autre côté vers le Frioul, mais aussi à tout cela l'Italie avait à opposer l'armée pontificale sous Durando, signalée déjà sur les rives du Pô, ainsi que la division napolitaine que, bien malgré lui, Ferdinand envoyait au secours de la patrie commune, sans compter, auxiliaire puissant, la désorganisation morale, dont était menacé l'Empire.

Sans parler de l'agitation régnante dans sa capitale, de l'effervescence des esprits en Gallicie et en Bohême, mais surtout de l'extrême agitation de la Hongrie, à la veille d'une insurrection générale, ses troupes elles-mêmes, sa force et son appui unique, chancelaient dans leur foi aveugle jusqu'alors, et, travaillées par le contact de la révolution, donnaient des signes non équivoques d'un profond abattement d'âme, que l'exemple de la défection du corps italien à l'Arsenal pouvait, d'un instant à l'autre, changer en une crise fatale.

Écrasés par un ennemi visible, débordés par une sourde propagande, les chefs comprirent qu'à part l'Italie ils avaient à lutter contre une contagion occulte, et redoublant d'énergie, afin de ranimer l'esprit abattu de leurs troupes, cherchèrent un refuge dans la sévérité, mais ils avaient beau s'épuiser en efforts de ce genre, la révolution minait le pouvoir à Vérone, à Mantoue, et ces deux lettres interceptées de l'archiduc Raineri, que nous publions, et que complète une troisième lettre également interceptée, d'un officier autrichien, peuvent donner la mesure de la confusion et de l'état de dissolution où

se trouvaient, à cette époque-là, les forces et les organes de l'Empire.

Bien qu'antérieures aux événements de Venise et de Milan, elles résument dans leur langage expressif et parfois fanfaron, mieux que tous les récits, cette situation précaire et difficile.

Voici, en effet, ce que l'archiduc Ranieri écrivait à son frère :

« Vérone, ce 19 mars 1848.

« Cher Ernest,

« J'ai reçu l'argent et viens d'écrire à l'instant même à Léopold, lequel connaît, par conséquent, les choses, et sait à quoi s'en tenir.

« Nous sommes ici dans un véritable hospice de fous. Les nouvelles qui nous arrivent de Vienne, et qui sentent on ne peut plus l'impératrice mère et Sophie, lesquelles ne veulent pas qu'on fasse le moindre mal à leurs viennois, eurent naturellement ici aussi leur déplorable contre coup.

« Je ne sais pas encore au juste ce qui est arrivé à Bergame, mais toi qui es plus près de la source des événements, tu seras à même de t'en informer plus aisément ; quant à Brescia, Colletti de la chancellerie, qui en arrive, assure y avoir vu les barricades, et affirme que l'ordre de faire feu fut exécuté contre les rebelles.

« Ce qu'il y a de positif, c'est que la nuit que nous y passâmes au collège des Jésuites, un pétard fit explosion, afin probablement d'effrayer les respectifs habitants de la ville. N'étant en ces moments, je t'avoue que la chose me paraîtrait classique ; quant aux jésuites, les bons pères fuirent, dit-on, à Chiari.

« Selon ce que je t'ai dit déjà, ici les folies sont à l'ordre du jour ; ainsi après que tous, barbus ou non, nous firent à notre

arrivée l'accueil le plus courtois, on résolut d'illuminer la ville et de faire, comme de raison, dans cette circonstance-là, des vivats à « la Constitution, — à Pie IX, etc. » — Heureusement la pluie s'en étant mêlée, nous fûmes quittes pour le programme. Tel n'était cependant pas, à ce qu'il paraît, le compte de ces messieurs, car à huit heures, en effet, une immense multitude s'étant réunie en face de notre hôtel, aux cris de : *Vive le vice-roi! vive l'Italie! vive la Constitution! à bas les Jésuites!* et l'éloquence du podestat n'ayant pas réussi à disperser les turbulents, mon père dut paraître au balcon et haranguer la foule.

« Malgré tout cela, les cris continuèrent de plus belle, et, non contente de troubler notre repos, la populace envoya une députation au déléгат, en disant que papa devait faire publier les nouvelles de Vienne, c'est à quoi ayant reçu une réponse négative, la foule se dispersa, non sans ajouter pourtant : « Demain, armé, à dix heures. »

« A peine la chose fut-elle connue, que, plus vite que je ne mets à te le dire, tous perdirent la tête, se croyant déjà embrochés, rôtis, et que sais-je encore ! bref, il fut résolu de partir, à deux heures après minuit, pour Mantoue, et déjà l'ordre de faire les malles était donné quand, voulant éviter le conflit pour des raisons que tu connais, Madame mère me fit appeler auprès d'elle et me demanda mon opinion à l'égard de ce qu'on devait faire.

« Certes, je fus loin de m'attendre à une question pareille, mais n'en dis pas moins ma manière de penser là-dessus, en observant comme quoi un départ précipité était non-seulement une folie insigne, vu qu'il faisait croire au peuple que nous en avions peur, mais encore une imprudence par rapport à la faiblesse de la garnison de Mantoue, laquelle ne compte que trois bataillons, tandis que nous avons ici beaucoup de généraux capables de conduire des troupes fidèles.

« Étonnée de cette réponse, ma mère me regarda fixement en me demandant si j'aurais vu avec plaisir une collision éclater dans la ville, et bien que dans mon for intérieur je n'aie pu que me dire : « Oui, » je répondis qu'en suivant mon conseil l'on n'avait rien à craindre de ce côté-là, — mais ne reçus à cette réponse qu'une risée, à mon tour.

« Cinq minutes n'étaient cependant pas écoulées encore depuis cette singulière conversation, que mon père m'appela auprès de lui en me signifiant que, tout le monde ayant opiné contre, le départ était ajourné, ce qui fit faire, comme tu le penses bien, une fort vilaine grimace à Madame ma mère.

« En attendant que tout ceci se débattit en famille, de fortes patrouilles ayant maintenu l'ordre toute la nuit, nous arrivâmes sans encombre au lendemain, à dix heures : mais à dix heures sonnantes, ainsi qu'ils l'avaient promis la veille, tous ces messieurs se trouvèrent sur la piazza dei Signori, en y commençant un tapage épouvantable. Bien que nous eussions, comme garde auprès de nous, un détachement de Brodiani, ce dernier dut être renforcé par deux compagnies du même régiment, lesquelles se déployèrent sur la place, tandis que les autorités communiquaient au peuple un extrait de la *Gazette de Vienne*, ce qui, pris tout ensemble, rendit fort perplexes ces messieurs, qui ne surent désormais quel parti prendre.

« Réunis en délibération, ils résolurent cependant d'envoyer à papa une députation composée de cinq individus, laquelle lui demanda le renvoi des troupes, ainsi que la formation d'une garde nationale, en conséquence de quoi les soldats rentrèrent dans leurs casernes, et papa leur accorda la formation d'un corps de quatre cents hommes.

« C'est aujourd'hui, à trois heures, que commence l'inscription de ceux qui veulent entrer dans la garde nationale, dont le chiffre primitif de quatre cents hommes ayant été dépassé de beaucoup, et tous les autres demandant à y être admis quand

même, la chose, comme tu peux bien te l'imaginer, ne finira pas sans bagarre.

« Ah! quel malheur qu'on ait concédé à Vienne et étendu aux provinces des concessions, qui données aux uns ne peuvent être refusées aux autres, et d'où, certes, dérivera le mécontentement, sinon l'insurrection même!

« On dit que des coups de feu furent tirés sur la place Saint-Marc, et qu'il y eut quatre morts, tant mieux; qu'à Vicence l'on essaya de prendre d'assaut la délégation pour y planter le drapeau tricolore: heureusement la tentative échoua.

« La poste de Milan, qui arrive ici ordinairement à huit heures du matin, n'y est pas encore parvenue à quatre, moment où je t'écris ces lignes.

« Ma foi, s'il y est arrivé quelque chose, je souhaite qu'il en reste au moins cinq cents Milanais sur place.

« Voici quelles sont les suites des événements de Vienne. Il est hors de doute que la troupe a dû y être mal conduite, ou, ce qui est plus probable, qu'un ordre d'en haut (les femmes) l'empêcha de faire feu, sans quoi les concessions obtenues par les Viennois seraient d'une autre nature.

« Ah! les cheveux se dressent sur la tête en songeant à ce qu'on prétendra désormais en Hongrie, en Bohême et en Galicie, et, à moins, ma foi, qu'un miracle n'arrive en notre faveur, nous pouvons nous occuper tous à faire nos malles, y compris M. de Metternich, dont la maison de la Landstrasse fut, dit-on, saccagée par ceux qu'on appelait les fidèles habitants de Vienne.

« Ainsi que je te l'ai dit plus haut, tout le monde ici semble avoir perdu la tête!

« Ivres et chancelants, les chefs de la populace rôdent par la ville, chantant, criant, embrassant les soldats et les officiers qu'ils appellent leurs frères et qui, puisqu'il faut l'avouer, sont fort hésitants pour la plupart.

« J'entends à l'instant même que l'inscription de la garde nationale recommence, et que dans cette circonstance l'on bénira, en présence du vice-roi, les drapeaux tricolores et toutes sortes d'autres farces.

« Et dire que cela se passe dans une province autrichienne !

« RANIERI. »

« Vérone, ce 20 mars 1848.

« Cher Ernest,

« Il t'en souvient, j'en suis sûr, des documents que je t'ai expédiés jadis à Lodi, au sujet de l'attitude que prenaient ici les choses, les enrôlements ainsi que l'introduction clandestine des armes. A l'heure qu'il est, la police y croira sans doute, mais il est trop tard, malheureusement.

« Le capitaine Huyn vient de passer par ici, allant en courrier de Milan à Vienne, et c'est par lui que nous venons d'apprendre tous les événements et tous les désordres qui eurent lieu dans la première de ces villes. A l'entendre donc, bien qu'il ignore le dernier mot du combat, le feld-maréchal l'ayant fait partir au moment où, certain de la victoire, il faisait bivouaquer la troupe sur les places, à l'entendre, dis-je, la garnison eut quarante morts, mais de leur côté, les canons de douze firent de magnifiques trous au Broletto.

« Huyn assure aussi que tous les prisonniers, y compris Casati et le duc Litta, qu'on croit être du nombre, doivent être fusillés, ce qui ne sera, du reste, qu'un traitement qu'ils méritent, et dont les Milanais ne sauraient accuser qu'eux-mêmes.

« Ah ! si au moins il en était resté bon nombre sur place, ce qui leur inspirerait un peu plus de respect pour la troupe.

« L'on dit que cette dernière montra beaucoup d'acharnement à l'assaut, eh bien ! ma foi, j'en suis fort aise, car, après

tout, toute cette canaille le mérite, et Casati, le premier, est un vrai Jean f....!

« A entendre Huyn, toujours, Woyna et Prelot étaient encore au Palais-Royal et durent certes y souffrir une belle peur, — mais ce qui me console, c'est qu'à l'heure qu'il est, les Milanais connaissent la musique des pièces de douze.

« L'on dit que le bataillon italien a commis des excès à Brescia; il doit être privé de toute discipline, comme l'est aussi le régiment Haugwitz, dont les soldats se promènent bras dessus, bras dessous avec la populace.

« Il y eut bien aussi quelques désordres à Parme, mais les Piémontais n'occupèrent point Pavie, ainsi qu'ils devaient le faire, disait-on, et les paysans de la campagne ne doivent pas non plus être pénétrés à Milan, ou, s'ils arrivent, le feld-maréchal en aura bon marché, du reste.

« Ici nous avons la constitution grâce à laquelle le militaire perd son prestige, et le civil nous reste interdit pour jamais. Je te demande un peu ce qui nous reste à faire, et, bien que papa m'ait confié en secret de vouloir donner sa démission, sous prétexte de santé, à peine qu'un peu de tranquillité sera rétablie, moi je n'en veux rien savoir, et, ne pouvant plus servir ailleurs, finirai par prendre du service dans l'armée pour me faire tuer à la première affaire.

« Et tout ceci, je te le répète, nous le devons à notre gouvernement *féminin*; oui, un idiot pour empereur, une bûche pour héritier présomptif, un moutard capricieux pour lui succéder, et derrière eux, toute la clique... l'impératrice mère, Sophie, Tabarro et compagna bella!

« C'est de cette façon que croulera la monarchie si puissante naguère, à laquelle il ne manque plus que la Russie refuse l'argent promis, et dont les sujets pourront dire *adieu* à l'empereur et s'inscrire comme *citoyens* dans la garde nationale!

« Quant à cette dernière, dans laquelle, entre autres, après avoir quitté le service, Giusti a voulu entrer lui aussi, elle fait consciencieusement la ronde avec ses pertuisanes couvertes de rouille — toutes les fois qu'il ne pleut pas. Tu devrais bien voir le visage que lui fait le lieutenant maréchal Gerhardy ; quant au feld-maréchal, celui-là en sera enchanté, je présume.

« A l'instant même une dépêche nous apprend des nouveaux troubles à Venise. Je ne sais ce dont il s'agit. Adieu.

« RANIERI. »

Telles sont les deux lettres du jeune prince, et, comme on le voit, ni l'expansion, ni le coloris n'y manquent.

Non, vraiment, la parole ne dément pas l'homme, mais si il est tout naturel qu'un archiduc d'Autriche voie avec plaisir *les magnifiques trous faits par le canon au Brolette*, qu'il raille agréablement la garde nationale *faisant la ronde quand il ne pleut pas*, et souhaite aux Milanais un massacre et aux Viennois des représailles : il est révoltant de voir, n'est-ce pas, qu'aux forfanteries de gamin, le fils ajoute l'irrévérence publique envers sa mère ?

Quoi qu'il en soit, à côté des appréciations de la situation faites confidentiellement par un archiduc à son frère, voici ce qu'en pensaient, à leur tour, les subalternes, les militaires eux-mêmes.

Cette lettre d'un officier autrichien, écrite à un patricien de Venise, et que nous publions, à son tour, résume la situation à merveille en en donnant l'exacte mesure.

« Camp de Montechiari, ce 6 avril 1849.

« Vous vous souvenez, j'en suis certain (pardonnez-moi de vous le rappeler) de ce que j'eus l'occasion de faire pour vous

en 1831, eh bien ! le moment de vous acquitter envers moi est venu à son tour.

« La situation où nous nous trouvons est tout bonnement épouvantable.

« L'âge ainsi que les récents malheurs ayant cruellement frappé Radetzky, ce dernier perd la tête, comptant sur des secours qui n'arriveront jamais, sur la reconstitution de l'empire et la conservation de Venise, au moins.

« Hier soir encore fûmes-nous convoqués par lui en conseil extraordinaire où, pour la centième fois, l'on porta sur le tapis la question de livrer une grande bataille ou bien de repasser l'Adige et le Mincio en allant nous unir à Nugent et Giulay, dont les corps grossissent, dit-on, chaque jour. Toutes les deux propositions eurent leurs défenseurs, mais personne ne voulant adopter l'opinion d'autrui, on en vint, comme de coutume, aux injures, ce qui mit en fureur Radetzky.

« — « Vous allez faire comme ces bêtes du conseil aulique « qui ont perdu l'Italie pour avoir toujours voulu attendre, et « cette canaille italienne finira par vous assommer ! » s'écria-t-il en français, hors de lui-même ; puis, sortant de la chambre, il se fit amener un cheval et courut, trois heures durant, comme un fou, à travers la campagne.

« Eh bien ! cet homme qui nous parle d'une façon si impérieuse, ignore cependant quelles plaies nous dévorent et ne connaît rien de notre terrible situation.

« Pour tout dire, figurez-vous, cher ami, qu'il n'y a pas ici parmi nous deux officiers d'accord entre eux, que les partis les plus fous, les plus risqués, les plus déloyaux enfin, se partagent notre armée et trouvent des disciples dans nos rangs.

« Ainsi je sais de source certaine qu'on traite dans plusieurs de ces cercles d'une désertion en masse du côté des Piémontais, et que d'autres agitent la question d'arrêter Radetzky pour le livrer aux avant-postes italiens : toutes choses qui font frémir

un homme d'honneur et qui ne laissent aux quelques honnêtes d'autre ressource que la mort. Pour ma part, ne voyant en face de moi qu'un déshonneur inévitable, j'ai résolu de partir avant que la sinistre tache n'ait terni mon nom, et c'est pourquoi je m'adresse à vous en vous priant de m'accorder un asile.

« De grâce, ne me le refusez pas, je n'ai jamais haï l'Italie, vous le savez bien.

« J'ai la conviction que nous ne nous défendrons pas même. Procurez-moi un abri quelconque, car, je vous le répète, nous avons assisté aux funérailles de l'empire !

« Votre tout dévoué,

« L. . A. . »

Peut-être nous sommes-nous étendu trop en reproduisant ces trois lettres longues et diffuses, dont les dates, les premières surtout, sont antérieures aux événements de Milan et de Venise, mais, une fois encore, mieux que tous les récits, ces aveux des personnages qui y jouèrent un rôle important, résumé, à notre avis, la pénible situation de l'Autriche et projettent une éclatante lumière sur l'état des choses.

Cette situation, tout le confirmait, était des plus graves; malheureusement, soit que Venise ne fût pas encore en forces suffisantes, soit que l'hésitation de ses alliés, nous parlons de Ferdinand de Naples et du général Durando, le premier entravant secrètement la marche de ses troupes, l'autre campant inactif sur les bords du Pô, mit de la lenteur dans le progrès de sa cause, loin d'en profiter, la révolution laissa à l'Autriche le temps de réunir ses troupes disséminées et de réorganiser ses forces chancelantes, si bien qu'elle fut à même bientôt d'en éprouver les suites désastreuses.

Ces suites ou plutôt ces faits qui éclatèrent comme un coup de foudre au milieu de la confiance générale, furent la capitulation d'Udine et de Bellune qui permirent aux Autrichiens de pousser leurs troupes jusqu'aux portes de Trévise.

Miraculeusement délivrée de la domination étrangère, tout en se laissant aller à la joie d'un triomphe inattendu, Venise n'avait guère perdu de temps pour consolider sa défense et, grâce à l'infatigable activité du gouvernement provisoire, avait réuni toutes les forces vitales du pays, lesquelles s'étaient bientôt accrues dans une proportion rapide.

A part, en effet, la garde nationale mobile s'élevant au chiffre de six mille hommes, à part les corps d'artillerie et de gendarmerie en état d'organisation, Venise disposait encore de quatre mille soldats italiens restés dans la ville, en vertu de la capitulation, ainsi que d'un nombre toujours croissant de marins, auxquelles troupes, sans compter le secours éventuel de Charles-Albert et du corps napolitain s'avancant dans la Romagne, on pouvait ajouter la division pontificale sous Durando, d'à peu près huit à neuf mille hommes, et bon nombre de volontaires Lombards, Toscans et Italiens, accourant de toutes parts pour grossir les rangs de l'armée vénitienne.

Tout ceci était certes plus que suffisant pour défendre Venise et tenir tête à l'armée démoralisée de Radetzky campée autour de Vérone, mais tout cela concentré sur un seul point, laissa dégarni le Frioul et permit à Giulay et Nugent de tenter un coup de main de ce côté-là, lequel coup de main ne leur réussit malheureusement que trop bien.

A part la croisade Grondoni, que nous avons vu partir de Venise, Udine ne comptait pour défenseurs que ses propres habitants, lorsque forts de plus de quinze mille hommes, les généraux autrichiens se présentèrent le 21 avril devant la ville, après avoir refoulé à Visco et Jalmico les avant-postes italiens.

Cernée de toutes parts, Udine n'en essaya pas moins de résister, mais sept heures de lutte ayant épuisé les efforts surhumains de ses habitants, et les projectiles ennemis menaçant de convertir la ville en un monceau de ruines, force lui fut de

céder, ce qu'elle fit aussi en capitulant le lendemain après avoir stipulé une libre retraite à ses courageux défenseurs.

Maitres d'Udine, Nugent et Giulay, possédant une force quintuple de celle que pouvait leur opposer le pays laissé à lui-même sans que ni les Vénitiens ni Durando essayassent une diversion en sa faveur, Nugent et Giulay, disons-nous, se répandirent dans le Frioul, désarmant le peuple, rétablissant l'ancien pouvoir, étouffant partout les germes de la révolution, et cela avec un succès incontesté, un progrès si rapide, qu'attaquées par quinze cents hommes, les gorges du Cadore cédèrent le 4 mai, que les positions d'Ampezzo et de Serravalle furent enlevées le 5, et que, surprise enfin à la faveur d'un opaque brouillard, Bellune dut capituler le 7 du même mois, tandis que, grâce à une lenteur inexplicable, les troupes vénitiennes et pontificales se trouvaient à peine en état de défendre les contrées compromises.

Un instant, il est vrai, l'on put croire que là s'arrêteraient les progrès des armées autrichiennes, car non-seulement, ému par les tristes nouvelles du Frioul, tous coururent aux armes à Venise, mais comprenant l'importance de l'échec subi, ses alliés s'empressèrent eux aussi d'y remédier le plus vite possible.

En effet, alarmé par la perte d'Udine, le général Durando prévint le gouvernement provisoire par une lettre en date du 23 avril, d'un mouvement offensif qu'il venait d'ordonner au général Ferrari, dont les troupes, composées d'un corps de chasseurs romains, d'un bataillon de carabiniers d'Ancône ainsi que de deux autres bataillons, l'un de grenadiers, l'autre de Suisses, avec six pièces d'artillerie et quelques chevaux, arrivèrent également le 1^{er} mai à Mestre et se dirigèrent de là sur Trévis. Sollicité enfin par les patriotes, Charles-Albert venait d'envoyer à Venise le général Lamarmora, lequel s'étant mis à la tête des volontaires siciliens de Carrano et des

croisés vénitiens, suivit les troupes pontificales. Malheureusement Dieu semblait avoir déjà détourné ses regards de cette terre malheureuse !

Inférieures quant au nombre, mais animées d'un admirable esprit, que l'éloquente proclamation de Manin, exaltant leurs sacrifices, leurs devoirs et leur courage, proclamation adressée lors de leur passage à Mestre, éleva jusqu'à l'enthousiasme, les troupes de la division Ferrari et les croisés de Lamarmora traversèrent Mogliano, Trévisé, Conegliano et rencontrèrent enfin, le 9 mai, l'ennemi à Cornuda.

Bien que la disproportion des forces fût, comme nous l'avons dit, plus que sensible, certains d'être secourus à temps par le gros de la division Durando qu'on avait tout lieu de croire marchant sur leurs traces, les Italiens acceptèrent le combat, mais éconduits, une fois encore, dans leurs calculs, durent céder le terrain après onze heures d'une lutte aussi vigoureuse qu'opiniâtre.

En effet, le général Durando n'arriva point et les Croisés ainsi que la division Ferrari réduits à eux-mêmes en face d'un ennemi trois fois plus fort, durent battre en retraite et chercher un abri à Trévisé.

Ceci se passait le 9 mai. Le 12, les Autrichiens se présentèrent devant cette dernière ville et firent mine de l'attaquer par la porte de San Tomaso.

Quoique, placée comme elle l'est sur le Sile, Trévisé eût été une excellente position stratégique pour tenir tête à l'armée de Nugent et s'opposer à ses progrès ultérieurs, ne sachant rien du général Durando, lequel ne donnait pas signe de vie, et subissant déjà les effets de cette perplexité qui gâta tout plus tard, les chefs italiens résolurent de laisser une forte garnison à Trévisé et de se retirer avec le gros de la troupe à Mestre, non cependant sans chercher à arrêter l'ennemi dans sa marche victorieuse.

Tandis donc que le fort de la division prenait la route de Mestre, deux sorties audacieuses, mais sanglantes, l'une exécutée par les troupes pontificales, l'autre par les volontaires italiens récemment venus de Paris, couvrirent la retraite, que les Autrichiens n'osèrent inquiéter et qui s'opéra en bon ordre.

Avec Trévisé évacuée, le Frioul était perdu sans retour, et quoique nous n'entendions guère accuser personne, si ce n'est l'inexpérience des chefs de la jeune république en face des vieux vétérans de l'empire, il est certain qu'avec un peu plus de prévoyance et de célérité l'on aurait pu remédier à bien des choses et épargner bien des échecs dont les suites surtout furent désastreuses.

Pour comble d'infortune, l'Autriche signifia, le 4 mai, à Pola, le blocus de Venise et la bloqua effectivement quelques jours plus tard avec les navires de cette même flotte qu'un mois auparavant l'on s'était laissé prendre, et dont la possession aurait donné certes à Venise et peut-être même dans le reste de l'Europe une bien autre tournure aux choses.

CHAPITRE VII

Mesures financières. — Impôt forcé de dix millions. — Quêtes publiques. — Sermons d'Ugo Bassi. — Nomination du général Antonini au commandement en chef. — Arrivée de la flotte napolitaine. — Défection des Napolitains. — Ordre du jour du général Pepe. — Nouvelles du Mincio. — Combat de Pastrengo. — Siège de Peschiera. — Première attaque de Vicence par l'avant-garde du général Thurn.

Les événements du Frioul avaient, certes, porté une grave atteinte à la cause de Venise. Loin cependant d'en être découragé, le gouvernement provisoire, aidé par toute la population, ne déploya qu'une activité des plus infatigables.

D'abord donc, l'on commença par réparer les pertes subies à Cornuda, organisant trois nouveaux bataillons de milices, dans le premier desquels se rangèrent les habitants les plus distingués de la ville et qui prit le nom de la croisade « *Moro-Bandiera* » en l'honneur de ces glorieux martyrs de Venise, dont le second fut composé presque exclusivement des artistes et des étudiants de Padoue et qu'on appela le « *Bataillon Galateo*, » et le troisième, réunissant les volontaires de Trévise, reçut le titre de « *la Légion du Sile*. »

Ces dispositions prises à l'égard de l'armée, le gouvernement provisoire substitua à l'ancien comité de défense un nouveau conseil de guerre, composé du président colonel Pietro

Armandi et de quatre membres, les colonels : Giovanni Milani, Giovanni Battista Cavedalis, Almoro Federigo et Galeazzo Fontana, puis voulant reconnaître le zèle démontré par le brave général Antonini, venu de Paris pour offrir son épée à la république, le nomma, le 12 mai, au commandement en chef de la ville et de la forteresse de Venise.

Mais ce fut surtout des mesures financières que s'occupèrent Manin et ses collègues.

Absorbés, en effet, par les besoins de la jeune république, les dix millions de zwanzigers, qu'on avait trouvés, lors de leur départ, dans les caisses autrichiennes, étaient épuisés depuis longtemps et, réduites à ses propres ressources, les finances de Venise laissaient beaucoup à désirer, tandis que ses charges augmentaient au contraire de jour en jour.

Aussi, le 14 mai, le gouvernement provisoire résolut-il d'émettre un emprunt forcé et décréta, en conséquence, la loi suivante :

« GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE DE VENISE.

« Considérant que la guerre soutenue actuellement pour l'indépendance italienne réclame de fortes dépenses et que les recettes de l'État sont considérablement diminuées, grâce aux difficiles conditions présentes ainsi qu'à l'abolition et à la réduction d'impôts en faveur des classes pauvres, ce qui nécessite l'adoption de mesures promptes et extraordinaires, lesquelles ne sauraient être obtenues au moyen d'un emprunt volontaire ou bien des négociations à l'étranger ;

« Ouf la consulte ainsi que les représentants des provinces, réunis à cet effet en séance extraordinaire.

« Ordonne :

« 1° Un emprunt forcé de dix millions de livres, portant l'in-

térêt de 5 p. 100, sera prélevé dans les provinces unies à la république et non occupées par l'ennemi.

« 2° Ledit emprunt est déclaré national et sera garanti par la nation au moyen d'un gage spécial à cet effet, consistant en 29,456 actions de la Société du chemin de fer de Venise à Milan, devenu, aux termes du décret du 20 avril passé, propriété nationale, sans préjudice d'un gage antérieur accordé à ladite société pour la somme de 3 millions de livres versés par cette dernière dans les caisses centrales.

« 3° L'emprunt sera remboursable durant les années 1849, 50, 51, 52, 53 et 54.

« 4° Les sus-nommés dix millions, au versement desquels sont invitées toutes les provinces, aux termes de l'article 1^{er}, seront répartis entre elles de la manière suivante :

1° Province et ville de Venise. . .	4,500,000 livres.
2° — — de Padoue. . .	2,500,000 —
3° — — de Vicence. . .	1,400,000 —
4° — — de Polésine. . .	1,000,000 —
5° — — de Trévisé. . .	600,000 —

Puis suivent onze autres articles résumant le mode des versements, la répartition des titres, l'émission des certificats ainsi que les pénalités des contraventions, que nous ne reproduisons pas afin d'abrégéer le texte.

L'emprunt forcé ayant été ordonné par les autorités, bien que les sacrifices privés ne fussent plus chose inconnue à Venise, des citoyens zélés, ne voulant pas rester en arrière du gouvernement, s'empressèrent d'apporter l'obole à leur commune cause.

Depuis longtemps déjà, des femmes, ces anges de toute souffrance partout, mais ces exemples de dévouement patriotique en Italie plus qu'ailleurs, des femmes, disons-nous, jeunes et

du meilleur monde, avaient organisé entre elles une société ayant pour but l'achat des armes, la confection des uniformes, des cartouches, mais surtout la distribution des secours aux pauvres ainsi que l'approvisionnement des hôpitaux en médecines, infirmiers et linge. D'abord tout ce travail de charpie, de bandages, de compresses, exécuté par toutes ces petites mains fines et blanches, ne fut, comme toujours, qu'un prétexte de fête, un passe-temps, une innocente coquetterie féminine, mais quand plus tard Venise compta ses blessés par centaines et ses cholériques par milliers, quand, à part les boulets autrichiens, il fallut braver le dégoût des blessures, la vermine de la misère et la contagion de la peste, ce dévouement et cette charité ne restèrent pas un vain mot et se traduisirent par des œuvres d'une bienfaisance sublime.

Tout ce qu'il y avait de femmes jeunes, riches, distinguées et patriotes à Venise prit part à cette association si utile ; mais si toutes méritent bien de la patrie, les noms de trois d'entre elles, esprits élevés et cœurs nobles, ceux notamment de la comtesse Thérèse Papadopoli, de la comtesse Élisabeth Giustiniani et de madame Antoinette Benvenuti, dirigeant le comité philanthropique, sont dignes, selon nous, d'avoir leur place à côté des plus illustres dans cette histoire.

Nous les citons avec orgueil pour Venise, pour l'humanité entière, heureux de rendre un hommage public à celles dont les noms oubliés aujourd'hui, peut-être, par le monde ingrat, comme toujours, n'en méritent que plus d'éloges par cela même, et sont, certainement, prononcés avec respect et émotion par plus d'une famille qui leur doit la conservation de ses chers !

Dès les premiers jours des événements que nous avons essayé de décrire, les dames vénitiennes voulurent y prendre une part active, faisant parvenir au gouvernement des dons en argent, en bijoux, en armes et vêtements, lorsque l'arrivée d'Ugo Bassi,

venant prêcher la guerre sainte à Venise, leur offrit une merveilleuse occasion pour organiser une quête générale.

Ce fut donc le 8 mai, à midi, qu'eut lieu cette solennité d'un nouveau genre, ou plutôt cette scène émouvante, dont le tableau serait difficile à rendre.

En effet, tandis que du haut d'une chaire improvisée à la hâte sur la place de Saint-Marc, le futur martyr de l'Italie vaincue, faisait dans un langage fougueux et enthousiaste, appel à l'abnégation, à la concorde et au dévouement de ses compatriotes réunis autour d'un autel — l'autel de la patrie — élevé sous les portiques des Procuraties, mesdames la comtesse Élisabeth Giustiniani et Antoinette Benvenuti, les premières par tout et toujours à donner un noble exemple des sacrifices patriotiques, accompagnées d'une simple femme du peuple, présidaient à la récolte des offrandes gratuites, alimentées aussi bien par les dons du riche que par l'obole du pauvre.

Venise eut déjà des journées magnifiques, — le 18, le 22, le 23 mars et le 6 avril, sans compter celles qui lui étaient encore réservées, mais jamais, certes, elle n'en vit une plus solennelle, plus touchante; jamais, en présence de cet élan général, à la vue de ces hommes vidant leurs bourses, jetant leurs montres dans le plateau des quêteuses, de ces grandes dames se dépouillant de leurs plus précieux bijoux, de ces artisans apportant leur salaire du jour, de ces pauvres petites femmes du peuple, qui ôtant sa bague nuptiale, qui sa chaînette de corail, qui ses minces boucles d'oreilles pour les offrir, toutes rougisantes de la modicité du don, aux acclamations d'une foule émue et immense, — jamais, dis-je, l'on ne sentit les cœurs battre avec plus d'émotion, les larmes mouiller les yeux avec plus de légitime orgueil!

La quête du 8 mai et des jours suivants produisit quelques centaines de mille francs; c'était peu, sans doute, en comparaison des besoins toujours croissants de la république, mais

qu'importait le chiffre, du moment qu'il résumait le sentiment général.

Tandis donc, qu'afin de réparer les derniers échecs du Frioul; tous redoublaient d'efforts dans l'intérieur même de la ville, les événements du dehors venaient, eux aussi, apporter à Venise leur concours.

Intimidé effectivement par cette gigantesque voix de la révolution italienne, qui, plus forte que la rumeur du Vésuve et de l'Etna, s'élevait rugissante des Alpes au cap Passero, Ferdinand de Naples avait, ainsi que nous l'avons dit, octroyé une constitution à ses sujets des Deux-Siciles, et envoyé une armée en Romagne.

Il est vrai que, pliant mais non abattu, Ferdinand, ce prince fourbe et déloyal, ce despote incarné homme, ce roi qui croyait avoir fait un bail de puissance avec Dieu, se promettait bien de reprendre sa revanche à la première occasion, mais, en attendant cette dernière, force lui fut de « faire bonne mine au mauvais jeu » et de suivre l'impulsion unanime. Entravée par mille obstacles tels que les contre-ordres quotidiens, le manque de munitions, d'armes et d'habillements, la division napolitaine, sous les ordres du général marquis don Girolamo Pepe, n'en avançait pas moins vers le Pô, et se trouva le 11 mai à Bologne, en même temps que la flotte napolitaine touchait, de son côté, à Ancône.

Dès le 3 mai, déjà, le gouvernement provisoire de Venise avait envoyé dans cette première ville une députation composée de MM. Campana, De-Martini et Léon Serena, ayant pour mission de solliciter le secours de l'escadre napolitaine contre le blocus autrichien, menaçant de cerner la lagune.

Homme de cœur et ardent patriote, le baron de Cosa, commandant la flotte, s'empessa de prendre, en conséquence, les ordres de Ferdinand, alors à Giulianuova, et, sitôt ces derniers reçus, adhéra à la demande de la députation vénitienne; si

bien que le 17 mai suivant, composée de cinq frégates à vapeur, notamment : *il Roberto*, *il Carlo III*, *il Ruggero*, *il Sannita*, et *il Guiscardo*, de deux autres frégates à voiles : *la Regina* et *l'Isabella*, ainsi que d'un brick : *il principe Carlo*, l'escadre napolitaine fut signalée dans les eaux de Venise.

A peine la nouvelle en fut-elle connue de la ville que la joie de ce nouveau secours se traduisit en manifestations unanimes, et qu'hommes, femmes, enfants, tous coururent sur le Môle et la Riva dei Schiavoni, dont bientôt les fenêtres et les toits se garnirent de curieux avides du grand spectacle, tandis que, montant à bord du petit paquebot *il Mocenigo*, une partie des ministres, accompagnés du commandant des troupes ainsi que de plusieurs citoyens, se rendaient à Malamocco pour saluer les nouveaux arrivés.

Cependant, soit ordre supérieur, soit autre considération personnelle, la flotte napolitaine, après avoir répondu par 21 coups de canon au salut d'usage, ne voulut pas entrer dans le port, et se contenta d'envoyer à terre quelques officiers subalternes, qui n'en furent pas moins l'objet d'une ovation populaire. Hélas ! cette retenue, ainsi qu'on va le voir, était le prélude d'événements autrement tristes.

Comme nous l'avons dit, dirigée vers le Pô, la division du général Pepe traversa Ancône, Sinigaglia, Rimini, Bologne, et, malgré les entraves que lui opposait l'astuce de Ferdinand, arriva enfin le 25 mai à Ferrare. Ce n'était cependant pas sur des moyens tels que les contre-ordres et l'hésitation que comptait le roi de Naples pour empêcher ses troupes de gagner la haute Italie et prendre à la guerre une part active. Allié naturel de l'Autriche, ennemi instinctif du Piémont, dans lequel il présentait l'Italie future, Ferdinand ne pouvait se faire à l'idée de combattre dans les rangs de la révolution italienne, et n'attendait qu'une occasion favorable pour rompre le pacte national et reprendre sa place à côté de l'empire.

Cette occasion, les événements du Frioul, si favorables à l'Autriche, la lui fournirent; cette place, il la reprit le 15 mai sur les cadavres des habitants de Naples.

La contre-révolution, ou plutôt « son coup de main à lui », ainsi qu'il l'appelait, inaugurée le 15 mai, grâce au massacre du Champ-de-Mars, Ferdinand ôta le masque, et s'empressa d'expédier aussitôt à ses troupes l'ordre de retourner, laquelle injonction leur arriva, en effet, le 24 mai, à Bologne.

Pour Pepe, ainsi que pour les patriotes qui l'accompagnaient, c'était un coup de foudre; néanmoins, ayant à choisir entre les devoirs militaires et leurs sentiments d'Italiens, la grande partie des chefs resta fidèle à ces derniers, et résolut de braver le courroux royal en faisant passer le Pô à leurs troupes le lendemain même.

Malheureusement, l'on sait combien est aveugle et servile la discipline du despotisme. Or, nourris sur des champs de parade, les soldats napolitains n'étaient que trop esclaves de cette discipline, et, si les chefs furent d'accord pour résister à l'ordre royal, eux résolurent, au contraire, d'y obéir.

Arrivés à Ferrare, les deux premières brigades refusèrent de marcher en avant et se mirent en devoir de regagner la route de Bologne. En vain, tour à tour éloquent et indigné, Pepe essaya-t-il de haranguer ses troupes, cherchant à les ramener à la cause italienne, en vain, se serrant autour de lui, les officiers de son état-major donnèrent-ils l'exemple du plus sublime dévouement, fermes dans leur résolution, sourds aux prières, les soldats n'y prêtèrent que faiblement l'oreille, murmurèrent tout haut, puis, se voyant les plus forts, insultèrent leurs officiers en menaçant de les faire passer par les armes.

Confuse et tumultueuse jusqu'à ce point, la scène dégénéra dès lors en drame sublime et effrayant à la fois.

Impuissant à entraîner à son exemple le régiment qu'il commandait, le colonel marquis de Lahalle se tourna vers son

aide-de-camp en lui disant : « Je comprends maintenant pourquoi le roi ne voulait pas que je partisse ! » Puis, tirant un pistolet de ses fontes, se brûla la cervelle en présence de sa troupe. Suffoqué d'indignation, le colonel Testa tomba frappé d'une apoplexie foudroyante, d'autres officiers brisèrent leurs sabres, rejetant au loin leurs insignes désormais honteux ; et quand, après avoir franchi le Pô le premier, le capitaine Ritucci cria aux soldats hésitants, en leur montrant les deux rives du fleuve : « Là est l'honneur, ici la lâcheté ! » deux mille cinq cents hommes et douze canons à peine furent tout ce qui resta à Pepe de cette belle armée !

L'âme navrée par cette défection si triste, Pepe resta trois jours sur les rives du Pô, espérant voir revenir quelques-unes de ses troupes ; puis, las d'attendre, lança l'ordre du jour suivant, qui fera rougir éternellement ceux qui le méritèrent.

ORDRE DU JOUR DU CORPS D'ARMÉE NAPOLITAIN EN LOMBARDIE

« Séduits par des agents autrichiens de concert avec quelques misérables des Deux-Siciles, à l'âme basse et lâche, vrais ennemis de la nation et du roi constitutionnel, un nombre considérable de soldats et de sous-officiers de la 1^{re} Division a lâchement abandonné les drapeaux. Avec eux, chose plus triste, partirent beaucoup des officiers, soit qu'ils fussent entraînés par la défection, soit qu'ils espérassent maintenir quelque ordre parmi les révoltés.

« Quoi qu'il en soit, je déclare que tout officier, sous-officier et soldat qui ne se présentera pas à Ferrare dans le délai de trois jours, sera considéré comme déserteur en présence de l'ennemi.

« Bologne, 29 mai 1848.

« *Le lieutenant-général commandant en chef,*

« G. PEPE. »

Ce dernier appel fait au patriotisme de ses soldats, Pepe, à la tête de ses deux mille cinq cents hommes, s'achemina vers Venise.

Il est vrai qu'avec le général en chef étaient des officiers tels qu'Ulloa, Cosenz, Rosaroll, Materazzo et Mezzacapo !...

Il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage de faire un récit détaillé de cette héroïque et malheureuse campagne de 1848, où les fautes les plus vulgaires et l'abnégation la plus sublime semblent s'être donné la main pour tresser une couronne de lauriers à Radetzky; afin de mieux comprendre cependant ce qui va suivre, il est indispensable de nous détourner un instant de notre chemin, et de jeter un coup d'œil rapide sur les plaines lombardes.

Muet jusqu'alors, en effet, le canon s'était fait entendre enfin sur le Mincio, — victorieusement, selon les Italiens, sans succès en réalité pour personne. A croire les bulletins que publiaient les journaux de Milan et de Venise, à lire les récits que contenaient les feuilles révolutionnaires, tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes, malheureusement tout cela n'était que funestes illusions; et si nous ne l'avons pas dit jusqu'à présent, hâtons-nous de le dire une fois pour toutes, un des grands malheurs de l'Italie d'alors, une de ses plaies les plus profondes, fut la jactance théâtrale des esprits exaltés outre mesure, la légèreté avec laquelle l'on traitait une tâche aussi rude, la fausse et dérisoire appréciation d'un ennemi qui, pour avoir été vaincu une fois, n'en était que plus redoutable.

L'on ne saura jamais ce que ce malheureux : *Italia fara da se!* coûta à la Péninsule, — l'on ne calculera jamais ce qu'elle paya ses innocentes mais inopportunes bravades.

Certes, la situation de Radetzky, écrasé à Milan, chassé de Venise, séparé de l'Empire par la révolte levant la tête de toute part, n'était point brillante, — certes, le triomphe obtenu par la révolution était de nature à faire tourner les têtes les

plus solides, malheureusement elles tournèrent trop longtemps ; on railla, chicana, caricaturisa avec trop d'insouciance et d'abandon pour qu'un beau jour les choses ne changeassent pas et que, de souris tombée dans une trappe, Radetzky ne devint tigre dans sa cage !

Ainsi que nous l'avons dit, le canon s'était fait entendre enfin sur le Mincio, et cela précisément le 30 avril, à Pastrengo où, grâce aux multiples efforts des chefs et à la bravoure de la petite armée sarde, la journée fut victorieuse.

Tout meurtris encore de leurs échecs précédents, les Autrichiens n'y tinrent pas plus tête à la division de Sonnaz qu'ils n'essayèrent de s'opposer au passage du Mincio, effectué le 27 par l'armée sarde, — mais ce qu'on prit pour de la faiblesse n'était que de l'attente de la part de Radetzky, lequel ne voulut frapper qu'à coup sûr ; — mais quand, envahissant soudain le Frioul, Nugent s'empara d'Udine et battit les Italiens à Cornuda, quand débouchant du Tyrol, Welden, à la tête de quinze mille hommes, vint doubler, pour ainsi dire, les forces du maréchal à Vérone, l'hésitation de ce dernier cessa, faisant tout à coup place à un plan admirablement conçu et mieux encore exécuté.

Stratégiste consommé, connaissant à fond chaque pli du terrain où il allait faire manœuvrer ses troupes, Radetzky, appuyé sur le quadrilatère, y laissa entrer l'armée sarde, à laquelle il opposa comme passe-temps inutile et fatigant les murs de Peschiera, et dont la ligne démesurement étendue depuis Mantoue jusqu'à Rivoli devait naturellement lui présenter quelque part un point vulnérable.

Tout ce qu'avait prévu et combiné Radetzky se vérifia malheureusement avec une précision sans égale.

Ne trouvant point d'ennemi en champ clos, après sa victoire de Pastrengo, l'armée sarde se présenta le 7 mai devant Peschiera ; le 12, la place fut investie, le 18, le feu ouvert ; mais

tandis qu'on s'y épuisait en efforts stériles, Nugent, passant la Brenta, faisait sa jonction avec Radetzky, lequel, reprenant l'offensive, à son tour, frappait ces deux coups funestes qui s'appellent : la prise de Vicence et la fatale journée de Montanara.

Telle était la situation des choses, lorsque le 21 mai, à six heures du matin, le colonel Cavedalis avertit Manin de l'attaque de Vicence par l'avant-garde du général Nugent ou plutôt du général Thurn, ce premier étant retenu par une maladie à Udine.

CHAPITRE VIII

Mouvements du général Thurn. — Lettre de M. Fogazzaro. — Stratégie de Radetzky.
— Journées de Curtatone et de Goito. — Seconde attaque de Vicence. — Bombardement, assaut et capitulation de la ville. — Retraite des pontificaux. — Nomination du général Pepe au commandement en chef. — Son ordre du jour. — Perte de Trévisé et de Padoue. — Isolement de Venise. — Ses ressources. — Sortie de la Cavanella d'Adige. — Agitation des esprits. — Lutte du parti républicain et annexionniste. — Convocation de l'Assemblée nationale.

Pressé de faire sa jonction avec Radetzky, le général Nugent avait tenté, dès le 15 mai, tous ses efforts pour faire quitter à Durando sa ligne de la Brenta, en l'amenant au secours de Trévisé où s'était maintenue jusqu'alors la garnison italienne, et peu heureux d'abord dans ses tentatives, avait fini par réussir en attirant le chef pontifical dans le piège. Craignant, en effet, de voir Trévisé succomber et livrer par là à Nugent la route d'Udine à Vérone, le général Durando quitta sa position et se porta de Piazzola à Quinto, dans l'intention de franchir le Sile et de faire une puissante diversion sur le flanc ennemi ; mais à peine le général autrichien le sut-il, que levant le camp, à son tour, il se dirigea sur Vicence, par Citadella et Castelfranco.

Ceci se passait le 19 mai ; voici ce que le 20 communiqua au gouvernement de Venise le podestat de Vicence, M. Fogazzaro.

Le Comité provisoire départemental de Vicence au gouvernement provisoire de la république de Venise.

Vicence, ce 20 mai 1848.

« Averti ce matin, à une heure après midi, de la présence de l'ennemi à Lisiéra, nous fûmes à même de la constater bientôt, grâce aux premiers coups de canon ainsi qu'aux nombreux incendies se développant dans la campagne. Peu après, à 2 heures notamment, la fusillade s'engageait aussi à la première barricade hors de la porte Santa-Lucia, et rivalisant de zèle, comme toujours, les braves troupes romaines ainsi que les autres corps, dont nous disposons ici, prenaient leurs positions respectives pour la défense de la ville, attaquée en trois points différents, à savoir : les portes Santa-Lucia, Padova et Bortolo.

« Puissamment nourri de part et d'autre, le feu dura cinq heures consécutives, mais, repoussé énergiquement par nos troupes, l'ennemi dut se retirer, poursuivi hors des barricades. Les Allemands ont incendié treize maisons, et mis en outre le feu à toute une rue du faubourg attendant aux barricades ; pour notre part, nous déplorons douze morts et une soixantaine de blessés.

« Les paroles nous manquent pour exprimer les louanges que méritent le sangfroid et l'intrépidité de nos soldats, ainsi que des citoyens en général, démontrés dans cette circonstance.

« Nonobstant l'échec qu'ils viennent de subir, les Autrichiens campent autour de la ville, et nous nous attendons à une seconde et vigoureuse attaque de leur part. Les forces ennemies peuvent être évaluées de cinq à six mille hommes ; ils ont, en outre, deux escadrons de cavalerie, six pièces de campagne, quelques obusiers et des raquettes à la congrève. Ces dernières sont restées inefficaces et nous firent peu de mal.

« *Le président, Pietro FOGAZZARO.* »

La communication de M. Fogazzaro arriva dans la nuit du 20 au 21 mai, à Venise, et bien que son contenu essayât de dissimuler la gravité des choses, personne ne se méprit à l'égard du péril couru par Vicence, attaquée pour le moment par l'avant-garde autrichienne, à laquelle allait se joindre, comme de raison, le gros du corps de Nugent. Certain aussi d'avoir à combattre des forces imposantes, le gouvernement provisoire prit donc ses mesures en conséquence, et tandis qu'il dépêchait un courrier au général Durando, afin d'accélérer sa marche, Manin et Tommaseo, accompagnés du général Antonini, à la tête d'un millier d'hommes, parmi lesquels on remarquait le bataillon Galateo, la légion Moro-Bandiera, une compagnie de Suisses et bon nombre d'artilleurs prenaient, à six heures du matin, le chemin de fer, se portant au secours de Vicence.

Comme l'avait prévu M. Fogazzaro, peu intimidé par son échec de la veille, l'ennemi recommença, en effet, son entreprise contre la ville, mais accueilli vigoureusement par la garnison, renforcée du secours de Venise, les Autrichiens plièrent une fois encore devant l'impétueuse attaque du bataillon Galateo, sorti de la porte de Castello, et battirent en retraite vers San-Bonifacio, non pourtant sans faire payer cher aux Italiens le succès de cette glorieuse journée, puisque dès les premiers coups de canon, le brave général Antonini eut un bras fracassé par la mitraille, et dut subir le lendemain une amputation difficile et douloureuse.

Les Autrichiens repoussés, l'on put croire, un instant, Vicence hors de péril, mais tel n'était point le cas malheureusement, car le général Thurn, ayant rencontré Radetzky à San-Bonifacio, reçut une forte réprimande du feld-maréchal autrichien, lequel, après l'avoir renforcé par de nouvelles troupes, lui fit reprendre le chemin de Vicence, dont la possession lui était d'une nécessité absolue pour ses mouvements futurs.

Fort de dix-huit mille hommes, le général Thurn se présenta

donc derechef, le soir du 23 mai, devant Vicence, et espérant probablement la surprendre par un coup de main, attaqua la ville avec furie de toute part; heureusement, l'arrivée du général Durando ayant, dans l'espace de cette trêve, porté aussi au chiffre de dix mille hommes la garnison vicentine, l'impétueuse attaque des Autrichiens échoua une fois encore, changeant désormais en bombardement de la ville.

Ne pouvant la prendre d'assaut, les Autrichiens résolurent, en effet, de foudroyer Vicence sous une grêle de bombes et de raquettes qu'ils firent pleuvoir sur la ville, et dont les flamboyantes paraboles, sillonnant les ténèbres d'une nuit orageuse et sombre, donnaient à cette scène de désolation quelque chose de vraiment sinistre et infernal.

Toute la nuit du 23 au 24 mai, le feu ne cessa d'un instant; les projectiles balayant les rues, les boulets endommageant les édifices publics et privés, les obus éclatant avec fracas sur les places de la ville. Un de ces derniers pénétra jusque dans la chambre où gisait le général Antonini, et l'aurait tué, certes, si, en rebondissant de la fenêtre, il n'était allé se perdre dans la cour.

Loin de les décourager, tout ceci ne fit qu'augmenter l'ardeur de la garnison et des habitants de Vicence, d'autant plus qu'à l'aube du 24, les batteries italiennes de la cascade Carcano, dominant le champ de Mars et la station du chemin de fer, ayant été renforcées de deux pièces, habilement dirigées par le capitaine suisse Lentullus, et une vigoureuse sortie des pontificaux ayant repoussé les plus proches assaillants, l'attaque ralentit vers trois heures de l'après-midi, et cessa tout à fait le soir.

Toujours au feu, bravant le péril et la mitraille autrichienne, Manin et Tommaseo, encourageant, dirigeant la résistance, s'étaient montrés admirables de courage et d'abnégation durant ces trois journées solennelles, et, certes, comparant la perte d'une centaine d'hommes à celle de l'ennemi, qu'on évaluait à

peu près à mille, mais surtout à l'effet moral que devait produire sur les troupes une épreuve aussi rude, on pouvait presque se féliciter d'avoir remporté la victoire.

Telle aurait pu devenir dans ses suites, en effet, la seconde délivrance de Vicence; malheureusement, elle resta infructueuse, grâce aux fâcheux événements qui eurent lieu sur le Mincio.

Ainsi que nous l'avons dit dans le chapitre précédent, renforcé du corps de Welden et de Nugent, laissant aux Piémontais Peschiera, Radetzky n'attendait qu'un moment propice pour fondre sur sa proie et briser en quelque endroit l'immense ligne italienne.

Crôyant pouvoir surprendre Vicence et se mettre par là entre le roi Charles-Albert et Venise, le feld-maréchal lança Thurn contre cette première ville; mais repoussé le 21 mai d'abord, impuissant à s'en emparer le 24 suivant, il abandonna l'entreprise, trop coûteuse de ce côté-ci, pour forcer quelque autre point plus vulnérable.

Ce point, nous l'avons dit, devait être Montanara!

Instruit, en effet, de la faiblesse du corps toscan se trouvant alors à la Grazie, Radetzky sortit le soir du 27 mai de Vérone, et franchissant l'espace à tire d'aile, arriva le lendemain à Mantoue. Cependant quelques soldats autrichiens ayant déserté la nuit même à Castellaro, se rendirent auprès du major Fontana, commandant le corps modenais, qu'ils avertirent des desseins du feld-maréchal, lequel se flattait de battre séparément les forces italiennes, puis, passant le Mincio, de détruire leurs magasins et leurs ponts, et coupant la retraite à Charles-Albert, de se présenter victorieux aux portes de Milan.

Le major Fontana, prévenu de tout ceci, se hâta d'en avertir, à son tour, le général piémontais Bava, se trouvant alors à Custozza, ainsi que le général de Laugier, commandant les Toscans à Curtatone.

Le plus exposé de tous et le moins fort, car ne comptant en tout que 4,685 fantassins, 100 chevaux, 6 canons et 2 obusiers, de Laugier, ne voulant ni céder à l'ennemi en se repliant sur Goito, ni supporter tout son poids, demanda des renforts au général Bava, lequel, tout en l'assurant formellement qu'une division piémontaise allait le secourir, lui enjoignit de tenir ferme. Cet ordre reçu, les Toscans prirent leurs dispositions de combat en occupant les alentours de Sacca et de Castelluccio, en brûlant le pont de Fossa-Nuova, et se fortifiant enfin à Montanara. A peine y furent-ils, que le 29 mai, à l'aube, trente mille Autrichiens, avec cinquante pièces de canon, débouchèrent par la route de Mantoue, à leur tour.

Dès le début, inégale dans ses chances, la lutte fut terrible, acharnée, meurtrière.

— « Je n'espérais pas tant de ces enfants ! » disait Radetzky, à la vue du bataillon universitaire conduit par Milani, faisant des prodiges de valeur, qu'égalaient Malenchini, Cipriani, toute cette jeunesse ardente et fière ; — mais abandonnés à eux-mêmes par Bava, lequel, loin de se porter au canon, se replia sur Volta, en suivant avec une lunette les progrès de Radetzky, les Toscans furent écrasés, Léopold Pilla tué, Montanelli blessé, Chigi estropié, la déroute complète, la victoire des Autrichiens entière !

Mieux et plus haut que nous, certes, l'histoire prononcera son jugement à l'égard de ces déplorables événements, mais pour quiconque les raconte, il est impossible de ne pas trouver de sévères reproches au sujet de cette conduite si étrange, de cet abandon d'une poignée d'hommes aux prises avec toute l'armée de Radetzky, de cette négligence impardonnable ; — reproches qui surprennent douloureusement et restent tout entiers à la charge du général Bava !

Ce hardi coup de main accompli, Radetzky eut tout le loisir de regagner Mantoue et aurait même pu reprendre son quar-

tier général de Vérone, sans la splendide journée de Goito.

En effet, si libre que pouvait paraître au feld-maréchal autrichien l'exécution de ses desseins, il ne s'y hasarda pas cependant, car, abandonnant Peschiera à moitié démolie déjà, les Piémontais arrêtaient l'ennemi dans sa marche triomphale, et forts de 18,000 hommes à peine, mirent ces projets à néant, le 30 mai, dans les mémorables plaines de Goito.

Engagée dès le matin avec une furie égale, l'action fut longue, acharnée et sanglante. Un instant même l'on crut tout perdu, malgré les héroïques efforts du prince de Savoie, préconisant ainsi le futur héros de Palestro, du général de Sonnaz et du Roi lui-même, s'exposant sans égards ni ménagements. Cependant, comme si la Providence eût voulu favoriser une dernière fois les armes italiennes, la victoire leur resta; l'ennemi perdit plusieurs canons, des drapeaux, des prisonniers, fuyant précipitamment à Legnago, et bien que l'avenir n'en profita guère, ce n'est pas à tort que, visitant le soir le champ de bataille de Goito, ce magnanime et infortuné souverain qu'on nomme Charles-Albert eût pu dire : « *Ora i Toscani son vindicati!* »

Pour compléter le triomphe de cette mémorable journée, l'on apprit sur le champ de bataille même la reddition de Peschiera, qui venait d'ouvrir ses portes au vaillant duc de Gènes.

Sans doute, la journée de Goito où 18,000 Italiens, avec 47 canons, battirent un ennemi fort de 30,000 hommes, avec 80 pièces de campagne, fut un brillant fait d'armes; malheureusement, loin d'apporter les fruits qu'on pouvait en attendre, tels qu'une vigoureuse poursuite de Radetzky, peut-être la destruction de son arrière-garde, et, à coup sûr, son isolement à Legnago, la victoire de Goito non-seulement ne procura aucun de ces avantages, mais permit encore à l'ennemi maltraité de se remettre, de réorganiser ses forces et de reprendre, hélas! une attitude offensive.

Battu, en effet, dans les plaines de Valeggio, Radetzky, réfugié à Legnago, mit à profit l'intempestif repos de l'armée sarde, et, appelant à lui les corps d'Aspre et de Welden, il en renforça ses troupes au point de compter 43,000 hommes et 118 canons, avec lesquels il se tourna de nouveau vers son but primitif, — vers Vicence.

Dès le 9 juin au matin, donc, de fortes colonnes autrichiennes débouchèrent de tous les côtés à la fois, commençant à prendre leurs positions respectives; d'Aspre passant à l'est le Bacchiglione, Wratislaw s'établissant au sud sur les collines du Monte-Berico, et Welden occupant le côté nord, afin de cerner la ville.

Quant à Vicence, depuis le 24 mai, ses moyens de résistance n'avaient ni augmenté ni diminué d'un seul homme.

C'étaient toujours les mêmes batteries sur les hauteurs dominant la ville, les mêmes barricades dans les rues, les mêmes dix mille hommes avec leurs 40 canons de Durando, auquel, entre autres volontaires, vinrent se joindre deux hommes dont l'Italie d'aujourd'hui a le droit d'être bien fière, — nous avons nommé Massimo d'Azeglio et le colonel, alors, Henri Cialdini.

Cette énorme disproportion des forces ne découragea cependant pas les vaillants défenseurs de Vicence, et quand, le 10 juin au matin, précédés d'une pluie de projectiles, les Autrichiens marchèrent à l'assaut des hauteurs, la résistance qu'on leur opposa dut les convaincre que ces enfants, ces jeunes gens, connaissant à peine le maniement du fusil, égalaient les plus vieux soldats de l'empire.

Couvrant, ainsi que nous l'avons dit, la ville d'une grêle de feu, les Autrichiens l'attaquèrent à Santa-Lucia, à Porta-Padova, Porta-Lupia, Porta-Monte, Porta-Bortolo et Porta-Castello, en un mot partout et à la fois; mais si l'attaque fut vigoureuse, la défense, à laquelle hommes, femmes, vieillards, croisés et

pontificaux prenaient une part égale, fut non moins acharnée et terrible.

En vain, balayant tout devant eux, les Autrichiens escadaient-ils les hauteurs, les barricades, un peuple entier les attendait au delà, frappant de tout ce qui pouvait être une arme; en vain, toute la journée le feu de *cent dix-huit* canons, tirant sans relâche, pulvérisait-il la ville; Vicence semblait invulnérable; — en réalité, Vicence était agonisante!

Attaquée par un ennemi quatre fois plus nombreux, la ville avait résisté avec héroïsme, mais que peut l'héroïsme contre la force?...

Dix mille hommes avaient repoussé, plus d'une fois, quarante, l'on s'était battu corps à corps, dans les rues, les greniers et les caves, mais quand le feu des pièces vénitienes fut éteint, quand la garnison fut décimée, Cialdini blessé à mort, Massimo d'Azeglio étendu par terre, quand sur un millier de Suisses, *six cents soldats et vingt-deux officiers* furent mis hors de combat, quand, enfin, le mont Berico enlevé, les batteries autrichiennes menacèrent de réduire la ville en un monceau de ruines, force fut de parlementer pour sauver ce qui était sauvable. Comprenant que toute lutte serait inutile désormais, Durando fit hisser le drapeau blanc, et les hostilités ayant cessé, l'on convint de la capitulation suivante :

« Convention entre les troupes de Sa Majesté Royale et Impériale l'Empereur d'Autriche, pour l'évacuation de la ville de Vicence par les troupes de Sa Sainteté Pie IX.

« Art. 1^{er}. — Les troupes pontificales sortiront de Vicence avec tous les honneurs de la guerre, entre onze heures et midi, se rendant par le chemin le plus court à Este et à Rovigo, pour de là repasser le Pô.

« Art. 2. — Les troupes pontificales, comprises dans cette

convention s'engage à ne pas servir contre l'Autriche durant trois mois. Ce terme expiré, elles seront libres de leur engagement.

« Art. 3. — Le général Durando ayant vivement recommandé à S. E. M. le maréchal comte Radetzky les habitants de la ville et province de Vicence, au sujet des événements qui se sont passés jusqu'à présent et auxquels ils ont pu prendre part, reçoit de M. le Maréchal la promesse de les traiter, sous le rapport des événements susdits, suivant les principes bénévoles de son gouvernement.

Le chargé de pouvoirs pour le général Durando :

Colonel ALBERI.

Le Lieutenant-général DE HESS,

Quartier-maitre de l'armée, chargé des pleins pouvoirs de la part
de Son Excel. M. le maréchal Radetzky.

Ce fut ainsi que tomba Vicence, entraînant à sa suite l'inaction forcée des troupes pontificales et la perte de ce qui restait à la république de ses possessions en province, réduisant cette première, désormais, à ses propres ressources.

Conformément à la capitulation citée plus haut, les troupes du général Durando sortirent à midi de la ville et avec eux bon nombre des habitants, se fiant peu aux bénévoles principes de la clémence autrichienne, dont le général Hess crut pouvoir donner la promesse formelle. Effectivement, à peine le général d'Aspre prit-il possession de la ville, qu'il la frappa d'une contribution de trois millions, puis, cette dernière payée tant bien que mal, y laissa une garnison de Croates et se dirigea précipitamment vers Padoue, le jour même.

Le général Ferrari ayant été rappelé à Rome, toute la défense de Padoue, ouverte comme on le sait, consistait en dix-huit pièces d'artillerie et quatre à cinq mille volontaires ro-

mains, sous les ordres du colonel Bartolucci. Malgré cette disproportion de forces, aidée par les habitants de la ville, la petite garnison de Padoue résolut de résister à l'ennemi, et l'on se préparait déjà à suivre l'exemple de Vicence, lorsqu'un ordre du gouvernement de Venise, trouvant inutile d'exposer cette poignée d'hommes à une perte certaine, fit abandonner l'idée de résistance et détermina le colonel Bartolucci à la retraite, laquelle, opérée dans la nuit, au milieu d'une confusion sans égale des habitants se sauvant de toutes parts, s'accomplit malheureusement dans un désordre tel qu'on ne put sauver ni le train, ni les canons garnissant les murailles de la ville.

Padoue capitula le 12 juin, et deux jours plus tard le même sort atteignit Trévisé, où une poignée de Siciliens, conduits par La Masa, soutint durant vingt-six heures un bombardement de Welden, et ne céda qu'à des conditions honorables, hâtons-nous de le dire.

Les villes du littoral tombées au pouvoir des Autrichiens, les avant-postes ennemis dépassant Mestre et s'étendant jusque sous les murs de Marghera, Venise, toujours décidée à vaincre ou mourir, comprit qu'il fallait s'apprêter à une lutte suprême, et commença dès lors les préparatifs de sa résistance future. Le général Antonini ayant été, comme nous l'avons dit, dangereusement blessé à Vicence, le gouvernement provisoire lui donna pour successeur, le 15 juin, le général Pepe, dont l'éloquent ordre du jour, que nous reproduisons, reconnut dignement cette nouvelle preuve de confiance qu'on lui donnait.

Voici, en effet, en quels termes parla le général Pepe :

ORDRE DU JOUR

« Officiers, sous-officiers et soldats qui passâtes le Pô.

« En suivant votre général ainsi que le drapeau italien dans cette guerre sainte, malgré les séductions et les menaces, vous

démontrâtes que la discipline est la première vertu du soldat et méritâtes bien de la nation entière. Un jour donc, quand cette partie de l'Italie à laquelle vous appartenez spécialement aura revendiqué ses institutions libérales, que la violence et la fraude lui ravirent, du fond de mon âme, à jamais meurtrie par cette honteuse défection, s'élèvera une voix demandant pour vos noms une place sur les pages d'airain de notre histoire.

« En attendant, réduits à un petit nombre, votre tâche est laborieuse.

« Vous devez être braves entre les braves; vous devez égaler au moins notre superbe 10^e de ligne, ainsi que notre 1^{er} bataillon de volontaires, lesquels surent mériter l'admiration de Sa Majesté Sarde.

« Vous devez être prodigues de votre sang et de votre vie, pour qu'on puisse dire que ceux qui refusèrent de franchir le Pô furent séduits, mais, qu'étant vos compatriotes, ils ne pouvaient, certes, manquer de courage.

« Non, vous ne serez ni exilés, ni proscrits ainsi que nous menacent les satellites d'un pouvoir coupable, car votre patrie est chaque pouce de terre qui s'étend depuis les Alpes jusqu'au Tronto. Je vous recommanderai, aux gouvernements italiens qui sauront récompenser vos mérites et, tel qu'un père tendre, je ne cesserai de veiller à votre bonheur, dont peuvent être garants mon attachement à la sainte cause, mon affection augmentée, sanctifiée par l'infortune, affection qui me suivra jusqu'à la tombe.

« Du quartier général de Venise, ce 15 juin 1848.

« Guglielmo PEPE. »

Cet ordre du jour, éloquent et ferme à la fois, fit la meilleure impression sur les troupes et les habitants de Venise, lesquels, découragés un instant par les revers subis, n'en relevèrent que

plus résolument le front et, reprenant leur activité, leur élan, leur enthousiasme primitifs s'empressèrent d'aider de tous leurs moyens le gouvernement provisoire.

Vicence, Padoue et les autres villes du littoral au pouvoir des ambitions, tout, en effet, n'était pas encore perdu pour Venise.

Les pontificaux partis, la flotte napolitaine ayant abandonné, le 13 juin, sa rade, restaient encore : la garde nationale mobilisée, les Napolitains de Pepe, le bataillon Galateo, la légion de Sile, celle de Moro-Bandiera, enfin les artilleurs, les marins, les volontaires siciliens et lombards, tout compris de dix-huit à vingt mille hommes, sans compter l'escadre sarde de l'amiral Albini, croisant dans l'Adriatique et empêchant le blocus de la lagune.

Abondamment pourvu en matériaux bruts, l'arsenal s'emplissait chaque jour de munitions et d'armes, — les hôpitaux ne manquaient pas du nécessaire, les magasins de vivres ; — puis quant à ses défenses extérieures, auxquelles les Autrichiens ajoutèrent depuis de nombreuses fortifications, voici où en était, à cette époque-là, Venise :

Située, comme on le sait, entre le 43° 10 et le 45° 30 de latitude nord, — le 29° 47 et le 30° 20 de longitude orientale, la lagune vénitienne, ou plutôt ce qu'on appelle *l'Estuario*, aboutit au nord-ouest au littoral, — dessine ses limites au nord-est grâce à la rivière du Sile, et finit à l'est par une langue de terre, dont la plus grande largeur est de 900 mètres, et les parties les plus faibles sont consolidées par ces gigantesques travaux, longs de dix kilomètres, entre Malamocco et Chioggio, qu'on appelle *i Murazzi*.

La Brenta inférieure marque les confins sud-ouest de la lagune, laquelle s'étend ainsi entre les embouchures de la Piave, de l'Adige et de cette même Brenta, mesurant à peu près soixante kilomètres de longueur sur quatorze de large. Au mi-

lieu de tout ceci, sur un archipel d'îlots joints entre eux par 400 ponts, s'élève Venise, entourée elle-même par d'autres points habités, tels que Murano, Burano, Chioggia, Malamocco, Alberoni et Palestrina, et communiquant avec le littoral par un magnifique pont du chemin de fer, dont l'étendue dépasse à peu près 3,500 mètres.

Bien qu'à part les embouchures de la Brenta et de la Piave, la lagune compte cinq canaux qui la mettent en communication directe avec la mer, trois d'entre ces derniers seulement, à savoir : ceux du Lido, de Malamocco et de Chioggia, ont assez de profondeur pour pouvoir être considérés comme entrées du port, lequel, sans avoir une limite précise, est l'un des plus beaux du monde, puisqu'il comprend la lagune entière.

Dix forts, appuyés de nombreuses batteries, défendaient ces entrées du côté de la mer; quant au littoral, l'on y distinguait trois groupes de fortifications importantes, telles que Treporti au nord, Brondolo au sud et Marghera à l'ouest, qui, tous les trois, joueront un remarquable rôle lors des événements dont nous traçons l'histoire.

Considéré comme tête de pont de la lagune et protégeant l'entrée directe de la ville, Marghera consistait alors en un corps de logis principal, entouré d'un ouvrage à courtines présentant la forme d'une queue d'hirondelle, dont les ailes seraient reproduites par le front bastionné de l'édifice même.

Ces bastions, touchant à la lagune et couverts par deux contre-gardes, défendaient par leurs flancs une lunette qui bouchait la gorge de l'ouvrage principal, flanqué lui-même, à gauche et à droite, par deux redoutes appelées *Manin* et *Rizzardi*. Enfin, trois batteries baptisées des noms de *Pie IX*, de *Saint-Marc* et de *Charles-Albert*, vinrent ajouter plus tard leurs moyens de défense à cette formidable tête de pont.

Ceci était à l'ouest, pour Marghera, quant aux deux autres groupes du nord et du sud, le premier d'entre eux, appelé Tre-

porti, consistait en forts *San Érasme*, *San Nicolo*, *San Andrea*, celui de *Quatre-Fontaines*, ainsi que les batteries dites de *Terreperse* défendant le Lido, le fort d'*Alberoni* abritant Malamocco, enfin ceux de *Caroman* et de *San Felice*, protégeant Chioggia; le second, de Brondolo, comprenait, au sud de Marghera, le point appelé *la Conca del Brenta*, avec les ouvrages de *Brondolo* et ceux du fort *San Michele*.

Non content de ces ouvrages principaux, le génie militaire avait fortifié les différents îlots de Venise, l'entourant par là d'une chaîne de défense, sinon infranchissable, du moins difficile à rompre. Ainsi Burano avait son fortin de *Mazzorbo*, ses batteries de *Tessera*, de *Carbonera*, de *San Giacomo*, de *Buel del Lovo*, de *del Monte d'Oro*, dominant les fortifications de *Campalto* et de *Murano*; ainsi furent mises en état de défense les îles de *San Giorgio in Alga* et de *San Angelo della Polvere*, fortifiées celles de *Vignole*, *della Certosa* et de *Santa Elena*, munies enfin de canons les deux autres de *San Secondo*, et de *San Giuliano*, voisines du canal de Mestre et protégeant le grand port de Venise.

Cette imposante masse de fortifications, occupées par leurs garnisons respectives, on la divisa en trois commandements militaires, dont le premier, comprenant la ville, San Giuliano, San Secondo, San Giorgio in Alga, San Angelo della Polvere, Marghera et Treporti, échut au général Rizzardi. — Le second, s'étendant depuis San Érasme jusqu'à Malamocco, au lieutenant-colonel Lanzetti, et le troisième, depuis le fort Coroman jusqu'à Brondolo, au général Marsich, le tout, sous les ordres immédiats du commandant en chef, le général Pepe.

Bien qu'isolée et réduite à ses propres ressources, après la perte de Padoue et de Vicence, Venise n'en présentait donc pas moins, comme on le voit, une position formidable; mais si la perte de ces deux premières villes ne réagit pas directement sur sa destinée future et ne surprit personne, il n'en fut pas

ainsi quant à l'abandon de la forteresse de Palmanuova, dont on apprit la reddition avec une stupeur générale. En effet, forte de ses murailles défendues par 139 bouches à feu et une garnison de deux mille hommes, Palmanuova pouvait et devait résister à un ennemi inférieur en matériel et en nombre; contrairement à toute attente, cependant, soit faiblesse d'âme, soit crainte d'isolement, le général Zucchi, qui la commandait, préféra se rendre au colonel Kerpan, et, livrant ainsi le dernier boulevard du Frioul, contribua à isoler encore davantage Venise.

Telle était sa situation politique et militaire quand le général Pepe accepta la difficile mission de la défendre et, voulant dès les premiers jours relever le moral de la troupe, débuta par une sortie brillante sinon tout à fait heureuse.

Dès le 21 juin, déjà, l'ennemi avait tenté inutilement quelques efforts contre Venise, cherchant tantôt à inquiéter ses fortifications au moyen de trois canons qu'il avait placés à Fusine, lançant tantôt quelques barques incendiaires à travers les canaux de la lagune et faisant mine enfin de la serrer d'un long cordon de blocus, lequel, malgré les 30 mille hommes dont il disposait, ne pouvait être, vu l'énorme étendue du circuit, d'une efficacité sérieuse.

Pepe le comprit à merveille, et, voulant approvisionner du même coup Venise, ordonna une sortie, laquelle eut pour but l'attaque du fort dit de la Cavanella d'Adige et le ravitaillement de la ville au moyen de Chioggia.

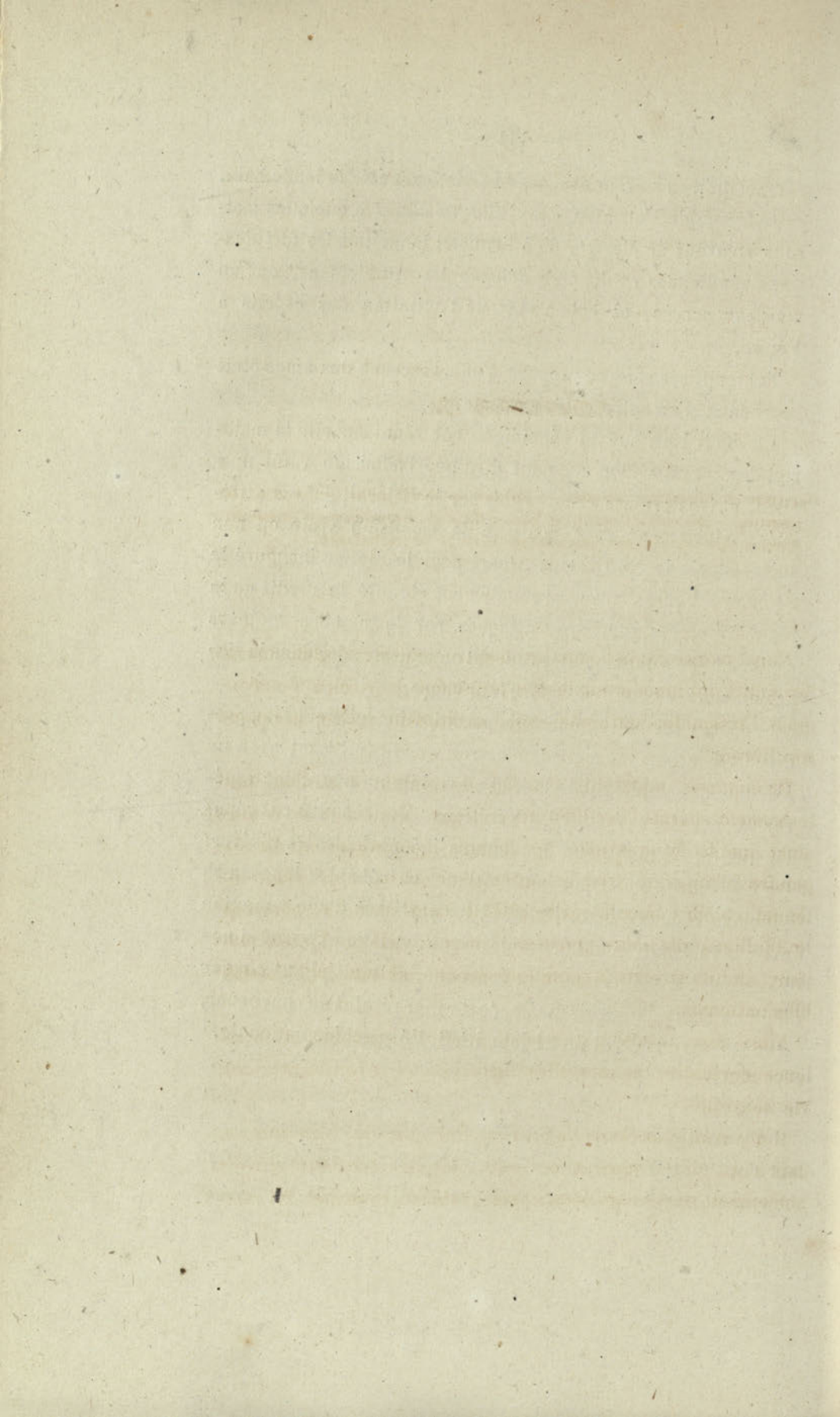
Les troupes destinées à cette opération et composées de trois bataillons, lombard, napolitain et bolonais, ainsi que de chasseurs du Sile, se portèrent bravement contre l'ennemi et montrèrent un vrai courage; malheureusement la négligence des chefs n'agissant pas de concert fit faillir cette entreprise, laquelle aurait pu mettre les Vénitiens en possession du fort de la Cavanella, et n'eut pour résultat qu'un combat honorable mais stérile.

Quoi qu'il en soit, une seconde sortie, exécutée le lendemain, cette fois-ci de Marghera, dans le but de détruire quelques maisons en avant de Mestre, d'où l'ennemi inquiétait les fortifications vénitiennes et dont on délogea les Autrichiens, eut un meilleur succès, et calma surtout l'agitation des esprits à Venise.

Tranquillisée sous ce rapport, l'effervescence des âmes était cependant, d'un autre côté, extrême.

En effet, bien que la république eût réuni sur elle la majorité des suffrages, on ne peut dire que l'adhésion y fût unanime, et les derniers échecs subis sur le littoral, échecs attribués, injustement sans doute, à la répulsion vraie ou non qu'éprouvait le roi Charles-Albert pour le régime inauguré le 23 mars à Venise, ayant profondément ébranlé le crédit de la république, ses partisans, attaqués par le nombre toujours croissant des annexionistes, durent enfin descendre dans la lice parlementaire pour y défendre leur cause.

Secourus par une monarchie constitutionnelle qui leur prodiguait si largement son sang et son or, fraternisant avec un prince qui n'était pas le leur et auquel ils ne pouvaient espérer imposer leur régime, les Vénitiens n'étaient plus ces républicains du 23 mars, aux convictions inébranlables et sévères. On comprit qu'on ne pouvait continuer ce rôle plus longtemps sans une espèce d'ingratitude, et les partisans d'une annexion avec le Piémont, dont la chevaleresque dynastie exposait si noblement et si vaillamment sa couronne, se multipliant chaque jour au sein du pouvoir même, ce dernier résolut de convoquer, aux termes du décret du 21 juin 1848, l'Assemblée nationale.



CHAPITRE IX

Ouverture de l'Assemblée nationale. — Séances des 3 et 4 juillet. — Rapports des ministres — Motions de Castelli. — Vote. — Refus de Manin d'accepter le pouvoir. Élection d'un nouveau gouvernement provisoire. — Sa proclamation.

Nous avons exposé dans le chapitre précédent quels furent les motifs qui amenèrent le gouvernement provisoire à convoquer l'Assemblée nationale, voici maintenant quelles suites en résultèrent.

Prompts et impatients à la fois de remplir le mandat dont les avaient chargés les différents collèges électoraux de Venise ainsi que de la province, les députés s'empressèrent de répondre à l'appel du pays, et, après avoir assisté à un office solennel, célébré dans la cathédrale de Saint-Marc, se réunirent le 3 juillet à une heure après-midi dans la salle du Conseil majeur, où fut ouverte la première séance publique de l'Assemblée nationale.

Ainsi donc, après plus d'un demi-siècle d'attente et de silence mortuaire, ces murailles historiques se réveillaient à une vie nouvelle.

Il n'y avait plus là de doge, il est vrai, plus de trône sous un dais d'or, plus d'apparat fastueux, plus de sénateurs graves, noblement drapés dans leurs toges, mais en revanche, oh! mer-

veille du progrès! oh! victoire sublime! un peuple entier venant discuter librement ses besoins, son présent, son avenir, et, si une de ces imposantes figures, dont les images garnissent cette salle, un de ces superbes, de ces patriciens du livre d'or, de ces glorieux époux de l'Adriatique, un Dandolo, un Foscari, un Vendramin, tressaillirent dans leurs cadres à la vue de tous ces inconnus, ils durent certainement tressaillir d'aise, car nulle part ne s'agitèrent des intérêts aussi puissants, car jamais les échos des voûtes parlementaires ne firent entendre au monde des paroles aussi nobles, aussi éloquents et généreuses!

L'Assemblée réunie, l'on procéda d'abord à l'énumération des députés, dont 128 sur 192 répondirent à l'appel, la plupart de ceux de la province ayant été empêchés de se rendre à Venise; puis l'on passa à la nomination d'une Commission chargée de vérifier les pouvoirs.

Dès les premiers instants, une discussion s'engagea entre les députés Avesani et Benvenuti d'un côté, Varé et Castelli de l'autre, au sujet des pouvoirs et attributions de l'Assemblée; les deux premiers soutenant son omnipotence, due à sa convocation, les deux autres, auxquels vinrent se joindre bientôt Manin et Tommaseo, combattant cette opinion, en remarquant que, pour avoir ce privilège, l'Assemblée actuelle aurait dû être une Constituante. Cette première discussion aplanie, l'on s'occupa de l'élection d'un président, de deux vice-présidents et de quatre secrétaires, lesquels furent, le premier, le député Rubbi, les deux autres, les députés Priuli et Triffoni, enfin, les quatre derniers, leurs collègues Canal, Varé, Boldù et Medin; après quoi, au milieu d'une attention générale, Manin monta à la tribune.

Éloquent et persuasif, comme toujours, le président de la république déroula devant l'Assemblée, dans un discours clair et précis, quoique bref et rapide, le tableau des événements

passés ainsi que celui de la situation présente, conjurant enfin ses collègues d'apporter à l'œuvre commune le concours de leurs lumières et de leur patriotisme, dont avait besoin Venise.

Le discours de Manin terminé aux applaudissements unanimes, Castelli proposa, à son tour, les trois questions suivantes :

1° L'Assemblée discutera si la question relative à la situation politique actuelle doit être décidée immédiatement ou à la fin de la guerre.

2° Elle déterminera, en cas de division immédiate, si le territoire de la république doit constituer un État à part, ou bien se fondre avec le Piémont.

3° Enfin, elle changera ou confirmera l'actuel gouvernement provisoire.

Ces trois motions, représentant la véritable forme des questions que devait résoudre l'Assemblée nationale, sa première séance fut levée ce jour-là.

Le lendemain, 4 juillet, comme la veille, à une heure après midi, l'Assemblée entendit la lecture du procès-verbal, après quoi, la parole étant au député Olper, ce dernier, tout en protestant contre l'assertion d'Avesani, suivant qui « Venise se trouvait dans un état d'anxiété désespérante, » rappela néanmoins que l'ennemi était à ses portes, mais à cause de tout ceci, et afin de démontrer l'entière liberté des votants, finit par proposer à l'Assemblée une pénalité relative contre quiconque prononcerait la parole *capitulation*; c'est à quoi Manin s'étant vivement associé, monta à la tribune, à son tour, et rendit compte des relations extérieures de la république.

A l'entendre, cette dernière avait un représentant auprès du roi Charles-Albert, un autre auprès du gouvernement provisoire Lombard, deux à Paris, un à Rome, — était reconnue par les États-Unis d'Amérique, par la Suisse, auxquels devaient succéder non-seulement les reconnaissances d'autres

États italiens, mais les efficaces secours de la Lombardie, de la Toscane, de Charles-Albert et de Rome.

Après l'exposé de Manin, vinrent les ministres de la marine et de la guerre, dont, tout en abrégeant le texte, nous reproduisons le rapport suivant, résumant fort bien l'exact état des choses.

*Rapport du Ministre de la guerre et de la marine,
lu le 4 juillet 1848 à l'Assemblée nationale.*

« Citoyens députés,

« ... Pliant sous l'unanime effort d'un peuple entier, l'ennemi évacuait naguère notre ville, reconnue pour un des plus importants points stratégiques et militaires; mais ce même abandon, ne cessant point d'être une menace perpétuelle pour cette dernière, notre marine dut déployer toute la vigueur de son activité afin de repousser quelque tentative que ce fût à cet égard. C'est dans ce but que, redoublant de patriotisme et de zèle, elle réussit dès les premiers jours à accumuler de respectables moyens de défense, et, peu de temps après, grâce à l'infatigable concours du contre-amiral Graziani, ainsi que du commandant Milanopulo, dirigeant le département des constructions navales, plus de 77 bâtiments de guerre, ainsi que 327 bouches à feu veillaient à la sûreté de notre vaste lagune.

« Loin d'y consacrer tous ses efforts, cependant, la marine vénitienne n'oubliait pas non plus l'armement du port; et, tout en y coulant des bâtiments et barricadant l'entrée des canaux subalternes, afin de les rendre inaccessibles à l'ennemi, reportait sa sollicitude vers l'Arsenal, où bientôt le nombre ordinaire de 800 ouvriers fut porté à 1,200.

« C'est avec un sentiment de juste et légitime orgueil que nous nommons, messieurs, ce monument de notre gloire nationale.

« Pourvu d'armes et de munitions, non pas avec cette abondance qu'on espérait peut-être, mais suffisamment néanmoins, l'Arsenal accumula, fabriqua, renouvela un nombre considérable de ces premières et confectionna de forts dépôts des dernières, livrant en tout plus de *quinze mille* fusils, *cent canons*, *deux mille six cents* sabres, *soixante mille* livres de poudre, *un million* de cartouches, enfin beaucoup d'autres objets d'artillerie de terre et de mer, non compris les deux canons livrés au vapeur sarde, *il Malfatano*.

« Ce fut tout en exécutant ces travaux, que nos braves marins aidaient en même temps les villes voisines; nos pompiers éteignant le feu causé par le bombardement de Vicence, nos pontonniers restant à la disposition du général Durando, nos magasins approvisionnant l'armée de presque toutes les munitions dont elle avait besoin.

« Loin de nous rendre inactifs cependant, tous ces travaux, si divers et si puissants, n'arrêtèrent en rien l'ouvrage de nos chantiers maritimes. Ainsi, dûment réparée, la corvette *la Civica* stationnait, dès le 5 mai, au Lido; ainsi, dix jours plus tard, sortait le brick *il Crociato*, auquel, le 17 mai suivant, succédait d'abord celui de *San Marco*, puis, cinq jours après, la belle corvette de premier rang *la Lombardia*; ainsi enfin, le 19 du même mois, était prête une autre corvette, *l'Indipendenza*, lesquels bâtiments n'ayant pu, comme on s'en était flatté un instant, opérer de concert avec la flotte napolitaine, s'unirent, au départ de cette dernière, à l'escadre sarde.

« A tous ces ouvrages heureusement achevés, n'oublions pas non plus d'ajouter ceux que nos chantiers sont en train d'exécuter actuellement. Je citerai donc parmi ces derniers la goëlette *la Fenice*, prête à prendre la mer, puis les bricks *Delfino* et *Camaleonte*, aussi bien que la corvette *il Pio IX*, lesquels ne tardèrent guère à la suivre et auxquels j'ajouterai la grosse

corvette *il Veloce*, la frégate *l'Italia*, le paquebot pontifical *Roma*, de même que les deux bâtiments sardes *il Daino* et *la Staffetta*, se trouvant en état de réparation.

« Cette courte exposition terminée, complétons-la en ajoutant que les lignes télégraphiques, si nécessaires dans les présentes circonstances, furent établies partout et reliées avec celle de Saint-Marc.

« Quand, brisant le joug étranger, Venise reconquit le 22 mars sa liberté, suivant le texte de la capitulation, les soldats italiens restèrent dans les murs de notre ville. Ces troupes, composées d'un bataillon de grenadiers, d'un autre du régiment Wimpfen, enfin d'un troisième comprenant les douaniers et les gardes du port, se montrèrent malheureusement tellement dépourvues de toute discipline que, désespérant d'en venir à bout, le ministre crut nécessaire de les congédier en les renvoyant dans leurs communes.

« La défense de la ville ne comptait donc désormais que sur ses propres moyens, c'est-à-dire la garde nationale, troupe fort bien disciplinée, mais peu accoutumée au service des armes; le ministre ne s'occupa que plus activement de la formation d'une nouvelle force, et c'est à cet effet que furent ouverts les enrôlements de dix bataillons de volontaires, qui reçurent le nom de garde nationale mobilisée, et furent mis sous les ordres du colonel Rizzardi, promu dans cette circonstance au grade de général.

« En même temps que la garde nationale mobile, on organisa le corps de la gendarmerie, on fit, le 29 mars, appel aux étrangers désirañt prendre du service sous les drapeaux de la république, et, nos fortifications réclamant un nombre considérable d'artilleurs, on forma, aux termes du décret du 31 mars, un corps de cette dernière arme.

« Rivalisant de zèle et de patriotisme, comme toujours, des citoyens privés ne voulurent pas rester en dehors du gouverne-

ment, et plusieurs d'entre eux proposèrent la formation des corps-francs, qui devraient servir gratuitement.

« Cette proposition ayant été acceptée, quatre officiers supérieurs furent chargés de l'organisation et de l'instruction des susdits corps-francs, et c'est ainsi que l'on forma la légion Moro-Bandiera, les chasseurs du Sile, commandés par le colonel d'Amigo, occupant actuellement Chioggia, la croisade Grondoni, laquelle, après s'être distinguée à Palmanuova, est de retour dans notre ville, enfin les bersagliers de Tornielo, ceux-là obligés de repasser le Pô après la capitulation de Trévise.

« Quant aux troupes envoyées à notre secours par les différents États italiens, et particulièrement par le Saint-Siège, une partie d'elles dut malheureusement nous abandonner à la suite de nos récents revers, et l'autre se trouve dans la ville où le ministre la réorganise.

« A partir du 22 mars, les dépenses de la guerre et de la marine s'élèvent au chiffre total de 6,860,700 livres, chiffre minime si l'on considère ce qu'absorbèrent les gages et les vivres des armées alliées, l'achat de 20,000 fusils en France, les frais de location, la répartition des forts, dont un état détaillé, que je dépose ici, rendra un compte exact.

« Et maintenant, puisse ce bref mais franc exposé des choses vous convaincre, messieurs, combien, dès le début même de notre glorieuse entreprise, fut grave la situation du ministre, et avec combien de zèle et quelle loyauté y fit face celui qui en assumait la charge difficile.

« PAOLUCCI. »

Ce long et intéressant rapport du ministre achevé, Tommaso, monta à la tribune, et, dans un discours chaleureux et enthousiaste, exposa à son tour la situation du pays, encourageant ses concitoyens à persévérer dans leur noble entreprise.

Après lui parla Paleocapa, puis, personne ne voulant prendre la parole, la motion de la veille, à savoir : *Si la condition politique de Venise devait être décidée de suite, ou bien à la fin de la guerre*, fut mise aux voix et passa à la majorité de 130 votants contre 3.

La première motion de Castelli adoptée, l'on s'occupa de la seconde, c'est-à-dire *si Venise devait constituer un État à part ou bien se fondre avec le Piémont*, et cette fois-ci encore, après une courte discussion entre les députés Varé, Bellinato, Castelli, Tommaseo et Paleocapa au sujet des pouvoirs de l'Assemblée nationale, le vote unanime de cette dernière lui étant favorable, l'on passa à l'élection du gouvernement, dont les élus furent :

Manin, avec 69 votes.

Paleocapa, avec 42.

Castelli, avec 9.

Acclamé par des cris enthousiastes, ce vote semblait, un instant, tout aplanir, mais on s'aperçut bientôt qu'il n'était que le prélude des difficultés nouvelles. Comprenant, en effet, tout le contraste de sa situation nouvelle avec ses principes républicains, professés si franchement, Manin monta à la tribune, et, au milieu d'un silence solennel, augmenté par l'attente générale, déclina le pouvoir offert en prononçant ces paroles :

« Je remercie vivement l'Assemblée, dit-il, de cette nouvelle marque d'affection et de confiance qu'elle vient de me donner, mais je la prie de me dispenser de sa charge en même temps.

« Je n'ai jamais dissimulé d'avoir été, d'être et de rester républicain, aussi ne pourrais-je être rien dans un État monarchique, à moins de me ranger du côté de l'opposition et jamais de celui du gouvernement. Je prie mes concitoyens de ne pas me contraindre à faire une chose contraire à mes convictions ; puis je suis las, fatigué, — oui, las des émotions de

ces trois mois, fatigué physiquement à n'en pouvoir plus. Ma tête elle-même ne saurait supporter plus longtemps un fardeau aussi lourd, et, certes, je ne pourrais que faire mal. Une fois donc encore, dispensez-m'en, je vous en prie ! »

Manin n'avait pas encore fini son discours que des applaudissements frénétiques, suivis des cris : « Non ! non ! vive Manin ! », avaient éclaté dans la salle, se répétant plus vifs encore lorsque le président Rubbi annonça que le second élu par ordre de majorité était le député Paleocapa. Un instant on ne put ni parler, ni s'entendre, une confusion générale ayant gagné tout le monde ; cependant, la proposition faite par le député Bellinato, de consulter l'Assemblée au sujet de l'incident, ayant provoqué de la part de Manin un nouveau et catégorique refus d'accepter le pouvoir conféré, force fut à la Chambre de procéder à un second vote, lequel amena l'élection de Castelli, le premier, avec 89 voix ; Paleocapa ensuite avec 111 ; Camerata avec 113 ; Paolucci avec 111 ; Leopardo Martinengo, 119 ; Cavedalis, 111 ; enfin Reali, 100 votes.

Ce résultat du scrutin connu, Castelli interrogea ses collègues, et, fort de leur adhésion, accepta le pouvoir qu'on lui offrait.

« Nous acceptons, messieurs, dit-il, la grave charge qu'il vous plait de nous imposer. Je parle au nom de mes collègues ici présents, espérant que les deux autres absents l'accepteront aussi.

« Nous l'acceptons sans mesurer nos moyens, mais forts de ces deux appuis solides qui sont : notre propre conscience et votre estime, lesquels seront toujours notre récompense la plus chère ! »

Castelli et ses compagnons ayant accepté le pouvoir, l'Assemblée fut prorogée, et c'est ainsi que, grâce à une impulsion tout annexioniste, disons mieux, tout italienne, se manifestant si largement déjà alors en faveur du Piémont, qu'on

présentait devoir être le germe de l'Italie future, finit la République du 22 mars, institution apte sans doute à réveiller les patriotiques souvenirs des Vénitiens, mais intempestive, quoi que l'on en dise, vis-à-vis du reste de l'Italie et surtout des sacrifices loyaux faits par Charles-Albert, jusqu'à ce que de nouveaux événements, dont nous allons développer le tableau, la firent encore revivre.

Dès le matin du 5 juillet, Manin et Tommaseo donnèrent leur démission officielle, et le lendemain 6 juillet le nouveau gouvernement de Venise débuta dans ses fonctions par la proclamation suivante :

« Citoyens de la province de Venise.

« L'assemblée des représentants du peuple vient de décider, à l'unanimité presque, au sujet de votre nouvelle condition politique.

« Ne s'inspirant que des intérêts de la province de Venise, ainsi que de la nation entière, elle a voté l'immédiate fusion de la ville et de la province susdites avec les États sardes, aux mêmes conditions que la Lombardie avec laquelle, suivant désormais les mêmes destinées politiques, vous resterez unis à jamais.

« Cette décision, conforme aux votes exprimés par les autres provinces vénitiennes, lorsqu'elles se trouvaient encore libres du joug ennemi, vient de réaliser le désir de tout Italien quant à la constitution d'un fort État de l'Italie septentrionale, qui seul peut sauver le pays des invasions étrangères.

« L'Assemblée nous a élus en même temps afin d'activer sa décision et de gouverner le pays en attendant. Quant à nous, nous acceptâmes cette grave charge, certains que la même concorde qui présida aux délibérations de l'Assemblée continuera à régner parmi les citoyens qui la revêtirent de leurs

mandats, sans quoi, certes, une tâche aussi ardue que celle de conduire actuellement les rênes du gouvernement réclamerait d'autres forces et d'autres capacités que les nôtres.

« Nonobstant les plus chauds et les plus unanimes désirs de nous le conserver, un grand citoyen s'éloigne de la barre du gouvernement, mais il vous rappelle en s'éloignant que votre lagune est indomptable, pourvu que ceux qui l'habitent persistent dans la concorde.

« Nos voix unies à la sienne; nous l'espérons, seront écoutées de vous qui savez qu'elles partent uniquement de consciences dont le seul mobile est l'honneur et la patrie.

« Venise, ce 6 juillet 1848. »

« *Signé* : Jacopo CASTELLI, Pietro PALEOCAPA, Francesco
CAMERATA, Antonio PAOLUCCI, Giambattista
CAVEDALIS. »

CHAPITRE X

Décret concernant la remise des effets d'or et d'argent. — Arrivée du 17^e de ligne piémontais. — Campagne de 1818 sur le Mincio. — Combat de Governolo. — Journées de Custoza et de Sommacampagna. — Attaque de Volta. — Retraite sur l'Oglio et Milan. — Troubles et capitulation de cette ville. — Arrivée des Commissaires sardes à Venise. — Décret d'annexion. — Nouvelles du Mincio. — Lettre du général Welden. — Tumultes de la place Saint-Marc. — Démission des Commissaires piémontais. — Retour de Manin au pouvoir.

La première chose, naturellement, dont s'occupa le nouveau gouvernement vénitien fut de notifier à Charles-Albert la décision de l'Assemblée nationale au sujet de l'annexion de Venise, la seconde vers laquelle il se trouva forcé de tourner toute son activité immédiate fut l'état précaire des finances vénitiennes.

En effet, épuisées, grâce aux besoins croissants de la situation, les caisses du gouvernement étaient à peu près vides, et un million et demi restait à peine du dernier emprunt forcé ; aussi, ne jugeant point chose politique d'en émettre un nouveau, mais ne sachant trop non plus comment parer aux dépenses de l'armée et de l'administration, le nouveau pouvoir pensa-t-il recourir à la richesse publique, décrétant, en conséquence, le 19 juillet, un emprunt spécial sur les effets d'or et

d'argent, portant l'intérêt de 5 pour 100 et remboursable en deux années au plus tard.

Considérant l'urgence des besoins en face des recettes s'amoindrissant de plus en plus, ainsi que s'inspirant d'une égale mesure du gouvernement provisoire lombard, le décret du 19 juillet organisait une commission devant laquelle, excepté les bijoux, les instruments d'art et de travail, les orfèvreries intactes se trouvant dans les magasins, devaient être notifiés tous les autres effets d'or et d'argent, contre reçu des certificats de rente, portant le 5 pour 100, ainsi que nous l'avons dit.

Certes, malgré toute la difficulté des circonstances, malgré l'enthousiasme et les meilleures dispositions qui animaient tout le monde, cette mesure atteignant la propriété privée était rigoureuse et surtout pouvait rester irréalisable. Eh bien, malgré tout ceci, il n'y eut pas un murmure, pas une plainte à Venise, et, comme deux mois auparavant, ils jetaient leur argent et leurs bijoux sur les plateaux de gentilles quêteuses ; de même, tous, riches et pauvres, s'empressèrent de répondre à l'appel du gouvernement et de venir à son aide.

En même temps que l'on ordonnait la remise des effets d'or et d'argent, un second décret du gouvernement vénitien prescrivait une retenue progressive de 5 jusqu'à 30 pour 100 sur les gages des employés civils et militaires.

Habitants et employés, personne ne manqua d'apporter son obole.

Tandis que, mû par la gravité des circonstances, le pouvoir exécutif décrétait ces mesures administratives, les événements militaires n'en avaient pas moins marché de leur côté à Venise.

Instruit, en effet, de la décision de l'Assemblée nationale qui remettait entre ses mains une des plus belles provinces italiennes, Charles-Albert y avait répondu en envoyant trois bataillons de troupes régulières et précisément du 17^e de ligne,

lesquels arrivèrent le 23 juillet à Venise ; puis le général Rizzardi ayant exécuté le 26 du même mois, à la tête de 300 hommes, une sortie de Brondolo et refoulé les Autrichiens jusqu'à la Ca Bianca, les choses semblaient prendre de nouveau un aspect favorable, lorsque les déplorables catastrophes du Mincio vinrent anéantir les fruits de tant de sacrifices énormes.

L'armée sarde, victorieuse le 30 mai dans les plaines de Valleggio, non-seulement n'avait point bougé d'un pas depuis la journée de Goito et de Peschiera, mais laissa encore à Radetzky le temps de prendre Vicence et de retourner tranquillement à Vérone.

C'étaient, certes, des choses fâcheuses, des pertes irréparables, mais loin d'en faire remonter la responsabilité à des causes aussi fausses qu'injustes et de la rendre plus ou moins individuelle, ainsi que le firent certains historiens, nous répétons une fois encore que les résultats de cette malheureuse campagne de 1848, sur le Mincio, ne représentent autre chose que le total des inexpériences, des témérités généreuses mais irréfléchies, des élans nobles mais désordonnés auxquels était en proie la nation entière, enfin du manque d'accord et, disons-le, des fautes générales, mais jamais d'un seul homme, quand cet homme surtout est un prince, comme le fut Charles-Albert, à l'âme loyale et éminemment italienne.

Plus juste que ses contemporains, l'opinion publique de la postérité lui a rendu raison sous ce rapport.

Animé des meilleures intentions, prêt aux sacrifices de toute sorte, dont il donna l'éclatante preuve en franchissant le Tessin et jouant sa couronne sur les plaines lombardes pour l'indépendance italienne, mais faible, irrésolu, travaillé par les partis s'agitant autour de lui et sa répulsion pour la république, le malheureux souverain luttait avec tous ces *fantasmes* auxquels venaient se joindre les amers reproches d'une presse ef-

frénée et furibonde, et, plutôt désespoir que réflexion, finit par se décider à cet éphémère siège de Mantoue, cause première de tous les désastres à venir.

Tenir tête à l'armée de Radetzky et bloquer en même temps une forteresse comme Mantoue avec 50,000 hommes à peine, c'était chose chimérique, audacieuse, mais aussi était-ce sortir d'une inaction critiquée à outrance, amenant des reproches, des accusations déplorables, et ce fut à cet effet que, pour mieux assurer la position du Mincio, le général Bava, d'infortunée mémoire, attaqua le 19 juillet, au point du jour, l'importante position de Governolo.

L'action, vigoureusement engagée par la brigade Regina et secondée admirablement par l'artillerie piémontaise, fut brillante, la position emportée, la victoire à l'armée sarde.

Les Autrichiens, battus sur tous les points, se sauvèrent en désordre, laissant entre les mains des vainqueurs 500 prisonniers et le drapeau du régiment Rukawina; malheureusement, il semblait être dit que nul avantage ne fructifierait aux Italiens, car loin de le poursuivre en concentrant toutes leurs forces pour parer le coup médité depuis longtemps par Radetzky, l'on s'acharna au siège de Mantoue étendant ainsi démesurément la ligne de bataille.

C'était là précisément ce qu'attendait le feld-maréchal autrichien, ce fut ce qui lui permit de réaliser son ancien plan de Curtatone à Sommacampagna.

Renfermé dans ce vaste camp retranché qu'on appelle Vérone, l'astucieux général ne chercha qu'à rassembler autour de lui toutes ses forces, se laissa chicaner, railler, battre même partiellement, comme nous l'avons vu à Governolo; mais quand, numériquement et moralement plus faible, l'armée de Charles-Albert s'allongea depuis la Corona jusqu'aux tranchées de Mantoue, quand il vit les divisions italiennes disséminées et sans lien entre elles dans cette vaste plaine du Mincio, Ra-

detzky, réunissant sur divers points 80,000 hommes, sortit tout à coup de sa tanière, et ayant forcé, le 22, la position de Rivoli; malgré une admirable résistance du général de Sonnaz, se présenta, le 23 juillet, devant le gros de l'armée sarde, à Sommacampagna.

La bataille devint inévitable.

Tout ce que de leur côté les Piémontais purent réunir en rappelant une partie des forces du siège de Mantoue, dégarnissant tous les points de la ligne du Mincio, sauf Valeggio où bivouaquaient les troupes harassées du général de Sonnaz, lequel eut à soutenir, la veille, un combat suivi d'une retraite des plus fatigantes, tout cela formait à peine un effectif de 30 à 35,000 hommes, et cependant tel était encore le prestige du souvenir de Goito, que le choc de la première journée leur resta favorable.

Repoussés des hauteurs de Sonza et Sommacampagna avec une perte de cinq cents tués et seize cents prisonniers, les Autrichiens se retirèrent, dans la nuit, à Oliose; mais aussi, renforcés de nouvelles troupes, tandis que les Sardes n'avaient pas reçu un seul homme, le corps de Wratislaw à droite, celui d'Aspre au centre, et de Thurn à l'aile gauche, le 25 au matin, revinrent-ils à l'attaque sur toute la ligne.

La seconde journée de cette mémorable bataille, combattue sous les torrides rayons d'un ardent soleil de juillet, fut, dès le début, terrible; on enleva, perdit et reprit les positions, on se battit à l'arme blanche, corps à corps, avec un acharnement, une furie sans égale; mais en vain, exposant sa personne, le roi lui-même conduisit-il au feu la brigade d'Aoste, en vain avec cette bouillante intrépidité qui, dès lors déjà, faisait reconnaître en lui le digne descendant du héros de Malplaquet, le prince de Savoie luttait-il durant six heures, avec la seule brigade Cuneo, contre quinze mille Autrichiens, en vain son illustre frère, le duc de Gênes, résista-t-il avec quatre batail-

lons et demi à dix-neuf de ces derniers conduits par Radetzky en personne, le courage dut plier devant la force, la bravoure succomba sous le nombre et, la retraite ayant été sonnée à trois heures de l'après-midi, l'armée piémontaise se retira à Villafranca.

La malheureuse journée de Sommacampagna, insignifiante quant aux pertes matérielles, puisque les vaincus ne perdirent que quinze cents hommes et que les vainqueurs eux-mêmes accusent presque autant, fut on ne peut plus funeste dans ses conséquences morales.

En effet, fatigués, las, abattus, mal nourris et peu heureusement conduits jusqu'alors, les soldats italiens oublièrent tout ordre, ne songeant qu'à la retraite, qui ne devint pas une déroute, grâce uniquement à la courageuse entreprise de la division de Sonnaz, le lendemain 26 juillet, contre Volta, donnant ainsi le temps au gros de l'armée de repasser tant bien que mal l'Oglio.

L'épée des uhlans autrichiens dans les reins, harassée, exténuée, en lambeaux, l'armée sarde atteignit enfin Bozzolo, sur l'autre rive de l'Oglio, espérant pouvoir s'y réorganiser et défendre cette ligne; malheureusement, soit malentendu, soit crainte d'isolement, le général Sommariva ayant laissé aux Autrichiens franchir le fleuve à la Grotta d'Adda, force fut de se diriger à marches forcées à Milan pour ne pas y être prévenu par Radetzky.

Lorsque, après une journée de halte, hors de la porte Romaine, Charles-Albert entra le 4 août dans la ville lombarde, surprise par la nouvelle de la défaite de Custoza, détrompée dans ses espérances, alarmée enfin aux souvenirs du passé, l'exaltation des esprits y était au comble.

Insensible aux ordres du gouvernement, sourde aux prières et aux menaces, la foule du peuple courait aux armes, tandis que les milices de la ville, — six mille hommes à peu près sous les

ordres du général Ollivieri, — les déposaient au contraire ; tous criaient, parlaient, chacun donnant son avis, les uns celui d'inonder les plaines autour de la ville, les autres d'élever des barricades, personne ne voulant écouter, chacun agissant à sa guise ; puis, au milieu de ce chaos général, une poignée de misérables agents de la réaction, ou bien même de ces forcenés sans frein ni bride qu'on trouve toujours dans une pareille occasion, semant la discorde, la défiance, prêchant l'apostasie et la défiance.

Quelle était au juste la détermination du peuple milanais ces jours-là ? Il nous serait difficile de le dire ; ce qu'il y a de certain cependant, c'est que, grâce à la confusion, au tumulte, à l'anarchie qui régnaient, toute résistance, même triomphante, eût été terrible, désastreuse pour la ville ; ce qui est un fait, c'est qu'il n'a tenu qu'à l'héroïque défi du péril fait par le roi au palais Greppi pour que les coups de fusil tirés contre lui ne dégénéraient, avec Radetzki sur les bras, en collision sanglante entre l'armée piémontaise et les habitants de la ville.

Du reste, nous le répétons, toute résistance eût été impossible et, comprenant à merveille, avant même que des bras régicides ne se tendissent vers sa poitrine, qu'il lui restait une autre tâche à accomplir que celle de convaincre de son patriotisme une foule exaltée et stupide, à savoir la tâche d'épargner les horreurs de l'assaut à une ville ouverte et de sauver les débris de son armée déjà en butte aux insultes de la populace, Charles-Albert résolut de faire le pas le plus humiliant pour son amour-propre de souverain et de patriote, et chargea le général Salasco de traiter avec Radetzki.

La capitulation de Milan, dont on critiqua si fort et si amèrement les différents articles, ne fut donc ni une nouvelle défaite, ni un acte de faiblesse ou de crainte, mais tout simplement le triste fruit de la nécessité et des circonstances. En

effet, le général Salasco trouva Radetzki à la tête de soixante mille hommes, se préparant froidement à l'assaut de la ville, et ce fut entre les fourneaux de boulets chauffant à rouge et les interminables faisceaux de baïonnettes autrichiennes qu'on rédigea l'armistice et la convention suivants :

*Convention et armistice entre les armées sarde et autrichienne
comme prélude des négociations d'un traité de paix.*

« Art. 1^{er}. — La ligne de démarcation entre les deux armées sera la frontière même des États respectifs.

« Art. 2. — Les forteresses de Peschiera, Rocca d'Anfo et Osopo seront évacuées par les troupes sardes et alliées et remises à celles de S. M. Impériale. La remise de chacune de ces places aura lieu trois jours après la ratification de la présente convention. Tout le matériel de dotation de ces places, appartenant à l'Autriche, sera rendu ; les troupes évacuantes emmèneront avec elles tout leur matériel, armes, munitions et effets y introduits, et rentreront par étapes régulières et le chemin le plus court dans les États de S. M. sarde.

« Art. 3. — Les États de Modène, de Parme et la ville de Plaisance, avec le rayon de territoire qui lui est assigné comme place de guerre, seront évacués par les troupes de S. M. sarde trois jours après la notification de la présente.

« Art. 4. — Cette convention s'étendra également à Venise et au littoral vénitien. Les forces militaires sardes quitteront la ville et les forts pour rentrer dans leur état respectif. Les troupes de terre pourront effectuer leur retraite par terre et par étapes sur une route à convenir.

« Art. 5. — Les personnes et les propriétés sus nommées seront mises sous la protection du gouvernement impérial.

« Art. 6. — Le présent armistice durera six semaines pour

donner cours aux négociations de paix et, ce terme expiré, sera ou prolongé de commun accord, ou dénoncé huit jours avant la reprise des hostilités.

« Art. 7. — Des commissaires seront nommés respectivement pour l'exécution la plus amiable et facile de la présente.

« Au quartier général de Milan, ce 9 août 1848.

HESS. *m. p.*

SALASCO. *m. p.*

Lieutenant général, Quartier-Maitre de l'armée.

Lieutenant général, Chef d'état-major général de l'armée sarde.

Tandis donc que Milan retombait de nouveau au pouvoir de l'Autriche, voici ce qui s'était passé à Venise.

L'envoi de sept cents hommes de la brigade Acqui n'était pas la seule réponse que fit le gouvernement sarde en apprenant l'annexion de Venise et, quoique tout secours matériel se bornât à cette poignée de soldats, il n'en fut pas de même pour autre chose.

Dès qu'en effet la décision de l'Assemblée nationale vénitienne fut connue du roi Charles-Albert, deux commissaires, MM. Colli et Cibrario furent désignés pour aller prendre possession de la nouvelle province et arrivèrent dans la ville quelques jours à peine avant la malheureuse défaite de Custoza. Rien cependant ne faisant prévoir cette dernière, l'on s'occupait activement d'établir les bases principales de l'entente commune, et, une fois complètement d'accord avec le gouvernement vénitien, on publia le 6 août, jour même où les Autrichiens occupaient Milan, le décret que voici, confirmant la décision de l'Assemblée nationale, au sujet de l'annexion de Venise.

« *Les commissaires royaux extraordinaires, dans la ville et la province de Venise,*

« Vu l'art. 2 de la loi du 27 juillet passé, laquelle proclame l'immédiate union de Venise au royaume de la Haute-Italie

sur les bases de l'union lombarde, ainsi que vu la loi pourvoyant au règlement intérieur de la Lombardie :

« Décrètent :

« 1° La ville et la province de Venise seront gouvernées selon les lois du Royaume jusqu'à l'ouverture du Parlement commun, succédant à l'Assemblée nationale.

« 2° Seront garantis au peuple vénitien, sous formes et prérogatives actuelles, de fait et de droit : la liberté de la presse, le droit d'association, ainsi que l'institution de la garde nationale.

« 3° Le pouvoir exécutif sera exercé par le roi au moyen d'un ministère responsable envers la nation, représentée elle-même par un parlement.

« 4° Les actes publics seront émis au nom de S. M. le roi Charles-Albert.

« 5° Sont maintenus toutes les lois et tous les règlements en vigueur, ayant existé lors de la récente occupation de l'ennemi.

« 6° Le gouvernement du roi ne pourra conclure des traités politiques ou commerciaux, ni faire des lois nouvelles ou bien modifier et abroger les présentes, sans s'être concerté d'abord avec une consulte extraordinaire, composée de membres de l'actuel gouvernement provisoire.

« 7° Les bases du protocole du 13 juin passé, au sujet de la loi électorale pour l'Assemblée nationale, seront maintenues à l'égard des provinces vénitiennes, ainsi qu'elles le furent pour la Lombardie.

« *Signé* : COLLI, CIBRARIO, CASTELLI. »

Ce décret, publié, ainsi que nous l'avons dit, le 6 août, au milieu d'un immense concours de peuple, résumait les désirs, l'opinion presque unanimes, et fut accueilli avec une joie sin-

cère, un enthousiasme des plus vifs. Malheureusement tout ceci ne devait guère durer longtemps, et, si lentement qu'arrivaient alors les bulletins, si peu que le 6 août l'on savait du désastre de Custoza survenu le 25 juillet, les nouvelles durent y être enfin un jour connues et causer une douloureuse surprise.

Dès les derniers jours de juillet, des bruits mystérieux, des « on dit » sinistres circulaient par la ville ; dès le 27 du même mois, le général de Welden, croyant probablement intimider les défenseurs de Venise, communiqua au gouvernement de la ville la nouvelle de la défaite de Custoza, affirmant la chose *sur son honneur* et observant que c'était le moment, mais *le dernier*, disait-il, *de discuter une cause avant qu'elle ne fût perdue sans remède* ; mais, soit que le gouvernement vénitien ne se fiât pas trop à la parole du général autrichien, soit qu'il attendit d'autres informations, l'on se contenta de lui répondre poliment qu'on ne pouvait traiter sur aucune base, lorsque, hélas, la vérité apparut encore par le même chemin, mais cette fois-ci incontestable.

Le 11 août au matin, en effet, un parlementaire autrichien remit aux avant-postes vénitiens cette seconde lettre du général Welden.

« A MM. les commissaires extraordinaires de S. M. le roi de Sardaigne.

« J'ai l'honneur de vous faire part d'un acte ci-inclus que je viens de recevoir. Persuadé que les officiers chargés par S. M. le roi de Sardaigne de l'exécution des articles de cette convention ne tarderont pas à arriver, je vous laisse, messieurs, le choix de cesser ou de continuer les hostilités.

« DE WELDEN. »

Cette fois-ci, répétons-le, il n'y avait plus à douter, car à cette lettre était jointe une copie de la capitulation de Milan, ou bien de ce qu'on appelle : « l'armistice Salasco » :

Hélas ! la défaite de Custoza n'était pas un songe, l'armée italienne était battue, en déroute, Milan reprise, la Lombardie perdue, les Autrichiens de nouveau sur le Tessin et sur l'Adda.

Quoique la lettre du général autrichien ne fût connue que des commissaires royaux, lesquels s'empressèrent d'en prévenir les membres du gouvernement vénitien, en les invitant à une délibération commune, plus rapide que l'éclair, la funeste nouvelle circula et se répandit par la ville.

Le passage du jour à la nuit, de l'espoir à l'angoisse, du calme au tumulte fut aussi soudain, aussi vertigineux ; tranquille tout à l'heure encore, Venise sentit, en moins de quelques instants, bouillonner dans son sein toutes les sourdes rumeurs de l'orage.

Naturellement aussi, comme il arrive toujours, grossissant d'importance à mesure qu'elle pénétrait dans l'intérieur de la ville, la triste nouvelle s'était non-seulement répandue avec une vitesse extrême, mais avait pris encore des proportions gigantesques, fabuleuses. Ainsi, les uns disaient les Autrichiens au cœur du Piémont, d'autres, l'ennemi marchant sur Venise, mais tous couraient, du même pas, sur la place de Saint-Marc, laquelle se vit bientôt encombrée d'une foule compacte, dont les murmures confus semblaient être les mugissements d'une mer houleuse.

Cependant, placés dans une situation extrêmement délicate, les membres du gouvernement vénitien se portèrent auprès des commissaires royaux pour délibérer en commun au sujet de la communication du général Welden.

MM. Colli et Cibrario, interpellés à cet égard, répondirent qu'ils ne croyaient pas d'abord à l'exactitude de la fâcheuse nouvelle, et que, fût-elle même vraie, ils ne consentiraient

jamais à l'abandon de Venise, où, du reste, leur mission cesserait dès que les choses se vérifieraient de façon ou d'autre.

Cette déclaration, sage et honnête à la fois, était certes suffisante pour satisfaire ceux à qui elle fut donnée, mais c'était le peuple, le peuple agité, anxieux, qui attendait et qui, n'apprenant rien de ce qu'il voulait savoir, commença à s'inquiéter d'une façon sérieuse, appelant à grands cris les commissaires royaux, demandant ce qui adviendrait de la flotte, de Venise!

Pressé par le tumulte redoublant à vue d'œil, M. Colli parut au balcon, et sans cacher la possibilité d'un armistice entre le Piémont et l'Autriche, essaya de calmer la foule par des paroles vagues.

C'est là que fut la faute, — c'est ce qui provoqua la crise : la faute, en ce que dans un moment aussi critique on aurait dû parler franchement, sans équivoques, sans ambages ; la crise, en ce que ce peuple qui s'était donné naguère corps et âme, qui était toujours résolu à vaincre ou à mourir, ne comprenait pas qu'il pût y avoir un armistice entre le Piémont, son allié d'hier, et l'Autriche, son ennemie implacable.

Aussi, contenues jusqu'alors autant que possible, l'agitation, l'effervescence des esprits franchirent-elles les bornes ; les imprécations se mêlèrent aux cris, les reproches aux menaces, et furibonde de colère, une poignée d'hommes bondit contre la porte du palais, aux cris frénétiques de : « Nous voulons Manin ! à bas les commissaires ! » franchit tous les obstacles, et, semblable à la marée déchaînée, monta l'escalier des doges.

L'agitation arrivée à ce point, il y avait tout à craindre ; heureusement, tandis que plusieurs citoyens des plus influents cherchaient à calmer la foule, deux jeunes gens alors, deux hommes éminents aujourd'hui, Sirtori et Mordini se rendaient auprès des commissaires royaux, en les invitant à se démettre d'un pouvoir qui n'était plus compatible avec la situation.

— « Qui êtes-vous et que signifie cette violence ? » exclama

à cette sommation, avec hauteur, le général Colli, piqué de ce qu'on osait lui tracer son devoir.

— « Vous devez vous démettre sans retard, Messieurs, » continua Mordini. « Le temps presse, la situation est périlleuse ; vous devez le faire, au nom du peuple ! »

— « Le peuple, où est-il ? Je ne vois qu'une poignée de factieux ; où est votre mandat ? » s'écria Colli en s'emportant toujours davantage.

— « Le peuple, le voici ! » exclama Sirtori à son tour, en ouvrant avec violence la fenêtre qui laissa passer un orage de cris : « Nous voulons Manin ! à bas les commissaires sardes ! »

Convaincu cette fois-ci de la pénible vérité, grâce à une manifestation aussi imposante, le général Colli parut de nouveau au balcon, et, saisissant un moment de calme, demanda à la foule :

— « Vénitiens, décidez si nous devons nous démettre !

— « Vive Manin ! nous voulons Manin ! » s'écria pour toute réplique la foule unanime ; et comme il n'y avait rien à répondre à cette expression de la volonté populaire, Manin, qu'on avait prévenu d'avance et qui se trouvait dans la salle, parut au balcon, à son tour, puis dominant les cris et les acclamations de la multitude :

— « Les commissaires royaux, » s'écria-t-il de sa voix sonore, « déclarent s'abstenir, dès ce moment, de tout acte gouvernemental. L'Assemblée se réunira d'ici à deux jours ; en attendant, c'est moi qui gouverne durant ces quarante-huit heures ! »

Ces paroles, magiques comme toujours et couvertes de bravos unanimes, calmèrent l'agitation fiévreuse du peuple, lequel, après avoir stationné un instant encore sur la place, se retira en silence vers ses demeures.

C'est ainsi, qu'acclamée par des vœux presque unanimes,

mais renversée par l'adversité du sort et un fatal concours de circonstances, tomba dans ce temps, à Venise, la souveraineté du Piémont, pour y revenir si triomphalement dix-huit années plus tard, grâce à l'éclatante victoire d'un saint et noble prince, inscrit sur le drapeau d'une dynastie dont les admirables vertus patriotiques surent conquérir une nation entière !

CHAPITRE XI

La dictature des triumvirs. — Appel des vétérans italiens aux Français. — Lettre de Tommaseo de Paris. — Arrivée de l'escadre française. — Départ des Piémontais. — Emprunt national. — Émission du papier-monnaie. — Sortie de Mestre.

Ainsi qu'il l'avait annoncé au peuple du haut du balcon du palais ducal, Manin convoqua deux jours après l'Assemblée nationale, chargée d'élire un nouveau gouvernement provisoire.

Cette fois, la séance fut courte, mais empreinte néanmoins d'un intérêt solennel, d'une admirable concorde de ceux qui y prirent part. En effet, unanimes à reconnaître la patrie en péril, les députés de toutes les nuances s'accordèrent à l'idée d'un pouvoir dictatorial, et s'empressèrent de l'offrir à l'homme reconnu le plus capable de le diriger, mais surtout le plus populaire.

Le député Bellinato en ayant fait la proposition, accueillie franchement et sans réserve, Manin s'en défendit d'abord, mais pressé par ses amis, finit par l'accepter, à condition cependant qu'on lui adjoignit pour collègues: Cavedalis, en qualité de ministre de la guerre, et Graziani de ministre de la marine.

En même temps que se formait ce triumvirat dictatorial,

Tommaseo, le fidèle ami de Manin, prenait le chemin de Paris, afin d'y solliciter le secours de l'intervention française.

Hélas, abandonnée de tous, exténuée d'efforts, elle en avait besoin, la malheureuse ville des doges !

Jamais, en effet, depuis le commencement de ce gigantesque drame, dont nous avons essayé de dérouler les phases, jamais la situation de Venise n'avait été plus critique et plus grave.

Lâchement trahie par Ferdinand de Naples, — privée des troupes de Pie IX, déjà vacillant lui-même et repoussé du littoral, forcée enfin de se séparer violemment de son dernier appui, son unique allié, Charles-Albert, succombant à Custozza, elle se trouvait seule en présence de l'Autriche, son ennemie irrécyclable.

Pour elle, il n'y avait pas de salut, pas d'armistice, pas de paix à espérer, pas d'arrangement à attendre ; l'empire, outragé le 22 mars, demandait satisfaction, les armées de Radetzky, une revanche. Pour elle, il fallait vaincre ou mourir, problème qu'on se préparait à résoudre, avec un héroïsme, une abnégation sublimes ; mais avant d'affronter cette lutte suprême, comme le Christ mourant sur la croix, l'infortunée ville tourna ses regards vers la France, dernier espoir de salut !

En effet, on se refusait à admettre, on ne pouvait croire que la France où, comme l'avait dit Manin : « *un Lamartine était ministre,* » la France, ce berceau de 1792, cette République elle-même, eût pu voir sans émotion succomber son principe ailleurs, laisser accabler une sœur cadette envers laquelle, sans compter les liens présents, on avait à réparer des torts passés.

On ne pouvait se faire à l'idée que la France resterait l'arme au bras pendant que, vainqueurs sur le Mincio, les Autrichiens assiègeraient Venise, et ce fut à cet effet que Tommaseo se rendit à Paris, précédé d'un chaleureux appel de vétérans italiens à leurs frères d'armes français, rappelant la fraternité commune des glorieux champs de bataille d'Austerlitz, de Mos-

cou et de Wagram, — invoquant un secours que les promesses de 1830 autorisaient à attendre.

« Que l'espoir d'une pacification sans indépendance, était-il dit dans cet acte éloquent, ne vous illusionne pas ; non, la paix est impossible là où l'oppression dura des siècles, où la haine devint nature, le gouvernement un système de corruption, l'Italie une expression géographique enfin.

« La Sainte-Alliance de 1815 proclama la solidarité des trônes contre les peuples ; — la France de Février y répondit en proclamant la solidarité des peuples contre les trônes. Qui des deux l'emportera donc?... »

Et puis plus loin.

« O Français ! elle est grande et noble votre mission, qui vous permet de couvrir de votre drapeau les plus faibles, ainsi que vous le fites en Amérique et en Grèce. Eh, quoi ! après avoir été vos frères d'armes en Espagne et en Russie, teint de notre sang leurs sables arides et leurs neiges glaciales, serons-nous moins heureux que les autres ?

« La France de 1848, libre et maîtresse d'elle-même, sera-t-elle donc au-dessous de la France de Louis XVIII et de Charles X, et après avoir partagé vos gloires de 1814, l'Italie ne prendra-t-elle donc pas sa part de celles de 1848 ?

« Français, les champs de Marengo et d'Arcole vous attendent ! »

Cet appel énergique et touchant à la fois, dont nous n'avons reproduit qu'une faible partie seulement, démontre clairement de quel côté se tournaient tous les regards, et combien l'intervention de la France était ardemment invoquée à Venise.

Quelques jours plus tard aussi, la lettre suivante de Tommaseo étant venue donner à l'espoir unanime une teinte de certitude, combla de joie tout le monde. Voici, en effet, ce qu'écrivait au gouvernement provisoire l'envoyé extraordinaire de la république vénitienne :

Paris, ce 30 août 1848.

« Consolez-vous et consolez aussi ce bon peuple. La bonté avec laquelle M. Bastide accueillit mes demandes, ses opinions politiques et religieuses, à lui, le sentiment de la dignité française enfin, produisent et produiront, certes, les meilleurs effets pour notre cause.

« Avant même que ma brochure : « *l'Appel à la France*, » eût vu le jour, je lui ai adressé une lettre en y exposant nos droits et nos besoins. Pieux, sage et généreux, le général Cavaignac ne manquera certes pas de s'y associer, comme je ne doute non plus du zèle démontré à notre égard par M. Bixio, vice-président de l'Assemblée, ainsi que par M. Drouin de Lhuys, président du comité des affaires étrangères, lesquels nous sont et seront utiles à l'avenir.

« Je ne puis que me louer aussi de l'empressement démontré dans cette circonstance par M. Frapolli, représentant ici, avant le 12 mai, le gouvernement lombard, auquel, il faut l'avouer, l'on songeait ici beaucoup plus qu'à Venise. Cette dernière doit donc comprendre combien sa résistance est nécessaire.

« Ma demande concernant la suspension des hostilités et l'envoi de nouveaux bâtiments dans l'Adriatique a prévenu vos désirs ; ne nous abandonnons donc pas à une aveugle et inerte espérance, mais tâchons de mériter l'estime des peuples et la liberté, grâce au courage, mais surtout à une concorde unanime.

« TOMMASEO. »

Rassurés par cette lettre de l'envoyé républicain, les esprits se ranimèrent à Venise, d'autant plus que l'arrivée du vaisseau français « *le Jupiter* », commandant Luguel, et de la frégate « *la Psyché* », lesquels entrèrent le 13 septembre en rade, semblait confirmer la réalisation du beau rêve, et rendait les autres pertes moins sensibles.

Ces derniers étaient les inévitables suites de l'armistice conclu entre Radetzky et l'armée sarde.

Conformément, en effet, au texte de la convention de Milan, les troupes piémontaises avaient évacué Peschiera, Rocca d'Anfo, Pavie, Plaisance, toute la Lombardie enfin, pour se retirer au delà du Tessin ; — seul Garibaldi, à la tête d'une poignée d'hommes, inaugurait sa glorieuse carrière en soutenant une lutte inégale et désespérée à Laveno, Olgiate et Ternate ; mais, accablé par le nombre, lui aussi dut battre en retraite, se réfugiant en Suisse et laissant les Autrichiens parfaitement libres désormais de tourner tous leurs efforts contre Venise.

Dès le 27 août, d'autre part, après avoir embarqué le millier d'hommes piémontais qui se trouvait dans la ville sous les ordres du général Albert Lamarmora, la flotte sarde de l'amiral Albini dut quitter les eaux de l'Adriatique, afin de se conformer aux articles de la convention de Milan ; il est vrai que cette dernière ayant aussi mis en liberté une foule de volontaires toscans et lombards, une partie de ceux-là se rendit à Venise et remplit les vides de son armée ; — il est vrai encore que, le 11 septembre, la trêve des pontificaux à Venise étant expirée, bon nombre de ces troupes revint vers la lagune, et que, grâce à tout ceci, les forces militaires présentaient un aspect respectable ; mais il n'en était pas de même quant à l'état des finances vénitiennes,

Ces dernières, fort insuffisamment alimentées par l'impôt sur les effets d'or et d'argent prescrit par le gouvernement Castelli, toujours rongées par de nouveaux besoins, se trouvaient être dans un état fort alarmant, et réclamaient des mesures énergiques, sérieuses.

Ce fut aussi à cet effet que le nouveau pouvoir de Venise appliqua toute son infatigable activité, et ayant d'abord élaboré un projet d'emprunt national de 10 millions, garanti par le

palais ducal et les chefs-d'œuvre qui s'y trouvaient, finit, en voyant la souscription patriotique procéder lente et incertaine, par s'arrêter à l'émission du papier-monnaie, dont le premier essai eut lieu le 19 septembre suivant.

Bientôt cependant, la somme de 3 millions de livres, garantie par un fonds équivalent, offert par les plus importantes maisons commerciales de la ville, et émise le 19 septembre, ainsi que nous l'avons dit, ne suffit plus aux besoins devenant de plus en plus vifs, si bien que le 12 octobre, le gouvernement se vit dans la nécessité d'augmenter ce chiffre, en rendant le décret suivant :

« Le gouvernement provisoire de Venise,

« Considérant l'urgente nécessité de pourvoir aux besoins de la guerre, en attendant l'arrivée de généreux secours, largement promis, mais faiblement tenus par les villes italiennes,

« Ordonne :

« 1^o Sera prélevé un nouvel impôt forcé de 2 millions de livres portant l'intérêt de 5 p. 0/0, et distribué à la charge de cent cinquante maisons commerciales, non compris celles qui prirent part à l'emprunt de 3 millions, aux termes du décret du 19 septembre écoulé.

« 2^o Les versements devront être effectués à la caisse centrale, d'ici au 25 octobre, en argent comptant ou en bons de la Banque d'une égale valeur.

« 3^o Le gouvernement délivrera aux souscripteurs des reçus, lesquels seront échangés contre des bons de la Banque, munis de leurs coupons semestriels.

« 4^o Les cent cinquante maisons commerciales seront choi-

sies entre les cent quatre-vingt-onze de ces dernières, dont la régence de la Banque a formulé la liste par ordre du gouvernement.

« *Signé*: MANIN, GRAZIANI, CAVEDALIS. »

Telles étaient les mesures financières auxquelles, à la mi-octobre 1848, fut obligée de recourir Venise ; tandis cependant que, secondant les efforts du pouvoir, les riches et les pauvres supportaient sans murmurer leurs lourdes charges, que la magnanime ville mettait en gage ses trésors les plus chers, se dépouillant pour subvenir aux besoins de ses défenseurs, ces derniers ne restaient pas non plus inactifs et payaient de leur sang la gloire de la défendre.

Depuis la sortie de la Cavanella d'Adige, qui avait contraint les Autrichiens à retirer leur ligne de blocus, ces derniers n'avaient rien tenté contre Venise, se contentant de s'établir solidement à Mestre.

Point d'intersection de deux routes, de Padoue et de Trévise, ainsi que du chemin de fer de Milan, Mestre, défendu du côté de la lagune par une plaine marécageuse, presque inabordable, est une importante position stratégique pour agir contre Marghera, le véritable boulevard de Venise ; mais si les Autrichiens le comprirent à merveille en s'y fortifiant au moyen d'une redoute élevée sur le chemin de fer, d'une tranchée faite sur la digue du canal, et de diverses barricades armées de canons et fermant l'entrée du bourg, les Italiens ne furent pas, d'autre part, moins convaincus de cette importance, et décidèrent, en conséquence, de troubler l'établissement ennemi par un vigoureux effort de ce côté-là.

Dès le 22 octobre déjà, on tâta la position autrichienne, et les chasseurs du Sile ayant fait, sous les ordres du colonel d'Amigo, une hardie pointe jusqu'à Cavallino, le général Pepe résolut de répéter la tentative sur une plus vaste échelle.

Deux mille hommes, divisés en trois groupes, dont le premier de 450 chasseurs sous les ordres du colonel d'Amigo, agissant contre Fusine, le second de 900 Lombards, commandé par le colonel Morandi, au centre, et le troisième, composé de la légion romaine de Zambeccari, à gauche, furent désignés pour prendre part à l'entreprise.

Tous devaient être en ligne à l'aube du 27; — les divisions Morandi et Zambeccari attendant cependant que celle d'Amigo eût engagé l'action à Fusine et attiré, par là, l'attention de l'ennemi sur elle, mais un brouillard opaque ayant retardé et même égaré la marche de cette dernière colonne, force fut au général Pepe de donner le signal de l'attaque et de lancer en avant les légions lombarde et romaine.

Quoique inférieures en nombre, ces dernières se jetèrent bravement en avant; la distance fut franchie en un clin d'œil, et, avant même que les Autrichiens eussent pu recharger leurs canons et se rendre compte de cette avalanche humaine qui les assaillait à l'improviste, les troupes de Pepe étaient déjà sur eux, poignardant, tuant les défenseurs des barricades.

Dès le début même de l'action, deux canons tombèrent au pouvoir des soldats de Morandi, deux autres furent enlevés, en même temps presque, sur la digue du canal, par Zambeccari, et bientôt, semblable à l'ouragan, une masse de trois mille hommes tourbillonna dans la plaine, puis tous ensemble, fuyards et poursuivants, vaincus et vainqueurs, entrèrent à Mestre.

Revenus un peu de leur panique à l'abri des murailles de la ville, les Autrichiens essayèrent de lutter un instant, opposant une résistance acharnée sur une petite place, dont l'accès n'était praticable que du côté d'une ruelle, défendue par deux canons. — Mais vigoureusement enlevés par Ulloa, Sirtori, Rosaroll, Cosenz, Cattabene, Morandi et Zambeccari, par le jeune Poërio, qui tomba frappé d'une balle, tout en agitant le

drapeau tricolore, par Olivi et le sergent Dembowski, qui, agonisants, excitaient leurs compagnons à la lutte, les Italiens franchirent tous les obstacles et bientôt, se répandant par la ville, forcèrent le reste de ses défenseurs à mettre bas les armes.

Six canons, deux de douze, quatre de six, divers caissons, plusieurs chevaux, tous les bagages, toute la chancellerie du général autrichien Mitis, fuyant bride abattue vers Trévis, huit cents prisonniers enfin, mais surtout l'immense effet produit sur les troupes et les habitants de Venise, furent les fruits de ce brillant fait d'armes, qu'on appela : « la sortie de Mestre. »

Les troupes italiennes, chargées de butin, abandonnèrent le bourg conquis et rentrèrent à Venise, où la joie, l'enthousiasme, le délire de toute la population furent au comble.

On avait bien quatre-vingt-cinq tués, et parmi eux des hommes regrettables, des cœurs jeunes et braves, ainsi que cent soixante-trois blessés, mais qu'était-ce en comparaison de la défaite qu'on venait d'infliger à un ennemi tout fier encore de ses récents triomphes ?

Durant deux jours entiers, Venise fut dans un accès de joie folle ; tous, hommes, femmes, enfants, riches, pauvres, gondoliers couraient voir sur la Piazzetta les canons autrichiens exposés à la vue du peuple, embrassant les soldats qui les avaient pris, faisant toucher aux enfants ces reliques arrosées d'un sang précieux et noble. Mais si Venise entière tressait des couronnes de laurier aux vainqueurs, leur chef, le général Pepe, ne les oublia pas non plus, et, publiant le lendemain, 28 octobre, un rapport long et détaillé du combat, cita à l'ordre du jour les noms suivants, que nous reproduisons, à notre tour, désireux de les conserver à la mémoire du monde, et, particulièrement à celle de la postérité italienne :

OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS

QUI SE SONT DISTINGUÉS A LA SORTIE DE MESTRE

Ulloa, colonel.

Rosaroll, major.

Sirtori,

Cosenz,

Cattabene,

Movandi, colonel.

Noara, Id.

Bignami, Id.

Zanetti, major.

Zambeccari, colonel.

Montecchi, Id.

ARTILLERIE

Boldoni, capitaine.

Miservitz, sergent

Dembowski, Id. } morts.

Wagne,

Dumontel,

Ferrara,

Bellini,

Galate,

Rigo,

Oranzi,

} canonniers intrépides.

BATAILLON LOMBARDE

Bianchi, sergent.

Origi, Id.

Cunigo, Id.

Toretta, Id.

Cardosio, Id.

Ferrari, Id.

Ghezzi, caporal.

Agostini, Id.

Moja, Id.

Majocchi, Id.

Salterio, soldat.

De Vincenzi, Id.

Bigatti, Id.

Speciali, Id.

Arbusini, Id.

Gonzaga, Id.

LÉGION BOLONAISE

Gomerelli, sergent.

Poggi, Id.

Marcuri, soldat.

San-Marchi, Id.

VOLONTAIRES PONTIFICAUX

Coletti, capitaine.

BATAILLON ZAMBECCARI

Grimaldi, adjudant-major.

Fontana, sergent.

Gori, Id.

Facchini, sous-lieutenant,

Orsini, capitaine.

BATAILLON ITALIA-LIBERA

Mircowich, capitaine.

Gandini, major.

Bagagia, lieutenant.

GENDARMERIE

Viola, capitaine.

Mazinello, soldat.

Quadro, Id.

Soldo, Id.

Picinin, Id.

CHASSEURS DU SILE

Cattabene, lieutenant.

Belli, Id.

Poerio, Id. — mort.

Mantese, soldat.

Rosiello, Id.

MARINE

Baldiserotto, lieutenant.

Carrano, Id.

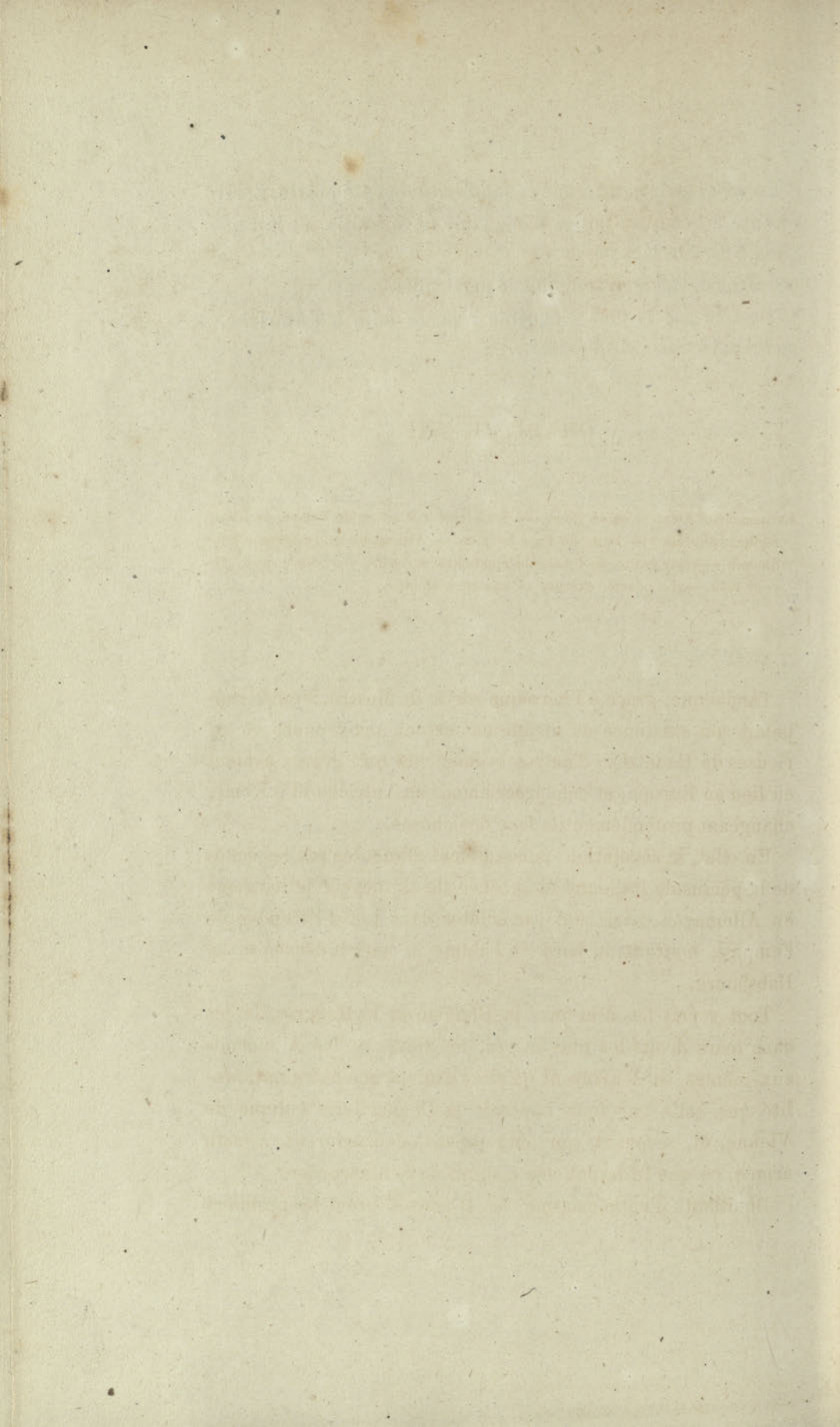
Pigazzi, Id.

Zorzi, enfant de douze ans, particulièrement.

En effet, le drapeau d'une canonnière ayant été abattu, Zorzi s'élança à l'eau, au milieu d'une pluie de mitraille, et le rapporta à bord, à la nage.

Enfant de *douze ans*, distingué particulièrement!...

N'est-ce pas la plus éloquente réponse faite à l'Autriche, cherchant à ressaisir Venise?...



CHAPITRE XII

Événements d'Autriche et de Rome. — Soulèvement et assaut de Vienne. — Insurrection hongroise. — Fuite du Pape à Gaëte. — Abdication de l'empereur Ferdinand. — Convocation de l'Assemblée nationale à Venise. — Séance du 17 février 1849. — Le pouvoir exécutif est conféré à Manin.

Tandis que, grâce à l'héroïque sortie de Mestre, Venise rappelait son existence au monde et surtout aux troupes victorieuses de Radetzky, d'autres événements fort graves avaient eu lieu en Europe, et cela précisément en Autriche et à Rome, changeant profondément la face des choses.

En effet, la révolution, puissamment alimentée par les échos de la péninsule italienne et secouée de sa torpeur léthargique en Allemagne, avait fini par éclater dans toute l'étendue de l'empire, mettant au bord de l'abîme la maison décrépite de Habsbourg.

Tout y prit feu à la fois; la Bohême et la Hongrie, lésées dans leurs droits les plus sacrés, les Slaves et les Allemands eux-mêmes se souvinrent qu'elles avaient une autre nationalité que celle que leur imposait la Chancellerie aulique de Vienne, et, secouant son joug pesant, demandèrent, à main armée, ce que le despotisme refusait de leur accorder.

Bouillants d'enthousiasme, les Hongrois furent les premiers

à lever le drapeau d'une insurrection formidable par son ensemble ainsi que par ses moyens, et bientôt, s'animant à l'énergique voix de Kossuth, aussi bien qu'au choc des armes au delà de la Theiss, Vienne tressaillit à son tour, changeant sa face placide contre une attitude menaçante et hostile.

Dès les premiers moments de la tempête, éclatant dans les rues aussi bien qu'au sein de la Chambre, l'empereur Ferdinand avait abandonné la capitale pour Olmütz, laissant à ses lieutenants Windischgratz, le bombardeur de Prague, et Jellachich, le féroce Ban de Croatie, le soin de régler le différend entre le peuple et l'empire.

Le canon et la mitraille, telles furent les réponses que ces messieurs crurent bon de donner aux réclamations des sujets de S. M. autrichienne, si bien que, les derniers liens brisés de cette façon, la démocratie et le pouvoir, ou plutôt le peuple et les baïonnettes impériales, rompirent franchement en visière, que Vienne chassa les soldats de Ferdinand, déclarant ne vouloir rentrer sous la domination des Habsbourg qu'après avoir obtenu les franchises d'une liberté constitutionnelle et que, de son côté, loin d'y adhérer en homme comprenant les besoins du siècle et les exigences du progrès, l'empereur fit marcher contre Vienne les bataillons de Windischgratz, jouant ainsi son « va tout » sous les murs de la capitale rebelle.

Une fois encore cependant, le hasard fut favorable à l'empire. En effet, cernée par les troupes du feld-maréchal et les sauvages hordes de Jellachich, Vienne avait résisté héroïquement, bravant les furibondes attaques du 27, l'assaut du 28, le bombardeur du 29 octobre; mais quand ses plus courageux défenseurs furent mis hors de combat, ses munitions épuisées, ses portes enfoncées par la mitraille; quand, du haut de la tour Saint-Étienne, l'on vit une division hongroise s'éloigner après avoir tenté en vain de rompre la ligne du siège et de jeter un renfort dans la place, Vienne dut céder devant la force et,

toute sanglante, capitula le 31 octobre, ouvrant la Burgther aux troupes impériales.

Cependant, loin de succomber avec la capitale, la révolution ne fit que s'étendre et grandir.

Circonscrite jusqu'alors aux murailles de la ville, elle s'en échappa comme le fluide d'un vase brisé, et répandit son ardente flamme dans les provinces voisines. Bem s'était échappé des griffes autrichiennes, le vieux Dembinski, Perczel, Klapka, Goergëy, républicain alors, pour renier sa foi plus tard, avaient rejoint Kossuth à Debreczin, et bientôt 100,000 honveds tenaient tête, depuis Orsowa jusqu'à Schœnbrun, aux armées impériales.

Vienne était au pouvoir de Ferdinand, mais les bandes de Jellachich, incendiant les faubourgs de la capitale, avaient mis le feu ailleurs, et l'empereur, toujours enfermé dans la forteresse d'Olmutz, ne cessait de trembler comme par le passé, invoquant à cor et à cri l'intervention de son voisin, le tzar Nicolas, qui seul pouvait et osa, en effet, sauver la vacillante maison de Habsbourg.

Tandis que ces événements, si favorables pour l'Italie, s'accomplissaient en Autriche, d'autres faits, malheureusement plus tristes et plus graves, puisqu'ils la touchaient de plus près, se préparaient au sein même de la péninsule. Nous parlons du funeste changement politique survenu à Rome.

Bien que l'histoire, ce tribunal sévère, n'ait point prononcé encore son dernier mot à l'égard de cette déplorable catastrophe, dont le Vatican fut le théâtre à la fin de 1848, loin de vouloir la justifier ou même la défendre, nous ne croyons cependant pas infirmer le verdict de la postérité en écartant certaines accusations portées par le monde contre ceux qui en furent les acteurs et la cause.

En effet, quelles qu'en soient aujourd'hui encore les funestes conséquences, il y a une sensible et énorme différence entre la

lâche trahison de Ferdinand de Naples et ce qu'on appela la défection, envers l'Italie, du Saint-Siège. Animé du plus sublime amour pour la patrie renaissante, enthousiaste et philosophe dans l'âme, Pie IX avait donné, le premier, le signal de la régénération italienne et s'était bravement jeté dans la lutte, lui-même.

Il avait, en noble apôtre de la liberté, le premier, prêché la sainte croisade, envoyé, ainsi que nous l'avons vu, ses troupes au secours de Venise, donné l'impulsion à tout le monde, entraîné à sa suite Naples, la Toscane; aussi est-ce en considérant tout cela qu'il faut le juger, à notre avis, et au lieu de l'accuser de trahison, admettre en sa faveur une faiblesse humainement, politiquement possible.

Tout infaillible que le dogme nous le présente, Pie IX était homme et prince souverain, responsable de ses actes, de ses principes envers un peuple qu'il gouvernait, et surtout envers la chrétienté entière; tant donc que la tâche fut au niveau de ses forces, il la supporta résolument; — tant que sa foi politique ne reçut aucune atteinte, il en porta le drapeau d'une main ferme, mais quand, débordées par une flux d'idées nouvelles, ses convictions se trouvèrent en face d'un principe sublime certes, mais incompatible, à son point de vue, avec sa double mission de souverain et de pontife; — quand il fallut céder tout ou entrer en lutte ouverte, abroger tout ce que l'omnipotence d'une foi séculaire avait établi et consacré, l'homme et le prince reculèrent, faiblirent devant la force des choses.

Soyons juste, rien de plus, rien de moins: ce qui paralysait Charles-Albert sur le Mincio, — la république, — le spectre du bonnet rouge, effraya aussi la tiare, et l'assassinat de Rossi, suivi de troubles sanglants au Quirinal, ayant comblé la mesure, mal inspiré, plus mal conseillé encore, Pie IX ne trouva rien de mieux que de se jeter dans les bras de la réaction en fuyant à Gaëte.

Nous le répétons une fois encore : notre intention n'est pas de justifier, de défendre cette malheureuse démarche de la part de qui n'avait rien à craindre, et dont la personne restait sacrée quand même ; mais quoiqu'il eût été plus juste, certes, de la part d'un pontife, de ne pas désespérer sitôt d'une cause, présentée tant de fois par lui-même comme protégée du ciel ; — quoiqu'il eût été plus beau de se fier au respect et à l'enthousiasme de cette jeune Italie, encouragée dans l'élan de la résurrection par sa propre parole ; — plus digne enfin d'adopter n'importe quelle cocarde, au lieu de la livrée du domestique de M. Spauer, ambassadeur interlope, pour fuir la nuit dans une méchante calèche de poste, par des chemins détournés, comme un coupable et aller se réfugier à Gaëte, à l'auberge « *du Cicerone*, » quand on avait le Vatican à Rome, — quoiqu'il eût été plus sublime de subir le martyre que de se sauver dans les bras de ce parjure qu'on appelait le roi de Naples, nous croyons fermement qu'il y eut dans toute cette fuite plus de faiblesse humaine que de volte-face politique.

Quoi qu'il en soit, effrayé par le meurtre de Rossi, intimidé par les troubles du 17 novembre, par les barricades du Quirinal et les coups de fusil de ses Suisses, Pie IX fit semblant de se réconcilier avec le peuple et lui accorda le ministère Galetti-Sterbini ; mais, une fois les regards romains détournés ailleurs, le pape se concerta avec l'ambassadeur bavarois, Spauer, et, après avoir, comme nous l'avons dit, endossé la livrée du domestique de ce dernier, abandonna Rome dans la soirée du 24 novembre, se rendant par Frascati, la Riccia et les Maremmes, à Gaëte, où, deux jours plus tard, vint le rejoindre Ferdinand de Naples.

Le malheureux exemple de Pie IX ne resta pas sans suites ; s'associant, en effet, à la réaction commune, le grand-duc de Toscane se sauva aussi de Florence, laissant une lettre fort

pathétique à Montanelli; et comme si ce grand drame devait à la fin de 1848 renouveler complètement sa mise en scène, accablé de fatigue et de revers, l'empereur Ferdinand abdiqua la couronne en faveur de son fils Charles-Maximilien, lequel la transmit à l'archiduc François-Joseph, déclaré majeur la veille même.

Les nouvelles de tous ces événements arrivèrent presque simultanément à Venise; mais si la révolution de Vienne, les succès des Maggyars et l'abdication de Ferdinand y provoquèrent une vive joie, les faits de Rome, la fuite et l'abandon de Pie IX, de ce Pie tant aimé, tant glorifié, qui s'était fait l'emblème, le mot d'ordre, l'étendard de la régénération italienne, produisirent dans l'esprit de tous une déception triste et amère.

La première conséquence des funestes événements de Rome fut, pour Venise, le départ des troupes romaines, lesquelles y étaient revenues le 13 septembre et durent quitter la lagune pour aller défendre leur propre ville. L'ordre du départ arriva, effectivement, le 8 décembre, et, le 10 suivant, les troupes pontificales abandonnèrent la haute Italie, en s'acheminant vers Rome, par Bologne et Ancône.

Venise ne désespéra pas cependant, privée d'une notable partie de ses défenseurs, et, loin de se laisser aller au découragement, ne fit que redoubler d'activité et de zèle.

Le mandat de la première Assemblée nationale étant expiré, considérant la nécessité d'une représentation permanente au milieu de circonstances aussi graves, le gouvernement provisoire fit procéder à de nouvelles élections, et, ces dernières accomplies, convoqua, aux termes du décret suivant, l'Assemblée nationale :

« Le Gouvernement provisoire de Venise,

• Les élections des représentants de l'Assemblée des États

de Venise, instituée aux termes de la loi du 24 décembre 1848, étant terminées :

« Vu l'article 14 de la loi susdite, ainsi que l'article 4 du décret du 1^{er} février courant,

« Ordonne :

« Aux termes de l'article 44 susdit, l'Assemblée des représentants de Venise est convoquée pour le 15 du mois courant.

Signé : MANIN ; GRAZIANI ; CAVEDALIS. »

En même temps que le Gouvernement provisoire reconstituait l'Assemblée nationale, toujours prêts à le seconder de leurs efforts, les habitants de la ville, ou plutôt, devrions-nous dire, les dames vénitiennes formaient entre elles un comité, chargé de venir en aide aux finances républicaines et de recueillir les offrandes citoyennes.

Citons les noms de ces femmes patriotes, dont l'abnégation et les sacrifices méritent de passer à l'histoire.

Liste des dames vénitiennes chargées de recueillir les offrandes des citoyens.

« Catherine Polcastro, Louise Zambelli, Rosine Namias, Thérèse Papadopoli, Rafaella Vitaliani, Teodora Zen, Medeleine Comello, Adrienne Correr, Elisabeth Giustinian, Anne Correr, Albe Galvagni, Marianne Piacentini, Lucrece Dolfin, Mariette Michiel, Lucie Costa, Hélène Loredan, Adrienne Alberti, Marine Persego, Anne Comello, Elisabeth Bragadin, Thérèse Gidoni, Regina delle Vide, Stella Piteri, Thérèse Ferracina, Antoinette Benvenuti, Judith Lattes, Lucrece Porta, Cornélie de Medici. »

Ainsi que nous l'avons dit, l'Assemblée nationale fut con-

voquée pour le 15 février 1849, mais les travaux préliminaires ayant absorbé les deux premiers jours, ce ne fut que le 17 qu'on ouvrit la séance, pour ainsi dire.

Cette dernière étant une de celles qui restent à jamais mémorables dans les annales parlementaires d'un pays, et ayant été telle effectivement pour Venise, nous ne croyons pouvoir faire mieux que d'en donner ici un compte-rendu abrégé, reproduit par le journal officiel de la ville.

SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE VÉNITIENNE,
LE 17 FÉVRIER 1849

LE PRÉSIDENT OUVRE la séance en faisant lire au secrétaire, M. Valussi, la motion suivante de l'honorable Benvenuti :

1° L'Assemblée confère, en voie purement provisoire, le pouvoir exécutif aux citoyens : Daniele Manin, Leone Graziani et Giambattista Cavedalis, appelés récemment à la dictature.

2° L'Assemblée nationale invite les trois citoyens : Manin, Graziani et Cavedalis à l'informer exactement de l'état actuel des choses publiques, en ce qui concerne les forces de terre et de mer, les finances, ainsi que les relations étrangères de Venise. »

BENVENUTI. J'observe que je n'ai pas fait une seule, mais deux motions distinctes, et me borne, pour le moment, à parler de la première.

Il est hors de doute, qu'une fois convoquée, l'Assemblée représente le peuple souverain, c'est-à-dire tout pouvoir exécutif, excluant ce dernier dans la personne des triumvirs par le fait de sa convocation même.

Il est donc urgent que l'action du pouvoir susdit ne soit en suspens plus longtemps, et c'est pourquoi je crois néces-

saire que l'Assemblée s'occupe immédiatement de ce qui concerne l'exercice du pouvoir en question.

PASINI. J'observerai que la motion de l'honorable Benvenuti contient l'expression : « *en voie provisoire*, » ce qui, selon moi, implique la question d'urgence.

TOMMASEO. Bien que l'honorable orateur précédent ait fait une distinction entre ses deux motions, ces dernières ne comprenant qu'une seule demande, il est juste qu'un des représentants du peuple lui réponde.

En ce qui regarde la première de ces demandes, je crois que le silence de l'Assemblée et les applaudissements dont elle couvrit, tout à l'heure, les paroles de notre honorable président, sont une suffisante sanction du gouvernement provisoire, de sorte que l'urgence réclamée par l'honorable orateur précédent me semble devoir être exclue, pour le moment.

Ce qui est nécessaire présentement, c'est le règlement, selon moi ; le règlement pouvant seul offrir une base à cette discussion, à laquelle le citoyen Benvenuti nous invite.

Je crois que l'anticipation en toutes choses est une épargne ; je crois, en outre, que le temps est notre plus précieuse richesse et que nous ne devons pas la dissiper en discussions, lesquelles, privées de règles, pourraient se prolonger outre mesure. Songeons donc au règlement.

Établissons une commission qui puisse faire, non pas des propositions en général comme l'a fait l'honorable Pasini, mais établir un règlement complet. Ceci nous fera certainement perdre un ou deux jours, mais nous serons libres de discuter sur une base déterminée et stable.

Quant à ce qui concerne la seconde proposition de l'honorable préopinant, j'entends que le gouvernement a déjà promis les comptes-rendus à ce sujet. Notre condition actuelle n'implique pas, selon moi, la nécessité d'une sollicitude trop vive à cet égard, le gouvernement ayant, à mon avis, mérité par ses

actes une confiance entière, tandis que les périls qui nous entourent réclament, au contraire, de la part des gouvernés ainsi que des gouvernants une concorde unanime.

Oui, messieurs, détrompons nos ennemis qui espèrent nous séparer, et, unis en face du danger commun, tâchons que ce danger devienne le ciment de notre unanimité à l'avenir, laquelle pourra seule effacer les taches de discorde si profondément, hélas! marquées dans les pages de notre histoire italienne.

BENVENUTI. Je répète, une fois encore, avoir fait deux propositions distinctes et me borne, ainsi que je l'ai dit, à parler de la première, laquelle est une question de principe et nullement personnelle. Je crois que, grâce à la réunion de ses représentants, le peuple concentre en lui-même tous les pouvoirs, et prive ainsi le gouvernement actuel de l'autorité nécessaire; or cette privation ne pouvant que porter un sérieux préjudice à la cause publique, je propose de déclarer que les trois dictateurs ayant exercé jusqu'à présent le pouvoir exécutif continuent d'en être chargés à l'avenir.

MANIN. J'ai l'habitude, le courage de dire toujours la vérité et crois en avoir donné des preuves. Les questions personnelles ne me regardent pas, mais je ne puis ne pas répondre à celles de principe.

J'entends dire que cette Assemblée qui représente le peuple concentre en elle tous les pouvoirs et que, grâce à sa convocation, elle en prive le gouvernement provisoire. Je crois que c'est une erreur.

Le gouvernement qui existe aujourd'hui fut élu par une autre Assemblée, représentant la nation. Son mandat lui vient d'elle — il existe encore. L'Assemblée convoquée actuellement a donc le droit de changer le gouvernement, mais elle n'a pas celui, certes, de lui dire : « Votre mandat n'existe plus. »

La question d'urgence ne saurait être admise qu'au cas où l'Assemblée ou bien l'un de ses membres trouverait la chose publique en danger : — que l'Assemblée ou l'un de ses membres vienne donc nous le dire et qu'on change le pouvoir actuel.

PASINI. Il me semble qu'une fois ces attributions de l'Assemblée admises, il serait d'urgence que le gouvernement les reconnût par un vote affirmatif ou négatif. Je crois aussi que les principes exposés tout à l'heure par l'honorable Manin eurent déjà notre unanime approbation.

BENVENUTI. Je déclare franchement n'avoir pas eu l'intention de soulever ici aucune question personnelle, et crois moins encore la chose publique en péril. Si telle avait été ma conviction, je n'hésiterais pas, je l'avoue, à le déclarer du haut de la tribune.

La question que j'ai provoquée est uniquement une question de principe, et je crois l'avoir suffisamment démontré en proposant de conférer le pouvoir exécutif à ceux qui l'ont exercé jusqu'alors.

Je le répète néanmoins, en présence d'une Assemblée populaire, convoquée et constituée comme la nôtre, tout pouvoir dictatorial doit cesser, par le fait de la convocation même.

Oui, messieurs, la dictature et l'Assemblée populaire sont incompatibles en même temps ; la dictature étant un pouvoir qui fait des lois nouvelles, modifie ou abroge celles qui sont en vigueur.

En effet, peut-on admettre, je vous le demande, un peuple souverain appelé à délibérer sur ses propres intérêts et un pouvoir plus fort que lui en même temps?... Peut-on lui trouver une autorité supérieure et ne serait-ce pas reconnaître l'existence de la dictature, l'existence de quelqu'un qui commanderait à une assemblée populaire?

Ceci étant, je crois le cas d'urgence absolue et répète que

nous devons nous en occuper sans retard, afin d'éviter le plus grave des inconvénients, à savoir la suspension du pouvoir exécutif.

OLPER combat la proposition Benvenuti, en observant qu'avant d'admettre la question d'urgence, l'Assemblée devrait discuter si la dictature, étant un pouvoir exceptionnel, créé pour les circonstances, doit cesser ou continuer.

SIRTORI. L'honorable Olper affirme que la question n'est pas d'urgence, parce qu'il reste à discuter si la dictature doit continuer ou cesser. Mais la dictature n'existe plus. La dictature n'étant que la plus entière concentration du pouvoir dans la personne de quelques individus, a cessé par le fait de la convocation de notre Assemblée.

En effet, cette dernière reconnaît-elle, oui ou non, posséder le pouvoir législatif? Si l'Assemblée le reconnaît, il n'y a plus de dictature, et c'est pourquoi, afin d'abrégier cette longue discussion, je propose de formuler ainsi la motion Benvenuti :

« La dictature a cessé. Le pouvoir exécutif est confirmé dans les personnes revêtues antérieurement de la dictature, en voie provisoire. »

BENVENUTI. Je m'associe entièrement à l'interprétation de ma motion faite en ces termes par l'honorable Sirtori, bien que je sois fâché de ne pouvoir le remercier du concours qu'il me prête.

En effet, nos points de départ sont essentiellement opposés, et, je désire qu'on le sache, loin de combattre le gouvernement, je suis prêt au contraire à lui accorder toutes les facultés les plus larges qu'il désire; mais qu'il vienne les prendre de l'Assemblée nationale, seul pouvoir souverain et légitime.

LE PRÉSIDENT. La parole est au député Chierighin.

CHIERIGHIN, après s'être associé à la motion Benvenuti,

dont il reconnaît l'urgence, mais nie la conclusion à l'égard de la dictature, s'étend longuement sur l'inconvénient de deux pouvoirs et porte la question sur un terrain personnel.

LE PRÉSIDENT invite l'honorable Chiereghin à se borner aux choses en question.

CHIEREGHIN reconnaît à l'Assemblée tous les pouvoirs souverains, mais croit qu'il convient qu'elle décide au sujet des attributions qu'elle est prête à accorder à la dictature, pour s'occuper ensuite du règlement.

PASINI pense, qu'interprétée de cette façon, la motion Benvenuti doit être mise aux voix.

TOMMASEO. Si jamais nous y arrivions, je prie qu'on sauve le principe au moins. Sans le vouloir, nous sommes arrivés à une de ces inévitables nécessités logiques, à une de ces profondes questions de principe, choses excessivement graves, puisqu'elles touchent à tous les arguments sérieux de la politique, et, comme telles, ne peuvent être selon moi résolues sans un règlement définitif. Cependant, si la motion doit être mise aux voix, je demande qu'on y ajoute : *toujours, sauf le principe théorique.*

BALDISSEROTTO insiste sur la nécessité de passer au vote d'urgence.

OLPER soutient que la motion Benvenuti implique le changement du gouvernement à la légère, sans discussion, avant même d'avoir examiné les comptes-rendus, promis par ce dernier.

SIRTORI. Je demande à l'Assemblée si elle se croit convoquée ici en vertu de son mandat, ou bien grâce à la tolérance et au bon plaisir des dictateurs?... Je demande si elle reconnaît aux personnes soi-disant revêtues du pouvoir dictatorial le droit de lui dire : « Dispersez-vous, je vous ferme la porte, » toutes choses qui font partie des attributions de la dictature ? Je demande si deux pouvoirs peuvent exister dans un État,

et ne le croyant pas possible, je répète une fois encore : La dictature a cessé du moment où l'Assemblée, dont le mandat n'a pas de limites, fut convoquée et revêtue du pouvoir législatif.

Si les dictateurs pensent autrement, qu'ils le disent.

MANIN. Toujours, mais surtout en présence d'un peuple novice aux institutions politiques, il est nécessaire de se garder du dangereux jeu des mots, qui fait prendre pour vérité ce qui ne l'est pas parfois.

Je soutiens que la dictature existe.

Interpellé de bonne foi, je réponds de même : oui, aujourd'hui encore la dictature existe.

Elle existe dans cette minute même ; dans celle qui suit, l'Assemblée pourra la faire cesser et le pouvoir retournera au peuple. L'Assemblée d'août nous a revêtus de cette autorité, et elle nous en a revêtus en la limitant, afin que les choses graves ne se décidassent qu'avec un consentement unanime. Nous ne nous trouvons pas aujourd'hui dans une condition différente de celle où nous fûmes avant de convoquer l'Assemblée actuelle, et l'incompatibilité qu'on essaie de démontrer, n'ayant pas existé alors, n'existe pas non plus aujourd'hui. Je conclus, l'Assemblée peut faire cesser la dictature, ou bien, la discussion se prolongeant encore, la dictature cessera d'elle-même.

BENVENUTI. La déclaration d'urgence, messieurs, implique, selon moi, la déchéance du pouvoir dictatorial ; or, telle n'est pas l'opinion de l'honorable Manin, qui tend à établir une différence à cet égard.

A l'entendre, la dictature ne serait pas une autorité ; cette dernière restant au peuple, la dictature n'en est que la représentante. Mais s'il en est ainsi, j'observerai, pardonnez-le moi à mon tour, que c'est un dangereux jeu de paroles.

L'autorité, dites-vous, reste au peuple, mais ce dernier est représenté par l'Assemblée que voilà ; n'est-ce donc pas toujours le même dilemme ?

Deux pouvoirs se trouvent en présence, lequel des deux doit céder à l'autre?... Puisque le peuple nous a revêtus de son mandat, il est impossible qu'une autorité plus grande ou seulement égale existe à côté d'une représentation populaire. Ce principe, l'honorable Sirtori l'a exposé sous un point de vue qui n'admet pas de réplique. En effet, je vous le demande : La dictature pourrait-elle nous renvoyer d'ici, oui ou non?... Mais alors où est donc l'autorité, et croyez-vous que deux pouvoirs simultanés soient possibles ?

Je répète donc qu'il est nécessaire de déterminer la situation, et je ne doute pas qu'on saura choisir entre l'autorité des représentants du peuple et celle qu'une autre assemblée a temporairement confiée à certaines personnes.

BALDISSEROTTO insista sur la nécessité du vote d'urgence.

OLPER. Puisque l'honorable Benvenuti a reconnu que la question d'urgence est une question de principe, qu'il la formule franchement, qu'il déclare la dictature déchuë.

BENVENUTI. C'est là justement mon intention.

LE PRÉSIDENT. La question d'urgence étant admise, voici quelle serait la motion de l'honorable Benvenuti :

« L'Assemblée est invitée à conférer, en voie purement provisoire, le pouvoir exécutif aux trois citoyens : Manin, Graziani et Cavedalis, revêtus jusqu'à présent de la dictature. »

MANIN, ayant réclamé un sursis afin de délibérer avec ses collègues au sujet de l'imminent vote de l'Assemblée,

LE PRÉSIDENT demande à l'honorable Benvenuti s'il consent à diviser sa motion en deux, dont la première, concernant la déchéance de la dictature, sera votée immédiatement.

La division admise, l'on procède à un scrutin secret, dont les résultats sont les suivants :

Votants.	106
Affirmatifs.	70
Négatifs.	36

Manin accepte le pouvoir tel qu'il lui est conféré.

La seconde partie de la motion de l'honorable Benvenuti fut votée dans une des séances suivantes, et bien que le résultat du scrutin précédent, tout en infirmant les principes exposés par Manin, fût loin d'être un vote de méfiance contre ce dernier, une partie de la populace, interprétant mal la motion Benvenuti-Sirtori, et entraînée par quelques-uns des trop zélés partisans de Manin, dont ils croyaient la situation compromise, se laissa aller à de regrettables actes de désordre, au point de vouloir envahir de force la salle de l'Assemblée, tout en préférant les plus violentes menaces contre les députés Sirtori et Benvenuti, lesquels ne faisaient en réalité que défendre ses droits les plus sacrés, les plus légitimes.

Heureusement, le premier à rendre justice à ses adversaires de la veille, dont l'un surtout, l'avocat Benvenuti, était son ami personnel, et malgré l'apparence de l'opposition, son plus ferme appui au pouvoir, et aussi, comprenant tout ce qu'il y avait d'illégal dans le procédé de la foule, Manin accueillit énergiquement cette dernière, et empêchant les députés Sirtori et Benvenuti de sortir de la salle, les reconduisit à leur domicile dans sa propre gondole, sans pouvoir empêcher toutefois que la cohue exaltée ne poursuivît l'embarcation à coups de pierres.

Ces désordres, fort rares heureusement à Venise, furent énergiquement blâmés par la majorité de la population.

L'ASSEMBLÉE, DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT DE VENISE

Au nom de Dieu et du peuple.

Considérant que les circonstances présentes, exceptionnelles, réclament l'exercice d'un énergique pouvoir exécutif.

Ordonne :

1° L'Assemblée nomme chef dudit pouvoir exécutif, avec le titre de Président, le citoyen Daniele Manin ;

2° L'Assemblée conserve en elle-même les pouvoirs constituant et législatif, y compris la faculté de statuer sur le sort du pays ;

3° Au Président Manin sont accordés les pleins pouvoirs en ce qui concerne les affaires internes et externes du pays, sans excepter le droit d'ajourner l'Assemblée, sauf à la reconvoquer dans un délai de quinze jours et à exposer le motif de l'ajournement ;

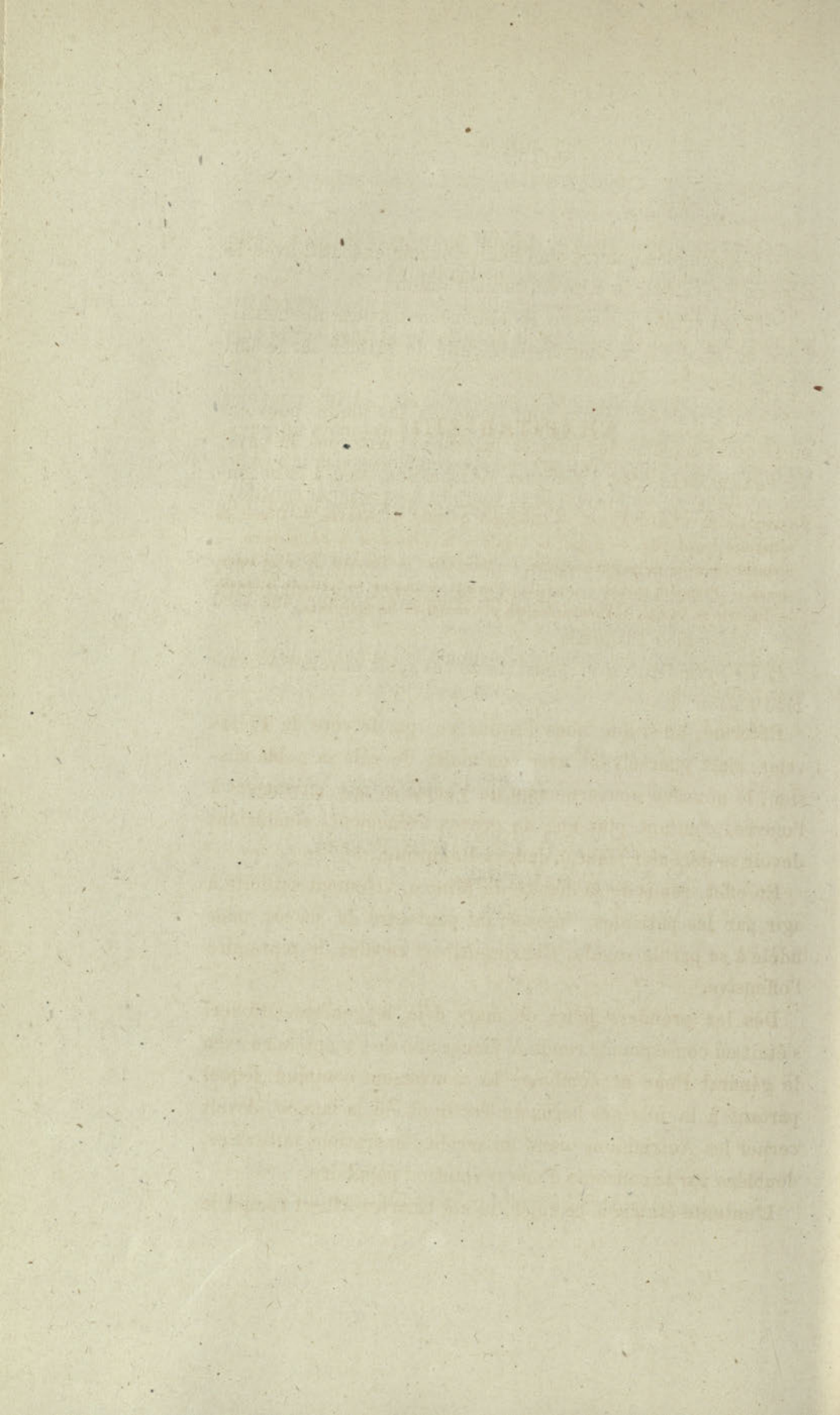
4° Le Président a la faculté de faire, en cas d'urgence, des dispositions législatives, sauf à les faire sanctionner plus tard par l'Assemblée nationale ;

5° Le Président est responsable de ses actes envers l'Assemblée nationale.

Venise, 7 mars 1849.

Signé : *Le Président*, CALUCCI.

Les Secrétaires : G. PASINI, G.-B. RUFFINI,
A. SOMMA, P. VALUSSI.



CHAPITRE XIII

Protestation de Charles-Albert. — Campagne de 1849. — Novara. — Décret de résistance à tout prix. — Appel de Manin à la France et à l'Angleterre. — Seconde émission de papier-monnaie. — Marghera. — Travaux de siège autrichiens. — Première tentative contre la forteresse vénitienne. — Sortie de Rosaroll. — Pénurie de Venise. — Bombardement et évacuation de Marghera.

Réformé, ainsi que nous l'avons vu, par le vote du 17 février, mais poursuivant avec non moins de zèle sa noble mission, le nouveau gouvernement de Venise se mit activement à l'œuvre, d'autant plus que de graves événements semblaient devoir se dérouler bientôt dans la Péninsule.

En effet, remis de la défaite du Mincio, vivement sollicité à agir par les patriotes, désespérant peut-être du succès, mais fidèle à sa parole royale, Charles-Albert résolut de reprendre l'offensive.

Dès les premiers jours de mars déjà, le général Ollivieri s'était en conséquence rendu à Venise afin de s'y entendre avec le général Pepe et combiner le mouvement commun, lequel partant à la fois des bords du Tessin et de la lagune, devait cerner les Autrichiens dans un cercle d'opérations militaires, doublées par le concours d'une révolution populaire.

L'entente établie à ce sujet, le roi Charles-Albert rompit la

trève de Milan et le 15 mars suivant lança son éloquente proclamation de guerre; malheureusement, si l'époque où pour la seconde fois on saisissait les armes était à peu près la même qu'en 1848, l'année qui s'était écoulée avait apporté des différences et des changements extrêmes.

Loin de commencer les hostilités, en effet, sous des auspices aussi favorables qu'alors, l'Italie entra en campagne non-seulement plus faible numériquement, mais encore privée de tous ces immenses avantages que lui donnaient l'expulsion de Radetzky de Milan, celle de Zichy de Venise, la révolution, l'enthousiasme général; et, facile à prévoir pour quiconque, le résultat ne se fit pas, hélas! attendre longtemps.

Si la guerre portée sur le sol lombard-vénitien, et secondée par un soulèvement général des populations, eût pu durer quelques mois, peut-être l'avantage aurait-il fini par rester aux Italiens; mais comprenant à merveille que tout dépendait de la rapidité de ses mouvements, Radetzky résolut de prévenir l'explosion probable, et ne s'inquiétant nullement de Venise, se jeta à la rencontre de l'armée sarde.

Le drame fut court, mais terrible; la campagne inaugurée le 15 mars par la protestation de Charles-Albert se termina le 23 du même mois par le coup de foudre de Novara.

Profitant de sa supériorité numérique et tenant à prévenir à tout prix une révolution en Lombardie, Radetzky, ainsi que nous le disions, se porta rapidement vers le Tessin, refoula l'avant-garde piémontaise à Mortara, et se présenta le lendemain en face de l'armée de Charles-Albert, campant dans les plaines de Novara.

Il n'entre point dans notre cadre de raconter cette malheureuse bataille; mal conduites par le général Chrzanoski, trahies ou non par Ramorino, lequel paya cette journée de sa vie, accablées par le nombre, les troupes piémontaises furent vaincues sur tous les points, malgré l'héroïque résistance du

prince de Savoie et des brigades Acqui et Casale ; l'âme navrée, désespérant, Charles-Albert s'exposa en vain aux balles autrichiennes, qui n'en voulurent pas, et ne pouvant trouver la mort sur le champ de bataille, abdiqua le lendemain en faveur de Victor-Emmanuel, dont le premier soin naturellement fut de couvrir Turin et de sauver les débris de l'armée, ce qu'il fit aussi en concluant un armistice suivi d'un traité de paix avec Radetzky.

La nouvelle de la défaite de Novara, si terrible dans ses conséquences, arriva à Venise comme un coup de tonnerre, au moment même où on s'y laissait aller à l'espoir d'une revanche éclatante, et y porta la désolation au comble.

Tout en effet était, sinon perdu, à peu près désespéré pour la malheureuse ville.

Elle comprit qu'il ne lui restait d'autre sort qu'une aveugle soumission à l'Autriche, ou bien une lutte à outrance, et ce fut vers ce dernier parti que, redoublant d'activité et d'ardeur, se décida le peuple de Venise, résolu à combattre non plus pour vaincre, mais pour sauver l'honneur de sa cause.

L'Assemblée nationale fut donc convoquée de nouveau, en conséquence, et, s'inspirant de la suprême résolution du peuple vénitien, vota le 2 avril le décret suivant, à jamais mémorable, qui dans ses glorieux fastes restera une des pages les plus sublimes :

“ L'ASSEMBLÉE DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉTAT DE VENISE

“ *Au nom de Dieu et du Peuple,*

“ Unanimement,

“ Décrète :

“ *Venise résistera aux Autrichiens à tout prix.*

« A cet effet sont conférés au président Manin des pouvoirs illimités. »

Signé : *Le Président*, GIOVANNI MINOTTO.

Les Vice-Présidents :

LODOVICO PASINI,
GIOVANNI-BATTA VARÉ.

Les Secrétaires :

G. PASINI, G.-B. RUFFINI,
A. SOMMA, P. VALUSSI.

Cette résolution véritablement spartiate adoptée, une médaille commémorative en bronze fut frappée et distribuée aux habitants, dont elle devait être désormais le plus bel et l'unique insigne ; puis, inébranlable dans son espoir d'une intervention française, laquelle après la malheureuse chute de Novara pouvait seule effectivement sauver l'Italie du sort qui la menaçait, Manin adressa un nouvel appel à la République de Février ainsi qu'au cabinet de Londres, dont, comme on le verra, il invoquait l'assistance au nom de tout ce qu'il y a de plus noble au monde.

Voici la copie de ses deux circulaires envoyées à Paris et à Londres.

« *A Monsieur le Ministre des affaires étrangères
de la République française.*

« Monsieur,

« C'est au nom de l'humanité et de la justice, c'est au nom de la légitimité et de la liberté que le peuple de Venise implore les effets aussi prompts que possible de cette médiation bien-faisante que lui font espérer depuis plusieurs mois les gouvernements des deux plus puissantes et libres nations de l'Europe. Nous allons rappeler des faits bien connus, mais nos malheurs nous y forcent, et le malheur dignement supporté, quand même

il serait dénué de tout autre droit, est à lui seul un titre auprès des cœurs généreux!

« Les droits du peuple vénitien, comme chacun sait, sont des plus anciens et des plus légitimes. Venise, sortie de ses lagunes comme une création du libre arbitre et de la persévérance humaine, comme une protestation violente contre la violence étrangère, fit de son histoire une conséquence immédiate de son origine, et, tout en gardant son indépendance et son originalité, noua d'honorables rapports avec tous les peuples les plus redoutés de la terre et rendit quelques services à la civilisation par ses arts, à l'humanité par son commerce, à la chrétienté par ses armes. Les moyens spontanés par lesquels elle acquit et garda ses domaines, la façon dont elle perdit ces derniers et son existence politique concourent à démontrer ses droits.

« Tout en lui promettant une liberté plus vraie que celle qui lui fut concédée, on la livra à une puissance qui n'avait alors sur elle pas même le droit du plus fort. La Sainte-Alliance, dont le rôle était de faire respecter tous les droits qu'on disait violés par la révolution et la guerre, la Sainte-Alliance ne songea pas à Venise. L'Autriche, dont les proclamations animaient les Italiens à la guerre contre la France, dans l'espoir de recouvrer leur vie nationale et l'héritage de leurs souvenirs, l'Autriche n'a pas tenu ses promesses. Les traités de 1815 ont subi des changements que l'Europe a déjà reconnus. L'Angleterre et la France, qui ont reconnu la légitimité du mouvement sicilien, ne peuvent sans doute refuser leurs appuis à notre délivrance, dont la légitimité repose sur les fondements les plus sacrés. Venise, en joignant ses forces au moment de la lutte à celles d'autres États italiens n'en garde pas moins la propriété de ses titres à elle et le caractère unique dont elle fait preuve même dans les présents efforts de sa résistance. Nous ne parlons pas des promesses dont l'Europe a retenti ni

des paroles solennelles, où la pacification de la Péninsule était inséparablement liée à l'idée d'affranchissement, ni de tous les témoignages de sympathie qu'eut Venise, et qui dans son état deviennent autant de promesses pour l'avenir.

« Si d'autres États italiens ont rejeté jadis le secours de la France, Venise était en revanche accusée du contraire; les journaux du temps en font foi. Et si quelqu'un en son nom a jamais osé s'associer à un refus non moins imprudent qu'ingrat, aucun de ses actes officiels ne saurait être cité qui ne prouve notre gratitude et notre confiance. C'est ainsi que dès le commencement nous adressâmes au gouvernement de Sa Majesté Britannique des paroles dont la signification n'était pas douteuse. Mais quand même nous aurions à cet endroit-ci des torts que nous n'avons guère, ce serait offenser les Gouvernements des puissances médiatrices que de penser qu'ils daigneraient saisir de si minces prétextes pour nous abandonner dans notre détresse.

« En nous séparant un instant de notre peuple et en assumant l'orgueil de mérites qui ne sont pas personnels, nous pouvons affirmer que le titre principal de Venise à l'appui des puissances n'est pas tout ce qu'on a fait pour elle ou ce qu'on lui a promis, mais sa propre souffrance et la manière dont elle sait l'endurer.

« L'histoire des révolutions ne présente pas beaucoup d'exemples d'un amour de l'indépendance allié avec un tel esprit d'abnégation, qui paraît être ici à l'état naturel. Point de factions, point de tumultes, point d'ostentations, point de haines.

« La liberté nouvelle n'éteint pas l'ancienne piété; les habitudes d'une vie par trop pacifique font place à de rudes exercices, à des privations journalières. La durée de la résistance est elle-même un titre, puisqu'elle démontre que ce n'est pas une ivresse turbulente, mais une volonté réfléchie.

« Tout en recommandant à vous, Monsieur le Ministre, l'Italie entière, dont les intérêts sont solidaires et dont la pacification, c'est-à-dire l'affranchissement, est devenu la condition indispensable de la paix de l'Europe, nous devons vous supplier de prendre dès l'abord en considération notre état, qui, faute de moyens économiques, ne saurait se prolonger sans donner gain de cause à notre ennemi.

« Ce que Venise demande, c'est que le joug autrichien ne pèse plus désormais sur elle ; c'est non pas qu'on lui rende tout ce que Campoformio lui a ôté, mais son nom au moins qui est strictement nécessaire à son existence.

« Elle se place sous le patronage associé de l'Angleterre et de la France et leur abandonne le choix des moyens. La diplomatie dans cette espèce de négociation a beau jeu, puisque notre délivrance n'est pas une révolution, mais la reprise de nos droits historiques, de notre légitimité.

« En fait, Venise affranchie ne saurait donner de l'ombrage ; Venise autrichienne serait une honte et un embarras.

« Agréez, Monsieur, l'assurance de ma profonde considération,

« *Le Président du Gouvernement de Venise,*

« MANIN. »

C'est ainsi que parlait Manin aux représentants de l'Angleterre et de la France, et quoique cet appel énergique et éloquent à la fois fût de nature à mériter l'attention des puissances, loin de se leurrer de vaines illusions, le pouvoir et les habitants de Venise ne firent qu'augmenter, accumuler leurs moyens de résistance.

Pour subvenir aux frais que réclamaient ces derniers, le gouvernement vénitien, forcé d'y recourir bien malgré lui, décréta donc une seconde émission de papier-monnaie au même taux que la précédente, et rassuré, momentanément au

moins, à l'égard de ses finances, concentra toute son activité sur l'organisation de ses forces.

Ce fut à cet effet que les troupes qui s'étaient portées à Chioggia, pour concourir au plan de guerre de Charles-Albert, revinrent dans la ville afin de protéger la lagune et particulièrement le fort de Marghera.

Il était temps du reste qu'on y songeât sérieusement, car les Autrichiens aussi se mettaient de leur côté à l'œuvre.

Énergiquement repoussé après la sortie de Mestre, l'ennemi n'avait osé entreprendre rien depuis lors contre Venise, d'autant plus que toute son attention et une partie de ses forces avaient été rappelées ailleurs, grâce aux événements qui se déroulaient en Piémont et que nous avons mentionnés plus haut; mais quand la victoire de Novara les rendit libres, quand ils n'eurent plus rien à craindre et se sentirent débarrassés de l'armée sarde, tous les efforts des Autrichiens se concentrèrent vers un seul point, toutes les troupes disponibles de Radetzky se portèrent en avant pour réduire Venise.

Dès le 10 avril déjà, 30,000 soldats impériaux, soutenus par la flotte sortie de Pola et fermant l'accès de la mer, cernèrent la ville rebelle; mais quoique une masse de troupes aussi imposante eût pu permettre d'entreprendre tout de suite les travaux de siège, ces derniers ne commencèrent qu'à la fin du mois, grâce à la nature exceptionnelle du terrain dont est environné Marghera.

Puisque c'est réellement de ce moment-là que commence la véritable lutte soutenue si héroïquement par Venise, disons un mot du principal boulevard formant sa défense, — de Marghera, — d'autant plus qu'à peu d'exceptions près, ces pages auront désormais pour texte cette place.

Composée d'un corps principal bastionné, auquel, ainsi que nous l'avons dit dans le courant de ce livre, étaient venues se joindre successivement les redoutes *Manin* et *Rizzardi*, puis

les batteries baptisées du nom de *Pie IX*, de *Charles-Albert* et de *San Marco*, Marghera avait vu plus tard augmenter ses défenses d'une quatrième batterie appelée *Dei Cinque Archi*, destinée à battre le chemin de fer, puis d'une autre de 16 canons élevée à la pointe de l'île de San Giuliano, balayant la plage jusqu'à Campalto; enfin d'une dernière, placée entre le remblai du chemin de fer et le fort Rizzardi.

Toutes ces fortifications, défendues par une garnison de 2,400 hommes, d'abord sous les ordres de Paolucci, ensuite sous ceux du colonel Ulloa, avaient leurs fossés remplis d'eau, leurs parapets fraîchement réparés, leurs remparts enfin garnis de 146 bouches à feu, sans compter celles des îles San Secondo et San Giuliano, ainsi que d'un bon nombre de canonnières.

Quant au terrain d'attaque, ce dernier, bas et marécageux dans toute son extension autour de la lagune, ne présentait qu'une seule partie propre aux travaux de siège, à savoir l'espace restreint à la droite du canal de Mestre et encore, coupée qu'elle était de fondrières, fangeuse et pouvant être inondée, grâce aux eaux du canal susdit, cette partie du sol n'offrait aux assiégeants que fort peu d'avantages.

A ces difficultés de la nature vinrent s'en joindre d'autres, résultant du terrain même, lequel, imprégné d'eau marine, est dépourvu de toute végétation, premier élément des travaux de siège, ce qui obligea les Autrichiens à transporter tout, leurs gabions, leurs fascines, leurs sacs de terre, etc., de Mestre, retardant par là le tracé de leurs lignes.

Quoi qu'il en soit, forcé d'accepter ce terrain comme base de ses opérations futures, l'ennemi commença ses travaux vers la fin d'avril, partant en trois zigzags, dont le premier cotoyait la rive gauche du canal de Mestre, le second s'étendait entre le canal susdit et la ligne du chemin de fer, et le troisième enfin cheminait de l'autre côté de cette dernière.

En même temps il porta son quartier-général à la villa Papa-

dopoli, en avant de Mestre et le dépôt de ses tranchées au point appelé Bisinola.

Dès le 26 avril, les assiégés, de leur côté, aperçurent aussi les premiers ouvrages ennemis, mais bien que de ce jour même les canons de Marghera essayèrent de molester ces travaux, la distance était encore telle que le feu de la forteresse n'empêcha nullement les Autrichiens de tracer, dans la nuit du 29 au 30, leur première parallèle.

Cette dernière, éloignée de mille mètres environ, consistait en une ligne à intervalles, cernant le fort Rizzardi ainsi que les deux fronts de Marghera et comme, malgré cette grande distance, on voulut en essayer les effets contre la forteresse vénitienne, elle fut armée de six batteries dont l'action commença le 4 mai suivant, en présence même de Radetzky.

Ce premier feu aurait dû, suivant les ordres du feld-maréchal, durer soixante-douze heures, mais au grand désappointement de ce dernier et des archiducs qui étaient avec lui, il fut éteint, dès le début même, par les vigoureuses ripostes de l'artillerie vénitienne.

Quant à Marghera, nous n'exagérons pas en disant que ce premier baptême du feu ennemi y provoqua l'allégresse d'une fête, l'explosion d'un enthousiasme unanime.

Debout à leurs pièces, au premier coup de canon autrichien, les artilleurs, l'état-major, toute la garnison enfin manifestèrent non-seulement un sang-froid et un courage inaltérables, mais une insouciance de la mort digne des plus vieilles troupes accoutumées à la guerre. En effet, ce n'étaient que cris de joie, vivats et risées générales qu'on entendait sur toute la ligne. Un boulet arrivait-il, ricochant sur la muraille, qu'aussitôt mille apostrophes burlesques accueillaient le projectile maladroit; une bombe éclatait-elle sur le parapet, en soulevant autour d'elle un nuage de poussière, qu'un hurra unanime couvrait le bruit de son explosion!

Puis au milieu de tout cet épouvantable vacarme du combat, mille traits d'audace et de courage signalaient les défenseurs de Marghera. L'on acclamait bien les projectiles ennemis, mais on les bravait mieux encore.

Ainsi une bombe éclate à deux pas d'une poudrière, menaçant de la faire sauter en l'air, un artilleur s'élançe et en ferme la porte en s'écriant : « Pas d'intrus, nous avons les nôtres ! » — une raquette à la Congrève s'abat en sifflant près d'un tambour battant la charge, l'enfant ne s'en émeut guère et continue l'appel d'une main, en saluant le projectile de l'autre ; — enfin, un boulet tue le cheval d'une charrette de munitions, conduite par un ouvrier, le conducteur coupe les traits de l'animal mort, et, s'attelant au caisson lui-même, le ramène à la batterie voisine.

Nous le répétons, sans exagération, le 4 mai fut un jour de fête pour Marghera.

Cette première tentative si vigoureusement repoussée remplit Venise de joie ; l'enthousiasme, le courage, l'ardeur, l'héroïque insouciance des défenseurs de Marghera s'étaient communiqués aux habitants de la ville ; on se crut revenu aux belles journées de 1848, au triomphe de Mestre, et, une fois encore, cette population si impressionnable, si ardente, célébra par mille démonstrations joyeuses un jour d'allégresse et de fête. Quant aux Autrichiens, éconduits dans leurs espérances, ils essayèrent d'un autre moyen pour réduire la ville rebelle.

Voyant, en effet, ses boulets s'émousser sur les remparts de Marghera, Haynau, revenu alors du sac de Brescia et commandant le corps du siège, envoya le lendemain un parlementaire, portant un pli *ouvert*, à l'adresse de « *l'avocat Manin* » qu'il sommait de se rendre, mais le gouvernement vénitien, après avoir fait observer au général autrichien l'illégalité et l'inconvenance de sa démarche, lui ayant répondu par l'envoi d'une copie du décret de *résistance à tout prix*, force fut aux

Autrichiens de reprendre leurs travaux de tranchée qu'ils agrandirent effectivement, en traçant, dans la nuit du 5 au 6 mai, une seconde parallèle.

Si l'ennemi, incapable encore d'agir avec succès, revint à ses travaux de circonvallation, les assiégés ne restaient pas non plus inactifs à Marghera.

Dès l'aube du 7 mai leur feu continu et bien dirigé avait détruit presque entièrement la tête de sape autrichienne, sans compter les dégâts que leur causa une pointe hardie du capitaine de Brunner, de la légion suisse; comprenant néanmoins que tout cela était insuffisant pour arrêter les progrès ennemis et, voulant savoir où en étaient ses travaux, les chefs résolurent de faire une sortie, laquelle eut lieu le lendemain, 9 mai, en effet.

Six cent-soixante hommes, pris entre les bataillons lombard et napolitain, les chasseurs du Sile et la légion frioulane, auxquels vinrent se joindre cent sapeurs, chargés de détruire les travaux ennemis, et commandés par les majors Sirtori et Rosaroll, sortirent à l'aube du 9 mai de Marghera, et, franchissant l'espace au pas de course, tombèrent à l'improviste sur la seconde parallèle.

L'attaque fut impétueuse, irrésistible!

Avant même qu'ils eussent pu s'en rendre compte, les travailleurs autrichiens furent massacrés, leur réserve, arrivant au secours, mise en déroute, les travaux exécutés avec tant de peine, détruits, les gabions défoncés, les outils brisés ou emportés par les vainqueurs qui, trouvant inutile d'exposer plus longtemps une poignée d'hommes contre des forces autrichiennes arrivant de toute part, donnèrent le signal de la retraite, laquelle s'opéra avec un ordre parfait, sous la protection du canon de Marghera.

Ce brillant résultat ne coûta aux Italiens que quatre tués, au nombre desquels le lieutenant Giovanni Mengotta, et vingt-six

blessés, dont deux furent de la part de leurs courageux compagnons d'armes, ce jour-là encore, l'objet d'un acte de dévouement et d'audace particulières.

En effet, deux soldats suisses, blessés, n'ayant pu regagner à temps la forteresse vénitienne, s'étaient blottis dans une anfractuosité du terrain, en avant de la lunette n° 13 et, s'abritant aussi bien que possible contre le feu ennemi, lequel, les ayant aperçus, tirait à outrance sur ces malheureux, invoquaient de là le secours de leurs frères d'armes.

Ces derniers les virent aussi et résolurent de leur venir en aide, bien qu'atteints par les balles autrichiennes; l'un des deux Suisses tomba mort et l'autre s'affaissa blessé mortellement.

L'entreprise était hasardeuse outre mesure, grâce au feu infernal, balayant tout l'espace à parcourir; résolu cependant à ne pas laisser leurs camarades au pouvoir de l'ennemi, une vingtaine de soldats, conduits par un sapeur romain appelé Martinelli, portant un gabion devant lui, s'élançèrent résolument, tête baissée en avant, et, comme s'ils eussent été invulnérables, puisque un seul d'entre eux fut blessé légèrement, parvinrent aux Suisses qu'ils rapportèrent à Marghera.

Tout ceci, l'attaque du 4 mai repoussée, la brillante sortie de Rosaroll, les mille traits de courage individuel se répétant chaque jour à Marghera, l'exemple enfin des chefs intrépides tels qu'Ulloa, Cosenz, Sirtori et vingt autres, soutenaient la défense ainsi que l'esprit des habitants de la ville, lesquels, sans murmurer il est vrai, commençaient néanmoins à ressentir les premières rigueurs du siège.

En effet, les magasins de Venise, abondamment pourvus de vivres deux mois auparavant, s'étaient vidés lentement, absorbés par les besoins d'une population de 120,000 âmes, et toutes les provisions, déjà fort chères par le passé, devinrent d'un prix quadruple à partir du 20 mai, dernier jour assigné au dé-

part des étrangers et, après lequel, la flotte autrichienne bloqua Venise sans y laisser entrer, sans en laisser sortir personne.

L'état des choses devenait grave, sous tous les rapports, disons mieux, il devenait terrible!

Voulant faire une diversion du côté de Brondolo et espérant ravitailler la ville, grâce aux ressources de cette partie de la lagune, le général Pepe ordonna deux sorties, l'une exécutée par le lieutenant de vaisseau Baldisserotto, l'autre par le colonel Morandi, lesquels parcoururent hardiment l'espace compris entre l'Adige et la Brenta, ramenant à Venise quelques provisions en bétail et farines, dont l'efficacité aurait été nulle cependant sans l'admirable, la sublime contenance, l'abnégation sans bornes de la ville.

Folle, ardente, passionnée, joyeuse aux jours de fête, Venise commençait, en effet, à faire voir au monde ce dont elle était capable aux moments d'épreuves.

On était cerné, sans ressources, sans communications, mangeant peu et mal, supportant toutes les fatigues, toutes les angoisses d'une lutte quotidienne, pliant sous le fardeau des sacrifices, eh bien, isolement, abandon, combats, pertes, périls, tout cela n'abattait, n'attristait point cette vaillante population qui avait assez de cœur pour aller chercher l'ennemi à Mestre, assez de gaieté pour applaudir les bombes autrichiennes, assez d'insouciance du danger pour passer de ce brillant salon qu'on appelle la place de Saint-Marc, sur les parapets de Marghera, dont les vieillards encourageaient les enfants, et les femmes, toujours sublimes, toujours en première ligne, tous les défenseurs de l'héroïque ville.

On se sentait vaguement à la veille des terribles épreuves et, pour cela même, on n'en portait que plus haut un front calme et digne. Il est vrai aussi que, renforcés par des nouvelles troupes, les Autrichiens faisaient des progrès continuels et rapides.

Déjà, malgré le feu de Marghera et une sortie des chasseurs du Sile, exécutée par le lieutenant Andreani qui fit une diversion vers Osellino, déjà le 13 mai, disons-nous, les Autrichiens élevèrent une batterie à Campalto, battant le fort de San Giuliano, en armèrent le lendemain une autre, dont les projectiles pénétraient jusque dans la lagune, menaçant les communications entre Venise et Marghera, et, bravant l'inondation par laquelle les assiégés troublèrent leurs travaux en rompant les digues, finirent le 22 mai leur troisième parallèle, garnie de cent-cinquante bouches à feu, destinées à foudroyer Marghera.

Cette fois, tout le présageait, l'attaque devait être imminente et générale.

En effet, le 24, à 5 heures du matin, le major Sirtori prévint le colonel Ulloa d'un mouvement insolite s'opérant dans la tranchée ennemie et, comme si les Autrichiens n'eussent attendu que cet avertissement, bientôt une grêle de boulets, de bombes et d'obus s'abattit non-seulement sur Marghera, mais aussi sur les îles de San Giuliano et San Secondo, en même temps que sur le pont de la lagune.

Dès le premier quart d'heure, soutenue par deux cent vingt-cinq bouches à feu, dont soixante-quinze seulement étaient pour le compte de Marghera, la canonnade devint terrible, mais dès les premiers instants aussi, bravant cette pluie infernale de projectiles, admirables de courage et de sang-froid, les chefs et les soldats vénitiens rivalisèrent d'intrépidité et de zèle.

Tirant en moyenne *soixante à quatre-vingts coups à la minute*, les Autrichiens continuèrent leur terrible feu toute la journée du 24, toute la nuit suivante et tout le lendemain 25, sans réussir à vaincre la résistance des Italiens et faire taire les canons de Marghera.

Mais que peuvent l'héroïsme contre la force brutale, le courage contre le nombre, l'audace contre le fer?

Marghera résista deux jours et une nuit à l'action foudroyante de cent-cinquante canons, n'en ayant que soixante-quinze pour leur répondre, mais quand les parapets furent démolis par les bombes, quand les voûtes des casemates menacèrent ruine, quand soixante-quatorze mille projectiles labourèrent le sol de la forteresse et que sur deux mille quatre cents soldats, composant la garnison, on compta *cent* tués et *quatre cents* blessés, parmi lesquels : *le commandant, trois majors, six capitaines, quatre lieutenants et un ingénieur*, force fut de céder, en abandonnant à l'ennemi ce glorieux champ de bataille.

Prévenu de l'impossibilité de prolonger la défense et ayant décidé dans un conseil de guerre d'évacuer Marghera, le gouvernement publia le décret suivant, afin de tranquilliser la population de la ville.

« Le gouvernement provisoire de Venise.

« Considérant que Marghera est une forteresse expugnable si l'ennemi peut et veut disposer d'un grand nombre de troupes ainsi que de formidables moyens de guerre ;

« Considérant que les exigences de l'honneur militaire sont amplement satisfaites, grâce aux preuves irrécusables de courage et de persévérance démontrées par l'héroïque garnison de Marghera ;

« Considérant que des raisons stratégiques et surtout le besoin d'épargner autant que possible les moyens d'une résistance ultérieure, exigent que la défense de Venise soit réduite à ses limites naturelles, qui sont réellement inexpugnables ;

« Ouï l'opinion du général en chef, ainsi que celle du comité de la guerre et de la marine, à cet égard ;

« Ordonne :

« 1° Le fort de Marghera sera évacué ;

« 2° Le colonel Jérôme Ulloa est chargé de l'exécution de la présente.

« Signé : *Le président* : MANIN. »

Cette importante résolution prise, restait à l'effectuer, chose aussi difficile que dangereuse.

En effet, obligés de l'accomplir en face d'un ennemi vigilant et sur ses gardes, au milieu d'un pluie de balles, interrompant presque toute communication avec Venise, les défenseurs de Marghera couraient des risques terribles, mais, comme toute la résistance, l'évacuation du fort réussit pleinement, grâce au dévouement de la garnison. On riposta à l'ennemi jusqu'à la nuit tombante, puis, quand la dernière cartouche fut brûlée, le dernier boulet tiré, on encloua toutes les pièces, on hâcha les affûts, on jeta le matériel de guerre à l'eau et, embarquant d'abord les blessés, puis les munitions, puis les survivants, on quitta silencieusement le fort à 9 heures du soir, rentrant à Venise sans avoir perdu un seul homme.

Ce ne fut que le lendemain que, n'entendant plus tonner le canon de Marghera, une patrouille autrichienne se hasarda à pénétrer dans la forteresse, qu'elle trouva vide et occupa à son tour.

Peut-être à côté de Sébastopol et de Düppel, la résistance de la forteresse vénitienne est-elle insignifiante et pâle, mais il faut convenir néanmoins que, relativement à sa force et à ses moyens, relativement au matériel que déploya l'ennemi pour réduire Marghera, simple ouvrage fortifié, défendu par deux mille quatre cents volontaires tenant tête à trente mille assiégeants, bravant durant *cinquante* heures un feu infernal de cent-cinquante canons, est encore une des plus belles pages de l'histoire militaire.

Du reste, ses ennemis en conviennent eux-mêmes ; la défense fut héroïque, poussée aux dernières limites, aux extrêmes, car voici ce qu'en dit le général Thurn dans la bouche de qui ces paroles sont certes le plus bel éloge de l'intrépidité vénitienne.

« Le 24 mai, à 5 heures du matin, » dit le rapport du général autrichien, « commença notre feu de quatre-vingt-seize canons, provoquant une énergique réponse de l'ennemi, lequel résista durant trois jours malgré notre feu continuel qui ne ralentissait que pour réparer les avaries de nos ouvrages, causées par les projectiles de Marghera ainsi que des forts : *della Stella, Rizzardi et San Giuliano*. A nous seuls nous avons tiré cinquante mille coups à peu près ; trente et un mortiers jetaient des bombes et quinze obusiers des grenades, sans compter neuf pièces à la Paixhans. Quant aux assiégés, ils en ont tiré au moins autant. Nous leur fîmes sauter six magasins de poudre et coulâmes deux barques de munitions.

« L'ennemi se soutint bravement malgré notre feu terrible.
« Marghera offre un aspect épouvantable ; on ne peut y faire un pas sans rencontrer les traces d'une destruction profonde ; les quelques édifices restés sur pied ne sont qu'un monceau de ruines, les parapets ainsi que les palissades sont détruits de façon à ne pouvoir en reconnaître la forme, *enfin nous admirons nos ennemis qui ne cédèrent qu'en soutenant ces trois jours terribles !* »

CHAPITRE XIV

Défense réduite au pont de la lagune. — Réponses anglaise et française. — Promesses hongroises. — Choléra. — Famine. — Hôpitaux. — Négociation avec de Bruck. — Feu contre le Piazzale. — Bulletins. — Mort de Rosaroll. — Surprise nocturne. — Bombardement de la ville.

Celui qui aurait cru que la perte de Marghera entraînerait à sa suite le découragement des assiégés et l'imminente chute de Venise, se serait, certes, profondément trompé en voyant l'ardeur et l'activité fiévreuses avec lesquelles le gouvernement, l'armée et les habitants de la ville s'empressèrent d'organiser une résistance ultérieure.

En effet, fidèles à leur sublime résolution de résister à tout prix, les Vénitiens, loin de se décourager, non-seulement ne songèrent pas à la paix, mais, réunissant toutes leurs forces, se préparèrent à continuer la lutte sur un autre terrain, lutte désespérée et à outrance, mais glorieuse, sinon favorable à coup sûr.

Sans doute, la perte de Marghera était un rude coup porté aux assiégés, mais, avant de pénétrer à Venise, l'ennemi avait encore à franchir le pont de la lagune; aussi résolut-on d'y concentrer tous les moyens de défense, en le fortifiant aussi bien que possible et érigeant en redoute une espèce de plate-forme

au milieu, qui porta depuis le fameux nom de *Piazzale*. Dès les premiers jours du siège, déjà, trois arches du pont ayant été démolies, en rendaient l'accès impossible, cependant, non contents de cette difficulté naturelle, les Vénitiens armèrent les parapets du *Piazzale* de la meilleure artillerie que put leur fournir l'Arsenal, élevant, en outre, deux batteries latérales, lesquelles, de concert avec l'île de San Secondo, placée à droite du pont, et bon nombre de canonniers voguant dans les eaux du canal, devaient protéger efficacement ce dernier boulevard de la ville.

Ces travaux et ces dispositions militaires occupèrent les derniers jours du mois de mai, sans apporter dans les affaires de la république un changement notable, mais il n'en fut point ainsi du mois de juin 1849, dont le début même s'annonça triste et cruel pour Venise.

En effet, encouragés par les continuelles démarches du gouvernement auprès des puissances étrangères, les Vénitiens n'avaient cessé d'espérer dans une efficace intervention de la France et même dans un appui de l'Angleterre ; cette espérance dut, hélas ! s'évanouir bientôt néanmoins, lorsque, le 1^{er} juin, Manin donna communication à l'Assemblée nationale des réponses de Paris et de Londres, que nous reproduisons ici comme un attristant témoignage de l'abandon auquel, depuis lors déjà, était vouée la sainte cause de Venise.

Voici la réponse française :

« Paris, ce 27 avril 1849.

« Monsieur Manin,

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 4 de ce mois. Les nobles sentiments qui y sont exprimés avec tant d'élévation et de dignité m'ont profondément touché.

« Personne plus que moi ne rend justice au courage, à la

modération, à l'abnégation de tout intérêt personnel que le peuple vénitien a apportés à la défense de son indépendance. Si la liberté italienne eût été partout défendue ainsi, elle n'aurait pas succombé, ou du moins, en recourant à temps, après une honorable résistance, à la négociation, elle eût obtenu des conditions qui lui eussent assuré une partie des bénéfices de la victoire.

« Il en a été autrement, des fautes irréparables ont été commises, et les Vénitiens, qui n'ont pas à se les reprocher, doivent aujourd'hui, par la force des choses, en supporter les conséquences.

« Quelque illusion que puisse se faire un généreux patriotisme, vous êtes trop éclairé, Monsieur, pour ne pas comprendre qu'après les événements accomplis, lorsque Venise seule continue en Italie à tenir tête à l'Autriche, le cabinet de Vienne ne saurait être amené à lui accorder une existence complètement séparée, qu'il lui refusait à l'époque même où il consentait à l'accorder aux Lombards.

« Pour l'y déterminer, il faudrait un de ces événements au-dessus de toute prévoyance humaine et une guerre générale, qui serait pour l'Europe, dans les circonstances actuelles, une si terrible calamité que vous-même, Monsieur, vous pouvez à peine la désirer, votre haute raison ne vous permettant sans doute pas d'attendre pour votre patrie des avantages incertains et hypothétiques au prix d'une catastrophe universelle, dans laquelle Venise elle-même pourrait être engloutie. Je vous en conjure donc, Monsieur, n'essayez pas plus longtemps de vous dissimuler les nécessités de la situation ; usez de votre autorité pour ouvrir les yeux à vos compatriotes, de l'autorité que vous ont justement acquise vos talents et vos services, et, sans perdre davantage un temps précieux, mettez à profit l'ensemble des circonstances qui, aujourd'hui encore, peut disposer l'Autriche à traiter Venise avec plus de ménagements, ou

même lui faire, sous une forme quelconque, des concessions importantes.

« Je n'ai pas besoin de vous dire que si vous entrez dans cette voie, la France fera tout ce qui dépendra d'elle pour vous la faciliter. Vous saurez déjà, lorsque cette lettre vous parviendra, que tels sont aussi les sentiments et les dispositions du cabinet de Londres.

« Agréez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

« E. DROUYN DE LHUIS. »

Voici, également, la réponse de Londres :

« Foreign-Office, 20 avril 1849.

« Monsieur,

« J'ai l'honneur d'accuser le reçu de votre lettre en date du 4 courant, et de vous assurer que le gouvernement de Sa Majesté a pris un grand intérêt, non-seulement aux graves sacrifices faits par le peuple de Venise durant les douze mois derniers, dans l'intention de soutenir la cause de son indépendance, mais aussi au bon ordre maintenu dans la ville durant ce dernier laps de temps.

« Quant au désir cependant que vous exprimâtes en faveur de vos compatriotes, à savoir que Venise cesse d'appartenir à l'Autriche, le gouvernement de Sa Majesté ne peut vous répondre autre chose sinon que les traités de Vienne, auxquels la Grande-Bretagne a pris une part en qualité de partie contractante, assignent Venise comme possession de l'empire autrichien, et que les propositions des gouvernements français et anglais faites à l'Autriche au mois d'août passé, n'avaient nullement pour but d'altérer cette clause des traités de Vienne. Aucun changement ne peut donc être effectué à l'égard de la condition politique de Venise sauf le consentement du gouver-

nement impérial, or, ce dernier a déjà annoncé ses intentions à ce sujet.

« Le gouvernement de Sa Majesté peut donc seulement répéter l'avis notifié récemment à cet égard au consul général de Sa Majesté à Venise, chargé de le communiquer au gouvernement de la ville, en ce que les Vénitiens ne perdent pas de temps à effectuer une entente amicale avec les autorités autrichiennes, seul moyen de rétablir, sans collision, les autorités impériales dans la ville de Venise.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre dévoué serviteur,

« PALMERSTON. »

Comme on le voit, flatteuse pour Manin personnellement, mais désespérante pour sa patrie, de la part de la France, laquelle, après un sentimental exorde, conseillait de traiter avec l'Autriche, pour en obtenir des *concessions sous une forme quelconque*, — sèche et cassante quant à l'Angleterre, qui se retranchait, presque en menaçant, derrière les protocoles du traité de Vienne ; — telles furent les réponses des cabinets de Paris et de Londres, fauchant impitoyablement toutes les espérances de Venise, dont les dernières illusions s'évanouirent, du reste, au bruit du canon français grondant sous les murs de Rome.

En effet, la nouvelle de l'expédition de Civitta-Vecchia ainsi que celle de la chute de la capitale du monde chrétien, arrivèrent presque simultanément à Venise, confirmant désormais son isolement d'une manière irrécusable.

Il est vrai que ces échecs consécutifs semblaient devoir être compensés d'autre part. — Il est vrai qu'abandonnés par l'Europe, répudiés par l'Angleterre et la France, presque au pouvoir de l'Autriche, les Vénitiens pouvaient espérer encore, puisqu'on venait de recevoir une lettre de Kossuth, datée du 19 mai, et promettant à la république le secours de ses vaillants

Maggyars, alors vainqueurs sur le Danube et la Theiss, mais tout cela n'était qu'une vague promesse en présence des faits accomplis, une faible lueur d'espoir en face de la situation qui, de jour en jour, devenait plus grave et plus sombre.

Dès les premiers jours de juin, en effet, produit par les excessives chaleurs, le manque d'eau potable, l'agglomération des blessés, la misère du peuple et la cherté des vivres, le choléra avait fait son apparition hideuse dans la ville. On avait bien pris toutes les précautions nécessaires pour épargner à la malheureuse cité les ravages du terrible fléau; on avait essayé de le circonscire en détruisant les effets des malades, empêchant toute communication avec ces derniers. Les médecins, en masse, s'étaient mis spontanément à la disposition du municipal; ce dernier avait organisé une surveillance sévère, augmenté le nombre des hôpitaux, mais tout cela resta infructueux, grâce à l'épuisement, non-seulement des médicaments, mais des provisions de première nécessité, dont le manque fit bientôt sentir l'aiguillon de la faim à Venise.

Oui, à côté du choléra, la famine s'abattit sur la lagune! et quand nous disons *la famine*, ce n'est pas une exagération romanesque, mais une vérité positive; non pas la privation des aliments de luxe, mais la faim hâve et terne de 120 mille habitants, s'arrachant un morceau de pain noir, un suspect lambeau de viande.

On mangeait peu et mal, au mois de mai déjà; — à la mi-juin il y eut des jours où beaucoup ne mangèrent pas!

La nourriture des plus riches, réduits aux derniers approvisionnements, consistait en un pain de seigle et quelques légumes achetés au poids de l'or. — La boisson en eau saumâtre des puits artésiens, laquelle, contenant une forte proportion de phosphate, prend feu, comme on sait, au contact d'une allumette; quant aux rares fruits et au peu de vin qu'on se procurait, grâce à la contrebande, ils passaient généralement aux

hôpitaux, dont l'aspect et le dénûment étaient épouvantables.

La charité, le dévouement, les sacrifices des citoyens ne manquèrent pas, ainsi que nous l'avons vu, à Venise; heureuses de s'en priver, les femmes du monde vendaient leurs bijoux pour acheter du linge, celles du peuple en dépouillaient leurs enfants pour faire de la charpie, les hommes rivalisaient en efforts généreux, unanimes, mais tout cela ne suffisait plus aux croissants besoins de la situation, et bientôt augmentés par les blessés du Piazzale, auxquels vinrent se joindre les cholériques de la ville, couchés sur la paille, les défenseurs de Marghera n'eurent plus avec quoi apaiser leur soif fiévreuse, couvrir leurs plaies béantes.

C'était navrant et horrible! Puis, pour combler la mesure, vint s'ajouter le manque de poudre à canon, dont Venise, n'ayant pas de fabrique, commençait à ressentir le défaut si grave, cependant, en présence des combats journaliers soutenus par la ville.

Acculée à de telles extrémités, la situation était des plus critiques, moins, il est vrai, en raison des progrès des Autrichiens, que par l'état des choses à l'intérieur, aussi Marghera tombée ne désespéra-t-elle personne, mais Venise mourante du choléra et de faim, dépourvue de tout, — puisqu'on ne pouvait même plus compter sur un mois de vivres, — Venise épuisée de toutes ses ressources, après avoir dépensé, tout compte fait, depuis le 1^{er} janvier 1849, jusqu'au 1^{er} juin, 44,579,612 livres, émut l'inébranlable ténacité du gouvernement provisoire, et l'autorisa, pour ainsi dire, à traiter avec l'ennemi, d'autant plus que le ministre autrichien de Bruck en avait fait lui-même spontanément la proposition à Manin.

Les premières communications entre la ville et le ministre impérial échangées, le gouvernement vénitien désigna pour cette négociation MM. Joseph Calucci et Georges Foscolo, lesquels

se rendirent auprès de M. de Bruck, à Vérone ; mais ce dernier, ayant posé des conditions tellement dures, qu'une place occupée de vive force, aurait pu à peine les subir, à savoir : la reddition complète de la ville, le bannissement de ses plus influents citoyens, le retour inconditionné, enfin, à l'état précédant la révolution, les plénipotentiaires rompèrent les négociations et revinrent à Venise sans avoir rien conclu.

Ce fut dans l'intervalle de ces tentatives, qu'après avoir réparé les dégâts de Marghera et essayé d'une double mais infructueuse diversion vers Chioggia, l'ennemi ouvrit, le 13 juin, son premier feu vers le Piazzale.

Il serait émouvant et curieux sans doute de raconter en détail tous les épisodes de ces luttes quotidiennes que, depuis ce jour-là, eut à soutenir le dernier boulevard de Venise ; mais, cette description demandant à elle seule les pages d'un volume, bornons-nous à citer les bulletins officiels du général Ulloa, ainsi que de son successeur le colonel Henri Cosenz.

BULLETIN DE LA GUERRE.

Au commandant en chef des troupes de Venise.

« Chemin de fer, ce 15 juin 1849.

« Grâce au feu nourri de notre vaillante artillerie, l'ennemi n'a pu remporter, durant ces deux jours, aucun avantage. Son feu continue, néanmoins. Quelques légers dégâts causés à la batterie du Pont, contre laquelle s'exerce principalement le feu ennemi, furent réparés pendant la nuit. La journée d'hier nous coûta quatre blessés seulement, il est fâcheux néanmoins de comprendre dans ce nombre l'intrépide lieutenant-colonel Cosenz, lequel, affrontant le plus vif danger, n'a cessé un instant de diriger et commander la batterie du Pont, avec un zèle incomparable

Tout le monde rivalise ici dans l'accomplissement de son devoir, et chaque heure qui passe, ajoute une nouvelle page aux actes d'héroïsme et d'admirable abnégation, qui rappelleront à jamais les fastes de la plus juste des guerres.

« *Le chef d'état-major,*

« L. SEISMIT-DODA.

Le général-commandant,

J. ULLOA. »

BULLETIN DE LA GUERRE.

Au commandant en chef des troupes de Venise.

« Chemin de fer. ce 20 juin 1849.

« Le feu ennemi, considérablement ralenti dans la nuit précédente, a vigoureusement repris ce matin. Malgré le grand nombre de projectiles qui atteignirent cette partie de la lagune, il est à remarquer que leur inefficacité a été entière.

« La journée d'hier nous coûta trois morts et deux blessés, parmi les premiers desquels nous citons avec douleur le vaillant lieutenant de sapeurs Sormani, insensible à tout péril, ainsi que le brave sergent de marine Padoan, victime d'une intrépidité sans égale.

« Le nouvel ouvrage ennemi, qu'on aperçoit à la droite de notre tête de pont, est une batterie en construction.

« *Le chef d'état-major,*

« CAMPO.

Le lieutenant-colonel commandant,

HENRI COSENZ. »

lant de toutes parts, fut pour Rosaroll l'affaire la plus simple, la plus naturelle ; malheureusement l'éclat de l'explosion était devenu aussitôt le point de mire de l'ennemi, et avant qu'on s'en aperçût un boulet toucha en passant à l'épaule l'intrépide colonel et le renversa tout sanglant par terre.

Rosaroll fut reçu évanoui entre les bras de ses amis Trisolin et Campanella, mais bientôt il ouvrit les yeux, et voyant autour de lui les visages attristés de ses compagnons d'armes :

« — Canonniers à vos pièces, » s'écria-t-il.

Puis, apercevant Cosenz qui accourait à la fatale nouvelle :

« — Sauvez Venise, je vous laisse une batterie, » murmura-t-il en réunissant toutes ses forces et retombant mort après cet effort suprême.

Rosaroll tué, les rangs de la garnison s'éclaircissant chaque jour, le Piazzale battu par les boulets autrichiens n'en continua pas moins sa vigoureuse résistance, si bien que voyant l'inefficacité de leurs canons et n'espérant plus voir céder Venise après les négociations rompues avec de Bruck, l'ennemi résolut de tenter un coup de main et pénétrer par surprise dans la ville.

La canonnade abandonnée de temps en temps et reprise à intervalles dura des deux côtés dix jours encore ; mais, quand le 7 juillet au soir le ciel se couvrit de sombres nuages, quand l'étouffante chaleur de la journée fit place à une nuit de tempête et d'éclairs et qu'ils purent croire les sentinelles vénitiennes accablées de fatigue, les Autrichiens essayèrent de mettre à exécution leur projet de surprise.

Tandis donc que partant du côté de Campalto deux brûlots chargés de matières inflammables, descendirent le canal en se dirigeant ostensiblement vers le pont de la lagune et attirant sur eux l'attention des Vénitiens, plusieurs barques plates remplies de soldats se détachèrent sans bruit de la rive de

Marghera et louvoyant entre les arcades du pont se dirigèrent vers le Piazzale.

Cette tentative conçue avec hardiesse et exécutée avec précaution aurait réussi peut-être sans l'admirable courage des Vénitiens, et, surprise au milieu du sommeil, la ville se serait réveillée peut-être à la merci d'un ennemi acharné et terrible.

Quoi qu'il en soit, protégés par une nuit orageuse et sombre, glissant entre les arches du pont, les Autrichiens arrivèrent inaperçus jusqu'au pied de la muraille et escaladant cette dernière se montrèrent tout à coup sur la plate-forme. Mais si les assaillants étaient hardis les défenseurs étaient aussi sur leurs gardes; un coup de fusil partit en illuminant soudain les ténèbres, un cri d'alarme retentit poussé par la sentinelle, et alors commença une de ces luttes effroyables, inouïes, sublimes dans les détails, titaniques dans l'ensemble.

Découverts dans leur tentative, certains de n'être pas secourus, les Autrichiens, il faut bien leur rendre cette justice, ne songèrent pas même un instant à battre en retraite; mais, acceptant la trahison du sort en braves, se jetèrent tête baissée à l'assaut.

Vingt fois s'accrochant des ongles, chavirant dans leurs barques entrechoquées par le vent, s'aidant de leurs armes, quelques-uns d'entre eux arrivèrent au sommet de la terrible plate-forme et vingt fois des baïonnettes-fantômes rejetèrent à l'eau des cadavres.

On se battit corps à corps, à l'arme blanche, au poignard, s'entrefusillant à bout portant sur un espace de quelques mètres carrés; mais enfin la victoire resta aux Vénitiens, qui auraient pu croire à un songe fiévreux s'ils n'avaient trouvé le lendemain les barques autrichiennes flottant à la dérive et tout autour du Piazzale l'empreinte encore fraîche des mains crispées et sanglantes.

Cette brillante affaire de nuit dans laquelle le colonel Co-

senz, combattant corps à corps, confirma derechef son admirable courage, répandit la joie et ranima les esprits de la ville.

On se porta en masse à voir le théâtre du combat, et tandis que bravant la canonnade autrichienne les habitants de la ville se répandaient en admiration et en éloges, un ordre du jour du général Pepe signalait les plus braves.

Quant aux Autrichiens, violemment repoussés du Piazzale, ils revinrent à leurs moyens primitifs, c'est-à-dire au feu plus ou moins nourri contre la redoute vénitienne, sans lui causer pourtant de sérieux dommages.

On se canonna sans succès apparent, à intervalles, en sursaut, dès le 7 juillet jusqu'à la fin du mois et rien ne semblait annoncer un changement quelconque, lorsque la nuit du 29 au 30 modifia tout à coup la face des choses.

En effet, le feu autrichien sensiblement ralenti dans la journée recommença vigoureux vers les 11 heures du soir ; seulement c'était un feu étrange, — le bruit du canon sans projectiles, — et déjà les artilleurs vénitiens se demandaient si les Autrichiens tiraient à poudre, quand soudain on vit des étoiles poindre du côté de Marghera, filer comme des météores, en décrivant une parabole lumineuse et aller se perdre vers Venise...

Les bombes autrichiennes dépassaient le Piazzale plongeant au sein même de la ville!...

CHAPITRE XV

Derniers jours. — Nuit du 30 juillet 1849. — Castellani et Nicolotti. — Les bombes dans la ville. — Leurs ravages. — Extrême dénûment. — Mémoires d'une Vénitienne. — Troubles de l'archevêché. — Paroles de Manin, prononcées le 18 août. — Séances secrètes de l'Assemblée nationale. — Procès-verbal de la capitulation. — Démission du gouvernement provisoire. — Les exilés. — Derniers adieux de Tommaseo.

Les artilleurs de la batterie Sant-Antonio ne s'étaient pas trompés à l'égard des étoiles filantes de Marghera.

En effet, l'ennemi ayant dressé ses canons à l'angle 45°, c'est-à-dire presque perpendiculairement, dépassait les batteries vénitiennes, frappant de ses projectiles la cité même; or, une fois les bombes dans la ville c'était, pour nous servir d'une expression caractéristique, le commencement de la fin pour Venise.

Personne du reste ne s'illusionnait plus; il était évident que l'héroïque résistance, réduite aux extrêmes, touchait à ses derniers jours, lesquels, hâtons-nous de le dire, furent sublimes comme tout le reste.

Depuis les mémorables journées de mars 1848, on avait vu à Venise bien des moments tour à tour graves, joyeux, tristes et suprêmes, assisté à bien des scènes poignantes et héroïques,

partagé bien des émotions les plus diverses, les plus vives, mais quiconque fut témoin de la terrible nuit du 30 juillet 1849, n'oubliera certes jamais ces instants empreints d'une solennité touchante, unique, indescriptible.

Réveillés en sursaut par le fracas des projectiles éclatant dans les rues, trouant les murailles, effondrant les toits de leurs maisons, les habitants de Canareggio, quartier le plus pauvre et le plus exposé aux coups ennemis, purent croire un instant sans exagération à la fin du monde, tant était violente cette nouvelle pluie de feu, dont les Autrichiens, voyant ses effets, couvraient implacablement la malheureuse ville. Jamais on n'avait admis la possibilité de la chose, jamais on n'avait cru les projectiles de Radetzky capables de franchir une distance aussi énorme et d'atteindre le centre même de Venise; or, voici que la vérité apparaissait terrible, que bombes et obus, poussés par une force surhumaine, répandaient l'effroi, la mort, la ruine de toutes parts.

Dieu leur avait-il donc prêté les ailes de la mort?... Dieu se faisait-il l'auxiliaire d'un ennemi farouche et barbare?... Telle fut la première demande de cette malheureuse population qui se voyait chassée la nuit, à moitié nue de ses propres demeures, après quoi abandonnant ce nouveau terrain de la colère divine cinq, six mille familles peut-être, renouvelèrent en grand ce que Loth fit en petit pour Sodome.

Tous, hommes, femmes, enfants, vieillards, toute la population de Canareggio enfin, telle que l'avaient surprise les bombes de Radetzky, c'est-à-dire à peine vêtue, qui traînant quelques meubles enlevés à la hâte, qui emportant ses malades et ses infirmes, s'achemina vers les quartiers moins exposés de la ville; mais, si éclairées par la sinistre lueur de l'incendie, accompagnées par l'effroyable bruit des projectiles, faisant voler les pavés en éclats, ces scènes du pauvre quartier de Venise furent à la fois déchirantes et sublimes; celles qui les

suivirent à la place de Saint-Marc, entre les malheureux fuyards et l'autre partie des habitants de la ville, ne sauraient certes se décrire.

Dès les premières nouvelles du bombardement, toute la population de Venise s'était déjà répandue dans les rues, sur les quais, sur les places, quelques-uns même sur les toits des palais pour voir les effets de cette nouvelle tentative autrichienne, à laquelle personne ne pouvait croire, mais quand on vit soudain cette longue procession de fuyards de Canareggio déboucher sur la place de Saint-Marc, quand on entendit les sanglots de ces pauvres femmes du peuple, serrant leurs enfants dans leurs bras, les imprécations de ces hommes et les cris confus de cette foule privée d'asile, il n'y eut pas un œil qui ne se mouilla de larmes, pas une main qui ne se tendit vers ces frères malheureux, pas une porte, riche ou pauvre, qui ne s'ouvrit pour les abriter. Plus vite que nous ne mettons à le dire, les portiques des Procuraties, ceux du Palais-Ducal et de la Zecca, furent convertis en logements improvisés où toute cette multitude s'entassa pêle-mêle, en attendant que le lendemain on la logeât d'une façon plus commode. On se casa comme on pût; les malades eurent un grabat, les femmes un peu de paille, les plus douillets un piédestal de colonne; c'était triste et mauvais, après avoir quitté son propre toit : les enfants pleuraient, les hommes songeaient à leurs demeures abandonnées, et pourtant, sauf quelque énergique imprécation contre l'ennemi, il n'y eut pas un reproche, pas une plainte, pas un acte de désordre de la part de cette foule réduite à coucher à la belle étoile, sans lieu ni abri.

Le lendemain, tout le monde rivalisa de zèle en accumulant les nombreuses épaves de ce naufrage singulier; mais dans cette circonstance encore il était réservé au bas peuple de Venise de démontrer toute la noblesse, tout l'admirable côté de son éminent caractère.

Égale en cela à toutes les villes italiennes, à Florence qui eut ses Guelfes et ses Gibelins, à Rome qui a son Transtevere, Venise avait eu jusqu'à ce jour-là deux courants distincts, deux camps populaires : les Castellani et les Nicolotti, les premiers habitants les quartiers voisins de San Pietro di Castello, les seconds ceux du Canareggio.

La rivalité, pour ne pas dire la haine de ces deux partis populaires, entretenue et développée par l'égalité du métier qu'ils exerçaient, par l'émulation d'adresse que ce métier réclame, enfin par ces fameuses régates dont les triomphes perpétuaient la gloire des familles, avait pris des proportions colossales, ne laissant échapper nulle occasion pour se manifester en défis, insultes, provocations, voire même au besoin en coups de couteau ou de rame.

La République d'abord, dont le système était de dominer en contrebalançant un parti par l'autre, les Autrichiens ensuite qui se flattaient d'étouffer les aspirations patriotiques grâce aux divisions intestines, avaient non-seulement laissé faire, mais favorisé cette rivalité réciproque.

On ne pouvait être à Venise que Nicolotto ou Castellano, — bonnet bleu ou rouge, emblèmes distinctifs de ces nouveaux Capuletti et Montecchi ! Jamais un habitant de Canareggio ne dépassait la pointe de l'île de San Pietro di Castello sans recevoir une insulte, jamais un Castellano ne rentrait dei Santi Apostoli sans en rapporter le double, et la terre se serait plutôt dérobée sous leurs pieds, le soleil se serait arrêté dans sa marche avant qu'un bonnet rouge eût sauvé son confrère bleu se noyant dans quelque canal de la lagune, avant qu'une fille de la Riva dei Schiavoni eût épousé un Nicolotto.

Tout ceci, rivalités, défis, horions, insultes, provocations, réduits aux proportions moindres, sans doute, qu'auparavant avait existé néanmoins la veille encore de la mémorable nuit du 30 juillet 1849 ; eh bien ! les bombes de Radetzky, portant

la mort dans la ville n'y tuèrent que les dernières traces de la discorde, les obus, éclatant dans les rues, ne réussirent qu'à souder plus étroitement l'union d'un peuple!

Quand les habitants de Castello apprirent le malheur qui arrivait à leurs rivaux de Canareggio, haine, animosité, outrages, tout fut oublié, mis de côté devant l'ennemi commun, et il n'y eut pas une porte qui ne s'ouvrit devant ces nouveaux frères. Les mains se serrèrent, on échangea les bonnets, et il n'y eut plus à Venise ni Castellani, ni Nicolotti.

Cependant le bombardement, commencé dans la nuit du 30 juillet, n'avait fait que croître et augmenter d'intensité chaque jour.

Suivant leurs propres calculs, les Autrichiens lançaient journellement contre Venise : 450 boulets de vingt-quatre, 130 obus et 400 bombes ; or, cette infernale pluie de feu ayant duré 23 jours, soit du 29 juillet au 22 août, suivant tout compte fait, l'ennemi jeta dans la ville 10,350 boulets, 2,990 obus et 9,200 bombes ! Et maintenant, comment, battue par cette incessante grêle de projectiles, Venise ne fut-elle pas réduite en cendres, par quel miracle échappa-t-elle à ce traitement vandalyque, voilà ce qui reste un mystère entre Dieu et les hommes, entre l'omnipotence d'une cause sainte et la force brutale !

Il ne faut pas croire néanmoins, que les effets du bombardement furent nuls, — loin de là, et si, grâce à des précautions prises, il n'y eut que peu de victimes, il n'en fut pas de même, quant aux édifices de la ville. En effet, les projectiles, poussés, on le dirait, par une force surhumaine, ne se bornèrent pas à pulvériser Canareggio, mais pénétrèrent bientôt au centre même de Venise. Un boulet arriva ainsi jusqu'à la place de Saint-Marc, d'autres tombèrent dans le grand canal, et il y en eut qui allèrent jusqu'à se nicher dans les murs des îles voisines.

Tout ce qu'il y a de beau, de superbe, de grandiose dans la

merveilleuse cité, fut atteint par les boulets des nouveaux Vandales; ainsi l'église *dei Scalzi* reçut sept balles, dont une fracassa une colonne de porphyre, celle de *San Stefano* eut son autel majeur brisé, — *San Geremia*, *San Simeone-Piccolo*, *San Salvatore*, *Santa Maria dei Frari*, *San Giovanni e Paolo*, *San Silvestro*, *San Luca*, *Santa Maria del Giglio*, *I. Gesuiti*, *San Nicolo dei Tolentini*, leurs façades et leurs intérieurs endommagés, — ainsi le palais *Mocenigo*, où habita lord Byron, fut frappé par dix-neuf boulets, celui de *Foscari*, par douze autres, ceux de *Lorédan*, *Tiepolo*, *Farsetti*, *Vendramin-Calergi*, *Pisani* à *San Stefano*, *Giustinian-Lolin*, *Grassi*, *Albrizzi*, *Michiel*, *Pesaro*, *Gradenigo*, *Papadopoli* atteints de nombreux projectiles, — ainsi enfin, les écoles de *Santa Veneranda*, de *San Rocco*, de *San Marco*, *l'Académie des beaux-arts*, *le théâtre de la Fenice*, *l'Archive dei Frari*, les ponts de *Rialto*, *delle Veste*, *dei Barcaroli*, *dei Baratteri* et cent autres eurent leur part de cette dévastation féroce et barbare.

Heureusement, les boulets ennemis épargnèrent l'église de Saint-Marc et le palais ducal, que le peuple de Venise n'aurait pu voir atteints par les projectiles de Radetzky, à coup sûr, sans sentir son stoïcisme ébranlé, si grands sont la vénération et l'amour que le peuple entier a pour ces deux merveilles.

Mais les boulets autrichiens étaient encore la moindre des calamités qui affligeaient Venise.

Les premiers moments de terreur passés, on s'y était habitué bien vite en voyant surtout l'inefficacité relative des projectiles autrichiens, avec lesquels les gamins finissaient par jouer aux boules, mais ce à quoi on ne pouvait se faire, avec quoi on avait à lutter corps à corps, c'étaient le choléra, la famine, le dénuement poussé au comble et prenant chaque jour des proportions terribles.

Alimenté par l'agglomération des blessés, la misère, la mauvaise qualité des comestibles, le manque total d'eau, l'affreux

fléau asiatique ravageait la ville en tout sens, avec une force, une intensité sans égales. Des hommes robustes, pleins de vie, bien portants tout à l'heure, tombaient foudroyés en quelques instants, passant d'un malaise à l'agonie suprême; — on releva des cadavres en pleine rue, au coin des bornes, dans leurs lits ou au lieu de repos où ils avaient trouvé la mort.

On se quittait le soir, incertain de se revoir le lendemain. Des familles entières avaient abandonné la ville, établissant leur domicile dans de grosses barques au milieu de la lagune, d'autres fuyaient le fléau en s'installant en plein air au Lido, d'autres, enfin, en s'isolant hermétiquement.

Chaque jour, néanmoins, le nombre des victimes allait croissant d'une façon épouvantable; le 2 août, l'on compta 217 cas, le 15 du même mois, jour de l'Assomption, jusqu'à 402, dont 290 mortels, et pour combattre, soulager tout cela, pas de médicaments, pas de pain, pas de viande, à peine quelques gouttes de laudanum payé au poids de l'or, quelques citrons arrachés de force, quelques morceaux de glace, composée à l'aide des sels chimiques par d'habiles pharmaciens! C'était horrible!... il fallut recourir à la force pour ensevelir les cadavres, personne ne voulant plus s'en charger depuis que, joignant l'inhumanité à la barbarie, les Autrichiens avaient pris pour point de mire le cimetière de la ville!

Dès le 18 juillet déjà, le municipe avait organisé dans chaque paroisse de Venise, une commission de citoyens chargés de distribuer un peu de pain ou une certaine quantité de farine aux familles les plus indigentes du quartier. Des feuilles spéciales furent distribuées à cet effet aux familles les plus pauvres, dont les curés opérèrent le recensement; chaque jour on détachait du livret en question le coupon relatif à la date, en l'échangeant contre la quantité prescrite de pain ou de farine, et chaque jour, c'étaient des scènes poignantes, sublimes, à la porte de ces nouveaux bureaux de bienfaisance. Poussés par la faim, mille

bras se tendaient à la fois vers un morceau de galette noire ou une mesure de farine, mille voix déchirantes, lamentables, demandaient un supplément de quantité, les mères élevant au-dessus de leurs têtes leurs enfants pâles, amaigris, décharnés, ces derniers suppliant à genoux pour leurs parents faibles ou infirmes.

Ceci était pour les pauvres; quant aux riches, aux aisés, ceux-là achetaient les derniers aliments au poids de l'or, heureux lorsqu'on pouvait en trouver encore, buvaient de l'eau mélangée avec du vinaigre, se contentaient d'un plat de légumes, rarement d'un plat de viande, — et quelle viande!... du bœuf nourri avec la paille des hôpitaux!...

Oui, c'était affreux, inouï, intolérable! Du 1^{er} jusqu'au 26 août, Venise agonisait littéralement, et pour qu'on ne nous taxe pas d'exagération, ouvrons le carnet d'une Vénitienne, qui a tracé heure par heure le tableau de cette terrible situation, et détachons-en quelques souvenirs de ces derniers jours!...

Ce 2 août 1849.

« Les bombes sont dans la ville !

« Depuis soixante-douze heures, les batteries autrichiennes tirent sans relâche sur tous les points les plus remarquables de notre belle ville, que l'ennemi connaît malheureusement aussi bien que nous-mêmes.

« Dès la première nuit, les habitants de Canareggio ont dû abandonner leur quartier exposé plus que tout autre aux effets funestes du bombardement. Ah ! jamais personne de nous n'oubliera cette nuit à la fois terrible et sublime ! Jamais nous n'oublierons ce beau ciel, constellé de myriades d'étoiles parmi lesquelles se confondaient les projectiles ennemis, flamboyants

comme des météores pour aller se perdre dans la lagune, — ces scènes émouvantes de Saint-Marc, où tout le monde rivalisa de zèle pour soulager, réconforter l'infortune de ces pauvres gens, fuyant les boulets autrichiens, — ces rires et ces pleurs, car on pleurait en voyant ces malheureuses femmes fuir éperdues, leurs enfants et leurs maigres ménages sous le bras, et l'on ne pouvait s'empêcher de sourire à la bonne humeur, aux lazzis, aux mille quolibets de nos braves gondoliers qui ont toujours le mot pour vous faire rire !...

Je me trompe fort peut-être, mais je crois que notre résistance a vraiment quelque chose d'antique, de sublime ! . . .

Ce 5 août.

« Oui certes, notre résistance est sublime, mais qui saura jamais hélas ce qu'elle nous coûte déjà à cette heure ! Que de sang, que de pertes, que de victimes !...

« En ma qualité de sœur de charité, j'ai dû faire aujourd'hui ma tournée à l'hôpital ; quel spectacle, quels tableaux, quelles émotions, qui saura jamais les décrire !...

« Entre autres blessés qui m'échurent aujourd'hui, j'avais à soigner un jeune homme lombard, atteint à la cheville, ce matin, sur le Piazzale, et mourant, par suite d'une trop grande perte de sang.

« Vous savez quel détour doivent faire les barques qui transportent les blessés dans la ville ; le malheureux resta trois heures sans secours, en proie à une violente hémorrhagie qui épuisa toutes ses forces en lui donnant le délire. J'étais là, à son chevet, cherchant à adoucir cette affreuse agonie, — lui, délirant, me prenait pour sa mère.

« — Maman, » me disait-il d'une voix éteinte et déjà entrecoupée par l'horrible hoquet de la mort, « — maman, pardonne moi si je te laisse seule, mais mon devoir était de partir ; tout

le monde s'en est allé ; qu'auraient dit de moi mes camarades, mes amis et toi-même?... »

« En vain essayai-je de lui faire comprendre d'abord que je n'étais pas sa mère, puis je n'insistai plus, croyant qu'il y avait de la charité à le laisser mourir dans cette persuasion-là.

« En effet, il s'éteignit bientôt; et j'ai pu sortir de l'hôpital, mais c'est là que m'attendait une émotion encore mille fois plus terrible.

« Oh ! ceci, c'est affreux vraiment!...

« Brisée de fatigue et d'émotion, j'allais rentrer chez moi et je fis avancer ma gondole, mais celle-ci tardant à paraître, je m'appuyai en l'attendant, sans trop de souci, contre une espèce de tonneau se trouvant dans la cour. A peine le touchai-je de l'épaule, qu'un homme passa, venant de l'hôpital.

— « Prenez garde, madame, de salir votre robe, » me dit-il avec empressement en me voyant m'appuyer insoucieuse contre la barrique, et quoique nos habits de laine bravent bien des taches, surprise de cette sollicitude, je me retournai pour voir ce que pouvait contenir le récipient... Horreur !... le tonneau était plein de jambes, de bras, de torses mutilés, surnageant dans une mare de sang coagulé!...

« Vous savez qu'on amasse une certaine quantité de cadavres pour les enterrer tous ensemble, depuis que les Autrichiens tirent de préférence contre le cimetière.

« Je jetai un cri d'épouvante et faillis m'évanouir pour tout de bon. Convenez-bien que cela en valait la peine!... » . . .

.

Ce 8 août.

« Le bombardement continue et le choléra aussi ; c'est, on le dirait, à qui l'emportera, ma foi.

« Dès le 1^{er} août, les projectiles ennemis étant venus frapper à notre porte, nous la leur ouvrimes à contre-cœur, bien

entendu, et nous nous transportâmes à l'hôtel de l'Europe, où beaucoup d'autres personnes se sont jointes à notre compagnie, faisant vie commune.

« Ce n'est pourtant ni plus sûr, ni plus gai surtout, comme nous l'avons supposé tout d'abord. En effet, hier nous étions une trentaine de personnes à table, — aujourd'hui, il en manquait *sept* !... Sept morts dans la nuit même, à côté, séparés par une cloison à peine ; sept sur trente !... A qui donc le tour demain ?

Ce 9 août.

« Non, c'est impossible, c'est affreux, je ne veux pas le croire !

« Notre ami le comte M*** vient de nous apporter la triste nouvelle que M. Sparcks, le consul américain, est aux extrêmes.

« Et pourtant, je l'ai vu tout à l'heure, c'est-à-dire ce matin, car maman s'étant trouvée, elle aussi, subitement indisposée, je suis sortie pour acheter quelques citrons, et l'ai rencontré dans la rue. Il m'a parlé, — je l'entends encore, — il cherchait à calmer mon inquiétude en me rassurant à l'égard des symptômes ressentis par ma mère. Je l'ai remercié, et nous nous quittâmes ; or, voici ce qui arriva, à ce qu'il paraît : M. Sparcks en me quittant, se rendait chez lui, mais il avait à traverser le canal, ce qui par le temps qui court ou plutôt par les boulets qui volent, n'est pas chose sans danger, comme on pourrait peut-être le croire.

« Au moment, en effet, où sa gondole touchait à la rive, un sifflement aigu se fait entendre, un projectile atteint l'embarcation et en emporte la proue entière.

« Sparcks était brave... comme un Américain, c'est tout dire, mais un obus, fracassant presque le siège sur lequel vous êtes assis, vous impressionne toujours tant soit peu.

“ Sparcks pâlit sous l'émotion involontaire; — une heure après il avait un choléra furibond! ”

Ce 11 août.

“ Depuis les sept morts, nous ne faisons plus vie commune; décidément, c'est trop triste de se compter tous les jours.

“ Chacun donc vit à part, faisant sa cuisine, et c'est moi que, grâce à mes talents économiques, on chargea chez nous de ce soin. Quand je dis mes talents économiques, j'aurais pu y ajouter, sans fatuité, l'adjectif *cynégétique*, — car c'est aller à la chasse des comestibles introuvables, qu'approvisionner le garde-manger aujourd'hui! En effet, nous manquons de tout. Pas de viande, pas de farine, — de la graisse pour du beurre, du vinaigre pour du vin, du miel pour du sucre, et, Dieu me pardonne, du tabac à priser pour du café, si excellent jadis dans notre ville!

“ Cependant papa, qui considère une nourriture saine comme le meilleur des préservatifs, désire qu'on ait absolument un potage et du bouilli chaque jour, et comme il arrivera un moment peut-être où je pourrai trouver que cette exigence n'a rien de déraisonnable, je note ce que notre dîner de six personnes m'a coûté aujourd'hui.

Deux livres et demie de viande.	15 fr. 50 c.
Une livre de riz	3 25
Une gerbette de légumes.	2 50
Trois onces de beurre (soi-disant).	7 50
Un citron.	2 50
Une demi-douzaine d'œufs.	6
Huit petits pains de seigle.	4 25
Total.	<hr/> 41 fr. 50 c.

« Je répète : *quarante-un francs, cinquante centimes !*

» Il est vrai qu'avec un potage et du bouilli, nous fîmes un festin de Lucullus, pour ne pas dire de Sardanapale ! . . .

Ce 13 août.

« C'est incroyable, combien les boulets autrichiens sont, — passez-moi le mot, — farceurs !

« Chaque jour on entend quelques-unes de leurs prouesses ; tantôt c'est un gondolier auquel un obus adroit enlève une rame, tantôt un cuisinier dont la marmite est emportée par un projectile de 24, — tantôt, comme hier, par exemple, un propriétaire de maison, honorable commerçant de ma connaissance, lequel en prévision de l'avenir, avait prudemment mis de côté un fort honnête petit sac d'argent en l'enfouissant au fin fond d'une armoire, sans compter, évidemment, avec les boulets autrichiens, lorsqu'un de ces projectiles arrive tout à coup, défonce le meuble et entraîne le pécule à sa suite jusque dans la cave de la maison où il l'enterre, comme l'aurait fait maître Harpagon lui-même.

« A entendre les mille tours qu'ils jouent à tout moment, on les croirait plus civilisés que leurs maîtres ; n'importe, la plus singulière de ces amabilités fut, certes, commise envers le consul d'Angleterre.

« Voici la chose en deux mots :

« M. Harris n'est pas trop matinal et ne dédaigne pas jusqu'à une certaine heure les douceurs du lit, et tandis qu'il s'y trouvait hier matin, goûtant les voluptés du traversin, un craquement terrible se fait entendre tout-à-coup, le plafond s'ouvre comme si le tonnerre l'éventrait, et précédé d'un nuage de plâtre, un boulet intrus défonce le lit de l'honorable gentleman, sans se faire nullement présenter et sans le moindre respect pour le digne représentant de Sa Gracieuse Majesté la reine Victoria.

« Heureusement pour lui, M. Harris se trouvait être non-seulement plongé dans l'édredon du traversin, mais aussi dans la lecture d'un ouvrage fort intéressant, à ce qu'il paraît, à tel point que l'intérêt du livre l'avait concentré entièrement, c'est-à-dire lui avait fait replier les jambes sous lui-même. Le boulet fracassa le lit, emportant un bon lambeau du matelas et de la couverture ; quant à M. Harris, il en fut quitte pour l'é-motion qu'il exprima, dit-on, par un énergique *shocking*, sans toutefois interrompre sa lecture.

« Ah ! si les boulets ne faisaient que de ces innocentes prouesses-là ! Malheureusement ils se souviennent qu'ils sont autrichiens et ne sont pas toujours d'aussi bonne humeur. On vient de me dire qu'une pauvre femme allant prier à l'église de San-Silvestro, a eu la tête emportée par un boulet tout à l'heure.

.....

« Ce 15 août.

« C'est l'Assomption, fête joyeuse autrefois, fête triste et lugubre aujourd'hui. Je suis allée à l'église ; le temple du Seigneur était rempli de fidèles, les cloches sonnaient à toute volée comme toujours, mais on priait pour les morts, mais le bronze vibrait un glas funèbre.

* Nous avons eu 400 cas de choléra, dont 290 mortels. .

.....

« Ce 18 août.

« On dit qu'estomac affamé n'a pas d'oreilles ; je crois que le proverbe ne ment pas.

« Ayant dîné hier plus économiquement que de coutume, nous résolûmes de prendre une revanche éclatante et de nous dédommager, mais, là, par une bombance en règle, le soir, en allant souper au restaurant voisin, lequel se fendit d'une mate-

lotte de veau, de fromage de Parme et de deux bouteilles de Bordeaux.

« C'était plus que ne pouvaient rêver, à l'heure actuelle, tous les Grimod de la Reynière, aussi matelotte et parmesan furent-ils attaqués vigoureusement, subissant une diminution de volume à vue d'œil, lorsque la porte s'ouvrit, donnant passage au comte J^{***}, lequel s'arrêta d'abord perplexe à la vue de notre bon appétit, puis s'avança précipitamment vers la table, comme un homme qui venait de prendre une suprême résolution.

« — La matelotte ! c'est bien cela. N'en mangez pas », nous souffla-t-il à l'oreille ; « on m'a assuré que c'est du chat.

« Du chat !... mais à cette seule pensée jadis la fourchette, l'appétit et... le reste seraient tombés dans l'abîme du dégoût. Eh bien, aujourd'hui, personne ne sourcilla même pas.

« On fit deux bouchées au lieu d'une, et voilà tout. . . .

« Ce 21 août.

« Aujourd'hui, plus rien presque à mettre sous la dent, et le bombardement qui continue.

« Tous les édifices publics ou privés ont été atteints et endommagés plus ou moins, mais ce sont là des pertes insignifiantes, et l'on se tromperait fort en espérant de nous réduire par les bombes...

« Les bombes ! elles sont devenues le passe-temps de la journée, et comme messieurs les assiégeants enrageraient en apprenant que chaque soir leur cannonade est convertie en spectacle par toutes les jeunes et jolies femmes, par toute la bonne société de Venise.

« Chaque soir, en effet, on se rassemble plus ou moins, soit sur l'un, soit sur l'autre de nos belvédères des grands palais, dont la vue au loin domine toute la lagune, et où se donne ren-

dez-vous, comme je l'ai dit, toute l'élite de la société vénitienne.

« L'on cause, l'on rit, l'on respire l'air frais de la nuit et l'on s'amuse à voir filer au-dessus de nos têtes, comme des étoiles mobiles, les bombes de Marghera. C'est charmant et ça a son émotion, je vous assure.

« Parfois un boulet plus curieux que les autres passe avec un affreux sifflement à quelques mètres de la joyeuse compagnie en l'avertissant du péril qu'elle court, aussitôt chacun de se garer, qui contre une corniche du mur, qui derrière une cheminée, comme si ces faibles abris pouvaient suffire à nous protéger et comme si le projectile pouvait frapper encore ; après quoi tout le monde se met à rire.

« Reste à savoir si les boulets seront toujours d'assez bonne composition pour continuer à jouer à cache-cache avec les dames vénitiennes?

.

« Ce 21 août, soir.

« Hier, le dernier dépôt de poudre sauta en l'air à San-Giorgia in Alga. — Ce soir, des bruits sinistres circulent par la ville.

« On dit les Hongrois battus par les Russes, Garibaldi au pouvoir des Autrichiens, Ugo Bassi fusillé, et que sais-je encore?

« La séance de l'Assemblée nationale fut extrêmement orangeuse, en raison des questions qu'on y discuta et dont tout le monde sent l'implacable force sans que personne ose ou puisse en assumer la responsabilité vis-à-vis du peuple que certains hommes ne cessent de bercer d'un vain espoir.

« Hélas! le moment suprême approche à grands pas.

« Adieu, radieuses journées de mars 1848; adieu, drapeaux tricolores, Italie, avenir, patrie, liberté, belles visions passées comme un songe!

« Ou je me trompe fort, ou décidément le grand drame touche à sa fin. »

Elle ne se trompait point, la charmante historienne de cette sombre agonie d'une ville réduite aux extrêmes ; en effet, l'héroïque drame touchait à sa fin, après dix-sept mois d'une résistance sublime.

Tout était épuisé, détruit, exténué, absorbé dans la malheureuse ville ; plus de pain, plus de farine, plus d'eau, plus de poudre même pour répondre aux canons autrichiens de Marghera.

On avait balayé jusqu'aux fonds des magasins pour trouver quelques ressources, les dernières ; le 19 août, le dépôt des munitions sauta en l'air ; le 20 on apprit la défaite des Hongrois ; le 21, enfin, une multitude hâve et décharnée se présenta sur la place de Saint-Marc, grondant comme l'orage, d'une vague et sourde rumeur.

Seul homme capable d'apaiser alors comme toujours toutes les effervescences du peuple vénitien, Manin se présenta au balcon du palais ducal, essayant de tranquilliser la foule.

— Nos conditions sont graves, lui dit-il ; je ne le cache et ne le cachais pas quand il fallait du courage pour le dire ; mais je le répète, elles ne sont pas désespérées encore. De la confiance et du calme donc, si vous voulez que les choses s'accomplissent avec ordre et dignité.

— Vive Manin ! répondit la foule comme de coutume.

Mais, aussitôt après :

— Nous avons faim ! ajouta la majorité de la foule.

— Que celui qui a faim avance ! s'écria à son tour Manin, certain que personne n'oserait faire le premier pas en avant, et, en effet, aucun de ces malheureux n'osa avouer le premier la terrible vérité éprouvée néanmoins par tout le monde.

Cette fois encore l'étrange et fascinatrice influence du grand homme produisit son effet sur la foule. On cria : *Vive Venise! vive Manin!* et on se dispersa tranquillement; mais tout cela ne pouvait, ne devait durer qu'un instant.

Effectivement, mille nouvelles les plus fausses, les plus extravagantes et les plus contradictoires en même temps, créées par l'exaltation des esprits et peut-être même émises à dessein par les partisans autrichiens, commençant à relever la tête, circulaient à tout moment par la ville. Ainsi, l'on disait que l'ennemi se préparait à l'assaut de Venise, qu'il serait impitoyable, que Garibaldi venait de débarquer à Chioggia, que les troupes vénitiennes du Piazzale refusaient de combattre plus longtemps; qu'enfin, signée par les nobles, ayant à leur tête le cardinal-patriarche, une pétition insistait sur la capitulation et circulait par la ville.

Fausse ou vraie, cette dernière nouvelle mit le feu aux poudres.

Plus vite que nous ne mettons à le dire, une immense foule de peuple s'achemina, en proférant de terribles menaces contre l'archevêque et l'archevêché, dont on brisa les portes à coups de pierres, et l'on commençait déjà à envahir l'intérieur lorsque Tommaseo parut à la tête d'un détachement de la garde nationale, et faisant appel à la raison, à la concorde si longtemps conservées, réussit à calmer l'irritation de la foule.

Tout cela, les troubles de la place Saint-Marc, la violente démonstration contre l'archevêché, mais surtout le manque complet de ressources et l'extrême dénûment dans lequel se trouvait Venise, décidèrent les triumvirs à convoquer l'Assemblée nationale, afin de statuer sur le sort de la ville.

La séance fut secrète, émouvante, agitée, le sourd grondement du canon faisant écho à la voix émue des orateurs, se succédant avec une fébrile vivacité à la tribune.

L'air suffoquant de la journée, chargé d'électricité, donnait

lui-même quelque chose d'orageux aux débats de ce tragique dénoûment.

Dès le début de la séance, Manin proposa à l'Assemblée, au nom du Gouvernement, d'élire une Commission chargée d'examiner l'état des choses et de déterminer ce qu'il y avait à faire; mais, à peine émise, cette proposition insolite trouva une vive opposition de la part de l'honorable Benvenuti, lequel, avec une mâle énergie réclamée par les circonstances, observa fort justement qu'il n'appartenait pas à l'Assemblée, mais bien au Gouvernement, de soumettre à l'examen de celle-ci un projet quelconque, et cette observation ayant été appuyée par d'autres députés, au nombre desquels était l'honorable Avesani, les débats prirent aussitôt une vigueur extraordinaire.

Acculé par la tranchante logique de son éloquent adversaire à l'inexorable nécessité de se prononcer en sa qualité de gouvernant, à différentes reprises Manin monta à la tribune, mettant en jeu toute son habileté parlementaire ainsi que la puissante influence exercée par lui sur les députés, et chaque fois il y fut suivi par l'honorable Benvenuti s'efforçant, à raison de son côté, de la faire assumer aux représentants du pouvoir.

L'œil en feu, la voix tonnante, pâles d'émotion et d'efforts, tous deux jouant un jeu où il y allait peut-être de la vie, à coup sûr de l'avenir, ces deux hommes se heurtant de front sur un terrain plus que difficile et scabreux, étaient beaux à voir et eussent, certes, provoqué des applaudissements dans un moment moins suprême.

Mais l'agitation, la perplexité générales empêchaient de saisir et d'apprécier toutes les nuances de cette lutte énergique.

— « Vous avez dit un jour », exclama l'avocat Benvenuti en se tournant vers Manin, « que votre nom sera maudit dans cette ville. Eh bien, ce jour, le voilà ! Dites-nous votre manière de

penser ? Mais non », ajouta-t-il aussitôt en faisant un dernier appel à l'influence sans bornes du dictateur, « mais non, je vous garantis, et vous le savez aussi bien que moi, qu'il n'y a que vous dans cette Assemblée qui puisse dire impunément quoi que ce soit et faire une proposition si pénible qu'elle soit aux sentiments de cette généreuse population. Faites-la donc, nous vous écoutons. »

Il semblait qu'interpellé de cette façon, Manin aurait dû prendre un parti et répondre résolument, mais, soit qu'il ne crût pas encore le moment venu de se prononcer, soit qu'il ne le voulût pas, Manin ne plia pas et se renferma dans une immobilité absolue, si bien que la séance dut être levée sans qu'on prît une décision quelconque ce jour-là.

C'est que, tout en convenant de la nécessité d'une capitulation, personne ne voulait, n'osait être le premier à prononcer le mot fatal.

Cependant l'état des choses ne pouvait plus trainer en longueur, et le député Minotto ayant hasardé enfin le mot de *capitulation* dans une des séances suivantes, le général Ulloa y ayant adhéré en déclarant avec une louable franchise de soldat l'urgence de céder à l'ennemi, force fut de poser la question sous son véritable jour, et, passant outre à la déclaration trop spartiate peut-être de Tommaseo, proposant de vérifier d'abord légalement, au moyen de notaires, si la quantité de vivres se trouvant à Venise était effectivement restreinte au point de nécessiter cette pénible décision, force fut, disons-nous, de conférer à Manin *la faculté libre et entière de pourvoir le mieux qu'il le jugerait à l'honneur et aux besoins de la ville.*

En d'autres termes, c'était décider sa reddition, aussi le même jour, 22 août, MM. N. Priuli, D. Medin et J. Calucci, furent-ils délégués de la part du municipe, le gouvernement ayant abdiqué ses pouvoirs entre les mains de celui-ci, à

traiter la question au quartier-général autrichien, où, de concert avec les commissaires, nommés dans le même but par Radetzky, les envoyés vénitiens signèrent l'acte que voici :

PROCÈS-VERBAL DE LA CAPITULATION DE VENISE

Fait dans la villa Papadopoli, près de Mestre, résidence actuelle du quartier-général du 2^e corps d'armée.

Ce 22 août 1849.

Présents :

Son Excellence M. le général de cavalerie, commandant le 2^e corps d'armée : chevalier Gorzkouski.

Son Excellence M. le général d'artillerie, quartier-maître de l'armée I. et R., chevalier de Hess.

M. le comte Marzani, adjoint à Son Excellence M. le général de cavalerie pour les affaires civiles.

MM. les comtes : Nicolo Priuli et Dataico Medin, ainsi que M. l'avocat Calucci, tous les trois représentants du Municipie, de concert avec M. l'ingénieur Cavedalis, représentant la partie armée, et M. Antonini le commerce, étant parus et ayant exposé le désir de leurs concitoyens de Venise de se soumettre à Sa Majesté I. et R., ainsi que de stipuler les conditions de la reddition de la ville avec ses dépendances, reste établie, de commun accord, la convention suivante :

1^o La soumission aura lieu suivant les termes précis de la proclamation de S. E. M. le feld-maréchal comte Radetzky, en date du 14 août courant, à savoir :

- a.* — Reddition pleine, entière et absolue.
- b.* — Abandon immédiat des forts, arsenaux, ainsi que de la ville, qui seront occupés par les troupes I. et R., lesquelles seront mises, en outre, en possession de tous les bâtiments de guerre construits dans quelque époque que ce soit, de tous les

établissements militaires, de tout le matériel appartenant à l'État.

c. — Restitution de toutes les armes, appartenant soit aux particuliers, soit à l'État.

d. — Pourront quitter Venise toutes les personnes sans distinction, tant par voie de terre que de mer.

e. — Seront amnistiés tous les soldats et sous-officiers des troupes de terre et de mer.

2° La remise entière de toutes les choses ci-dessus mentionnées, aura lieu d'ici à quatre jours, à partir de l'après-midi, aux termes fixés par une commission militaire composée de Leurs Excellences MM. le général de cavalerie chevalier Gorzkowski et le général d'artillerie chevalier de Hess, de concert avec MM. les colonels chevalier Schlitter, aide-de-camp de S. E. M. le feld-maréchal comte Radetzky et le chevalier Schiller, chef d'état-major du 2° corps d'armée de réserve, d'une part, et M. l'ingénieur Cavedalis, auquel se joindra un officier de marine, de l'autre.

3° MM. les délégués vénitiens ayant demandé quelques explications à l'égard des dispositions concernant les articles *d* et *e*, il leur reste déclaré qu'au nombre des personnes qui doivent abandonner Venise sont compris : 1° tous les officiers I. et R. ayant porté les armes contre leur souverain légitime ; 2° tous les militaires étrangers, de quelque grade que ce soit ; 3° toutes les personnes enfin désignées dans une liste particulière à transmettre à MM. les délégués vénitiens.

4° Considérant qu'il circule actuellement à Venise une grande quantité de papier-monnaie, dont la partie pauvre du peuple ne saurait être dépouillée sans de graves inconvénients, et afin de régler la teneur de l'article 1^{er}, concernant l'entrée des troupes impériales, reste établi que le papier-monnaie circulant actuellement sous le nom de *papier communal*, sera réduit à la moitié de sa valeur et comme tel continuera à avoir

cours forcé seulement à Venise, Chioggia et les autres localités de la lagune, jusqu'à ce que, de concert avec le Municipi, il sera retiré de la circulation dans un laps de temps aussi bref que possible.

« L'amortissement dudit papier aura lieu entièrement à la charge du municipi de Venise, moyennant un impôt annuel de 25 centimes par livre, ainsi que d'autres moyens subsidiaires qu'on jugera convenables.

« Ce n'est qu'en considération de cette charge que la ville n'aura à supporter aucune contribution de guerre et qu'on aura égard aux amendes déjà infligées précédemment aux habitants de Venise possédant des propriétés sur le littoral. Quant à ce qui concerne le papier appelé *patriotique*, ainsi que les autres titres de la dette publique contractée dans ces derniers temps, on prendra à ce sujet des déterminations opportunes, à la suite.

« Fait en double et signé :

« GORZKOWSKI, HESS, MARZANI, MEDIN, ANTONINI,
CALUCCI, CAVEDALIS. »

Telles furent les pénibles conditions imposées par les généraux autrichiens, auxquelles, réduits par la nécessité, durent souscrire les délégués de Venise.

A cet acte fut jointe, suivant le texte de la convention, une liste de quarante personnes, choisies parmi les plus remarquables et obligées de quitter la ville.

- | | |
|------------------------------------|-------------------------------|
| 1. Avesani, Gio-Francesco, avocat. | 8. Tommaseo, Nicolo. |
| 2. Bartholomeo Benvenuti, avocat. | 9. Zerman, Pietro. |
| 3. Giuriati Giuseppe, notaire. | 10. Zanetti, parent de Mani . |
| 4. Minotto Giovanni. | 11. Vergottini, Nicolo. |
| 5. Mengaldo, Angelo, avocat. | 12. Seismit-Deda, Federico. |
| 6. Pincherle, Leone. | 13. Varé, Gio-Battista. |
| 7. Manin, Daniele, avocat. | 14. Morosini, Gio-Battista. |

- | | |
|---|---------------------------------|
| 15. Maifatti, Bartolomeo. | 28. Mattei, Giocorno, avocat. |
| 16. Torniello, capucin. | 29. Bernardi, Giuseppe, avocat. |
| 17. Degli, Antony, propriét. des bains. | 30. Grondoni, Ernesto. |
| 18. Miroowich, Demetrio. | 31. Fabris, Domenico. |
| 19. Mazzucchetto, Bernardo, moine. | 32. Sirtori, prêtre lombard. |
| 20. Comello, Angelo. | 33. Serena, Leone. |
| 21. Canetti, Antonio, notaire. | 34. } Da Mula, nobles. |
| 22. Giustinian, Augusto, journaliste. | 35. } |
| 23. Levi, Cesare, journaliste. | 36. Bellinato, Angelo. |
| 24. Stadler, Augusto. | 37. Mancetti, Dario, notaire. |
| 25. Lanza, Marco. | 38. Lazzaneo, peintre. |
| 26. Ponzoni, Pietro. | 39. Manzini, ingénieur. |
| 27. Soler, Giuseppe. | 40. Caffi, employé. |

La capitulation de la ville signée avec les généraux autrichiens, le gouvernement provisoire vénitien s'empessa naturellement de se démettre de ses fonctions, ce qu'il fit le 24 août suivant, après quoi, au milieu d'une consternation générale, commença l'embarquement des troupes italiennes et le départ des exilés proscrits de Venise.

Bien des larmes, certes, furent répandues dans ce moment suprême, bien des adieux émouvants s'échangèrent entre ceux qui s'éloignaient et les frères qui restaient, ce fut cependant Tommaseo qui, dans la lettre suivante, se chargea de la dernière parole adressée, par les défenseurs vaincus, au peuple de la Lagune,

Le voici cet écrit choquant, que publia le dernier numéro de la *Libre Gazette de Venise*.

« *Au peuple vénitien !*

« Peut-être ne nous reverrons-nous plus jamais ici bas. Recevez donc l'adieu de celui qui vous a aimés sincèrement, sans but, sans ambition, sans vanité et que vous aimâtes aussi, persuadés qu'il ne désirait que votre bien. Je vous laisse, accablé, non de mes propres douleurs, mais de vos douleurs à vous,

senties et partagées avec toute l'admiration, toute la piété de mon âme et que, loin de vous, je ne cesserai de sentir toujours.

« Ce qui me console c'est qu'heureux ou malheureux vous vous êtes sentis toujours Italiens, — c'est que vous vous êtes connus et appréciés davantage, que, sans manquer un instant à l'ordre, vous avez exercé vos droits souverains et légitimes; — c'est qu'enfin vos sacrifices ont mérité l'admiration de l'Italie et l'estime du monde entier.

« Oui certes, vous saurez les conserver à jamais sans regret d'avoir désiré l'honneur de la patrie commune, de même que vous implorerez Dieu afin que de nouvelles calamités même mettent vos âmes à l'épreuve et vous rendent dignes des meilleures destinées.

« Ne haïssez pas non plus ceux qui vous font du mal et qui sont plus malheureux que vous.

« Ne vous abaissez pas devant eux et, certes, ils ne manqueront pas de vous estimer dans leur cœur, méprisant les misérables qu'une soif de gain, ou une lâche peur, ou l'orgueil, ou la vengeance amèneront à se jeter à leurs pieds, qui les fouleront avec joie, heureux d'écraser vos propres frères.

« Songez qu'il appartient à vous de soutenir l'honneur du nom vénitien, et que le jour de votre délivrance arrivera certainement.

« Que cette foi vous rende forts et grands; quant à moi, j'espère que vous ne maudirez pas mon nom et que, de temps en temps, quelque bénédiction volera de cette lagune vers ma tombe lointaine.

« Délivré, grâce à votre amour, d'un cachot où je suis entré pour votre amour, j'ai pris quelque part au gouvernement alors que son exercice entraînait à sa suite quelque péril, et j'y suis resté, malgré moi, trois mois, pour cimenter la concorde unanime et ne pas aggraver nos difficultés communes. Depuis lors j'ai refusé tout poste, sauf celui de député, qu'il y aurait eu ingratitude et lâcheté à refuser.

« Quels furent mes désirs, quels conseils, vous le saurez, certes, un jour, mais aujourd'hui même je puis me vanter de n'avoir jamais souffert nulle rémunération de mon travail, de n'avoir rejeté avec dédain la prière du pauvre, la demande de l'opprimé; — de n'avoir jamais fermé ni mon cœur; ni ma porte au malheur; — de pouvoir enfin, si j'en sortais vivant, sortir de Venise le front haut et serein.

« Loin de vous je voudrais souffrir pour vous encore, et du fond de mon exil et de ma solitude je ferai connaître aux peuples qui vous abandonnèrent et vous méconnurent, vos louanges. invoquant sur vos fronts et sur ceux de vos enfants la liberté et la gloire.

« N. TOMMASEO. »

Inauguré le 22 mars 1848, — non dénoué par la force, mais achevé par le fléau, par la famine, par les fatigues, ainsi finit, le 26 août 1849, cet héroïque drame de Venise, dont on pourrait dire comme des Suisses, tombés à St-Jacques :

« CI-GIT L'HÉROÏSME NON VAINCU ET LAS DE VAINCRE! »

NOTES

Note A. Page 58. — Un avis appelant au service les anciens militaires de l'Empire.....

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE VÉNITIENNE

Avis.

La République organise l'armée. Elle invite, en conséquence, tous les braves Italiens ayant combattu sous Napoléon et après, à prendre du service sous le drapeau tricolore. Les personnes qui voudraient répondre à cet appel doivent s'adresser au ministère, lequel les confirmera dans leurs grades avec un traitement relatif. Les étrangers qui seraient disposés à combattre pour la sainte cause italienne seront accueillis et reconnus citoyens. Vive l'Italie!

MANIN. SOLERA

Venise, 29 mars 1848.

Note B. Page 58. — Le 31, décrété la formation de l'artil-

lerie, sous le commandement du lieutenant-colonel Nicolo Bertacchi.....

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE VÉNITIENNE

Avis.

Un corps d'artillerie sera formé au moyen d'enrôlements ouverts le 3 avril prochain, sous la présidence du citoyen lieutenant-colonel Nicolo Bertacchi, dans la caserne de San Francesco delle Vigne.

Les canonniers recevront une livre et demie, les caporaux deux livres, les sergents deux livres et demie par jour.

Le Gouvernement provisoire espère que tous ceux qui sont familiers avec l'usage de cette arme s'empresseront de prêter leur concours à la cause publique.

MANIN. SOLERA.

Venise, 31 mars 1848.

Note C. Page 79. — Le général Durando prévint le Gouvernement provisoire, par une lettre en date du 23 avril. . . .

AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE VÉNITIENNE

Ostiglia, 23 avril 1848.

« Il meserait difficile de vous exprimer, Messieurs, combien je suis fâché par les derniers et douloureux événements du Frioul. J'ai déjà dirigé auparavant, vers cette province, la division Ferrari avec de l'artillerie et quelques chevaux, dont je ressens une grande pénurie. A l'heure qu'il est, bien que mes instructions et la sûreté de l'armée que j'ai sous mes ordres me l'interdisent, j'en détache trois autres bataillons de ligne, lesquels se trouveront demain soir à Rovigo. Je reste, il est vrai, avec fort peu de monde, mais, du moins, nos frères du Frioul pourront être sauvés. Le canon s'est fait entendre ce matin dans la direction de Mantoue ; la droite de l'ar-

mée piémontaise a fait une démonstration contre la place avec avantage pour les armes italiennes.

« Les trois bataillons que je dirige vers le Frioul sont : le 1^{er} de grenadiers, un de chasseurs et un suisse.

« DURANDO. »

Note D. Page 83. — Le Gouvernement provisoire substitua à l'ancien comité de défense un nouveau conseil de guerre.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE VÉNITIENNE

Décète :

1^o Un conseil de guerre composé d'un président et de quatre assesseurs est substitué au comité de défense.

2^o Le citoyen général Pierre Armandi est nommé président dudit conseil de guerre. Les citoyens colonels G. Milani, G. B. Cavedalis, Almoro Federigo et Galeazzo Fontana sont nommés assesseurs.

3^o Le président dudit conseil remplira les fonctions de ministre de la guerre. Les assesseurs l'assisteront sous ses ordres.

MANIN. PAOLUCCI.

Venise, 2 mai 1848.

Note E. Page 126. — Le décret du 19 juillet organisait une commission devant laquelle, excepté les bijoux, les instruments d'art et de travail, les orfèvreries intactes se trouvant dans les magasins, devaient être notifiés tous les autres objets d'or et d'argent.....

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE

Considérant que les finances de l'État continuent à supporter les charges occasionnées par la concentration des troupes à Venise ;

Considérant que les recettes ordinaires manquent presque entièrement et qu'on est forcé de recourir aux moyens extraordinaires ;

Vu l'urgente nécessité de pourvoir au manque de numéraire, ayant recours même à la conversion en monnaie des effets d'or et d'argent ;

Vu le décret du Gouvernement provisoire de la Lombardie, du 10 courant, prescrivant les mêmes mesures :

Décète :

1° Un impôt dont les proportions seront établies successivement, sera levé sur les effets d'or et d'argent, avec faculté de rachat de ces derniers ;

2° Cet impôt sera remboursé dans l'espace de deux années, à partir de la date du présent décret, et portera intérêt à 5 pour 100 ;

3° Les effets susdits devront être notifiés, à Venise devant une commission instituée à cet égard dans chaque quartier, et, ailleurs, devant les autorités communales.

La commission tiendra ses séances auprès du commissaire de l'ordre public de chaque quartier. La commission sera composée d'un conseiller communal, d'un employé de finances, du commissaire de l'ordre public et d'un orfèvre.

Les commissions et les autorités communales commenceront à recevoir, dès demain, les notifications susdites, lesquelles devront être faites jusqu'au 28 du mois courant.

4° La notification devra être faite par le propriétaire ou bien, dans son absence, par les membres de sa famille ; il devra déclarer :

a. Le nombre des objets ;

b. La qualité des matières, c'est-à-dire s'ils sont d'or ou d'argent ;

c. Le poids à peu près ;

d. Les motifs exceptionnels qui pourraient plaider en faveur de leur conservation.

5° Sont exceptés de cette notification :

a. Les effets de toilette personnelle ;

b. Les instruments d'art et de métier ;

c. Les effets d'or et d'argent intacts se trouvant dans les magasins.

6° L'oubli et l'inexactitude d'une déclaration seront punis d'une amende de 20 pour 100, prélevée sur les objets dissimulés, vérification faite par une commission à part, instituée à cet effet.

7° Ceux des objets, même hors d'usage, qui seront présentés à la Monnaie seront mis à compte de la somme imposée et jouiront, en outre, du bénéfice d'être calculés au prix de fabrique, soit avec une augmentation de 15 pour 100 à ajouter à leur valeur intrinsèque.

8° Un décret ultérieur établira les bases et les mesures déterminant la répartition du susdit impôt, ainsi que les règles au sujet de la livraison des effets et du contrôle des notifications.

Président : CASTELLI,
CAMERATA, PAOLUCCI, MARTINENGO, CAVEDALIS.

Venise, 19 juillet 1848.

Note F. Page 135. — Communiqua au Gouvernement vénitien la nouvelle de la défaite de Custozza, affirmant la chose sur son honneur et observant que c'était le moment, mais le dernier, de discuter une cause avant qu'elle fût perdue sans remède. . . .

AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE

Après un combat acharné de trois jours, l'armée de Charles-Albert a été complètement détruite; notre armée est aujourd'hui sur l'Oglio.

Je suis homme d'honneur; des mensonges seraient indignes et même inutiles, puisque vous pourriez en très-peu de temps les vérifier..

Ce serait le moment, mais le *dernier*, pour discuter une cause avant qu'elle soit tout à fait perdue. J'ai l'honneur d'être, etc.

Le général commandant en chef du 2^e corps de réserve,

WELDEN.

Mestre, 27 juillet 1848.

RÉPONSE A SON EXCELLENCE M. LE BARON DE WELDEN,
commandant en chef du 2^e corps de réserve.

Venise, ce 29 juillet 1848.

Excellence,

Nous venons de recevoir la lettre en date du 27 juillet que Votre Excellence nous fit l'honneur de nous adresser.

Nous apprécions les sentiments qui l'ont dictée et ne doutons pas des faits confirmés par votre parole.

Votre Excellence affirme que c'est le moment, *mais le dernier*, pour discuter une cause avant qu'elle soit perdue sans retour; de notre côté, nous devons prévenir Votre Excellence qu'il n'appartient pas à nous seuls de discuter une cause qui est commune à l'Italie entière.

Et puis, quand même cette cause serait réduite à Venise seule, nous espérons pouvoir prouver, Excellence, qu'elle est bien loin d'être perdue sans retour.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de notre profonde considération.

Président : CASTELLI,
CAMERATA, PAOLUCCI, MARTINENGO, CAVEDALIS.

Note G. Page 158. — Le Gouvernement provisoire fit procéder à de nouvelles élections, et, ces dernières accomplies, procéda

LISTE DES DÉPUTÉS VÉNITIENS DE L'ASSEMBLÉE PERMANENTE

PREMIER ARRONDISSEMENT

CASTELLO. — SAN MARTINO. — SAN FRANCESCO DELLE VIGNE.

Manin Daniele.	Ruffini, G. B.	Baldiserotto Bernardo.
Tommasco Nicolò.	Vare, G. B.	Ruffini Carlo.
Baldiserotto Francesco.	Talomini Natala.	Alberti Antonio.
Ferrari Luigi.	Cavedalis, G. B.	

DEUXIÈME ARRONDISSEMENT

SAN ZACCARIA. — S. M. FORMOSA. — SAN GIO. IN BRAGORA.

Tommaso Nicolò.	Vare, G. B.	Papadopoli Spiridione.
Galucci.	Reali Giuseppe.	Cavedalis, G. B.
Priuli Nicolò.	Manin Daniele.	Talomini Natale.

TROISIÈME ARRONDISSEMENT

SAN MARCO. — SAN LUCA. — SAN STEFANO. — S. M. DEL GIGLIO.

Manin Daniele.	Benvenuti Bartolomeo.	Fossati.
Treves.	Foscarini Giorgio.	Tommaso Nicolò.
De Camin Giuseppe.	Avesani Francesco.	Lunghi.
Callegari Santo.	Cavedalis, G. B.	

QUATRIÈME ARRONDISSEMENT

SAN GEREMIA. — SAN FELICE. — SAN MARZIALE.

Manin Daniele.	Delle Vide.	Lazaris.
Pesaro.	Tornielli.	De Giorgi.
Lattes.	Cavedalis, G. B.	Levi Angelo.
Scarabellin Girolamo.	Camerata.	Olper Salomone.

CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

SAN SALVATORE. — S. M. DEL CARMINE. — SAN CANCIANO. — S. GIO. POLO

Manin.	Santello.	Tommaso.
Bigaglia.	Torniello.	Pasini.
Malfatti.	Errera.	Molinari.

SIXIÈME ARRONDISSEMENT

SAN NICOLO DE I TOLENTINI. — SAN SIMEONE. — SAN CASSIANO.

Manin.	Cavedalis.	Pancrazio.
Tommaso.	Foscarini.	Forel.
Nardi.	Gradenigo.	Minotto.
Paolotti.		

SEPTIÈME ARRONDISSEMENT

S. M. DEI FRARI. — S. M. CARMINE. — SAN SILVESTRO. — SAN PANTALEONE

Comello.	Casoni.	Palazzi.
Manin.	Tommaso.	Balbi.
Valtorta.	Insom.	De Medici.
		Cavedalis.

HUITIÈME ARRONDISSEMENT

SAN GERVASO E PROTASO. — S. M. DEL ROSARIO. — SANT' EUFEMIA.

Giustiniani.	Bizio.	Copano.
Manin,	Cavedalis,	Giordani.
Bembo.	Tommaseo.	Graziani
Baroni.		

NEUVIÈME ARRONDISSEMENT

SANT' ANDREA.

Naccari.	Renier.	Fattorini.
Lisatti, G.	Bullo.	Arrigoni.
Lisatti, D.	Nordio.	Zennaro.
		Perlasca.

DIXIÈME ARRONDISSEMENT

SAN GIACOMO. — SANT' ANNA. — CAVANELLA. — CA' BIANCA.

Zennaro.	Bullo.	Lisatti.
Boscolo.	Naccari.	Gerini.
Chiozzotto.	Boscolo.	Lisatti.

ONZIÈME ARRONDISSEMENT

BURANO.

Nichetti.	Andreotta.	Colleoni.
Tommasini.	D'Este.	Passalacqua.
Molin.	Modenato.	

DOUZIÈME ARRONDISSEMENT

PELESTRINA.

De Colli.	Ghezzeo.	Belarin.
Desiderio.	Scarpa.	

TREZIÈME ARRONDISSEMENT

SAN BIAGIO.

Mazzucchelli.	Baldiserotto.
Mainardi.	Gogola.

QUATORZIÈME ARRONDISSEMENT

FORTIFICATIONS.

Bizzardi.	Manin.	Safermo.
Cavedalis.	Sirtori.	Cavaletto.
Morandi.	Francesconi.	Bellazzi.

Note H. Page 195. — Venise dépouillée de toutes ses ressources, après avoir dépensé, tout compte fait, *depuis le jour de sa délivrance jusqu'au 1^{er} juillet 1849, 57,567,676 livres...* (1).

ÉTAT I

Du 23 mars au 15 mai 1848.

RECETTES.		DÉPENSES ORDINAIRES.	
Fonds des différentes caisses.	3,034,093	Total.....	1,515,743
En billets de banque autrichiens.....	2,198,610	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.	
Dépôts particuliers.....	427,439	Subvention à Padoue.....	370,000
Recettes ordinaires.....	459,688	Dépenses camérales de Rovigo.....	100,000
Impôt biens-fonds de Padoue.	685,507	Invalides de Padoue.....	5,930
A compte de Trévisé.....	150	Comité d'Udine.....	200,000
Recettes indirectes.....	678,985	Comité de Padoue.....	300,000
Fonds de la Monnaie.....	194,415	Comité de Trévisé.....	50,000
Emprunt du chemin de fer.	2,799,969	Achat d'armes à Livourne...	53,311
En billets de banque autrichiens.....	200,030	Comité de Rovigo.....	200,060
Billets de banque autrichiens de Trévisé.....	96,720	Comité de Chioggia.....	40,000
Billets de banque de Vienne.	1,335	Comité d'Este.....	10,000
Billets de banque de Rovigo.	2,590	Guerre et marine.....	2,035,961
Billets de banque de Bellune.	5,145	Comité de défense.....	50,277
Offrandes citoyennes.....	173,951	Gages des pontificaux.....	257,000
Change.....	1,970	Gages des corps-francs....	27,000
		Missions.....	7,000
		Approvisionnements des troupes.....	433,011
		Au Mont-de-Piété.....	350,000
		État-Major.....	100,000
		Postes.....	10,000
		Achats de grains.....	617,684
		Escompte.....	99,780
		Payé pour compte du gouvernement. de Milan.....	46,890
		Missions diplomatiques....	40,551
Total.....	10,960,597	Total.....	6,926,338
Reste.....	4,035,459		

(1) Voir l'erratum à la fin du volume.

ÉTAT II

Du 15 au 31 mai 1848.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report : reste . . .	4,035,459		
Ordinaires.....	116,275	Ordinaires.....	395,848
Extraordinaires.....	5,450,507	Extraordinaires.....	1,995,387
	<hr/>		<hr/>
Total.....	9,602,141	Total.....	2,391,235
Reste.....		7,210,906	

ÉTAT III

Du 1^{er} juin au 31 juillet 1848.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report : reste.....	7,210,906		
Ordinaires du mois de juin.	373,813	Ordinaires du mois de juin.	558,877
Extraordinaires.....	5,478,769	Extraordinaires.....	4,176,078
Ordinaires du mois de juillet.	299,070	Ordinaires du mois de juillet.	577,532
Extraordinaires.....	2,634,125	Extraordinaires.....	2,543,964
	<hr/>		<hr/>
Total.....	15,996,683	Total.....	7,856,451
Reste.....		8,140,232	

ÉTAT IV

Du 1^{er} août au 30 septembre 1848.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report : reste.....	8,140,232		
Ordinaires du mois d'août..	336,156	Ordinaires du mois d'août..	495,432
Extraordinaires.....	2,214,000	Extraordinaires.....	3,476,165
Ordinaires du mois de sept.	264,432	Dépenses générales du mois	
Extraordinaires.....	4,097,221	de septembre.....	2,994,582
	<hr/>		<hr/>
Total.....	15,052,041	Total.....	6,966,179
Reste.....		8,085,862	

ÉTAT V

Du 1^{er} au 31 octobre 1848.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report : reste.....	8,085,862		
Ordinaires.....	190,215	Ordinaires.....	194,019
Extraordinaires.....	4,097,221	Extraordinaires.....	3,100,900
	<hr/>		<hr/>
Total.....	12,373,298	Total.....	3,294,919
		Reste.....	9,078,379

ÉTAT VI

Du 1^{er} au 30 novembre 1848.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report : reste.....	9,078,379		
Fonds des caisses camérales.	408,075	Camérales.....	281,162
Billets de banque patrio- tiques.....	239,889	Politiques.....	116,521
Billets de banque autrichiens	17,850	Comité de vigilance.....	12,500
Titres divers.....	104,265	Préfecture de l'ordre public.	38,987
Dépôts particuliers.....	32,221	Magistrature camérale....	56,207
Recettes ordinaires.....	7,096	Douanes.....	38,250
Recettes extraordinaires...	341,514	Clergé.....	25,529
Dépôts particuliers.....	2,774	Pensions aux invalides.....	7,343
Versements à compte de l'impôt des 4 millions 1/2.	29,658	Ministères, guerre et marine.	2,246,511
Versements à compte de l'impôt des 4 millions 1/2.	42,566	Gages et vivres des légions civiques.....	257,800
Vente d'actions de l'impôt de 10 millions.....	467,075	Achat de plomb.....	71,970
Versement de la banque na- tionale....	170,114	Comité de la garde natio- nale.....	46,000
Versement en billets patrio- tiques.....	2,210,300	Subvention au Municipale...	54,000
Rachat argenterie.....	1,355	Comité d'exilés.....	3,000
Du gouvernement sarde....	335,880	Hôpital civil.....	3,800
Offrandes citoyennes.....	46,474	Dépenses diverses.....	5,890
Retiré de la Monnaie.....	14,000	Restitutions, dépôts judi- ciaires.....	46,831
Diverses restitutions.....	7,400	Dépenses diplomatiques....	3,660
	<hr/>		<hr/>
Total.....	13,556,885	Total.....	3,315,961
		Reste.....	10,240,924

ÉTAT VII

Du 1^{er} au 31 décembre 1848.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report : reste...	10,240,924		
Ordinaires	2,327	Ordinaires.....	543,423
Extraordinaires.....	396,572	Guerre et marine.....	2,400,160
Dépôts particuliers.....	124	Garde nationale.....	57,198
Offrandes aux invalides...	361	Municipe.....	30,000
Versement, compte impôt.	12,325	Postes.....	15,000
Versement, compte impôt.	45,464	Dépenses diverses.....	3,620
Vente d'actions de l'impôt de 10 millions.. ..	8,045	Comité d'exilés italiens....	2,000
De la banque nationale...	13,793	Subvention au Mont-de- Piété	120,000
De la banque nationale....	195,300	Restitution dépôts judi- ciaires.....	5,449
Du Municipe en papier com- munal, à-compte impôt..	2,600,000	Payements intérêts du pre- mier impôt.	1,487
Rachat argenterie.....	1,895	Résidus caisses camérales..	382,293
Offrandes citoyennes.....	52,625	Résidus, billets patriotiques.	580,864
Offrandes citoyennes....	63,426	Résidus, autres titres.....	430,394
Retiré de la Monnaie.....	23,706	Dépôts particuliers.....	35,120
Total.....	13,656,887	Total.....	4,607,008
	Reste.....	9,049,879	

ÉTAT VIII

Du 1^{er} au 31 janvier 1849.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report : reste...	9,049,879		
Ordinaires	582,129	Ordinaires.....	642,331
Extraordinaires.....	36,116	Guerre et marine.....	2,402,589
Rachat argenterie.....	12,079	Garde nationale.. ..	25,000
Du Municipe en billets pa- triotiques.....	3,000,000	Municipe.....	42,000
Vente actions.....	7,472	Hôpitaux et autres institu- tions	43,837
Du gouvernement sarde...	37,944	Exilés italiens.....	3,500
Offrandes citoyennes.....	131,923	Direction de la loterie....	3,254
Retiré de la Monnaie.....	12,000	Intérêts dette publique....	35,624
Total.....	12,869,547	Dépenses diverses.....	13,957
	Reste.....	9,657,455	Total.....
			3,212,092

ÉTAT IX

Du 1^{er} février au 31 mars 1849.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report: reste.....	9,657,455		
Recettes ordinaires.....	220,777	Ordinaires, mois de février..	592,392
Divers versements à compte impôt et vente des actions.	2,418,079	Extraordinaires.....	2,792,617
Vente biens domaniaux....	45,917	Ordinaires, mois de mars...	620,935
Offrandes citoyennes.....	145,566	Extraordinaires.....	3,722,475
Chemins de fer.....	1,245,614		
Ordinaires, mois de mai....	227,376		
Extraordinaires.....	7,082,880		
	<hr/>		
Total.....	21,043,664	Total.....	7,728,419
Reste.....	13,315,245		

ÉTAT X

Du 1^{er} avril au 31 mai 1849.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report: reste.....	13,315,245		
Ordinaires du mois d'avril..	437,351	Ordinaires du mois d'avril.	484,162
Extraordinaires.....	7,317,450	Extraordinaires.....	3,082,664
Ordinaires du mois de mai.	224,399	Ordinaires du mois de mai.	579,895
Extraordinaires.....	6,557,572	Extraordinaires.....	3,461,712
	<hr/>		
Total.....	27,852,017	Total.....	7,608,433
Reste.....	20,243,584		

ÉTAT XI

Du 1^{er} au 30 juin 1849.

RECETTES.		DÉPENSES.	
Report: reste.....	20,243,584		
Ordinaires.....	72,275	Dépenses camérales.....	240,905
Retiré de la Monnaie.....	28,598	Dépenses politiques.....	85,196
Versement à compte impôt.	2,740	Comité vigilance publique.	32,055
	<hr/>		
A reporter.....	20,347,197		358,156

<i>Report</i>	20,347,197		358,156
Versement, compte impôt, 9 avril 1849.....	27,000	Préfecture ordre public....	27,803
Du Municipale, à-compte de la vente des tabacs.....	2,165,800	Intendance.....	35,219
Restitution des subventions du Mont-de-Piété.....	178,936	Douanes.....	43,796
Offrandes citoyennes.....	46,733	Clergé.....	6,133
Vente des grains.....	18,002	Restitution dépôts particu- liers.....	5,445
Escompte.....	655	Guerre et marine.....	2,919,935
		Garde nationale.....	38,000
		Administr. de la Monnaie.	10,000
		Postes.....	20,000
		Subvention au Municipale...	100,000
		Subvention à l'hôpital.....	10,000
		Exilés italiens.....	9,000
		Restitution dépôts judi- ciaires.....	3,209
		Intérêts dette publique....	66,204
		Dépenses diplomatiques....	7,741
Total.....	<u>22,794,323</u>	Total.....	<u>3,660,641</u>
	Reste.....		19,123,582

Total des dépenses depuis le 23 mars 1848 jusqu'au 1^{er} juillet 1849 : 57,567,676

Note I. Page 196. — Le Gouvernement vénitien désigna à cette négociation MM. Joseph Calucci et Georges Foscolo, lesquels se rendirent auprès de M. de Bruck, à Vérone...

Désireux de suivre le conseil du gouvernement français, exprimé si franchement dans la réponse de M. Drouin de Lhuys, le gouvernement vénitien s'était adressé, dès le 11 mai, encore, à M. de Cour, chargé d'affaires de la République française, à Vienne, en lui écrivant la lettre suivante, afin d'entamer les négociations désirées avec le gouvernement impérial.

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE

*A M. de La Cour, chargé d'affaires de la République française,
à Vienne.*

Monsieur l'Ambassadeur,

Le 24 avril dernier, M. le ministre des affaires étrangères de la République française chargea M. Valentin Pasini, notre agent à

Paris, de me faire connaître, qu'à son avis, nos différends avec l'Autriche seraient plus facilement arrangés si nous entrions en négociation directe avec les autorités autrichiennes, en nous assurant en même temps que nous serions appuyés par les ambassadeurs français et anglais à Vienne. Le Gouvernement provisoire de Venise, qui a toujours suivi les conseils de la France, est disposé à les suivre même en cela, marchant dans la voie qui lui est tracée, pourvu qu'il en ait les moyens.

M. le maréchal Radetzki, après avoir poussé vigoureusement le siège de Venise et bombardé Marghera, intima la reddition de la ville à des conditions qu'on pourrait à peine accepter si nos fortifications avaient été prises ou détruites.

Dans la réponse que nous lui donnâmes, nous avons indiqué notre disposition de traiter même directement avec le gouvernement autrichien. De cette déclaration, il ne fit aucun cas et continua énergiquement les hostilités par terre et par mer.

Toutefois, nous persistons dans le désir de suivre le conseil de la France. Pour cela, il est nécessaire qu'il y ait une personne à Vienne qui puisse négocier en notre nom et dont la sûreté personnelle ne soit pas compromise.

A cet effet, je m'adresse à vous, Monsieur l'Ambassadeur, dont je connais les sentiments nobles et généreux, et qui ne pouvez pas être insensible à la condition qui nous a été faite par les événements, et je vous prie de vous intéresser, pour obtenir un sauf-conduit, à M. Pasini, afin qu'il puisse se porter immédiatement à Vienne pour entamer les négociations dont il s'agit, à l'égard desquelles il a déjà reçu les instructions nécessaires. Ce serait seulement pour éviter la perte d'un temps précieux que j'oserais vous prier, Monsieur l'Ambassadeur, de vous donner la peine, lorsque vous aurez obtenu le sauf-conduit, de le faire transmettre, par l'intermédiaire de votre gouvernement, à M. Pasini.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

MANIN.

De son côté, M. de La Cour répondit par la lettre suivante :

LÉGATION DE FRANCE A VIENNE

Vienne, ce 15 mai 1849.

Monsieur,

Je n'avais pas attendu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 11 de ce mois pour m'employer officieusement en faveur de Venise. A différentes occasions, j'ai entretenu les ministres de Sa Majesté Impériale de la position exceptionnelle de cette ville, et, tout récemment encore, je leur ai fait part, à la suite d'instructions émanées de mon gouvernement, des propositions d'accommodement transmises par M. Valentin Pasini.

Je ne vous dirai point combien j'eusse été heureux de contribuer à faire cesser un état de choses dont la prolongation entraîne tant de sacrifices de la part des habitants de Venise. J'ai donc vivement regretté de ne pas voir mes efforts couronnés de succès, ou, du moins, de n'avoir pu déterminer le cabinet de Vienne à entrer dans la voie des conciliations avec la ville au nom de laquelle vous m'écrivez. Mais il persiste, non-seulement à repousser tout intermédiaire entre Venise et lui, bien plus encore toute offre de négociation émanée directement de cette ville même. C'est à ce titre qu'il refuse à M. Valentin Pasini le sauf-conduit qui lui permettrait de se rendre ici, sauf-conduit dont je lui ai fait la demande immédiatement après la réception de votre lettre. M. de Schwartzemberg s'est borné à me répondre que le gouvernement de Sa Majesté Impériale était fermement décidé à ne point traiter avec Venise; que, par suite, la mission de M. Pasini n'aurait aucun but et que si, du reste, on avait, dans la ville assiégée, l'intention de négocier, on n'avait qu'à s'adresser à M. Radetzky, lequel est investi de tous les pouvoirs à cet égard.

Je m'empresse de vous transmettre cette réponse, que j'eusse désiré de nature à vous satisfaire.

Je déplore donc qu'il n'en soit point ainsi, mais je crois devoir

vous dire qu'elle est l'expression d'une pensée qui me semble fortement arrêtée.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le chargé d'affaires de la République française,

E. DE LA COUR.

Informé par cette lettre de M. de La Cour du refus, de la part des ministres autrichiens, d'accorder un sauf-conduit à M. Pasini, le Gouvernement provisoire rompit toute négociation à cet égard, lorsqu'il reçut la lettre suivante, de M. de Bruck, cherchant à renouveler les tentatives.

AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE

Près Mestre, 31 mai 1849.

Monsieur,

Dans la réponse, en date du 5 mai, que vous fîtes à la proclamation du 4 de ce mois, de Son Excellence M. le feld-maréchal comte Radetzky, vous paraissez être disposé à entamer des négociations directes avec Sa Majesté Impériale, afin d'arriver à une solution plus prompte et plus facile.

Bien que je ne m'explique pas de quel genre pourraient être ces négociations, voulant épuiser néanmoins toutes les voies de modération, je suis autorisé à vous prévenir que je me trouve actuellement, jusqu'à demain matin à 8 heures, au quartier général, près de Mestre.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre du Commerce,

DE BRUCK.

Ce fut après avoir reçu cette lettre, que le Gouvernement provisoire dépêcha, auprès de M. de Bruck, MM. Joseph Calucci et Georges Foscolo, à Vérone, lesquels, après plusieurs conférences,

revinrent à Venise avec la lettre suivante, contenant les conditions du ministre impérial.

SON EXCELLENCE M. LE CHEVALIER DE BRUCK

Au Gouvernement provisoire de Venise.

Milan, ce 23 juin 1849.

Après les conférences que j'eus l'honneur d'avoir, le 21 et le 22 juin, à Vérone, avec MM. Joseph Calucci et Georges Foscolo, je trouve superflu de revenir au sujet de la condition politique de Venise, ayant exprimé fort clairement la manière d'envisager cette question et aussi donné verbalement à MM. les plénipotentiaires vénitiens les plus amples explications à cet égard.

Quant aux autres points débattus dans ces conférences, je m'empresse de déclarer, de concert avec Son Excellence M. le feld-maréchal comte Radetzky que, prenant pour base les conditions posées par Son Excellence dans sa proclamation du 4 mai passé, rien n'empêche d'accorder et de déterminer à l'avenir ce qui suit :

1° Les billets de banque appelés *communaux* seront réduits à deux tiers et ceux connus sous le nom de *papier patriotique*, ainsi que tous les autres titres provenant d'emprunts forcés, à la moitié de leur valeur nominale.

Les billets susdits auront cours légal à Venise au taux susindiqué jusqu'à ce que le municipe vénitien les retire de la circulation en leur substituant d'autres titres, ce qui devra avoir lieu dans le plus bref délai possible. L'amortissement des billets susdits aura lieu entièrement à la charge du municipe vénitien, moyennant une surtaxe de 25 pour 100, ainsi que d'autres mesures subsidiaires, voire même la nouvelle Banque nationale conservée à cet effet.

Ce n'est qu'en considération de cette charge que la ville ne subira aucune contribution de guerre, tout en retenant valables cependant celles qui furent déjà infligées à plusieurs habitants de Venise, relativement à leurs biens du littoral.

2° Les droits civils acquis en vertu des lois émanées du gouvernement actuel seront respectés.

3° L'ancien cordon douanier ayant existé avant la révolution sera rétabli afin de déterminer la ligne du port franc.

4° Les administrations civiles reprendront leurs dénominations antérieures et les employés retourneront à leurs places primitives jusqu'à ce que de nouvelles dispositions prononcent à leur égard, en introduisant les changements que pourrait réclamer leur organisation nouvelle.

5° Tous les militaires étrangers indistinctement, de même que tous les officiers ou employés militaires déjà au service de l'Autriche, auxquels ne s'étend pas le pardon accordé par Son Excellence M. le feld-maréchal comte Radetzky, devront quitter Venise ainsi que les États de Sa Majesté Impériale, en arrêtant, de concert avec le municipale vénitien, le mode de leur transport par voie de mer, entièrement à charge dudit municipale.

6° Les personnes dont le domicile n'est pas fixé depuis un certain laps de temps à Venise devront retourner au plus vite dans leurs pays respectifs, soit dans l'Empire, soit à l'étranger, sans crainte d'être inquiétées.

7° Tous les habitants de Venise pourront y rester tranquillement, sans la moindre crainte d'être molestés, sauf une quarantaine de personnes dont une liste spéciale, indiquant les noms, sera faite au moment de l'occupation de la ville.

8° Si quelqu'un cependant de ceux qui sont compris aux articles 5°, 6° et 7° se rend coupable, à l'avenir, de nouveaux délits susceptibles de troubler l'ordre public, les tribunaux prendront en considération sa conduite antérieure.

Voilà quelles sont les dernières conditions que Son Excellence M. le feld-maréchal comte Radetzky croit pouvoir accorder, observant toutefois qu'il les considère comme non avenues, si d'ici huit jours elles ne sont pas acceptées.

Si elles le sont, au contraire, il suffira d'en informer le feld-maréchal comte Thurn, commandant le 4^e corps d'armée, après quoi Son Excellence M. le feld-maréchal comte Radetzky prendra la peine de se rendre à Mestre afin de s'y concerter avec les commissaires envoyés par la ville à cet effet.

Je m'y trouverai aussi et je serai on ne peut plus heureux d'avoir contribué à sauver Venise de tous les désastres qu'entraîne la guerre et que, malheureusement, elle sera forcée de subir.

Agréez, etc.

DE BRUCK.

Voici quelle fut la réponse du Gouvernement provisoire à cette communication du ministre autrichien :

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE

A Son Excellence M. le chevalier de Bruck.

Venise, 1^{er} juillet 1849.

Excellence,

J'ai communiqué à l'Assemblée nationale le rapport que MM. Calucci et Foscolo firent au gouvernement au sujet des conférences qu'ils eurent l'honneur d'avoir avec Votre Excellence, les 21 et 22 juin passés, à Vérone, ainsi que la lettre que Votre Excellence m'adressa, le 23 juin, de Milan; en conséquence de quoi, l'Assemblée vota, par 105 voix sur 118, l'ordre du jour que voici :

« Ouï la communication du gouvernement;

« Pris connaissance des pièces de la correspondance diplomatique;

« Vu que les soi-disantes propositions de l'Autriche, relativement au Lombardo-Vénitien, seraient loin, d'une part, d'assurer les droits en respectant la dignité nationale, et, d'autre, se réduiraient à de simples promesses dépourvues de toute garantie et laissées au bon plaisir de l'Autriche même;

« Vu que les propositions concernant Venise ne représentent autre chose qu'une capitulation déshonorante;

« Ouï la déclaration du gouvernement, annonçant qu'il rendra publiques les pièces des négociations, afin que l'Europe prononce entre Venise et l'Autriche;

« L'Assemblée passe à l'ordre du jour. »

Tout en faisant part à Votre Excellence de la présente délibération, je ne puis ne pas exprimer mon profond chagrin de ce que la nature des propositions faites rende vaine notre sincère intention d'arriver à une entente réciproquement honorable et satisfaisante.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

MANIN.

Note K. Page 202. — Un ordre du jour du général Pepe signalait les plus braves.....

LE COMMANDANT EN CHEF DES TROUPES VÉNITIENNES

Ordre du jour.

Parmi les braves qui se signalèrent, sous la conduite de l'intrépide lieutenant-colonel Coseaz en repoussant, dans la nuit du 6 au 7 juillet, l'assaut tenté par l'ennemi à la batterie de San Antonio, je porte les suivants à l'ordre du jour ainsi qu'à la connaissance publique :

Le lieutenant Perazzo, de la légion du Sile; — le capitaine Mastrovich, attaché au commandant de place; — le lieutenant Durelli, du 1^{er} de ligne, qui furent les premiers à courir au secours de la batterie.

Les lieutenants d'artillerie G. Acerbi et Gioachimo de Filippis.

Le lieutenant Marco Savorgnan, de la légion de Sile.

Les lieutenants Piaccentini et Rubbi, attachés à l'état-major.

Les sergents de gendarmerie Moras et Freddi; — les brigadiers Gidoni, Zuliani, Bottura, Albanella, Dorin, Demetrio, ainsi que les soldats Bassani, de Paoli et Pasuello.

Le sergent-major de la légion du Sile, Polidori, ainsi que le soldat Dalbo.

Les caporaux du 1^{er} de ligne Casalin, Dell'Antonio, Gobbi, Supini et Pisentini.

Le lieutenant général commandant en chef,

G. PEPE.

Noté L. Page 209. — Dès le 18, le Gouvernement avait organisé, dans chaque paroisse de Venise, une commission chargée

de distribuer un peu de pain ou une certaine quantité de farine.....

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE

Modifiant l'article 2° du décret du 7 courant.

Décète :

La Commission annonaire centrale sera composée des citoyens que voici :

Cerutti, G.-B., — Correr Pietro, — Fario Paolo, — Locatelli Recco, — Marzani Carlo, — Pasini Lodovico, — Radaelli Elidoro.

Le Président : MANIN.

Note M. Page 222. — Le Gouvernement, ayant abdiqué ses pouvoirs entre les mains de ce premier.....

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE VENISE

Considérant que des circonstances impérieuses imposent des mesures auxquelles ne sauraient prendre part ni l'Assemblée nationale ni le pouvoir émané d'elle,

Décète :

1° Le Gouvernement provisoire cesse de fonctionner;

2° Les attributions dudit gouvernement passent au municpe de la ville de Venise, à l'égard du territoire soumis au susnommé gouvernement;

3° L'ordre public, la tranquillité, la sûreté personnelle sont recommandés à la concorde de la population, au patriotisme de la garde nationale, ainsi qu'à l'honneur des chefs militaires.

Le Président : MANIN.

Venise, nuit du 24 août 1849.

FIN

ERRATUM

A LA PAGE 195, AU LIEU DE :

Venise dépouillée de toutes ses ressources, après avoir dépensé, tout compte fait, *depuis le 1^{er} janvier 1849 jusqu'au 1^{er} juin*, 55, 653, 614 livres,

LIRE CECI :

Venise dépouillée de toutes ses ressources, après avoir dépensé, tout compte fait, depuis le jour de sa délivrance jusqu'au 1^{er} juil et 1849, 57, 567, 676 livres.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE	I
PRÉFACE	III

CHAPITRE PREMIER

Venise. — Physionomie de la ville. — Sa situation. — Ses particularités. — Ses avantages. — Aperçu général sur son histoire. — Son début, sa grandeur, son industrie, son commerce, ses conquêtes, son dépérissement et sa chute. — Ses institutions. — Conseil des Trois et des Dix. — Police, prisons, lois, arbitraire, inquisition. — Préventions injustes à son égard. — Réalité	1
---	---

CHAPITRE II

Coup d'œil sur l'état général de l'Europe en février 1848. — Situation de l'Italie. — Ses aspirations. — Ugo Foscolo, Manzoni, Giusti, Leopardi, Niccolini, Silvio Pellico, Menotti, les frères Bandiera. — Pie IX prépare la révolution italienne. — Les hommes qui l'inaugurent à Venise. — Manin et Tommaseo	13
---	----

CHAPITRE III

L'Autriche en Italie. — Ses concessions. — Arrestation, procès et délivrance de Manin et de Tommaseo. — Formation de la garde nationale. — Collision sur la place de Saint-Marc. — Fermentation des esprits. — Soirée du 21 mars au théâtre de la Fenice	23
--	----

CHAPITRE IV

- Réveil. — Déléberations et mesures des patriotes. — Journée du 22 mars. — Mort de Marinovich. — Prise de l'arsenal. — Panique des Autrichiens. — Démarche du municipe auprès du gouvernement. — Zichy et Avesani. — Capitulation des Autrichiens. — Proclamation du municipe. — L'avocat Benvenuti et le général Culoz. — Départ des troupes autrichiennes. — Gouvernement provisoire. — Proclamation de la république. — Nouvelles de la Lombardie..... 33

CHAPITRE V

- Mesures du gouvernement provisoire. — Proclamation de Manin. — Formation de la garde nationale mobile. — Formation de l'artillerie. — Perte de la flotte. — Institution du comité de défense. — Appel de Manin à la concorde. — Lettre aux représentants de la république française. — Départ de la croisade Grondoni..... 53

CHAPITRE VI

- État de l'Autriche. — Panique et démoralisation de ses troupes. — Deux lettres interceptées de l'archiduc Ranieri. — Une autre d'un officier autrichien. — Mouvements de Nugent. — Attaque et prise d'Udine. — Envahissement du Frioul. — Occupation de Cadore et de Bellune. — Arrivée des troupes pontificales à Mestre. — Leur marche à la rencontre de l'ennemi. — Combat de Cornuda. — Retraite de Trévise..... 67

CHAPITRE VII

- Mesures financières. — Impôt forcé de dix millions. — Quêtes publiques. — Sermons d'Ugo Bassi. — Nomination du général Antonini au commandement en chef. — Arrivée de la flotte napolitaine. — Défection des Napolitains. — Ordre du jour du général Pepe. — Nouvelles du Mincio. — Combat de Pastrengo. — Siège de Peschiera. — Première attaque de Venise par l'avant-garde du général Thurn..... 83

CHAPITRE VIII

- Mouvements du général Thurn. — Lettre de M. Fogazzaro. — Stratégie de Radetzky. — Journées de Custoza et de Goito. — Seconde attaque de Vienne. — Bombardement, assaut et capitulation de la ville. — Retraite des pontificaux. — Nomination du général Pepe au commandement en chef. — Son ordre du jour. — Perte de Trévise et de Padoue. — Isolement de Venise. — Ses ressources. — Sortie de la Cavanella d'Adige. — Agitation des esprits. — Lutte du parti républicain et annexionniste. — Convocation de l'Assemblée nationale..... 95

CHAPITRE IX

Ouverture de l'Assemblée nationale. — Séances de 3 et 4 juillet. — Rapports des ministres. — Motion de Castelli. — Vote. — Refus de Manin d'accepter le pouvoir. — Élection d'un gouvernement provisoire. — Sa proclamation.. 113

CHAPITRE X

Décret concernant la remise des effets d'or et d'argent. — Arrivée du 17^e de ligne piémontais. — Campagne de 1848 sur le Mincio. — Combat de Governolo. — Journées de Custoza et de Somma-Campagna. — Attaque de Volta. — Retraite sur l'Oglio et sur Milan. — Troubles et capitulation de cette ville. — Arrivée des commissaires sardes à Venise. — Décret d'annexion. — Nouvelles du Mincio. — Lettre du général Welden. — Tumultes de la place Saint-Marc. — Démission des commissaires piémontais. — Retour de Manin au pouvoir..... 125

CHAPITRE XI

La dictature des triumvirs. — Appel des vétérans italiens aux Français. — Lettre de Tommaseo de Paris. — Arrivée de l'escadre française. — Départ des Piémontais. — Emprunt national. — Émission du papier-monnaie. — Sortie de Mestre..... 141

CHAPITRE XII

Événements d'Autriche et de Rome. — Soulèvement et assaut de Vienne. — Insurrection hongroise. — Fuite du pape à Gaète. — Abdication de l'empereur Ferdinand. — Convocation de l'Assemblée nationale à Venise. — Séance du 17 février 1849. — Le pouvoir exécutif est conféré à Manin..... 153

CHAPITRE XIII

Protestation de Charles-Albert. — Campagne de 1849. — Novare. — Décret de résistance à tout prix. — Appel de Manin à la France et à l'Angleterre. — Seconde émission de papier-monnaie. — Marghara. — Travaux de siège autrichiens. — Première tentative contre la forteresse vénitienne. — Sortie de Rosaroll. — Pénurie de Venise. — Bombardement et évacuation de Marghara..... 171

CHAPITRE XIV

Défense réduite au pont de la Lagune. — Réponses anglaise et française. — Promesses hongroises. — Choléra. — Famine. — Hôpitaux. — Négociations avec de Bruck. — Feu contre la Piazzale. — Bulletins. — Mort de Rosaroll. — Surprise nocturne. — Bombardement de la ville..... 189



CHAPITRE XV

Derniers jours. — Nuit du 30 juillet 1849. — Castellani et Nicolotti. — Les bombes dans la ville. — Leurs ravages. — Extrême dénuement. — Mémoires d'une Vénitienne. — Troubles de l'archevêché. — Paroles de Manin prononcées le 18 août. — Séances secrètes de l'Assemblée nationale. — Procès-verbal de la capitulation. — Démission du gouvernement provisoire. — Les exilés. — Derniers adieux de Tommaseo..... 203

Notes..... 229

Erratum..... 251

FIN DE LA TABLE

PARIS. — IMPRIMERIE L. POUPART-DAVYL, RUE DU BAC, 30



n° inv. 11033

EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE

L'Église unie à l'État , revue d'antiques, par Achille Delorme, 1 volume in-8.....	5 »
La Mort de Jésus , tradition essénienne traduite de l'allemand, par Daniel Ramée (4 ^e édition), 1 volume in-8.....	5 »
Les Plaies légales , par Alexandre Laya. 1 volume in-8.....	5 »
L'Affaire Lesurques , compte-rendu complet des derniers débats à la Cour de cassation. 1 beau volume in-8 accompagné de lettres autographes de Lesurques et de Duboscq.....	6 »
Marie-Amélie de Bourbon , étude historique et biographique. 1 beau volume in-18 accompagné du portrait de Marie-Amélie et de neuf lettres autographes de Louis-Philippe, Marie-Amélie, Léopold II et le duc de Nemours enfants, la duchesse d'Orléans, la duchesse de Nemours, la princesse Marie.....	3 »
Il reste quelques exemplaires de l'édition in-8.....	6 »
Journal humoristique du siège de Sébastopol , par un artilleur. 2 forts volumes in-18 accompagnés d'une carte de l'expédition (3 ^e édition).....	7 »
Les Français de la décadence , par Henri Rochefort. 1 vol. in-18 (6 ^e édition).....	3 »
La Grande Bohème , par Henri Rochefort. 1 vol. in-1 8,5 ^e édit.)	3 »
Les Signes du temps , par Henri Rochefort. 1 vol. in-18 (3 ^e éd.)	3 »
Mes treize premières Lanternes , par Henri Rochefort. 1 volume in-18.....	3 »
Rochefort devant les Tribunaux , 1 volume in-8.....	1 »
Les Aigles du Capitole , par Ed. Lockroy. 1 volume in-18....	3 »
Lettre d'une mère de famille à M. l'évêque d'Orléans , au sujet de l'éducation des filles, par Louise Andebert. 1 vol. in-8.	3 »
La Spéculation devant les Tribunaux , scandales judiciaires du monde financier, par Georges Duchêne. 1 volume in-18.....	3 50
L'Empire industriel , Histoire des concessions financières et industrielles du second Empire, par Georges Duchêne. 1 vol. in-18.	3 »
Les Parisiens d'aujourd'hui , par Jules Claretie. 1 vol. in-18.	3 »
Les Heures parisiennes , par Alfred Delvan. 1 magnifique volume in-18 grand Jésus, accompagné de 25 grandes compositions gravées à l'eau forte par Em. Bénassit.....	6 »
Exemplaires d'amateur, papier de Hollande, gravure avant la lettre	12 »
Les Mangeuses d'hommes , roman de mœurs contemporaines, par "... 1 volume in-18.....	3 »
Révolution militaire du 2 décembre , par de Mauduit. 1 volume in-18.....	1 »

846
4

